Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13289 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 21 OCTOBRE 1987

Coup de semonce dans le Golfe

L'Amérique, comme prévu, a donc frappé dans le Golfe. Sauf à ruiner leur crédit, les Etats-Unis ne pouvaient en effet laisser impunie l'attaque par un missile iranien, trois jours plus tôt, dans les eaux koweïtiennes, d'un pétrolier battant leur pavillon. Mais de toutes les ripostes imaginées par le Pentagone, M. Reagan a choisi la plus timide. Quatre destroyers de l'US Navy ont embrasé de leurs mille obus deux plates-formes pétrolières iraniennes reconverties en une base militaire flottante.

Commenté presque en direct par le secrétaire à la défense, M. Weinberger, le spectacle a eu le double avantage de frapper les esprits sans provoquer mort d'homme. Et le président américain a eu beau jeu de présenter presque aussitôt l'opération navale comme une réplique « sage » et « mesurée », entreprise, comme à regret, au nom du droit légitime d'autodéfense. Pour Washington, « l'incident est clos ». Pourtant, la sérénité de M. Reagan relève largement de la méthode Coué, car – c'est l'évidence – le « carton » réussi par la marine américaine marque un tournant inquiétant dans l'affrontement qui oppose depuis bientôt dix ans la République islamique au « Grand Satan ».

Certes, l'Amérique a surpris par sa « modération » en s'abstenant d'attaquer les batteries de missiles « Silkworm » installées sur la péninsule de Fao. Ce faisant, elle a évité de franchir un pas trop périlleux dans l'escalade militaire. Mais, en [illegible] un objectif iranien, elle ajoute à l'affrontement irano-irakien une dimension supplémentaire, celle d'un duel direct, aux conséquences imprévisibles, avec le régime des ayatollahs.

M. George Bush, le vice-président américain, espère que le « message » de l'US Navy a bien été reçu à Téhéran. Mais comment croire que le régime khomeiniste, engagé depuis sept ans dans une guerre sans merci avec son voisin, se laissera intimider par un simple coup de semonce, fût-il américain ? Comment espérer que l'affaire en restera là, quand Téhéran crie vengeance et promet à son puissant ennemi une « riposte foudroyante » ?

Tout porte à croire au contraire que les dirigeants iraniens, soucieux de ne pas perdre la face à l'égard de leur propre opinion, répliqueront à leur manière à cette nouvelle humiliation. L'Iran pourrait, par exemple, lancer l'un de ses missiles restés intacts contre le vulnérable Koweït, maillon faible des Etats modérés du Golfe. Paradoxalement, les plus sûrs partenaires de Washington dans la région risquent, au bout du compte, de faire les frais d'une opération initialement destinée à réaffirmer avec éclat à leur profit la protection américaine.

Surtout, l'administration Reagan, qu'elle l'admette ou non, s'est rangée un peu plus, lundi, aux côtés de l'Irak, son allié « de facto ». Il sera désormais de plus en plus difficile aux Américains de prétendre dans la guerre du Golfe, à la neutralité dont ils se réclamaient jusqu'ici, notamment pour parrainer l'initiative diplomatique du secrétaire général des Nations unies, visant à obtenir un cessez-le-feu des deux belligérants.

Cette évolution de la position américaine n'est pas passée inaperçue à Moscou, où la presse a promptement dénoncé l'« aventurisme » de Washington. Et l'attaque de lundi a été jugée assez grave par l'URSS pour que M. Gorbatchev quitte au bout d'une demi-heure une séance du Soviet suprême. Les entretiens de M. Shultz à Moscou, à partir de jeudi, pourraient bien manquer de la sérénité affichée à Washington.

(Lire nos informations page 2.)

Après la concertation Bonn-Washington

Le dollar s'est stabilisé à Paris

Deux grandes banques américaines ont baissé leur taux de base

La Réserve fédérale américaine a annoncé, mardi 20 octobre, « être prête à fournir des liquidités pour soutenir le système économique et financier ». La Bourse de Wall Street, qui avait battu un record de chute la veille, repartait en hausse à l'ouverture. Deux grandes banques américaines ont baissé d'un demi-point leur taux de base.

A Tokyo, les cours ont perdu 10 %. Mais, en Europe, après une chute de près de 10 %, les marchés se reprenaient en début d'après-midi.

M. Baker, secrétaire au Trésor des Etats-Unis, et M. Stoltenberg, ministre des finances allemand, ont réaffirmé leur attachement aux accords du Louvre de février dernier. Le dollar s'est raffermi, mardi, passant à Paris de 5,94 F à 6,01 F. De son côté, la Bundesbank a légèrement diminué ses taux d'intervention, laissant percer un espoir de stabilisation pour les prochains jours.

J'AI DIT : PAS DE PANIQUE !

PLANTU

La fin des illusions

Un souvenir historique, fût-il ressassé comme celui des journées noires d'octobre 1929, n'aide pas à prévenir un événement comme celui qui vient de se produire sur les marchés financiers. On oublie toujours l'essentiel, ce dont on a honte et dont on ne veut pas croire la répétition possible : la peur. Lundi, à New-York, il n'y avait plus qu'un seul mot pour décrire l'incroyable désordre : la panique.

Mais il est plus grave que l'amnésie de l'affolement. Il y eut d'abord – c'était le début des années 70, – l'illusion que le retour d'un chômage massif était impossible. Il y eut ensuite l'illusion que l'inflation ne prendrait jamais fin et que, en conséquence, il était sans danger de s'endetter. Cette illusion fut balayée à son tour par la vague de désinflation, qui prit de court maints chefs d'entreprise et maints financiers réputés experts. Il y eut, jusqu'à une période récente, l'illusion que la hausse quasi indéfinie des actions était le reflet de la santé retrouvée des sociétés.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 39.)

La résistance des Tigres à Sri-Lanka

A Jaffna, derrière les lignes indiennes...

Les combats continuent de faire rage autour de Jaffna, où les troupes indiennes sont entrées au cours du week-end. Les renforts indiens affluent vers cette ville désertée par ses habitants et devenue le symbole de la résistance des Tigres tamouls. Avant que Jaffna ne tombe, Laurent Zecchini s'est rendu derrière les lignes indiennes, dans une zone sous contrôle des Tigres.

CHAVAKACHCHERI (péninsule de Jaffna) de notre envoyé spécial

La route serpente entre deux bras de mer, dans un paysage resplendissant. L'orage vient de cesser, et la lumière fait miroiter la lagune. Nous laissons derrière nous une foule de réfugiés, qui fuient Jaffna. Ils se sont entassés dans des grandes barques de bois propulsées par un moteur Diesel poussif, dans un enchevêtrement humain de femmes et d'enfants, de vélos, de valises cerclées de bouts de ficelle, de sacs de nourriture, toute leur fortune.

La traversée fut brève, mais à les voir ainsi, ils faisaient penser, l'espace d'un instant, à des « boat people ».

La rumeur court que les hélicoptères indiens font parfois un « carton » sur ces radeaux pour dissuader les Tigres tamouls de quitter la nasse dans laquelle les troupes indiennes croient les avoir enfermés.

Sur la péninsule, une Peugeot envoyée par les Tigres nous attend. La voiture fonce sur la route, klaxon hurlant, plus par enthousiasme que par nécessité. Nous croisons d'autres véhicules des années 40, arborant un drapeau blanc. Les combattants sans uniforme de cette drôle de « résistance » ont les pieds nus dans des sandales de caoutchouc, le fusil d'assaut Kalachnikov en bandoulière, le sourire aux lèvres et les certitudes bien ancrées.

A les entendre, il faudrait partager leur exaltation pour ce combat « historique » en quête d'une patrie mythique, l'Eelam tamoul.

LAURENT ZECCHINI.

(Lire la suite page 4.)

Les conséquences d'un ouragan dévastateur

La Bretagne en état de choc

Plusieurs jours après l'ouragan qui a frappé les côtes ouest de l'Europe, dans la nuit du 15 au 16 octobre, les Bretons, qui étaient aux avant-postes de la tempête, sont encore en état de choc. Ils constatent que les dégâts subis constituent non seulement une perte économique considérable, mais un véritable désastre écologique.

Dans les campagnes on croirait être revenu un demi-siècle en arrière. Plus d'électricité, plus de télévision, plus de téléphone, plus d'essence et, souvent, plus d'eau : voilà dans quelles conditions vivent des centaines de milliers de ruraux.

Dans certaines communes où l'on transporte les groupes électrogènes d'un boulanger à l'autre, le pain est rationné : une seule boule par famille. Lundi, on comptait encore, dans l'ensemble des départements bretons, cent dix mille foyers sans courant. Au mieux, l'électricité reviendra jeudi, et dans certains hameaux samedi.

Les fermiers se trouvent soudain devant des problèmes invraisemblables, raconte Jean Le Naour, notre correspondant à Quimper. Comment traire trente, quarante, quatre-vingts vaches sans courant ? Alors, on s'y met, à la main, toute la nuit, à la lanterne, comme autrefois. Mais comment conserver le lait alors que les bacs de réfrigération ne fonctionnent plus ?

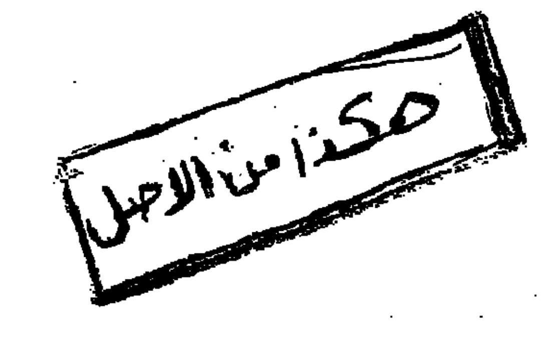
Chez les éleveurs, les porcelets meurent de froid à peine nés et les veaux accoutumés au lait tiède ne veulent plus s'alimenter. Sans parler des hangars abattus par centaines, des bâtiments sans toit, des animaux errant à présent à l'air libre, nuit et jour.

L'agriculture bretonne, parce qu'elle a voulu devenir l'une des plus performantes, est aussi extrêmement fragile. Dans toute l'Armorique, l'autarcie n'est plus qu'un souvenir.

Heureusement, la solidarité des campagnes a joué. Les congélateurs pleins de victuailles ont été transportés dans les bourgades disposant d'électricité. Des groupes électrogènes passent d'une ferme à l'autre et ronflent sans cesse de l'aube à minuit.

Aucun de ceux qui l'ont vécue n'oublieront cette nuit d'épouvante, raconte Jean Le Naour. Le vent soufflait à l'intérieur des terres, à plus de 200 kilomètres-heure.

(Lire la suite page 10.)



Etranger

La destruction d'une plate-forme pétrolière iranienne par la marine américaine

Washington espère que ces représailles « mesurées » feront réfléchir Téhéran

WASHINGTON
de notre correspondant

Démonstration de force – presque – tranquille dans le Golfe, panique boursière – presque – catastrophique à Wall Street. Les Américains ont vécu un bien curieux lundi, et les courtiers de New-York ont eu beaucoup plus chaud que les équipages des destroyers au milieu du Golfe. Pour la presse, en tout cas, la chute de quelque 500 points du Stock Exchange a fait bien plus de vacarme que les mille obus lancés sur une plate-forme pétrolière iranienne. Les trois principales chaînes de télévision ont ouvert leur bulletin d'information sur le plongeon des valeurs, avant d'évoquer en contrepoint les représailles lancées contre l'Iran.

Dans un cas comme dans l'autre, le président Reagan a affiché de la sérénité. « *Non, nous n'allons pas commencer une guerre avec l'Iran; ils* [les Iraniens] *ne sont pas stupides à ce point* », a lancé le président aux journalistes. M. Reagan a reçu un soutien sans faille de Mme Margaret Thatcher, de passage à Dallas pour voir son fils, en rentrant du sommet du Commonwealth à Vancouver. Elle a estimé que le président Reagan avait eu « *parfaitement raison* » d'ordonner l'action de lundi contre l'Iran.

Les représailles américaines, après le tir vendredi d'un missile iranien contre un pétrolier battant pavillon américain, étaient prévisibles, mais elles se sont révélées plus modestes qu'on ne le pensait.

C'est, selon des fonctionnaires de la Maison Blanche, M. Reagan lui-même qui a insisté pour que la réponse à l'Iran reste limitée et ne puisse être interprétée comme une escalade. Le président avait décidé dès vendredi qu'une action s'imposait. Il a demandé aux responsables du Conseil national de sécurité de lui présenter différentes options. Celle qui fut retenue samedi se situait tout au bas de l'échelle. Mais elle permettait d'éviter dans une large mesure d'exposer des vies humaines, d'autant que les équipages de la plate-forme furent prévenus vingt minutes avant le début de la canonnade et eurent apparemment tout le temps de quitter les lieux. Au contraire, une attaque contre les rampes de missiles Silkworm aurait été beaucoup plus risquée.

Une parfaite réussite technique

Une fois de plus, comme lors des deux précédents incidents entre Américains et Iraniens, l'action de lundi fut une parfaite réussite technique, assurée par une écrasante disproportion des forces. Quatre destroyers rangés comme à la parade devant une plate-forme en feu sur les eaux calmes du Golfe, les images vues par les téléspectateurs américains parlaient d'elles-mêmes, et les canons de 5 pouces des navires s'étaient tus depuis quinze minutes à peine que déjà le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger apparaissait dans la salle de presse du Pentagone.

M. Weinberger rendait brièvement compte des opérations, soulignait que la plate-forme visée pouvait être considérée comme un objectif militaire puisque, selon lui, les Iraniens l'utilisaient pour lancer des attaques de vedettes contre la navigation commerciale, qu'un important système de radars y était installé et qu'un hélicoptère américain avait essuyé, il y a une dizaine de jours, des tirs dirigés depuis cette même plate-forme.

Un peu plus tard, le porte-parole du président lisait une déclaration de M. Reagan : « *Il s'agit d'une réponse prudente et mesurée à l'usage illégal de la force contre les Etats-Unis et à de nombreuses violations des droits des autres pays non belligérants (...), les Etats-Unis ne souhaitent pas d'affrontement militaire avec l'Iran, mais le gouvernement iranien ne devrait pas se faire d'illusions quant à notre détermination et à notre capacité à protéger nos navires et nos intérêts contre des attaques* [iraniennes] *non provoquées.* »

Les réactions, tant dans la presse qu'au Congrès et parmi les candidats à l'investiture présidentielle, sont plutôt favorables. Les critiques discrètes émanent pplutôt de ceux qui trouvent les représailles un peu timides. Le président avait pris soin de convoquer, tard dimanche soir, les principaux chefs de file du Congrès pour les associer à sa décision. Les congressites ont noté qu'ils avaient été, non pas consultés, mais « *informés* » de cette décision, alors que les navires étaient déjà en route. Mais ils n'ont pas soulevé d'objection.

En fait, c'est surtout la suite des événements qui suscite des inquiétudes, avivées par les belliqueuses déclarations de divers responsables iraniens.

Dans l'immédiat pourtant, M. Reagan semble s'être sorti de cette épreuve à son avantage. Certains, gardant en mémoire le scandale de l'« Irangate », font mine de s'étonner que, après avoir vendu des armes à Téhéran dans l'espoir d'améliorer les relations entre les deux pays, l'administration s'applique aujourd'hui à brûler tous les ponts avec l'Iran. Mais les adversaires de M. Reagan disposent encore de bien d'autres arguments.

La dégringolade de la Bourse vient d'ailleurs de leur en offrir un nouveau : ils auront beau jeu de faire valoir que, si le marché financier vacille, c'est que la prospérité associée au reaganisme n'était que factice. Les républicains fidèles au président rétorqueront, eux, comme l'a fait par avance le *Wall Street Journal*, que, si les investisseurs s'inquiètent, c'est précisément parce que M. Reagan n'en a plus pour longtemps, et que déjà les démocrates, dépensiers et amateurs d'impôts, attendent au coin du bois. Tout comme les Iraniens.

JAN KRAUZE.

UNION SOVIÉTIQUE

Projet de budget 1988 sans surprise pour une période de « transition »

MOSCOU
de notre envoyé spécial

Le directeur du Gosplan, M. Talytsine, et le ministre des finances, M. Gostev, ont présenté, lundi 19 octobre, leur projet de budget devant le Soviet suprême en définissant l'année 1988 comme un « *tournant* » décisif dans la restructuration de l'économie nationale. A première vue pourtant, aussi bien le plan que le budget mis au point pour l'année prochaine restent conformes dans leurs grandes lignes à ceux qui les ont précédés. Peut-être parce que, comme l'ont souligné les deux rapporteurs, nous sommes en période de « *transition* ».

Des soucis d'ordre politique se reflètent cependant à travers ces deux projets. Celui, d'abord, de faire sortir progressivement l'économie soviétique d'une période de relative stagnation. Comparés aux résultats obtenus au cours des neuf premiers mois de l'année (qui viennent tout juste d'être publiés), les indices globaux de croissance visés en 1988 témoignent d'une volonté de relance : 4,3 % pour le revenu national ; 4,5 % pour la production industrielle (au lieu de 3,6 % de janvier à septembre 1987) ; 3,4 % pour l'agriculture ; 4,2 % pour la productivité du travail.

Deux secteurs sont privilégiés dans les efforts envisagés. Celui du progrès technique et de la modernisation de l'appareil de production, à travers les crédits (33 milliards de roubles) affectés à la recherche scientifique et un « *changement radical d'attitude* » dans l'industrie des machines-outils, dont les responsables sont sévèrement critiqués, de même que ceux de l'industrie légère.

Le secteur social, d'autre part, est présenté comme prioritaire. Schématiquement, il doit bénéficier de trois ordres de mesures :

● **Une amélioration marquée des approvisionnements en produits de consommation, en particulier alimentaires** : une conférence du comité central qui a précédé, samedi, la session du Soviet suprême, a été consacrée à ce sujet. Le problème est moins celui de la production agricole proprement dite (en dépit de mauvaises conditions climatiques, les objectifs du plan seront, paraît-il, à peu près atteints dans ce secteur) que ceux du stockage, du transport et de la transformation des denrées. C'est là que les pertes les plus considérables sont enregistrées, pour ne rien dire de la qualité trop souvent médiocre des produits qui parviennent finalement sur les comptoirs des magasins. Pas d'illusion à se faire cependant, car il faudra entre deux et sept ans, selon les cas, pour que ce qui est à faire dans ce domaine puisse être réalisée.

Eviter l'agitation sociale

● **Une augmentation fût-elle modeste des revenus réels** : côté salaires, les augmentations prévues sont modestes mais, suivant l'expression du ministre des finances, il faut « *accroître la capacité d'achat du rouble* ». Il est clair que sur ce point on veut rassurer tous ceux qu'inquiètent les hausses de prix et qui craignent en plus d'avoir à travailler davantage pour le même salaire. On ne veut surtout pas des remous et de l'agitation sociale qu'ont connus d'autres pays socialistes dans leur tentative de réformes économiques. Parviendra-t-on à les éviter ? Ce n'est pas l'avis de tout le monde, mais il est à remarquer qu'il n'a à aucun moment été question, lundi, au Soviet suprême, d'une réorganisation du système des prix.

● **Un développement des services offerts à la population** : les dépenses destinées à satisfaire les besoins de la population, a dit M. Talytsine, doivent augmenter deux fois plus vite que le revenu national. Pour la première fois, le plan prévoit « *une réorientation des investissements des secteurs de la production vers les secteurs norproductifs* », c'est-à-dire pour une part au moins vers les services destinés aux familles. Le budget de la santé, pour prendre un exemple particulièrement sensible, augmentera de 13 %.

Aussi bien le directeur du plan que le ministre des finances ont insisté sur les conditions nouvelles créées par l'adoption de la loi sur les entreprises, qui doit entrer en vigueur l'année prochaine. Le temps n'est plus, à les entendre, où chacun peut compter sur l'Etat. Or une entreprise sur quatre en URSS est endettée envers l'Etat. Il faut que chaque responsable d'entreprise prenne la mesure des droits et des obligations que lui impose l'autonomie financière dont il va disposer. Vaste programme si l'on retient le chiffre de 20 milliards de roubles avancés par M. Gostev pour le montant des pertes dues chaque année aux gaspillages de toutes sortes. Aussi bien – mais c'est un propos maintes fois entendu en ces mêmes lieux depuis le temps d'Alexis Kossyguine – la croissance doit-elle être avant tout assurée par une meilleure utilisation des ressources, de meilleurs rendements, une élévation de la productivité etc.

Le budget de la défense sera, en 1988, d'une remarquable stabilité, à 20,2 milliards de roubles, mais le ministre des finances a eu la pudeur de noter qu'il couvre « *l'entretien des effectifs des forces armées, le versement des pensions de retraite, la construction militaire et d'autres dépenses* ». On sait qu'il ne s'agit que d'une petite portion des dépenses militaires de l'URSS, le reste se perdant dans d'autres chapitres du budget.

ALAIN JACOB.

● **Manifestation écologiste en Arménie soviétique.** – Environ deux mille personnes ont manifesté, samedi 17 octobre, dans les rues d'Erévan, aux crix de : « *Sauvez l'Arménie du génocide chimique et radioactif !* », contre la présence de la centrale nucléaire de Metzamor et de l'usine chimique de Naourit. Selon des scientifiques de l'Académie des sciences de l'Arménie, la pollution atmosphérique et la proportion de cancers dans la République seraient dix fois supérieurs à la moyenne. Or le ministre de l'industrie chimique de l'URSS, M. Iouri Bespalov, venait de faire inscrire au Plan d'autres projets d'usines chimiques. Le dimanche 18 octobre, une autre manifestation portant sur des revendications « *nationalistes* », avait réuni un millier de personnes, aussitôt dispersées par la police. Ces manifestants protestaient contre les expropriations discriminatoires d'Arméniens en Azerbaïdjan, au profit de paysans locaux. – *(AFP, AP.)*

« Nous ne laisserons pas l'attaque sans réponse »
affirme le président Khamenei

L'Iran a promis aux Etats-Unis, le lundi 19 octobre, d'exercer des représailles à la suite de l'attaque menée le même jour par la marine américaine contre deux plates-formes iraniennes dans le Golfe, dont l'une a été détruite, attaque qui a suscité une condamnation de la part de Moscou et des réactions divergentes en Europe occidentale.

« *Les Etats-Unis recevront une réponse violente à leur crime et les militaires américains ne sortiront pas indemnes du Golfe* », a affirmé un responsable iranien, tandis que le président Ali Khamenei annonçait lui-même que Téhéran « *ne laissera certainement pas l'attaque américaine sans réponse* » et « *exercera des représailles* ». Les déclarations, toutes plus violentes les unes que les autres, se sont succédé vendredi dans la capitale iranienne pour dénoncer l'action de l'US Navy contre des « *objectifs civils* ». Jusqu'à un communiqué du ministère des affaires étrangères estimant que « *l'attaque américaine a placé la région au seuil d'une guerre totale* ».

Selon Radio-Téhéran, les bâtiments de guerre américains ont bombardé deux plates-formes pétrolières situées sur le site de Rechadat (ou Rostam), blessant « *plusieurs membres du personnel civil qui y travaillaient* », pour y détruire les installations radar et de communication qui s'y trouvaient. Le gouvernement américain a souligné que ces plates-formes avaient été transformées par les Iraniens en station d'écoute radar et en base à partir de laquelle ils perturbaient le trafic maritime.

Les Soviétiques ont réagi très rapidement au raid américain, y voyant un « *acte d'agression* », une « *nouvelle aventure* » et, comme l'a déclaré le représentant de l'URSS auprès de l'ONU, M. Belonogov, un « *acte de guerre unilatéral* », qui constitue un pas « *conférant à la guerre entre l'Iran et l'Irak une autre dimension – la dimension américaine* ». M. Belonogov a rappelé à cette occasion la proposition de son pays d'envoyer une force navale des Nations unies dans le Golfe.

Parmi les alliés européens des Etats-Unis, les premières réactions font apparaître des divergences d'appréciation. La Grande-Bretagne a applaudi chaudement à la décision du président Ronald Reagan, par la voix de son premier ministre, Mme Margaret Thatcher. Approbation également à Paris et à Bonn, où l'on évoque respectivement le droit de chaque Etat à agir pour faire cesser les attaques contre ses navires et le « *droit d'autodéfense* » ainsi que celui de faire respecter la liberté de navigation dans le Golfe.

En revanche, c'est la préoccupation qui domine à Bruxelles, à La Haye et à Rome. Le ministre belge des affaires étrangères, M. Léo Tindemans, a exprimé les « *regrets* » de son pays devant une situation qui « *empire* ». Un porte-parole du gouvernement néerlandais a fait état de la préoccupation de La Haye, soulignant les risques d'escalade, tout comme le gouvernement italien, qui a fait part de « *ses préoccupations concernant les conséquences éventuelles d'une recrudescence de la tension* ».

Du côté des pays arabes, si la Libye s'est déclarée aux côtés de l'Iran, l'Algérie a réagi de façon prudente, « *regrettant vivement* » aussi bien l'action américaine que le tir, vendredi dernier, d'un missile contre un pétrolier sous pavillon américain dans les eaux territoriales du Koweït. Quant au secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chadli Klibi, il a accusé Téhéran de vouloir « *élargir l'aire du conflit* » en essayant « *d'étendre les hostilités à d'autres Etats arabes de la région* ». – *(AFP, AP, Reuter.)*

SUÈDE : après l'évasion de l'espion Stig Bergling

Le ministre de la justice est contraint à la démission

STOCKHOLM
de notre correspondant

En annonçant sa démission, le lundi 19 octobre, M. Wickbom, ministre social-démocrate de la justice, a notamment reconnu qu'il était responsable d' « *être resté dans l'ignorance* » jusqu'au vendredi 16 octobre d'informations parvenues le mois dernier déjà à son ministère. Ces informations concernaient, d'une part, la permission accordée en juillet dernier à l'espion Stig Bergling et, d'autre part, un projet d'octroi de nouvelles permissions. Selon M. Wickbom, ces renseignements étaient « *de nature telle qu'il y avait lieu de soupçonner que la surveillance du prisonnier n'était pas assurée de manière satisfaisante* ».

Le premier à le constater fut Stig Bergling en personne, qui saisit l'occasion d'une deuxième sortie pour disparaître... Ancien officier des services de la sûreté civile puis militaire, il avait été condamné en 1979 à la prison à vie pour espionnage au profit des pays du pacte de Varsovie. Toujours considéré comme susceptible de porter atteinte à la sécurité de l'Etat, il s'était vu refuser une nouvelle demande de grâce au mois d'août dernier. Les autorités s'étaient cependant montrées tolérantes à son égard en lui accordant des permissions « *humanitaires* » pour rendre visite à la femme qu'il avait épousée en 1986 et qui résidait à Stockholm.

L'administration lui avait aussi généreusement donné le droit de changer d'identité, et délivré un nouveau permis de conduire. Sans remarquer, au passage, que le détenu changeait progressivement de physionomie – amincissement, disparition de la moustache, blondissement des cheveux – ce qui devait le rendre méconnaissable.

Ces métamorphoses « *officielles* » allaient lui permettre de quitter, avec son épouse, le territoire suédois sans être inquiété, avec, en outre, une avance considérable due au fait que, après avoir laissé le couple sans surveillance rapprochée toute une nuit, la police, en constatant sa disparition dans la matinée, du 6 octobre, allait attendre dix heures avant de déclencher l'alerte générale.

La police renouvelait ainsi, dans sa lenteur à réagir, les erreurs de coordination commises dans les heures qui suivirent l'assassinat du premier ministre, Olof Palme, le 28 février 1986 à Stockholm. M. Sten Wickbom était déjà ministre de la justice.

M. Sten Wickbom, malgré sa longue expérience de juge, devait rapidement se montrer dépassé par l'ampleur des problèmes posés par l'enquête sur le meurtre d'Olof Palme. Il fut incapable de régler le différend opposant la justice, la police et le parquet. Tout en affirmant la non-intervention du gouvernement dans l'enquête policière, il avait nommé un représentant personnel au sein du groupe entourant le préfet de police. Eprouvé par les interrogatoires de la commission chargée de surveiller l'application de la Constitution, durement critiqué par l'opposition qui réclamait déjà, à l'époque, sa démission, M. Wickbom était sorti de l'orage grâce au soutien indéfectible du chef du gouvernement, M. Ingvar Carlsson.

Le successeur : une femme

La fuite de Stig Bergling allait remettre en question sa compétence. De nouveau, le premier ministre volait au secours de M. Wickbom, en déclarant que le gouvernement n'était pas responsable de l'évasion de Stig Bergling. Une commission chargée, précisément, d'établir les responsabilités, avait été nommée et devait remettre son rapport le 19 octobre. L'opposition de centre droit avait demandé un débat au Parlement pour le mardi 20 octobre. En annonçant la démission de M. Wickbom, le gouvernement social-démocrate a désamorcé l'offensive politique des conservateurs, centristes et libéraux, qui ont accueilli avec satisfaction la décision du ministre. Ils estiment cependant que « *l'ombre retombe aussi sur le premier ministre* » et réclame que des sanctions soient prises au sein de l'administration pénitentiaire, ainsi que dans certains services de la police.

Le successeur de M. Wickbom est une femme : Mme Anna Greta Leijon, qui était jusqu'ici ministre de l'emploi. Sa seule « *compétence juridique* », a-t-elle indiqué, est d'avoir eu un père... gardien de prison.

FRANÇOISE NIETO.

ROUMANIE

M. Nicu Ceausescu aurait été nommé à la tête d'une des provinces

Le fils du numéro un roumain Nicolae Ceausescu, M. « Nicu » Ceausescu, qui a été relevé, mardi 13 octobre, de ses fonctions de chef de l'Organisation de la jeunesse communiste et de ministre de la jeunesse, aurait été nommé responsable d'une des quarante provinces roumaines, selon des indications concordantes circulant à Bucarest.

Agé de trente-sept ans, M. Nicu Ceausescu a fait jusqu'ici une ascension rapide : entré au comité central à trente-deux ans, il était devenu ministre de la jeunesse à trente-trois ans et membre suppléant du comité politique exécutif (bureau politique) à trente-quatre ans. Il a effectué de nombreux voyages à l'étranger. Sa nomination à la tête d'une province, si elle se révélait exacte, pourrait, selon les observateurs, être considérée comme une étape provisoire lui permettant de se familiariser avec les mécanismes du pouvoir avant d'accéder à de plus hautes fonctions.

Connu à Bucarest pour ses frasques de play boy, Nicu Ceausescu est considéré comme l'héritier potentiel du président Ceausescu, dont la femme, Mme Elena Ceausescu, est le véritable numéro deux du régime.

Depuis septembre une série de remaniements ont fait réapparaître au premier plan deux autres membres du « *clan* » : M. Stefan Andrei, un vieux fidèle de M. Ceausescu, qui fut ministre des affaires étrangères durant sept ans, nommé vice-premier ministre, comme Mme Lina Ciobanu, qu'on dit protégée de Mme Ceausescu. Les analystes se gardent de tirer d'autres conclusions de ces remaniements sans logique apparente qui font partie de la traditionnelle valse des responsables à laquelle procède périodiquement le numéro un roumain, pour empêcher la création de fiefs et trouver des boucs émissaires à une situation économique en constante détérioration. – *(AFP.)*

La visite d'Etat de M. Mitterrand en République fédérale d'Allemagne

« La stratégie nucléaire de la France s'adresse à l'agresseur et à lui seul », *affirme le président de la République*

M. François Mitterrand a eu, le mardi 20 octobre, à Bonn, un entretien avec le chancelier Kohl. Il devait ensuite se rendre à Aix-la-Chapelle et y prononcer un important discours dans la salle de couronnement de l'hôtel de ville. Au cours du dîner offert lundi soir par son hôte au château d'Augustusburg, le chef de l'Etat avait souligné que *« la stratégie nucléaire de la France s'adresse à l'agresseur et à lui seul »*.

BONN
de nos envoyés spéciaux

Dès la première journée de la visite d'Etat du président François Mitterrand en République fédérale d'allemagne, le ton était donné : entre Français et Allemands, le *« parler vrai »* est de rigueur.

Qu'il s'agisse de la construction européenne, de la défense et de la sécurité, et même des difficultés liées à la mise en œuvre des accords culturels entre les deux pays, le président français et son homologue ouest-allemand, M. Richard von Weizsäcker se sont franchement et sans détour attaqués aux malentendus qui font encore obstacle à la compréhension mutuelle. Cependant, sur un sujet particulièrement sensible en Allemagne, celui des armes préstratégiques, les propos tenus lundi 19 otobre par le président français ont-ils été de nature à rassurer une opinion publique inquiète ? M. Mitterrand n'a pas esquivé le sujet, mais il a été bref, sibyllin et grave tout à la fois comme lorsqu'il veut laisser entendre que de grandes choses se préparent, mais qu'il a choisi de ne pas les dire encore.

Les armes nucléaires à courte portée - préstratégiques dans le vocabulaire mitterrandien - inspirent une sainte horreur en RFA : *« Plus courte est la portée des armes, plus allemands en sont les effets »*, est une formule qui résume bien cet état d'esprit. Elle s'applique directement aux missiles Pluton et Hadès français. Etre *« sauvé »* par la France d'une agression au prix d'un ou plusieurs Hiroshima sur leur sol n'a rien qui puisse réjouir les citoyens de la République fédérale.

« Rien ne permet d'affirmer, a déclaré M. François Mitterrand, *que l'ultime avertissement de la France à l'agresseur serait délivré sur le territoire allemand. La tactique est soumise à la stratégie ; or, je le répète, la stratégie nucléaire de la France s'adresse à l'agresseur et à lui seul, et pour le dissuader, n'oublions jamais cela. »* La France, semble dire le président, s'est laissé enfermer dans la logique des Hadès et des Pluton qu'elle assume de plus en plus mal. Ce n'est pas une fatalité, on peut en sortir. reste à savoir comment. Il faudra que M. Mitterrand précise sa pensée s'il veut convaincre, sinon rassurer, les Allemands.

*Les propos du président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, étaient également destinés à mieux faire comprendre l'état d'esprit qui anime ses compatriotes, et le sens des ouvertures à l'Est. *« Il n'y a pas d'incertitudes allemandes,* a proclamé en français M. von Weizsäcker. *Notre attachement aux valeurs fondamentales de liberté repose sur une conviction profonde. Nous n'avons pas d'autre option et nous n'en voulons pas d'autre. Nous perdrions notre crédibilité si nous ne revendiquions pas aussi pour les Allemands, pour les Polonais , pour les Tchèques, pour les Hongrois et pour tous ceux qui vivent de l'autre côté de ces lignes de séparation tracées par l'arbitraire et qui divisent l'Europe les idéaux que nous défendons pour nous-mêmes. »* Le président fédéral entendait ainsi apporter des éléments de réponse à ceux qui, en France, s'inquiètent d'une possible dérive allemande vers l'Est. Ces propos recoupent ceux tenus récemment par le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, qui voit dans le *« défi »* lancé à l'Occident par M. Gorbatchev une chance pour l'Europe.

Comment construire l'Europe ?

Ce thème, qui devait être, mardi , au centre du discours du président français à Aix-la-Chapelle, a déjà largement été évoqué lundi. Du côté allemand, on crédite M. François Mitterrand d'un engagement européen incontestable . Avant sa visite, M. Genscher avait rendu hommage au *« grand architecte de l'Europe qu'est Francois Mitterrand »*. M. von Weizsäcker a, à son tour, salué *« l'homme d'Etat qui par une politique courageuse et perspicace a réaffirmé la vocation européenne de la France et n'a cessé de stimuler la construction européenne »*.

De son côté le président français n'a pas manqué de rappeler qu'il avait été personnellement présent aux moments essentiels où se construisait sous l'impulsion de Jean Monnet, Robert Schuman et Conrad Adenauer le projet d'Europe unie. Les deux hommes n'en étaient que plus à l'aise pour prononcer des paroles sévères sur les chicaneries et les insuffisances de la politique communautaire : *« Aussi longtemps que nous aurons des divergences sur les questions budgétaires, sur les prix des céréales, sur les quotas laitiers et les péages autoroutiers, nous ne faciliterons pas la tâche à nos citoyens désireux de s'identifier à l'Europe »*, a souligné le président ouest-allemand.

Prenant la parole à l'Université de Bonn, lundi matin, M. Mitterrand avait, comme l'année dernière à Francfort dressé un constat d'insuffisance des échanges culturels franco-allemands. *« L'effort est nécessaire, nous ne sommes pas là où nous devrions être. »* Il a rappelé les quelques objectifs à atteindre pour bâtir l'Europe de la culture : apprentissage de deux langues étrangères par tous les jeunes, création d'une université ouverte europérenne, mise en chantier d'un *« Eurêka audiovisuel »*. Toutes choses déja entendues à Francfort, à Bruges, il y a quelques jours, et ailleurs.

Mais, ayant répété ce qui devait l'être, M. Mitterrand a tenté de briser l'indifférence et l'accoutumance au discours en s'adressant aux incrédules, aux sceptiques et aux désabusés. A tous ceux qui redoutent que la construction communautaire ne soit *« Trop sèche, trop bureaucratique, trop égoïste et tournée vers elle même »*, il a lancé un appel : *« Si la génération qui a aujourd'hui entre 15 et 25 ans veut l'Europe, alors aucun obstacle ne l'empêchera de se faire. L'Europe a besoin de votre ferveur, sans laquelle notre travail resterait un rêve inachevé. »* Le président de la République, après avoir cité Goethe en allemand, s'est séparé des étudiants en n'exprimant qu'un seul souhait : *« Que votre formation soit véritablement européenne et que vous puissiez dire, tout en restant fidèle à votre patrie : en voilà une autre : c'est l'Europe. »*

CLAIRE TRÉAN
et LUC ROSENZWEIG.

Richard von Weizsäcker: une autorité morale incontestée

BONN
de nos envoyés spéciaux

Visite d'Etat oblige : l'hôte du président François Mitterrand en RFA *n'est pas le chancelier Kohl,* mais le président de la République Richard von Weizsäcker. Le public français découvre donc, au fil des images de la télévision la *chevelure argentée et l'aristocratique* silhouette du baron souabe élevé à Berlin. Bien qu'appartenant au même parti que le chancelier, la CDU, M. von Weizsäcker n'a rien de la rusticité provinciale d'Helmut Kohl : il *parle plusieurs langues, dont le* français, très honorablement, et garde de ses années d'enfance berlinoise un peu de cet esprit, tout à la fois snob et ouvert au monde, qui était de mise dans l'aristocratie et la bourgeoisie de *l'ex-capitale du Reich.*

L'itinéraire de M. von Weizsäcker, né en 1920, a été profondément marqué par le destin de son père, Ernst von Weizsäcker, diplomate, *qui fut de 1938 à* 1943 secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du régime hitlérien, et qui eut, après la guerre, à répondre de ses actes *devant le tribunal de Nuremberg.* Richard, le plus jeune des fils, à peine *démobilisé du 9e régiment* d'infanterie de Potsdam, où il servit comme lieutenant pendant les campagnes de France et de Russie, repoussa à plus tard la *poursuite de ses études de droit,* pour contribuer, comme assistant de l'avocat Helmut Becker, à la défense de son père.

Profondément marqué par cet *épisode, découvrant au fil des* dossiers toutes les horreurs du régime que son père et lui-même *avaient servi avec zèle,* il s'attachera tout au long de sa carrière publique à rappeler à ses concitoyens la part de responsabilité portée par toute une génération allemande dans les horreurs du nazisme.

Aujourd'hui , M. von Weizsäcker *est parvenu au faîte d'une* carrière politique commencée tardivement : ce n'est qu'en 1966, après un passage dans l'industrie qu'à la demande d'Helmut Kohl *il rentre au Bun*destag : le futur chancelier voyait *en lui une personnalité* capable d'attirer vers le Parti chrétien-démocrate les électeurs protestants. M. von Weizsäcker fut, dans les années 70, prédident de l'assemblée des Eglises évanvéliques de RFA. Son principal *succès consista, en 1981, à* devenir le premier bourgmestre chrétien-démocrate de Berlin-Ouest.

Un parcours sans faute

« Peu de pouvoir, mais beaucoup d'autorité. » Ainsi décrit-on outre-Rhin le rôle de la présidence de la République. Elu *en 1984 par le Bundestag, le* président de la République ne « pèse » pas grand-chose face au chancelier. Ainsi l'avaient voulu les auteurs de la Constitution, qui voulaient éviter les errements du « bicéphalisme » de la République *de Weimar. L'autorité,* essentiellement morale, dont dis*pose le président de la Républi*que tient beaucoup à la personnalité du détenteur de la fonction.

M. von Weizsäcker a jusqu'ici effectué un parcours sans faute. Il a, il faut le constater, été aidé dans sa tâche par quelque, « gaffes » célèbres du chancelier Kohl, dont la plus récente, la *comparaison de M. Gorbatchev* avec Goebbels, avait jeté un froid dans les relations soviéto-allemande jusqu'à ce qu'au mois de juillet dernier, M. von Weizsäcker aille *racommoder* les pots cassés à Moscou.

C. T. et L. R.

Le changement de directeur général à l'UNESCO

« Je ne suis pas amer mais je dois témoigner pour l'histoire », *nous déclare M. M'Bow*

M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO, qui s'est retiré, le samedi 17 octobre, de la course pour le renouvellement de ce poste, a inauguré, le mardi 20 octobre, la vingt-quatrième conférence générale de l'Organisation. Cette instance se prononcera en principe le 7 novembre sur le vote du conseil exécutif en faveur de M. Mayor, comme successeur de M. M'Bow (*le Monde* du 20 octobre). Le directeur général sortant fait le point avant cette nouvelle étape.

En fonction jusqu'au 14 novembre, M. M'Bow va surtout *« s'occuper jusque-là de faire adopter le budget pour l'exercice 1988-1989, d'un montant de 348 millions de dollars, soit 20 millions de dollars de plus que le biennum 1986-1987 »*. Ensuite, précise-t-il, *« sans se détacher pour autant des affaires du monde, notamment dans mon pays, le Sénégal, il sera de mon devoir de témoigner, d'écrire ce que j'ai vu et ressenti à l'UNESCO pour faire réfléchir »*. Quant à se remettre dans la course pour un troisième mandat au cas où la conférence générale n'avaliserait la désignation de M. Mayor, M. M'Bow répond : *« Non, je pars, je suis décidé à partir. »*

Lorsqu'on souligne son aspect détendu, qui contraste avec l'amertume perçue dans sa lettre de retrait (*le Monde* du 20 octobre), M. M'Bow répond : *« Je ne crois pas être amer, mais il fallait que, pour l'histoire, je dise; car c'est sans précédent dans le système des Nations unies, comment le processus d'élection démocratique d'un directeur venait d'être faussé. »*

Pressé d'indiquer les gouvernements qui, selon lui, ont multiplié *« menaces et chantage »* pour empêcher sa réélection, M. M'Bow refuse de citer nommément des capitales, mais on peut comprendre qu'il vise en particulier Tokyo, Berne et Copenhague.

Trente mille alphabétiseurs par an

S'il se plaît à souligner que les Etats-Unis ont déclaré que leur opposition allait non pas à sa personne mais au fonctionnement du multilatéralisme, M. M'Bow souligne que *« l'observateur américain à l'UNESCO, M. Miller, a participé activement aux réunions du groupe européen pendant la période électorale »* et que *« le président d'un groupe de pression américain ultra-conservateur, l'Heritage Foundation, M. Feulner, est venu ici même ces jours-ci. Cette fondation est en grande partie à l'origine de l'hostilité de M. Reagan aux Nations unies. »*

Evoquant les principales étapes de ses douze années place Fontenoy, M. M'Bow cite *« une plus large participation du tiers-monde aux activités scientifiques. Par exemple, à notre programme océanographique, auquel même les Américains ont tenu à continuer à participer après leur départ de l'UNESCO* ; la constitution de *« zones de biosphère pour protéger faune et flore »* ; *« la poursuite de l'établissement d'un corpus du patrimoine mondial commun regroupant aujourd'hui quelque deux cents sites protégés »*.

Le directeur met encore à son actif *« trente mille alphabétiseurs formés chaque année en moyenne »* ; *« la popularisation de la notion d'identité culturelle »* ; *« le programme avec l'Organisation mondiale de la santé pour la prévention du SIDA par l'information »*, etc.

L'avenir de l'UNESCO ? Le directeur sortant pense que, outre *« une révision générale du système multilatéral »*, il passe également par des décisions particulières *« comme la restitution du conseil exécutif aux seuls représentants de l'intelligentsia universelle, alors que cet organe – depuis la décision prise en 1954 à la demande notamment des Américains, et au moment où y entraient les Soviétiques – est devenu peu à peu une projection de plus en plus politique des Etats. Il faudrait revenir sur cette dérive. D'autres que moi, j'espère, y parviendront »*.

Propos recueillis par
J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
TÉL. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36 15 - Tapez *LEMONDE*

Le Monde
PUBLICITE
S A
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays, for $460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices, NY postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex USA, INC, 45-45 39 th Street, LIC, NY 11104.

Asie

JAPON : nouveau président du Parti libéral démocrate

M. Takeshita va remplacer M. Nakasone au poste de premier ministre

En choisissant M. Takeshita comme son successeur à la présidence du Parti libéral démocrate (PLD), ce qui fera *ipso facto* de lui, à la suite d'un vote à la Diète le 6 novembre, le nouveau premier ministre, M. Nakasone s'est plié à la loi du nombre. M. Takeshita est, en effet, à la tête du plus important groupe du PLD. Ce choix de la « onzième heure » rend sans objet l'élection par les parlementaires du PLD prévue pour mardi.

Une procédure que beaucoup au sein du PLD cherchaient à éviter, afin de ne pas accroître les divisions internes : les forces des trois candidats à la succession (MM. Abé, Miyazawa et Takeshita) tendant à se neutraliser, de douloureux renversements d'alliance semblaient inévitables. S'il est fréquent qu'un premier ministre soit désigné par consensus entre ses pairs, il est rare que le chef du gouvernement sortant soit appelé à trancher. Dans l'incapacité de se départager, les trois candidats ont fini par donner carte blanche à M. Nakasone. La personnalité effacée de M. Takeshita, son inexpérience en matière internationale et, en revanche, son aptitude de coordinateur en politique intérieure n'ont pas été absentes des arrière-pensées de M. Nakasone, qui aspire à conserver une influence, notamment en matière de relations internationales.

Un manœuvrier au profil bas

TOKYO

de notre correspondant

L'obscur professeur d'anglais dans son village natal perdu dans les montagnes de la lointaine préfecture de Shimane, sur la mer du Japon, avait les dents longues. Contrairement à ses rivaux, il n'était pas né pour devenir premier ministre. Ni sa famille (ses parents étaient de modestes marchands de saké) ni son milieu ou ses études ne l'y prédisposaient. Mais il avait un talent : celui de la médiation. Lié à une grande ténacité, ce don de manœuvrier est à l'origine d'une victoire qui confirme sa puissance au sein du PLD.

Une petite silhouette, un peu gauche, l'air effacé d'un rond-de-cuir et la voix nasillarde, mais un regard toujours aux aguets, M. Noboru Takeshita, âgé de soixante-trois ans, est l'antithèse de M. Nakasone. Ce dernier soignait son image internationale, tranchant avec le côté quelque peu terne de ses prédécesseurs. M. Takeshita affectionne le profil bas.

Ses opinions sur les grands problèmes auxquels le Japon est confronté (le déséquilibre commercial, l'ouverture de ses marchés, en particulier agricole, la défense) sont celles de son parti, qui n'est guère favorable aux changements d'orientation brutaux ou inopinés.

Ses partisans disent de M. Takeshita que ses qualités de médiateur font de lui l'homme capable de faire se mouvoir l'énorme pachyderme qu'est la machine libérale démocrate, ce que souvent M. Nakasone n'avait pas réussi. Ses adversaires, au contraire, font valoir qu'il manque d'indépendance de vue et de stature pour diriger la deuxième puissance économique du monde, en particulier dans une période de tension avec ses principaux partenaires, à commencer par les Etats-Unis.



M. Takeshita a fait l'apprentissage de la politique dès l'enfance. Elu conseiller de l'assemblée préfectorale de Shimane en 1951, le jeune Takeshita fut présenté quelques années plus tard à M. Sato, l'homme fort du PLD. Puis il devint député en 1958.

M. Takeshita a commencé à tisser sa trame dans l'ombre d'Eisaku Sato. L'habileté de ce dernier pour conserver le pouvoir tint à sa profonde connaissance de la carrière et des aspirations des membres du PLD, afin de leur donner ce qu'ils attendaient en échange de leur soutien.

Celui qui tenait ses « fichiers », n'était autre que M. Takeshita. « *En dix ans, il est devenu une encyclopédie vivante sur les carrières des hauts fonctionnaires et les clientèles des députés* », estime M. Kuranari, actuel ministre des affaires étrangères.

Lorsque le pouvoir de M. Sato toucha à sa fin, M. Takeshita se rallia à M. Tanaka, qui accéda au pouvoir en 1972. Secrétaire adjoint du parti, puis chef du secrétariat du premier ministre, il était en fait le chef de ce qu'on appelait l'« hôpital Tanaka », auquel s'adressaient les politiciens en difficulté. A la chute de Tanaka en 1974, il ne perdit pas pied : ministre de la construction, puis président de la commission budgétaire, il consolida sa position en ayant la haute main sur de nombreux fonds publics, judicieusement distribués à ses alliés.

Par la suite, M. Takeshita alternera des fonctions de ministre des finances, dans le cabinet Ohira (1979), puis jusqu'en 1986 dans quatre cabinets Nakasone (de 1982 à 1986) avec celles de chef de la commission électorale du PLD et, enfin, de secrétaire général du PLD : la voie royale pour accéder à la présidence de la majorité et donc au poste de premier ministre.

M. Takeshita doit sa puissance à Kakuei Tanaka, le « faiseur de roi » de ces treize dernières années. Accusé dans le procès Lockheed, Tanaka ne pouvait agir à visage découvert, et c'est à M. Takeshita qu'il avait délégué cette tâche.

A la suite de l'hémorragie cérébrale dont fut victime en 1985 le « shogun » de l'ombre, M. Takeshita saisit l'occasion pour créer son propre groupe au sein du PLD, « débauchant » la majorité des membres du puissant clan Tanaka.

PHILIPPE PONS.

SRI-LANKA : la résistance des Tigres

A Jaffna, derrière les lignes indiennes...

(Suite de la première page.)

Il faudrait les accompagner sur le champ de bataille tout proche, compter les corps des civils fauchés par la « *barbarie* » indienne. Et oublier surtout que ces braves garçons, ces « boys » à l'allure juvénile, sont réputés responsables – bien qu'ils s'en défendent – de la plupart des massacres de civils commis il y a moins de quinze jours, dans l'est de l'île, avec, probablement, la même joie de vivre...

Susilan a vingt-deux ans. Il est le « commandant » de la zone. Les combats, ce dimanche 18 octobre, se déroulent à Navatkuli et à Kopai, deux bourgades à moins de 4 kilomètres des limites de Jaffna ville. Le bruit du canon se fait entendre, à intervalles réguliers.

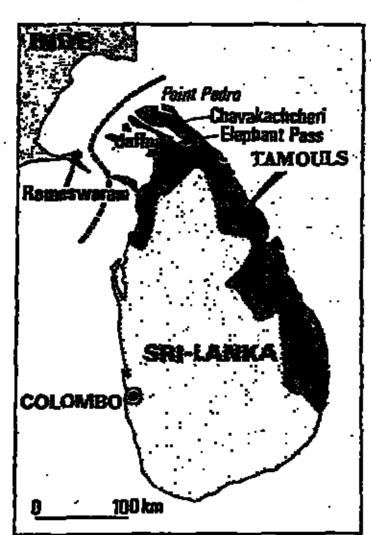
Susilan, rencontré dans une maison confortable, qui sert de quartier général, est torse nu, vêtu de son seul *longhi* (sorte de long pagne). Il est entouré d'une douzaine de combattants, qui prennent un peu de repos. Tous arborent une capsule de cyanure retenue autour du cou par un mince cordon noir. Des armes sont entreposées sous la véranda.

Militants et sympathisants du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) se pressent, avides de s'expliquer : « *Nous obtiendrons l'Eelam. Les Américains ont dû quitter le Vietnam, les Soviétiques devront quitter l'Afghanistan, et les Indiens devront partir.* » « *L'armée indienne a commis plus d'atrocités que l'armée skri-lankaise. Nous n'avons plus confiance en Rajiv Gandhi.* »

Chacun abonde, comprenant que l'occasion se présente de faire passer, pour la première fois depuis la bataille de Jaffna, un message, pour tenter de dissiper l'image négative de la « cause » tamoule, brouillée par trop de meurtres d'innocents. Patrick, l'étudiant, insistera à plusieurs reprises : « *Toute la population nous soutient.* » Un professeur, un médecin, un boutiquier, qui ont passé l'âge des illusions, confirment qu'ils approuvent les « boys ». Mais pourraient-ils dire haut et fort qu'ils ont payé, dans leur propre famille, un trop lourd tribut à la « lutte », que le « paradis tamoul » ne semble pas de ce monde, qu'ils n'aspirent qu'à la paix ?

La course folle reprend dans « Chava » (Chavakachcheri) « libérée ». L'armée indienne a quitté la ville il y a cinq jours, laissant quelques souvenirs de son passage : impacts de balles dans les rideaux de fer de boutiques, vitres brisées d'une station-service, poteaux télégraphiques mitraillés et, nous dit-on, deux civils tués.

Rien n'est sûr dans cette guerre trop médiatique, ni les cinq cents Tigres tués selon l'armée indienne (les militants séparatistes reconnaissent « *cinquante martyrs* »), ni les « massacres » commis par une armée en campagne, qui n'a pas le temps, et peut-être pas l'envie, de distinguer les guérilleros presque en guenilles de leurs doubles, les « civils innocents ». Mais les dizaines de témoignages recueillis disent sans exception qu'il ne s'agit plus de « *bavures* » isolées, mais de dizaines et probablement de centaines de morts parmi la population civile.



« Nous ne savons plus qui sont nos ennemis »

Les témoignages se recoupent pour parler des bombardements par l'armée de l'air sri-lankaise, pour décrire le ballet d'hélicoptères mitraillant des quartiers, notamment celui de l'université. Ce matin même, à Kopai, des chars seraient entrés en action, précédés par des hélicoptères « *indiens et sri-lankais* ». La localité, depuis, serait évacuée. La visite guidée se poursuit, avec des haltes successives : un camion militaire indien calciné, un camp de l'armée sri-lankaise en ruine, une maison littéralement soufflée par une explosion. Sur la grande place de « Chava », plusieurs dizaines d'habitants sont attroupés devant un tableau noir. Ils lisent les nouvelles du « *front* », de la « *résistance* » et de l'avance de l'« *occupant* ».

Dans cette zone, qui se trouve sur l'un des quatre axes par lesquels l'armée indienne progresse vers Jaffna ville, nous visiterons plusieurs bâtiments où des centaines de réfugiés ont été regroupés, quelques-uns légèrement blessés. La « visite guidée » doit prendre fin, faute de temps, et nous n'attendrons pas « Yogi », le chef politique des Tigres, numéro deux du LTTE, qui, prévenu de notre présence, a annoncé sa venue. Nous quittons donc « Chava », ce bastion précaire situé derrière les premières « lignes » indiennes, dans une zone officiellement « *nettoyée* ». Jaffna ville peut bien tomber, l'armée indienne n'en aura pas pour autant fini avec la guérilla.

A Elephant-Pass, dans ce goulet qui commande la seule voie d'accès à la péninsule, un capitaine de l'armée nous confirme, avec amabilité, qu'on ne passe pas. Un camp militaire est situé sur le côté droit de la route, prise en enfilade par un nid de mitrailleuse. « *Nous ne savons plus quoi penser de la situation. Nous ne savons plus qui sont nos ennemis. Nous sommes venus ici pour aider les Tamouls, et la situation a complètement changé...* » Visiblement désolé, cet officier nous indique qu'au-delà de la position qu'il commande la route est minée.

Le chemin du retour s'effectuera lentement, au rythme de « check-points » indiens. Une douzaine de fois, il faudra descendre de voiture, mains en l'air, pour se faire reconnaître et fouiller.

D'Eléphant-Pass à Vavuniya, soit sur environ 130 kilomètres, l'armée indienne a pris position dans toutes les localités. L'attitude des soldats indiens et la peur panique qu'ils provoquent au sein de la population renforcent le sentiment de se trouver en pays « occupé ». L'explosion d'une mine, une heure avant notre passage (quatre morts indiens et six blessés) confirmera que les Tigres sont présents et qu'ils peuvent frapper n'importe où.

Si leur détermination semble intacte, en revanche, leurs réponses restent évasives concernant un cessez-le-feu ou une reddition conditionnelle. En nous quittant, Susilan a simplement dit : « *Nous lutterons jusqu'à la mort.* »

LAURENT ZECCHINI.

Afrique

BURKINA-FASO

Le capitaine Compaoré se dit prêt à « renforcer la coopération avec Paris »

Pour la première fois depuis le coup d'Etat du 15 octobre, le capitaine Blaise Compaoré – le nouvel homme fort du Burkina-Faso – s'est adressé lundi 19 octobre à la nation pour l'inviter à participer au « *processus de rectification* » de la révolution.

Dans un message radiodiffusé, l'ancien « ami » de Thomas Sankara a expliqué que des divergences fondamentales entre l'ancien chef de l'État et les autres membres du Conseil national de la révolution (CNR) étaient à l'origine des événements dont il a déploré l'issue sanglante.

« *Je peux affirmer à notre peuple et à la face de l'Afrique et du monde entier qu'il n'a été question à aucun moment ni pour mes camarades ni pour moi d'assouvir des ambitions personnelles encore moins de les assouvir dans le sang de ceux qui, hier encore, étaient mes camarades, mais avec lesquels notre divergence était devenue fondamentale sur bien des questions* », a-t-il déclaré.

Le capitaine Compaoré a également annoncé la publication prochaine d'une programme d'action à partir du bilan critique de quatre années de révolution sous la direction de Thomas Sankara.

S'adressant dimanche à des journalistes, le leader du Front patriotique du 15 octobre a affirmé que l'« *incompréhension était devenue totale* » entre Thomas Sankara et les « *chefs historiques* » de la révolution d'août 1983 qui le porta au pouvoir. Thomas Sankara, a-t-il affirmé, avait mis en alerte les troupes autour de la capitale sans le prévenir alors que lui, Compaoré, était commandant de la place. Lors de l'ultime réunion de conciliation, le 8 octobre, au CNR, l'ancien président avait quitté la salle en claquant la porte, abandonnant sans explications ses anciens compagnons d'armes, les capitaines Blaise Compaoré, ministre de la justice, Henri Zongo, ministre de la promotion économique, et Jean-Baptiste Lingani, ministre de la sécurité.

Le capitaine Compaoré a aussi affirmé que Thomas Sankara avait placé des hommes de main à la tête d'une véritable police politique et qu'il se préparait à faire arrêter tous ses anciens compagnons. Il a enfin souligné qu'il assumait ses responsabilités et a laissé entendre qu'il avait agi en quelque sorte en état de légitime défense.

Entretiens à Accra

Se présentant comme le fils adoptif du père de Thomas Sankara, le capitaine Blaise Compaoré s'est déclaré incapable de comprendre l'attitude de son ancien compagnon d'armes. « *Quand on sert un homme* [Sankara] *comme cela pendant des années, on se demande* « *qu'est-ce* » *que j'ai bien pu lui faire* » *pour expliquer la rupture ? (...). Avec Jean-Baptiste Lingani et Henri Zongo* [membres du triumvirat qui dirige aujourd'hui le Burkina-Faso] *nous nous posions dernièrement la question : « Pourquoi cherche-t-il à » se débarrasser de nous ? »*, a-t-il dit à l'agence Reuter.

Il a rappelé qu'il était très proche de la famille de Sankara, dont il voyait le père « *au moins une fois par semaine* ». « *Je connais ses enfants, sa femme qui me préparait souvent à manger. J'étais dans sa maison comme chez moi (...). Je suis encore émotionné* (sic). *Il n'y a personne au Burkina-Faso qui peut dire aujourd'hui qu'il avait des relations comme moi avec Thomas Sankara.* »

Le capitaine Compaoré a reçu dimanche le chargé d'affaires français à Ouagadougou pour l'assurer « *de toute la disponibilité de son régime à continuer et même à renforcer la coopération avec Paris* ».

Une délégation officielle du nouveau régime, dirigée par le chef de bataillon Jean-Baptiste Lingani, ancien ministre de la défense, a eu, lundi à Accra, des entretiens politiques avec des représentants du gouvernement ghanéen. L'agence de presse ghanéenne indique que M. Lingani a quitté Accra pour se rendre « *dans d'autres pays d'Afrique occidentale* ». – (AFP, Reuter.)

● **Les deux missionnaires disparus au Sahara sont morts.** – Les corps des deux missionnaires, un Belge et un Français, disparus au Sahara depuis plusieurs jours ont été retrouvés, lundi 19 octobre, près de la frontière nigérienne à seulement une trentaine de kilomètres de l'endroit où les équipes de secours algériennes avaient trouvé samedi deux de leurs compagnons de voyage (*le Monde* du 20 octobre).

L'un des deux missionnaires est, selon les autorités algériennes, le Père Lucien Bidaud, âgé de cinquante-sept ans, qui avait vécu vingt-cinq ans au Burkina-Faso, dans le village de Dori, la destination des voyageurs. L'identité de l'autre victime n'est pas encore clairement établie. Alors qu'on annonçait dimanche qu'il s'agissait du Père Jacque Valley, les secouristes ont transmis l'identité de Jacques Valéry. – (AFP)

AFGHANISTAN

M. Najibullah reconnaît que son régime ne contrôle qu'un tiers du pays

M. Najibullah a procédé à un important remaniement à la direction du Parti démocratique du peuple (communiste), a annoncé samedi 17 octobre Radio-Kaboul. Quinze proches de l'ancien dirigeant, M. Babrak Karmal, ont été relevés de leurs fonctions au sein du Politburo et du comité central et remplacés par des proches de M. Najibullah. Parmi les partants figurent un très proche parent de M. Karmal, M. Mahmoud Baryalai, le général Gul Aga, l'un des trois vice-présidents de la République, le ministre de l'irrigation, M. Mohammad Shah Sorkhabi, celui de l'agriculture, M. Abdul Ghaffar Lakanwal, l'ancien dirigeant militaire Aslam Watanjar et Mme Anahita Ratebzad, qui avait pendant longtemps été la seule femme dans la direction du pays.

A leur place, M. Najibullah a fait entrer quatre nouveaux membres au Politburo et treize au comité central. Parmi ceux-ci, on note le ministre de la santé, M. Sher Bahadur, un des sept vice-premiers ministres, M. Abdul Hamid Mohtat, ainsi que le chef de la commission des relations internationales du PDPA, M. Majmuddin Kayani, M. Niaz Mohammad Momand et M. Haider Massood, secrétaire du comité central. Le chef d'état-major de l'armée, le général Shahnawaz Tanai, devient membre suppléant du Politburo.

Ce remaniement renforce considérablement le camp des partisans de M. Najibullah. Dans un discours prononcé devant la conférence nationale du PDPA, celui-ci a reconnu la persistance des luttes de faction, attribuées aux « *éléments petits-bourgeois et à leur idéologie* ». Il a précisé que son régime contrôlait désormais « *plus d'un tiers* » des villages, admettant implicitement que le reste du pays est contrôlé par la résistance.

M. Najibullah a proposé à la résistance d'ouvrir une représentation à Kaboul à condition qu'elle manifeste sa volonté de parvenir à un compromis. Des postes gouvernementaux ont été offerts à des « *ministres des régimes précédents* » et des contacts ont été pris avec des éléments de droite dans la perspective d'une « *seconde étape* » qui verrait la formation d'un gouvernement de coalition. Les sept principaux mouvements de la résistance n'en ont pas moins élu à leur tête à la fin de la semaine dernière le chef d'une organisation intégriste musulmane, le Hezb-i-Islami, M. Younis Khalis, qui avait été l'un des premiers à rejeter comme un « *piège* » l'offre de cessez-le-feu de Kaboul. – (AFP, Reuter.)

A travers le monde

Belgique

M. Martens succède à M. Martens...

Après avoir présenté la démission de son gouvernement, M. Wilfried Martens a été chargé, le 19 octobre, par le roi Baudouin de former un nouveau gouvernement en vue de préparer une révision de la Constitution belge. Avec vraisemblablement la même équipe — libéraux et sociaux-chrétiens, Flamands et francophones, — il devra déterminer les articles de la Constitution qui pourront être modifiés. Les Chambres seront ensuite dissoutes et de nouvelles élections organisées, sans doute en décembre prochain. Le Parlement issu de ce scrutin devra se prononcer — une majorité des deux tiers est nécessaire — sur la révision de la Constitution.

« Je n'ai pas l'intention d'abandonner. Il faut avoir de l'énergie... » C'eût été mal connaître M. Wilfried Martens que de l'imaginer abattu après la semaine de crise que la Belgique vient de traverser. Le premier ministre — « démissionnaire » hier, « formateur » aujourd'hui — a ainsi annoncé sereinement qu'il était parti — et partant — pour de nouvelles aventures dans le redoutable imbroglio de la politique belge.

La tâche qui attend le « nouveau » gouvernement, n'est pourtant pas si simple : la tension est telle entre les partis de la majorité, notamment entre sociaux-chrétiens, Flamands et francophones, qu'il ne sera pas aisé de trouver un terrain d'entente, ne serait-ce que sur les articles de la Constitution qui pourront être amendés. Un exemple : les sociaux-chrétiens francophones craignent qu'une fédéralisation de l'enseignement n'entraîne, dans une Wallonie à majorité socialiste, un recul de l'enseignement chrétien... Les partis vont devoir aussi se « marquer » de très près pour préparer au mieux les prochaines élections générales.

La Chambre actuelle, issue de la consultation d'octobre 1985, avait donné une majorité appréciable aux sociaux-chrétiens et aux libéraux. Même si ces partis réalisent un aussi bon score qu'en 1985, il leur faudra de toute manière trouver de nouveaux alliés pour atteindre la majorité des deux tiers nécessaire à une révision constitutionnelle. En attendant, M. Wilfried Martens reste premier ministre et M. José Happart fait toujours office de bourgmestre des Fourons. Décidément, des « pros » de la politique... — *(Corresp.)*

Etats-Unis

Six mois de prison pour le « justicier » du métro new-yorkais

Bernard Goetz, le « justicier » du métro de New-York, qui, le 22 décembre 1984, avait tiré sur quatre jeunes Noirs qui voulaient, disait-il, lui dérober son argent dans une rame de métro, a été condamné, lundi 19 octobre, à six mois de prison et cinq ans de mise à l'épreuve pour détention illégale d'arme à feu, un P 38 avec lequel il avait tiré.

Le juge de la Cour suprême de l'Etat de New-York a également condamné Goetz à 5 000 dollars d'amende, deux cent quatre-vingts heures de travail d'utilité publique et, enfin, à subir un traitement psychiatrique. Pour avoir été reconnu coupable, le 16 juin dernier, de détention d'arme à feu, Bernard Goetz, trente-neuf ans, risquait une peine maximum de sept ans de détention. Il avait toutefois été acquitté de douze autres chefs d'inculpation (dont la tentative de meurtre et les voies de fait). Le geste de Bernard Goetz, qui lui avait valu son surnom de « justicier », et surtout le procès qui en avait résulté avaient suscité un débat passionné sur l'autodéfense aux Etats-Unis.

Deux des quatre jeunes gens impliqués dans cette affaire ont depuis été accusés dans des affaires de viol et de vol à main armée. Un troisième, Darrell Cabey, est resté, à vingt-deux ans, paralysé à la suite des blessures que lui a infligées Bernard Goetz. Sa famille a porté plainte, et réclame à présent au « justicier » du métro 50 millions de dommages-intérêts. — *(AFP, AP.)*

RFA

Le suicide d'Uwe Barschel de moins en moins contesté

La commission d'enquête parlementaire de la Diète du Schleswig-Holstein devait reprendre, le mercredi 21 octobre, ses auditions pour tenter de tirer au clair le scandale politique qui a secoué ces dernières semaines la RFA. Les travaux de la commission avaient été interrompus par la mort, à Genève, de l'ancien ministre-président chrétien-démocrate Uwe Barschel.

Ce dernier avait été obligé de démissionner à la suite des accusations portées contre lui par son conseiller de presse, qui affirme avoir été chargé de « piéger », par des manœuvres douteuses, le chef de liste des sociaux-démocrates lors des récentes élections régionales. Après la publication des résultats de l'autopsie pratiquée à Genève sur le corps d'Uwe Barschel, qui avaient révélé que sa mort était due à l'absorption d'un cocktail de tranquillisants, la thèse du suicide de l'homme politique allemand est maintenant de moins en moins mise en doute. Un chauffeur de taxi, qui croit avoir conduit Uwe Barschel la veille de sa mort de l'aéroport de Genève à son hôtel, a été entendu, le dimanche 18 octobre, par la police suisse. Selon l'hebdomadaire ouest-allemand *Quick*, ce chauffeur aurait infirmé la thèse selon laquelle Uwe Barschel aurait rencontré un interlocuteur avant de se rendre à son hôtel. L'ensemble de partis politiques du Schleswig-Holstein, qui s'efforcent aujourd'hui d'apaiser la tempête soulevée par cette affaire, se sont mis d'accord pour que de nouvelles élections régionales aient lieu au cours du premier semestre de 1988 dans le Land.

Soudan

Manifestation d'islamistes à Khartoum

Quelques quinze mille personnes, en majorité des barbus et des femmes voilées, ont défilé lundi 19 octobre à Khartoum pour protester contre le récent accord entre le Soudan et le Fonds monétaire international (FMI) et contre la rébellion du sud du pays.

Répondant à l'appel du Front national islamique (Frères musulmans), dont la section étudiante a remporté tous les sièges des conseils d'université de Khartoum et de l'université islamique d'Omdourman, la ville jumelle de la capitale soudanaise, les manifestants ont réclamé en outre l'application intégrale et immédiate de la Charia, la loi islamique, dont certaines dispositions, comme les peines corporelles, avaient été suspendues *de facto* après le renversement du président Nemeiry en 1985.

Les manifestants se sont arrêtés devant le quartier général de l'armée, où un meneur a stigmatisé les activités des rebelles du Sud et appelé à la mobilisation générale. Il a également réclamé l'adoption d'une loi permettant de poursuivre les adhérents du MPLS à l'extérieur comme à l'intérieur du Soudan et de les juger pour « haute trahison ».

Les manifestants ont demandé l'annulation immédiate de l'accord conclu avec le FMI. Les prix de l'essence et du sucre avaient été augmentés au début d'octobre dans le cadre d'un plan de réformes de l'économie élaboré en accord avec le FMI, et un taux de change unique avait été institué pour la livre soudanaise par rapport au dollar. — *(AFP.)*

Suisse

La « formule magique » est maintenue

Le nouveau Parlement suisse, issu des élections du 18 octobre, ressemble pour l'essentiel au précédent. Les quatre principaux partis conservent 160 sièges sur 200 au Conseil national (Chambre basse) et probablement 42 sur 46 au Conseil des Etats (Chambre haute).

Dans ces conditions, personne ne songe à remettre en cause la « formule magique », c'est-à-dire la composition actuelle du gouvernement helvétique : 2 radicaux, 2 démocrates-chrétiens, 2 socialistes et 1 démocrate du centre. Avec 41 sièges (– 6), les socialistes régressent pour la troisième fois consécutive. Cette année, sans doute, au profit des écologistes.

Malgré un léger recul de 53 à 50 mandats, les radicaux demeurent la première formation à la Chambre basse. En récupérant les 3 sièges que ces derniers avaient gagnés en 1983, l'Union démocratique du centre parvient à consolider ses positions, en obtenant 26 députés. De leur côté, les démocrates-chrétiens disposeront de 42 mandats, comme précédemment, et demeurent le groupe le plus important au Conseil des Etats.

En tout cas, ce scrutin aura été marqué par un abstentionnisme croissant, qui inquiète les responsables politiques. Un électeur sur deux a boudé les urnes. Relativement épargnés par les maux que connaissent leurs voisins, les Suisses se distinguent généralement par leur réflexe conservateur. Comme ils viennent de le confirmer, la majorité d'entre eux ne voit pas de raison de changer de politique. — *(Corresp.)*

Turquie

Quinze mille personnes aux obsèques de Béhicé Boran

Près de quinze mille personnes ont assisté dimanche 18 octobre à Istanbul aux obsèques de Béhicé Boran, dirigeante du Parti des travailleurs de Turquie et présidente d'honneur du Parti communiste unifié de Turquie (tous deux interdits). Première femme dirigeante d'un parti politique en Turquie, elle est morte la semaine dernière en exil à Bruxelles à l'âge de soixante-dix-sept ans. De nombreuses personnalités du monde de la culture sont venues rendre un dernier hommage à celle qui avait également été l'une des plus brillantes représentantes d'une génération d'universitaires influencée par le marxisme.

Le gouvernement avait autorisé le retour en Turquie de la dépouille mortelle, drapée dans le drapeau national, et l'organisation d'une cérémonie officielle devant l'Assemblée nationale (Béhicé Boran avait été député de la ville d'Urfa). Ce geste confirme une volonté d'apaisement illustrée récemment par la nomination sur les listes électorales de l'ANAP — le parti du premier ministre — d'un militant kurde inculpé au procès du Mouvement de la paix. — *(Corresp.)*

Yougoslavie

Situation économique préoccupante

Parlant devant l'Assemblée nationale à Belgrade, le 19 octobre, M. Lazar Moïsov, président de la direction collégiale de la Yougoslavie, a brossé un sombre tableau de la situation économique du pays. A ses yeux, les problèmes accumulés depuis sept ans, et notamment l'inflation galopante, supérieure à présent à 115 % et considérée comme le « cancer de l'économie nationale », ne sauraient être réglés que par des « méthodes de démocratie autogestionnaire ». Celles-ci sont mises en cause de plus en plus fréquemment par des spécialistes indépendants. L'un d'entre eux, M. Popov, professeur d'université, est allé jusqu'à suggérer au gouvernement de proclamer l'« état d'exception » et de suspendre le système économique actuel pour permettre la mise en œuvre de mesures d'assainissement efficaces.

Pour sa part, le premier ministre, M. Branko Mikulic, a annoncé, sans donner de détails, une réforme fiscale, une limitation des dépenses publiques et des allégements d'impôts pour les entreprises sociales et privées. En ce qui concerne le remboursement de la dette extérieure yougoslave, qui fait actuellement l'objet de négociations avec le Fonds monétaire international et certaines banques, M. Mikulic a mentionné un plan selon lequel la Yougoslavie ne pourra désormais consacrer que 25 % environ de ses recettes en devises au remboursement de sa dette, évaluée à quelque 20 milliards de dollars. Un remboursement plus rapide conduirait, a-t-il dit, à l'asphyxie de l'économie nationale. Le premier ministre a invité les créanciers de la Yougoslavie à faire preuve de « compréhension ». — *(Corresp.)*

(Publicité)

MADAME LE MINISTRE, LE CORPS MÉDICAL EST AVEC VOUS

« ... Je rappellerai tout d'abord un chiffre, celui des 250 000 morts par an d'affections cardio-vasculaires. Le constat dramatique est là. Nous nous devons de continuer à tout mettre en œuvre pour faire face à un tel défi. Ce combat, nous le poursuivons essentiellement contre tout ce qui favorise l'apparition des maladies cardio-vasculaires, c'est-à-dire contre l'ensemble des facteurs de risques.

» Chaque Français doit être conscient aujourd'hui que la maladie cardio-vasculaire n'est pas une fatalité. Elle est favorisée par les comportements. C'est pourquoi dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, je suis très attachée à la mise en œuvre d'une action d'information et de prévention.

» Chacun doit comprendre qu'il est responsable de sa santé et qu'il doit connaître les règles élémentaires d'une meilleure hygiène de vie. En ce domaine, l'Etat joue un rôle essentiel. Pour plus d'efficacité, ces règles doivent être apprises dès le plus jeune âge... »

Mme Michèle BARZACH,
ministre délégué auprès du ministre
des affaires sociales et de l'emploi,
chargé de la santé et de la famille.

Extrait de la séance des questions au gouvernement du 8 octobre 1987 au Sénat.
Journal officiel, *Sénat, 9 octobre 1987,*
pages 3068 et 3069.



Invité de l'Heure de vérité d'Antenne 2

M. Lajoinie se définit comme un « candidat révolutionnaire »

A quelques exceptions près, la totalité des membres du bureau politique du PCF étaient sur le plateau de l'Heure de vérité d'Antenne 2, le lundi 19 octobre, dont l'invité était M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle. Trois des quatre anciens ministres communistes étaient présents, ainsi que deux des *« dix de Billancourt »*, dont le gendre de M. Marchais, et le jeune coopérant Pierre-André Albertini, seul non-communiste notable dans l'ogjectif des caméras.

Les téléspectateurs souhaitant, pour 59 % d'entre eux (selon la SOFRES) connaître le programme du PCF pour les prochaines années, M. Lajoinie a d'abord exposé les trois premières mesures qu'il prendrait en tant que président de la République : *« le SMIC à six mille francs, augmentation des petits et moyens salaires »* et amnistie de tous les militants syndicaux constitueraient la première mesure. Comme deuxième mesure, M. Lajoinie réunirait les chefs d'entreprises publiques et privées pour voir comment *« créer des emplois, produire français et coopérer en France ou à l'extérieur »*. Enfin, il prendrait *« des mesures pour taxer les revenus financiers »* et réduire le budget militaire pour lequel le candidat du PCF préconise quarante milliards d'économies. Affirmant être le seul à avoir un programme, M. Lajoinie a détaillé les *« trois grandes mesures »* nécessaires, selon lui, pour stopper la baisse de la Bourse : *« Dégager la France de cette emprise extérieure, l'emprise américaine (...), rétablir le contrôle des changes et taxer l'exportation des capitaux, encourager la production au lieu de la spéculation (...), arrêter les privatisations (...), envisager quelques renationalisations »*, dont le système bancaire, et *« taxer les revenus du capital à 12 % »* en examinant la situation des petits porteurs. *« La France devrait sortir du SME »* si ces mesures, en tout ou partie, n'étaient pas prises, a-t-il indiqué.

Abordant les rapports de son parti avec le PS, il a souligné que la différence est *« énorme »* entre les propositions politiques des deux partis. *« En 1981*, a-t-il dit, *il y avait une plage de convergences (...) et aujourd'hui, il n'y a pas de plage de convergences. »* Répondant par la négative à l'éventuelle formation d'un gouvernement avec les socialistes, le président du groupe communiste de l'Assemblée a cependant ajouté : *« Nous, nous ne renonçons jamais. Nous disons, l'avenir n'est jamais bouché dans l'histoire et ce qui détermine le tout, c'est l'action des gens. »* M. Lajoinie a affirmé qu'il est *« un candidat révolutionnaire dans le sens profond du terme »*.

Au sujet de l'élection présidentielle, il a assuré que *« les millions de voix communistes vont peser entre le premier et le deuxième tour et vont peser par la suite »*, en ajoutant : *« Nous pèserons plus qu'en 1981. »* Concernant le soutien de maires communistes à M. Pierre Juquin, il a déclaré : *« Je dis qu'ils n'occuperont pas les cinq doigts d'une main. »* Il a estimé que l'ancien porte-parole du PCF *« n'a pas eu l'honnêteté de démissionner »* en annonçant sa candidature, car *« il a voulu faire preuve de duplicité »*.

Après Alain Duhamel, Bernard Pivot a « cuisiné » le candidat communiste sur le plan personnel. M. Lajoinie a indiqué qu'une commission dirigée par M. Pierre Blotin, membre du bureau politique, *« a été désignée pour diriger la campagne électorale »*. Sur son « look », il a déclaré : *« Je suis un homme du peuple et je ne m'habille pas avec beaucoup d'élégance. »* Il *« aime bien le rock »*, est un *« spectateur émerveillé »* de Johnny Hallyday et considère Madonna comme *« une artiste de grande qualité »* tout en soulignant qu'un homme politique peut se dispenser de *« parler de la petite culotte »* de cette chanteuse. Pas fana de tango, M. Lajoinie n'est *« pas un carriériste »*. Admirateur de Saint-Just, il aime bien aussi Henri IV qui *« parlait de la poule au pot tous les dimanches pour les travailleurs »*. Estimant qu'il y a *« beaucoup d'intellectuels au PCF)*, il cite l'écrivain Patrick Besson et le physicien Gilles Cohen-Tannoudji. M. Lajoinie *« renverrait dos-à-dos »* MM. Lang et Léotard avant d'affirmer que la culture *« est en train d'être assassinée »* et que le pluralisme et vérité ne sont pas respectés à la télévision. En conséquence, il n'attribuerait aucun sept d'or aux chaînes de télé.

M. Lajoinie indique ensuite que son *« adversaire principal, c'est la droite et les forces du capital »*, il ajoute : *« Si les lois anti-racistes étaient renforcées, le parti de Le Pen tomberait sous le coup de la loi (...). Il est mieux qu'il ne soit pas candidat »* souligne-t-il à destination du dirigeant d'extrême droite.

M. Lajoinie précise que le prochain congrès du PCF verra *« un grand renouvellement »* de cadres et précise qu'il veut *« dépasser le score des législatives »* à l'élection présidentielle en prévenant que « beaucoup auront des surprises ».

Paradoxe

EN deux tours d'horloge, la petite lucarne a prouvé, une fois de plus, l'extraordinaire pouvoir qui est le sien. Elle a permis à André Lajoinie de brillamment réussir son examen de passage *médiatique, tout en recalant* politiquement ses réponses. Voilà un joli paradoxe qui, dans sa nudité, révèle le gigantesque problème auquel est confronté le PCF. Ses hommes peuvent passer la rampe – Georges Marchais le montre depuis plus d'une décennie, – mais ses idées ont de plus en plus de difficultés à percer le mur de la crédibilité. Cette déconnexion est un des phénomènes expliquant la crise his*torique du parti*.

Il n'en demeure pas moins qu'une nouvelle *étoile communiste* est *née* sur le petit écran. Avec 14 % de bonnes opinions en début d'émission – le score le plus bas de tous les invités de « L'heure de vérité », – André Lajoinie a terminé à 33 %, soit la sixième meilleure progression de l'histoire de cette émission, selon le baromètre instantané de la SOFRES. Et le candidat communiste de 1988 s'est même payé le luxe de battre celui de 1981, le secrétaire général, dont le pourcentage de jugements positifs est en chute libre : 27 % en 1986 et 20 % en 1987.

En restant simple et en répondant aux questions qui lui étaient posées, en évitant les anathèmes tout en demeurant ferme sur les principes de son parti, M. Lajoinie a convaincu sur sa personne. Mais il n'a pas convaincu sur son programme. Pour sortir de la crise, 16 % des sondés suivent les recettes communistes (64 % n'y croient pas), quant aux solutions politiques du PCF, 57 % s'en détournent (24 % y adhèrent).

Même si André Lajoinie a signé le livre d'or en indiquant que *« la vérité finit toujours par se frayer son chemin »*, sous les mots, il y a les actes. Malgré les efforts du candidat communiste, l'équipe de M. Marchais a sans doute lancé la barre trop loin depuis plusieurs années pour freiner une hémorragie tant interne *qu'externe*.

O. B.

Portrait d'un « rénovateur »

La « déchirure » de Claude Llabrès

TOULOUSE
de notre correspondant

Banquettes de feutrine, colonnades de stuc, décor presque kitsch, une partie de la jeunesse lycéenne se donne rendez-vous, le mercredi après-midi, dans ce café. A l'abri des arcades, en terrasse, quelques consommateurs courageux tentent de prolonger *l'été. Juste en face, l'entrée* principale du Capitole, la mairie de Toulouse, où Claude Llabrès siège comme conseiller municipal depuis 1981. *« Quand je vais bien, j'aime à me retrouver sur cette place, ou aux puces, autour de Saint-Sernin. Quand je n'ai pas le moral, je vais sur les berges de la Garonne. »* Et pourtant Claude Llabrès est maintenant chômeur. Permanent du *PCF depuis 1969, sa démission* du comité central, puis son engagement public aux côtés du rénovateur Pierre Juquin l'ont désigné à la vindicte du parti. Lors de la dernière réunion extraordinaire du comité central, Claude Llabrès *n'a pas été officiellement* exclu, mais déjà, en Haute-Garonne, la fédération a tranché : *« Claude Llabrès a choisi d'entrer en lutte contre le PCF »*, écrit-elle.

« Chez nous, c'est héréditaire »

Ainsi la page est-elle presque tournée pour ce communiste, fils de communiste – son père *négocia au nom de la CGT* la décentralisation de l'aéronautique, – petit-fils de communiste – le grand-père Llabrès, d'abord socialiste, fonda le parti en 1920 *à Toulouse – et lui-même* père de deux enfants... communistes également. *« Chez nous, c'est comme chez les cardinaux, c'est héréditaire »*, dit-il.

Né en 1938, il adhère aux Jeunesses communistes en 1956, *quand* le *département*, par le jeu des apparentements, comptait deux députés « rouges ». Le début d'une carrière dans l'appareil qui le conduit *un an à Moscou*, à l'école des cadres, et lui permet dès 1971 de prendre la direction de la fédération de la Haute-Garonne. En 1976, lors du vingt-deuxième congrès, il accède au comité central, où de 1982 à 1985 il *s'occupe* de la coordination du secteur des intellectuels. Une expérience unique pour cet *homme qui fut* dessinateur pendant douze ans aux *Ponts et chaussées. « Avec les Vitez et autres Lefebvre, j'ai appris le doute, dont Marx disait qu'il est la qualité essentielle des révolutionnaires. »* Il aurait même *été pressenti*, ainsi que Felix Damette, pour entrer, avant le vingt-quatrième congrès, au bureau politique.

L'histoire en aura décidé autrement. Retour au pays. Ancien vice-président du conseil *général, battu en 1981*, il retrouve cependant son siège au Capitole. Mais, à Toulouse, la situation a changé. Il y a belle lurette que Llabrès n'est plus roi *du côté du Mirail, à la maison du* parti.

Visage triangulaire, le *cheveu* poivre et sel, frisé, comme pour affirmer qu'il y a du Maure en lui, il promène sa silhouette d'artiste dans ce Toulouse dont il se dit amoureux. *« Il ressemble à un anarcho-syndicaliste espagnol »*, rectifie Dominique Baudis, qui avoue nourrir à son égard estime et sympathie. Il est vrai que le *« communiste non conformiste »* et *« la droite civilisée »*, pour *reprendre leurs expressions*, se tutoient en privé et joutent en public avec une courtoisie certaine.

Claude Llabrès aurait pu rester un opposant de l'intérieur, comme son camarade Alain *Pécastaing, qui a refusé* son exclusion du groupe communiste de la mairie de Toulouse, tout en s'affirmant en désaccord avec sa démarche politique. Mais il aura suffi d'un *texte du comité central* pour que Claude Llabrès saute le *pas. « Juquin est la première réponse à une crise politique qui dépasse les partis. »* Du coup, le voilà membre de la coordination nationale des rénovateurs, pale*brant* avec les gauchistes jadis honnis, et pressenti pour assister à la réunion hebdomadaire du *« cabinet »* de l'ami Pierre.

« L'exclusion, c'est une déchirure », disait-il, le nez dans un verre de bière, place du Capitole. Il se veut toujours communiste. La semaine dernière, les rénovateurs ont réuni plus de deux cents personnes à Toulouse. Beaucoup d'anciens du PCF, qui *pour l'occasion* avaient sorti de la naphtaline leurs costumes de militants. Les nouvelles du front sont même bonnes. La section de Thomson vient de rallier avec *armes et bagages* le camp des rénovateurs. Le désarroi gagne les militants les plus ouverts. Pour parer au plus pressé, la fédération a menacé de sanctions *tous ceux qui se commet*traient avec les « anti-parti ». Il faut, en effet, arrêter l'hémorragie. Rénovateurs ou pas, la fédération de la Haute-Garonne est en chute libre : *plus de dix mille* adhérents en 1978, trois mille à *peine aujourd'hui*.

GÉRARD VALLÈS.

Six élus de Bourges se rallient à M. Juquin

BOURGES
de notre correspondant

Six conseillers municipaux de Bourges, dont deux adjoints au maire communiste, M. Jacques *Rimbault, viennent de rendre public* leur soutien au candidat des « rénovateurs », M. Pierre Juquin, à l'élection présidentielle. Cette initiative collective regroupe, derrière M. Michel Picard, adjoint au maire chargé de l'urbanisme, considéré comme le chef de file des communistes rénovateurs dans le département du Cher, Mme Marie-Paule Prot, adjointe aux affaires sociales (apparentée PCF), Mme Catherine Emery, conseillère municipale PCF, Mme Lucette Eberhardt, conseillère municipale (apparentée PCF), ainsi que deux conseillers municipaux PSU, MM. Michel Grenier et Philippe Douveneau.

M. Picard a annoncé, dans une lette ouverte adressée à ses camarades, qu'il démissionnait de ses responsabilités au sein du PCF où il était membre du comité et du bureau de la section de Bourges. Il a expliqué sa décision en ces termes : *« L'exclusion de Pierre Juquin est le résultat du refus du débat réel (...). Aujourd'hui, le dogmatisme du PCF est aussi néfaste que le sont les renoncements du PS. »*

Il a précisé, toutefois, que son soutien à M. Juquin ne valait pas condamnation de la politique municipale menée par l'assemblée locale composée de quinze communistes, treize socialistes, deux PSU, huit *démocrates et républicains, côté* majorité, et de six UDF et cinq RPR, côté opposition.

P. M.

Politique

M. Le Pen et les « brebis égarées » de M. Chirac

CARPENTRAS
de notre envoyé spécial

« Aux dernières nouvelles, l'indice Dow Jones a perdu 350 points à New-York. » Il est un peu plus de 21 h 30 à Carpentras, le lundi 19 octobre. Comment résister aux effets oratoires que ne peut manquer d'inspirer *« l'actualité la plus brûlante »* ? M. Jean-Marie Le Pen, devant ses mille six cents auditeurs enthousiastes de la salle polyvalente, ne résiste pas.

« Même si on n'est pas propriétaire d'un portefeuille boursier, la tempête qui balaie le monde financier international » ne manquera pas d'avoir des conséquences sur la vie de tout un chacun, avertit solennellement le responsable du Front national.

M. Le Pen tient sa revanche. Ses détracteurs l'ont maintes fois taxé d'être ignare en matière de finances internationales. Les *« milieux bourgeois »* se font tirer l'oreille : *« Oui, c'est intéressant le Front national, mais ils n'ont pas de doctrine économique. »* Tout le monde s'est donc trompé : *« La tempête du monde international boursier était prévisible depuis longtemps. »* *« 210 milliards de dollars de dette »* pour les Etats-Unis, plus une balance commerciale déficitaire : ce qui arrive était donc à prévoir, répète M. Le Pen.

Que n'a-t-on écouté le Front national lorsqu'il proposait de distribuer deux tiers du capital des grandes entreprises nationalisées aux familles, au prorata du nombre d'enfants ? Pourquoi n' a-ton pas compris en temps utile qu'une *« grande partie des valeurs françaises sont surcotées »* ? Ni mesuré la gravité supplémentaire d'un *« autre risque lié : la dette du tiers-monde »* ?

Deux heures plus tôt, à Orange, un sympathisant, conseil en Bourse, s'est approché de M. Le Pen. Wall Street n'avait encore dégringolé que de 200 points. Et le cas du palais Brongniart était, pour ce lundi, réglé. L'homme politique et l'homme du métier ont soupesé les chiffres : *« Je viendrai vous voir après votre meeting. Je vous dirai des choses que je ne peux pas dire ici, en public »*, a promis ce dernier, avant de laisser tomber : *« Vous allez voir, si cela continue comme ça, les emprunts russes vous paraîtront de la rigolade à côté de ce qui va arriver. »*

« En pleine actualité » : M. Le Pen n'a pas cessé de s'y retremper de lui-même quand il n'y était pas invité, tout au long de cette journée de tournée qui lui a fait sillonner le Vaucluse, de Cavaillon à Carpentras, en passant par un déjeuner-débat (aux chandelles) à Avignon, un arrêt dans une cave coopérative à Beaumont-du-Ventoux, une station à Vaison-la-Romaine et une réunion des conseillers régionaux FN de Provence-Alpes-Côte d'Azur à Orange. Une actualité que lui-même ou les députés de son groupe ont quelquefois largement occupée ces dernières semaines. M. Le Pen y revient sans cesse : le *« détail »*, la folle nuit de l'Assemblée nationale pour expliquer ou justifier ce que les médias, répète-t-il en toute occasion, n'ont fait qu'exploiter avec hystérie. C'est bien normal puisque *« M. Gaudin a bien moins de pouvoir que M. Elkabbach »*.

« Ils vont l'épuiser... »

L'actualité, c'est encore, inlassablement repris de la visite matinale d'une exploitation agricole au meeting final, le catalogue des évidences que le président du Front national assène en toutes circonstances : SIDA, éducation, ruine économique provoquée par le refus de la *« préférance nationale »*.

Sans oublier l'élection cantonale de Tourcoing. Toute la journée, M. Le Pen brocarde M. Chirac sur le thème des brebis égarées dont a usé le premier ministre : *« Mon pauvre Jacquot, je crains bien qu'une bonne partie de tes brebis ne soient ici bientôt rejointes par les autres. »*

Tournée de futur présidentiable ou tournée des popotes vaguement cantonale ? Le déplacement hésite entre ces deux styles. Au grand dam de M. Le Pen qui écarte quelquefois avec agacement des questions un peu microcosmiques pour quelqu'un qui voudrait ne plus se prononcer que sur les grands sujets. Au grand dam aussi de certains élus de son parti qui l'accompagnent : *« Ils vont l'épuiser notre Jean-Marie. (...) Il ne peut plus se consacrer maintenant à d'aussi petites choses. »*

Petites choses, grandes manœuvres... A l'espace culturel de Vaison-la-Romaine, M. Le Pen se laisse un moment cajoler par la section locale du Front national. Auparavant, il a rendu une discrète visite au maire RPR, M. André Thès.

Parle-t-on de signature ou de promesse de signature dans le secret de ce genre d'entretiens ? La question est inconvenante. Car M. Le Pen martèle aussi cette actualité : il les aura, et bien au-delà, les fameuses cinq cents signatures. Il avance même une indication : dans trois départements, le chiffre limite de cinquante promesses de paraphe aurait déjà été dépassé.

Lesquels ? Mystère. *« Il ne faut pas donner prise à la répression préfectorale »* ni décourager les *missi dominici* du Front qui ont pour mission de démarcher systématiquement un grand nombre de maires.

Dans le Vaucluse, assurent d'une voix concordante plusieurs élus du Front national, dix promesses de signature auraient déjà été obtenues. La perspective de doubler ce nombre ne leur paraît pas irréaliste (le Vaucluse compte cent cinquante et une communes). Plus tard, M. Le Pen dira que si le *« détail »* lui a fait perdre deux signatures, vingt-sept ont, depuis, afflué de toute part pour les remplacer.

Mais, à l'évidence, M. Le Pen ne veut pas donner l'apparence de s'égarer dans le *« détail »* de cette comptabilité-là. *« Ni tribun ni César »* (c'est lui qui le dit), mais pas indigné d'être inscrit dans la généalogie des Bayard, du Guesclin et autres chevaliers de la Table ronde (par le député du Front national du département, M. Jacques Bompard), le responsable du Front national ne veut plus s'attacher qu'à la mission qu'il assigne à ses *« compagnons de cordée »* du Vaucluse et d'ailleurs : le porter au sommet envers et contre tout.

MICHEL KAJMAN.

EN BREF

● **M. Jacques Valade, dauphin officiel de M. Chaban-Delmas.** – Le maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, a explicitement désigné, le lundi 19 octobre à Toulouse, M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, comme son successeur probable à la tête de la municipalité.

● **Relaxe de trois appelés mélanésiens : le parquet fait appel.** – Le parquet de Strasbourg a fait appel de la relaxe pure et simple dont ont bénéficié, le jeudi 15 octobre, trois appelés mélanésiens du contingent devant la chambre militaire du tribunal de Strasbourg (*le Monde* du 17 octobre).

Ces jeunes canaques du 57e régiment de transmissions avaient été inculpés de refus d'obéissance après une grève de la faim entamée le 9 septembre dernier. Ils avaient décidé de ne pas se soumettre aux « pressions » de leurs supérieurs, et de manifester ainsi leur soutien aux consignes de boycottage du FLNKS quelques jours avant le référendum du 13 septembre en Nouvelle-Calédonie.

● **Faux tracts en Seine-Saint-Denis.** – De faux tracts à entête du conseil général de Seine-Saint-Denis, et signés *« les élus communistes du conseil général »*, ont circulé samedi et dimanche dans le département, appelant les résidents immigrés à assister le mardi 20 octobre à la séance de l'assemblée départementale, à Bobigny, où, leur promettait-on, ils recevraient 500 francs par adulte et 150 francs par mineur. Le président du conseil général, M. Georges Valbon (PCF), a porté plainte.

● **RECTIFICATIF.** – Dans l'article consacré au projet d'organisation d'une vaste manifestation contre-révolutionnaire par les milieux catholiques intégristes (*le Monde* daté 18-19 octobre), une erreur de transmission a déformé un propos tenu par M. François Brigneau. L'une des conséquences de la Révolution de 1789 est le surgissement de *« deux Eglises (...), New-York et Moscou, côté pile et côté face d'une même internationale matérialiste »* et non *« d'un monde international matérialiste »*. D'autre part, Clemenceau a proclamé jadis que toute *« la »* Révolution de 1789 – et non toutes *« les »* – constituait un bloc...



Les relations entre M. Chalandon et la joaillerie Chaumet

La chancellerie a imposé une modification du communiqué de l'administrateur judiciaire

Diffusé mardi 13 octobre, au lendemain des informations du *Monde* sur l'existence chez Chaumet d'un compte courant rémunéré au nom de M. Albin Chalandon, le communiqué de l'administrateur judiciaire de la joaillerie, Mᵉ Hubert Lafont, a été modifié par la chancellerie sans que son auteur en soit averti. Les deux versions *(lire d'autre part)* diffèrent profondément.

Dans celle dictée lundi soir 12 octobre depuis l'étranger par Mᵉ Lafont, celui-ci se contente d'une mise en garde générale : il souligne l'imperfection des écritures comptables de la société Chaumet mais ne porte aucun jugement précis sur la situation du ministre de la justice. Dans celle finalement diffusée mardi après-midi 13 octobre, en l'absence de Mᵉ Lafont, un jugement catégorique a été ajouté, à la demande du cabinet de M. Chalandon : *« En tout état de cause, les constatations faites en ce qui concerne M. Albin Chalandon sont contraires aux affirmations contenues dans l'article du* Monde. »

A la chancellerie, la version initiale de Mᵉ Lafont, où ne figure pas cette phrase, a circulé dans plusieurs mains. La modification suggérée par l'entourage de M. Chalandon, qui a pour effet d'orienter et de durcir un communiqué prudent à l'origine, y est connue. Des bouches s'ouvrent, commentant cette nouvelle illustration de la position ambiguë du ministre de la justice : partie, en tant que créancier de Chaumet, n'a-t-il pas abusé de ses prérogatives de garde des sceaux en poussant le bureau de l'administrateur judiciaire à publier un document qui prend position publiquement en sa faveur ?

Interrogé mardi 20 octobre par l'Agence France-Presse sur l'existence de deux communiqués, la chancellerie a déclaré qu'elle n'avait *« aucun commentaire à faire »*. Mᵉ Lafont a pour sa part répondu : *« Je laisse au Monde toutes ses responsabilités, faisant toutes les réserves qui s'imposent. »*

L'histoire de la modification du communiqué de Mᵉ Lafont, à l'insu de son auteur, a pu être reconstituée. Lundi 12 octobre *(nos éditions du 13 octobre)*, *le Monde* montre que les explications de M. Chalandon sur ses relations d'affaires avec la joaillerie en faillite péchaient jusqu'ici par omission. Le ministre de la justice s'en tenait à un *« patrimoine familial »* de bijoux et de pierres précieuses qu'il aurait demandé aux frères Chaumet de vendre à partir de 1985, alors qu'il *détenait en fait, depuis 1972,* un compte courant alimenté par des dépôts de capitaux, servant à des achats et des ventes spéculatifs de pierres précieuses, et rémunéré par des intérêts.

A la brigade financière

Dès le lundi soir, la chancellerie annonce, pour le lendemain, une mise au point de Mᵉ Lafont. M. Chalandon précise lui-même à *France-Soir*, dans une interview publiée le 13 octobre, que Mᵉ Lafont *« démentira point par point toutes les allégations du* Monde ». La même nouvelle est annoncée au *Figaro* et à *Libération*, auxquels le ministre fait également des déclarations. Mardi matin, *le Monde* obtient de la chancellerie la confirmation de l'imminence de ce communiqué. Mais l'Agence France-Presse, qui s'en enquiert elle aussi auprès du cabinet de Mᵉ Lafont, n'en obtiendra le texte, après plusieurs réponses dilatoires, que peu avant 14 heures. Or Mᵉ Lafont, en déplacement à l'étranger jusqu'au mercredi, a dicté son communiqué depuis le lundi soir.

Que s'est-il passé entre-temps ? La réponse figure dans la comparaison des deux versions. Officiellement, il n'y en a qu'une, diffusée sur papier à en-tête par les collaborateurs de Mᵉ Lafont en son absence. Mais l'administrateur judiciaire n'a pas été consulté sur les modifications de dernière minute qui y ont été apportées et qui changent le sens et la portée de sa mise au point, sur l'insistance du ministère de la justice.

Le texte initial souligne simplement le caractère provisoire des constatations comptables effectuées chez Chaumet par les enquêteurs dans le cadre de l'instruction judiciaire, en l'attente du rapport qu'il transmettra prochainement au tribunal de commerce et au procureur de la République. La phrase rajoutée dans l'intention de laver de tous soupçons M. Chalandon est d'autant plus surprenante que le garde des sceaux, dans ses diverses déclarations publiques, devait finalement reconnaître la véracité de l'information du *Monde* : il possédait bien un compte courant rémunéré chez Chaumet.

Elle l'était encore plus sous la signature de Mᵉ Lafont si l'on se réfère à la déclaration qu'il avait faite, durant l'été, à la brigade financière, venue l'entendre à son cabinet. *« Des intérêts ont été versés et déclarés sur des comptes courants alimentés par des remises de pierres qui figurent en comptabilité »*, précisait alors l'administrateur judiciaire, qui ajoutait : *« Il apparaît que les opérations effectuées sur les bijoux et pierres sont de nature spéculative. »*

Dans ce procès-verbal, Mᵉ Lafont dissociait les activités de spéculation sur les pierres — activités commerciales, qui lui semblent cependant quelque peu anormales pour une joaillerie — de la perception de fonds auprès de clients, relevant de l'exercice illégal de la profession de banquier — activités financières qui lui semblent, elles, tomber sous le coup de la loi. *« Il est certain,* déclarait-il en effet, *que les activités de spéculation sur les pierres au profit des particuliers peuvent apparaître comme sortant du domaine normal d'une activité de joaillerie. Si les opérations financières, c'est-à-dire la perception de fonds près de tiers, se révèlent comme ayant été habituelles, elles peuvent être qualifiées de délictuelles. »* Autant de nuances et de précisions que reflétait encore la prudence du texte initial de Mᵉ Lafont et qui sont oubliées par la version finale, beaucoup plus « musclée ».

En demandant à son insu une modification du communiqué de l'administrateur judiciaire, la chancellerie a pris le risque d'accroître le trouble de la majorité à propos de cette affaire, trouble ressenti jusque dans les rangs du gouvernement et illustré par le silence, persistant à ce jour, du premier ministre lui-même.

BERTRAND LE GENDRE, GEORGES MARION et EDWY PLENEL.

La métamorphose d'un texte

Le 13 octobre, après les articles du Monde *indiquant que M. Chalandon est titulaire d'un* compte courant chez Chaumet, *Mᵉ Hubert Lafont,* administrateur judiciaire de la joaillerie, a rendu public un communiqué. *La fin de* celui-ci prend, en ces termes, la défense du ministre de la justice : *« En tout état de cause, les constatations faites en ce qui concerne Monsieur Albin Chalandon sont contraires aux affirmations contenues dans l'article du* Monde. »

Or il apparaît que cette phrase essentielle ne figure pas dans le texte rédigé la veille au soir par Mᵉ Lafont, de l'étranger où il se trouve pour des raisons professionnelles. Entre-temps, sans que *Mᵉ Lafont en soit averti, la chancellerie* est intervenue auprès du cabinet de l'administrateur judiciaire pour faire avaliser une version plus conforme aux vœux du ministre.

La version initiale de Mᵉ Lafont…

« Désigné en qualité d'administrateur judiciaire de la société Chaumet et Cie, par un jugement du tribunal de commerce de Paris du 11 juin 1987, j'ai pris connaissance des allégations contenues dans l'article du Monde *paru le 12 octobre 1987.*

» Je dois indiquer ma surprise devant les informations ainsi publiées mettant en cause des clients de la société, parmi lesquels figure Monsieur Albin Chalandon. Les sondages effectués dans la comptabilité sociale, dans le cadre des opérations d'expertise en cours et, notamment, les investigations plus poussées qui ont eu lieu à ma requête concernant les comptes des principaux clients, laissent apparaître que les écritures comptables de la société Chaumet et Cie ne sont pas représentatives de la réalité.

» Ainsi il n'est pas possible d'affirmer à ce jour que tel ou tel créancier ou débiteur est réellement dans la situation reflétée par les comptes que j'ai appréhendés.

» Il est donc anormal que des organismes de presse puissent se faire l'écho de prétendues constatations alors qu'aucun rapport n'a pu encore être établi par mes soins et transmis, conformément à la loi, au tribunal de commerce et au procureur de la République. »

…et ce qu'elle est devenue

« Désigné en qualité d'administrateur judiciaire de la société Chaumet et Cie, par un jugement du tribunal de commerce de Paris du 11 juin 1987, j'ai pris connaissance des allégations contenues dans l'article du Monde *paru le 12 octobre 1987.*

» Il est pour le moins surprenant que des organes de presse puissent se faire l'écho de prétendues constatations comptables alors que des opérations d'expertise sont actuellement en cours et que les sondages effectués dans les écritures de la société Chaumet laissent apparaître que celles-ci ne sont pas représentatives de la réalité.

» En tout état de cause, les constatations faites en ce qui concerne Monsieur Albin Chalandon sont contraires aux affirmations contenues dans l'article du Monde. »

Une plainte des douanes contre les joailliers

L'administration des douanes a déposé, le 30 juillet, une plainte pour fraude fiscale contre les frères Chaumet, auprès du parquet de Paris, a-t-on appris, lundi 19 octobre, du ministère du budget. Cette plainte, appelée *« acte introductif d'instance fiscale »*, n'a pas encore été suivie de l'ouverture d'une information judiciaire.

Les douanes ont agi après avoir constaté un déficit de bijoux en entrepôt sous douane, lors d'un inventaire effectué au mois de mai, a-t-on indiqué au ministère du budget, sans toutefois préciser le montant de ce déficit.

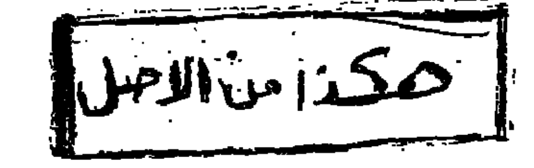
Celui-ci correspond à la différence entre les bijoux dont l'achat a été déclaré, et ceux pour lesquels une taxe a été acquittée à la sortie de l'entrepôt ou restant effectivement entreposés.

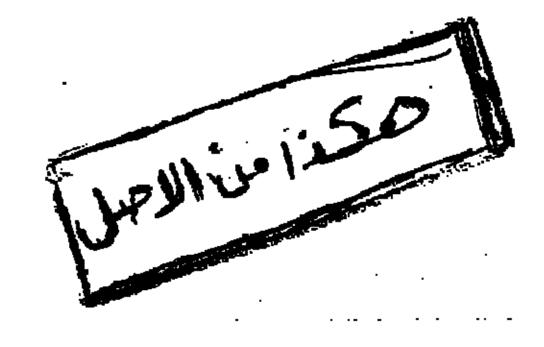
Une précédente enquête de la direction nationale des enquêtes douanières (DNED), effectuée de décembre 1984 à fin 1986 et portant notamment sur des transferts de fonds entre la maison Chaumet à Paris et sa filiale genevoise, avait été classée sans suite le 21 octobre 1986.

Le rôle de l'administrateur judiciaire

Chargés d'apporter leur concours au redressement judiciaire des entreprises en danger ou d'aider à résoudre leurs difficultés internes, les administrateurs judiciaires sont désignés par le tribunal de commerce ou le tribunal de grande instance, selon les cas.

La loi de 1985, qui a réorganisé la profession de syndic de faillite, impose aux administrateurs judiciaires, pour exercer, un diplôme de droit et un stage minimum de cinq ans sanctionné par un examen professionnel. Une commission nationale où le parquet joue le rôle de commissaire du gouvernement procède à l'inscription obligatoire sur une liste nationale des administrateurs judiciaires.





Société

JUSTICE

Au tribunal de Paris

Questions politiques sur une escroquerie

« A qui, peut-être, profite le crime ? » Cette question a été posée, lundi 19 octobre, devant la treizième chambre correctionnelle de Paris, par Mᵉ Jean-Yves Leborgne, avocat de M. Georges Alet, ancien président de la SAPO (Société anonyme de publications officielles), inculpé dans une affaire d'escroquerie en compagnie de dix-huit autres personnes.

Il s'agissait, pour l'avocat, d'obtenir que tous les aspects de l'affaire soient examinés par le tribunal et, notamment ce qui concerne une éventuelle implication des partis politiques, bénéficiaires, à ses yeux, d'une partie des fonds drainés illégalement.

La SAPO avait trouvé un procédé efficace pour convaincre les annonceurs de la nécessité de faire une insertion publicitaire dans des revues qu'elle avait souvent elle-même créées. Conformément à sa raison sociale, la SAPO gérait les espaces publicitaires de publications telles que *le Progrès de la Gendarmerie et de la Garde républicaine* ou des bulletins édités par les services fiscaux, un syndicat de policiers ou un parti politique comme le Rassemblement pour la République (RPR) ou le Parti républicain (PR). Ensuite, les démarcheurs téléphonaient ou se rendaient chez les commerçants et les industriels en se présentant, selon le cas, comme officier de gendarmerie, membre du RPR ou du personnel de la préfecture ou encore *« à la demande du secrétaire départemental du PR »*.

Les clients espéraient-ils ajouter à l'impact publicitaire un investissement de nature à leur attirer la reconnaissance de ces organismes ? En tout cas, le chiffre d'affaires de la SAPO et des sociétés affiliées a atteint, entre 1982 et 1984, près de 23 millions de francs, dont une grande partie a été transformée en espèces par un jeu de fausses factures afin de rémunérer discrètement les courtiers, les gérants de l'entreprise et certains intermédiaires poursuivis pour recel. Mais une partie non négligeable des fonds aurait été, selon Mᵉ Yves Leborgne, reversée aux organismes qui éditaient les revues, sans qu'il soit établi qu'ils aient eu connaissance de leur origine frauduleuse.

Cependant, le défenseur de M. Georges Alet a demandé le renvoi de l'affaire afin que des responsables du PR et du RPR, dont MM. Jean-François Deniau, Charles Scalia et Gérard Longuet, soient cités comme témoins. En s'appuyant sur les écoutes téléphoniques ordonnées lors de l'instruction, l'avocat s'est étonné des rapports privilégiés constatés entre son client et des partis politiques dont il tutoyait les responsables : *« Ce n'est pas une escroquerie ordinaire,* plaida Mᵉ Leborgne, *ne la réduisez pas à une affaire banale. »* Tout en se demandant si les « victimes » ne pouvaient pas être considérées éventuellement comme *« coauteurs »*, l'avocat rappelait au tribunal qu'une juridiction *« plus grande que la vôtre »* était saisie d'une affaire concernant le financement de partis politiques.

Si plusieurs avocats se sont associés, pour d'autres raisons, à la demande de renvoi, le substitut du procureur de la République s'y est opposé en considérant qu'il ne fallait pas *« s'égarer sur la saisine du tribunal »* limitée à une escroquerie par fausse qualité, en concluant : *« Il convient de rester sur ces faits. »*

Après une longue délibération, le tribunal, présidé par M. Philippe Chemithe, a rejeté la demande présentée par Mᵉ Leborgne en déclarant notamment : *« L'audition de ces personnalités n'apporterait vraisemblablement pas au tribunal davantage d'éléments sur des faits dont il n'est d'ailleurs pas saisi. »*

MAURICE PEYROT.

A la dix-septième chambre

M. Charles Pasqua perd son procès en diffamation contre « le Matin »

Le directeur de publication du *Matin de Paris*, M. François Pertus, et le journaliste Pierre Feydel ont été relaxés, lundi 19 octobre, par la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris des poursuites engagées par le parquet pour *« diffamation publique envers un membre du ministère »* à la demande du ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, après la diffusion, le 20 janvier 1987, d'un éditorial évoquant *« le secret-défense »* dans l'affaire du Carrefour du développement.

Le tribunal, présidé par Mᵐᵉ Jacqueline Clavery, observe dans son jugement que le journaliste *« a essentiellement en vue de présenter Charles Pasqua comme un homme dans l'ombre, secret, dont les méthodes lui apparaissent ne pas pouvoir être taxées de transparentes, d'où le titre « Drôle de jeu »*.

L'éditorialiste se demandait si Charles Pasqua serait *« le jour un brave docteur Jekyll, sécuritaire, et la nuit, une sorte de M. Hyde s'agitant dans l'ombre qui sépare les lumineux défenseurs de l'ordre des sombres menées de la pègre »*. Les juges notent sur ce propos : *« Certes, le fait de poser une telle interrogation est déplaisant pour la partie civile, et démontre que Pierre Feydel ne nourrit pas à son égard des sentiments de sympathie. Mais on ne peut y voir pour autant l'imputation d'allégations précises diffamatoires (...). Cet article doit s'analyser en une critique pour des activités du ministre, des méthodes employées par lui ou par ses services. »*

M. P.

FAITS DIVERS

● **Vaines recherches après la fusillade du péage de Viry.** – Malgré l'importance des moyens mis en œuvre pour tenter de retrouver les deux hommes qui, dimanche après-midi, lors d'un contrôle de douane au poste de péage de Viry (Haute-Savoie), avaient tué un gendarme et un douanier, blessant grièvement un second douanier (*le Monde* du 20 octobre), les recherches sont restées vaines. Les enquêteurs de la gendarmerie ne possèdent que peu d'éléments sur le signalement des deux tueurs, dont ils ignorent encore s'il s'agit de malfaiteurs ou, éventuellement, de terroristes.

M. Christian July, trente-deux ans, le douanier grièvement blessé, dimanche, lors de la fusillade, serait, selon les médecins de l'hôpital cantonal de Genève, maintenant hors de danger, même si, précise-t-on, son état reste grave.

ENVIRONNEMENT

En mer du Nord

Les chalutiers danois endommagent un navire incinérateur

Une flottille de chalutiers danois accourue en mer du Nord sur les lieux où un navire incinérateur, *Vulcanus-II*, brûlait 3 000 tonnes de déchets toxiques, est parvenue à empêcher, le dimanche 18 octobre, le déroulement des opérations. L'hélice du *Vulcanus-II* s'est prise dans un filet et a été endommagée. Le capitaine du navire, incapable de manœuvrer, a dû se faire remorquer jusqu'à Rotterdam.

Une trentaine de pêcheurs danois s'étaient portés au devant de deux navires incinérateurs, *Vesta* et *Vulcanus-II*, le jeudi 15 octobre, pour s'opposer à l'incinération de déchets chimiques dans la zone de Dogger Banke, à 300 kilomètres des côtes danoises.

COPENHAGUE
de notre correspondante

Il y a eu dans le passé en différents point du globe la « guerre » de la morue, la « guerre » du hareng, la « guerre » de la langouste, etc. Aujourd'hui, la « guerre » des déchets est ouverte en mer du Nord.

Les pêcheurs danois s'inquiètent : leurs prises diminuent constamment dans cette région et les poissons qu'ils ramènent sont de plus en plus nombreux à présenter des anomalies (tumeurs, plaies, malformations), qui les rendent impropres à la consommation. Ils en rejettent la responsabilité sur les bâtiments qui, régulièrement, incinèrent, en mer du Nord, des déchets industriels que l'on n'ose pas enterrer sur le continent.

Cet « assainissement au large » a certes lieu dans cette zone depuis près de vingt ans et avec l'accord des autorités, qui affirment surveiller de très près les opérations. Des ordinateurs installés à bord permettent de contrôler à distance les 100 000 tonnes de déchets divers détruits chaque année en mer du Nord. Mais, aujourd'hui, les écologistes et les pêcheurs trouvent cette pratique dangereuse et s'organisent pour y mettre rapidement un terme.

Une conférence des Etats riverains de la mer du Nord se tiendra à Londres du 23 octobre au 25 novembre. A cette occasion, le ministre danois de l'environnement, M. Christian Christensen, a promis d'évoquer en priorité ce problème et de tout faire pour obtenir de ses collègues des autres pays l'interdiction totale et immédiate des incinérations chimiques en mer du Nord.

Toutefois, M. Christensen, s'appuyant sur les avis des médecins, a mis en garde les pêcheurs danois contre le danger auquel ils s'exposaient en s'approchant trop près des deux bateaux incriminés. Déjà vendredi 16 octobre, plusieurs d'entre eux, pris dans le nuage de fumée nauséabonde qui s'échappait du *Vesta*, ont ressenti des malaises sérieux. Ce qui ne les a pas empêchés de poursuivre leur croisade. En manifestant leur colère de façon aussi spectaculaire, ils parviendront peut-être à leurs fins plus tôt que prévu. Dans cette perspective, ils se sont alliés avec un groupe danois et néerlandais de Greenpeace et ont fait appel à leurs homologues pêcheurs du Royaume-Uni de Belgique et des Pays-Bas.

Ce qui les a sans doute le plus indignés est d'apprendre que les 3 000 tonnes de déchets qu'a tenté d'incinérer le *Vulcanus* étaient d'origine espagnole. Or le gouvernement de Madrid a interdit leur destruction le long des côtes atlantiques de l'Espagne.

CAMILLE OLSEN.

CATASTROPHES

La Bretagne en état de choc

(Suite de la première page.)

Cela a duré de 22 heures à 2 heures du matin. Le vacarme était assourdissant. Les ardoises, les tôles, les tuiles faitières, volaient. A chaque rafale, les charpentes gémissaient et parfois cédaient. Beaucoup de fermiers sortaient pour tenter de consolider une étable, un poulailler. Mais le danger était tel qu'ils devaient vite renoncer.

A Ergué-Gaberic, le maraîcher Joseph Coathalen et son épouse ont lutté jusqu'à minuit à l'aide de cordages pour conserver leurs serres. Un talus planté de chênes et de peupliers formait un rempart efficace. Brusquement, celui-ci a cédé. Les serres d'une superficie de 1 500 mètres carrés n'ont pas résisté dix minutes.

La chaleur était étouffante : des informateurs dignes de foi assurent que le thermomètre est monté à 30 degrés. La plupart des anémomètres en folie n'enregistraient plus rien.

Puis, subitement, tout s'est apaisé et le silence est tombé sur le Finistère. Au petit matin, pas un oiseau ne chantait. Partout des arbres abattus, fracassés, des toitures éventrées, des poteaux électriques à terre, des camions renversés sur les parkings, des talus rasés.

Dans les Côtes-du-Nord, département que l'on croyait moins touché, les dégâts étaient moins spectaculaires peut-être mais innombrables et au total considérables. Selon notre correspondant à Saint-Brieuc, Jean Videau, cent soixante mille foyers ont été privés d'eau et des centaines d'élevages – dont les étables, les porcheries et les poulaillers ont été détruits – sont à la dérive. Dans les champs, le maïs fourrager destiné à nourrir les bêtes cet hiver est couché sur 80 000 hectares. *« Si la pluie s'y met, tout est perdu »*, disent les paysans. De toute manière, la récolte est compromise malgré le renfort des centaines de machines que l'on a fait venir des départements voisins.

Mais c'est la forêt bretonne qui semble avoir le plus souffert. Un véritable désastre écologique dont les départements de l'Ouest mettront des décennies à se relever. Selon Michel Le Hébel, notre correspondant à Vannes, le célèbre massif boisé de Lanvaux, vaste de 1 500 hectares, n'est plus qu'un gigantesque chablis où, à perte de vue, les arbres déracinés mêlent leurs ramures.

De Quimper à Pontorson (Manche), sur une bande de 30 à 40 kilomètres de large, les forêts ont été comme balayées. Entre le tiers et les trois quarts de la surface boisée (350 000 hectares) est atteinte à des degrés divers, estime la Coopérative des sylviculteurs bretons qui regroupe deux mille propriétaires. *« C'est l'anéantissement des efforts faits depuis trente ans par des milliers de propriétaires qui ont bénéficié du fond forestier national »*, explique M. Tanguy de Kernier, leur président. De 2 à 3 milliards de francs de pertes. Quant au feuillage des arbres survivants, il s'est flétri en un jour, brûlé par le vent chargé de sel, jusqu'à plus de cinquante kilomètres de la côte.

Curieusement, c'est la Bretagne maritime qui a le moins souffert. Les marins-pêcheurs du Sud-Finistère avaient pu se mettre à l'abri avant le coup de vent, tandis que les unités restées en mer se trouvaient loin de là, au sud de l'Irlande. En outre, explique Gabriel Simon, notre correspondant à Brest, quand la tempête a fait exploser les anémomètres de la pointe du Raz, la marée était l'une des plus basses de l'année. Grâce à cette circonstance heureuse, sur les cent bateaux qui étaient à l'abri dans le port de Guilvinec, six chalutiers seulement ont été projetés contre les digues, et deux autres se sont échoués.

En revanche, la navigation de plaisance a beaucoup souffert. A Port-la-Forêt, où hivernent sept cents embarcations, dix des treize pontons se sont décrochés. Dressés les uns contre les autres, des dizaines de voiliers et de vedettes se sont ouverts comme des noix.

A Concarneau aussi, les pontons ont cédé et deux cent cinquante embarcations sont parties à la dérive. Les pompiers n'ont eu que le temps d'évacuer les plaisanciers qui dormaient ce soir-là à bord de leurs voiliers. Puis la tempête a commencé à entasser les bateaux au pied des remparts comme de vulgaires galets. Cent cinquante embarcations en quelques heures. *« Il n'y avait rien à faire,* raconte M. Folgoas, secrétaire de mairie. *C'était une force qui dépassait tout ce que nous avions connu jusqu'ici. »*

Premiers secours

Cinq départements – Finistère, Côtes-du-Nord, Morbihan, Ille-et-Vilaine et Manche – ont été particulièrement éprouvés par ce que les spécialistes de la sécurité civile comparent à un ouragan. Heureusement, les services de la météorologie ont bien fonctionné puisqu'ils avaient prévu la tempête et qu'ils ont donné l'alerte, jeudi soir 15 octobre, incitant ainsi les navigateurs à rentrer au port avant le coup de tabac.

Ensuite, les secours ont été prompts à intervenir.

Dès vendredi, la sécurité civile achemina vers la Bretagne et la Normandie 150 groupes électrogènes, 100 000 mètres carrés de bâches et deux sections de sauveteurs spécialisés. Samedi, constatant l'ampleur du sinistre au cours de sa visite en hélicoptère, le ministre de l'intérieur a accordé 950 000 francs pour porter assistance aux personnes les plus touchées. Il a demandé aux préfets d'établir pour le vendredi 23 octobre un premier bilan des dégâts matériels. Il décidera alors quelles sont les procédures légales à mettre en route pour faire jouer au mieux la solidarité nationale.

Les pouvoirs publics ont le choix entre plusieurs mesures : un arrêté établissant la liste des communes sinistrées au titre d'une catastrophe naturelle ; une déclaration de calamité agricole ; ou une procédure de calamité publique.

Cinq morts en Grande-Bretagne après l'effondrement d'un pont

Le mauvais temps, qui sévit en diverses parties du monde, continue à faire des victimes. En Grande-Bretagne, où l'on se remet à peine de la tempête de la semaine dernière, un pont miné par les pluies qui recommencent à tomber s'est effondré lundi 19 octobre sous le poids d'un convoi.

La locomotive et plusieurs wagons sont tombés dans la Tywi, une rivière du pays de Galles gonflée par les crues. Malgré l'intervention des plongeurs, le conducteur et quatre voyageurs, probablement entraînés par les flots, n'ont pu être retrouvés.

En Afrique du Sud, des pluies torrentielles se sont abattues sur le Lesotho, emportant une quinzaine de bergers, décimant le bétail et coupant les voies de communication.

Lundi à l'aube, c'est en Egypte, dans le secteur du Sinaï, que les hélicoptères de secours ont dû également intervenir. Plusieurs dizaines de touristes ouest-allemands étaient en perdition sur le toit de leur car, au milieu d'un fleuve de boue. La crue des oueds et les avalanches de sable qui se sont produites ont isolé des centaines de personnes et en ont tué une douzaine.



SI VOTRE IDÉE FIXE EST DE CRÉER VOTRE ENTREPRISE VOICI DE QUOI AGGRAVER VOTRE CAS.

1 - Un réseau de 400 Points-Chances vous attend.

L'Opération Chances, c'est une mobilisation sans précédent de toutes les énergies, de toutes les compétences, pour vous aider à créer ou à reprendre une entreprise (Chambres de Commerce et d'Industrie, Chambres de Métiers, Comités d'Expansion Economique, Boutique de Gestion, réseau E.G.E.E, clubs des créateurs, plates-formes Initiatives, etc...).

Un exemple : l'Ordre des Experts Comptables met des comptables et des experts comptables volontaires et bénévoles à la disposition des candidats repreneurs ou créateurs d'entreprises.

2 - Maintenant, en moins de 5 jours, on peut créer son entreprise.

Les formalités sont simplifiées, les formulaires considérablement réduits. L'inscription administrative peut être bouclée en moins de 2 heures, et l'entreprise être créée juridiquement et administrativement en moins de cinq jours.

3 - Trouver les premiers capitaux, c'est aujourd'hui plus facile.

Deux mesures vous aident à mobiliser l'épargne pour la création de votre entreprise : depuis le 1er Janvier, le particulier qui investit dans une société nouvelle peut déduire de ses revenus la perte subie en cas d'échec. Cette déduction est plafonnée à 200.000 francs par an pour les couples, à 100.000 francs pour les contribuables seuls.

Vos proches, vos parents, vos amis, pourront déduire jusqu'à 2.500 francs de leurs impôts sur le revenu s'ils investissent dans votre entreprise, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'un club local d'investissement.

4 - Reprendre une entreprise, c'est aujourd'hui possible pour tous les entrepreneurs, même s'il n'en ont pas personnellement les moyens financiers.

Les prêts consentis pour la reprise d'une entreprise sont désormais traités fiscalement comme des dettes de l'entreprise, ils donnent donc lieu à des crédits d'impôts, qui couvrent jusqu'à 42 % des frais financiers de l'emprunt.

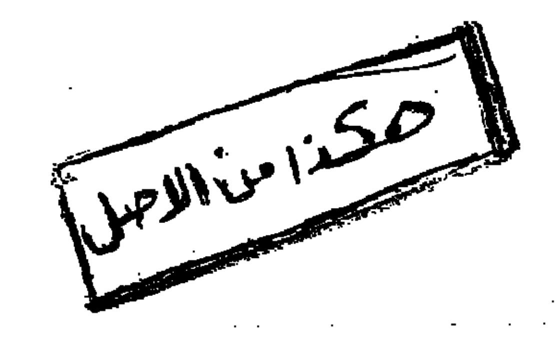
CHANCES POUR ENTREPRENDRE

MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES P & T ET DU TOURISME. MINISTERE DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES SERVICES. AGENCE NATIONALE POUR LA CREATION D'ENTREPRISES.

LISTE DES POINTS CHANCES

MINITEL : 3615 CHANCESTEL

TÉL. : 47.87.45.45



Culture

EXPOSITIONS

Au Centre Georges-Pompidou

Fontana, l'explorateur de l'espace

Un classique du vingtième siècle en une rétrospective bien faite, qui développe les aspects méconnus de l'œuvre.

On ne sait pas souvent grand-chose de Lucio Fontana sinon qu'il fut un pourfendeur de toiles à coups de cutter (et non de hache). Telle est sans doute la rançon d'un succès de scandale : oubliant la motivation du geste qui, en son temps, passa pour une nouvelle manifestation du désir d'en finir avec l'art, on ne retint souvent que la forme découlant de ce geste. On put alors lui trouver de l'élégance et pas tant de violence.

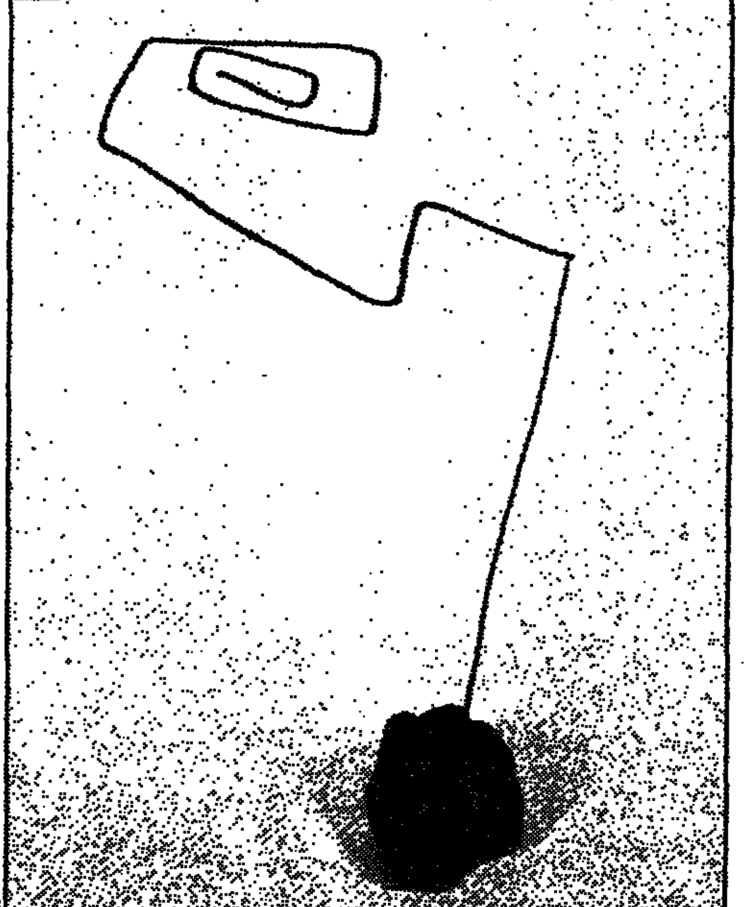
Ce qui est déjà bien, et ce qui est mieux, on lui attribua mille connotations sexuelles. Celles-ci sont apparues d'autant plus justifiées que la pratique de l'entaille chez Fontana était précédée d'autres violences à l'endroit de la surface picturale : les perforations au poinçon. Entailles et perforations – fentes et trous – autorisent, on l'admettra en effet, bien des lectures perverses des grands monochromes rouges, blancs ou verts aux dessous de gaze noire entr'aperçus dans l'entre-deux, et réductibles seulement à distance à un tracé de crayon, de plume ou de pinceau ; quant à certaines béances entretenues à la surface splendide des tableaux tour à tour résistante et fondante, onctueuse et froide, métallique et charnelle, on les trouvera encore moins ambiguës.

Mais qu'en est-il alors de cette insistance de l'artiste à placer systématiquement toute œuvre sous le label de « concept spatial », qu'il annonce à coups de manifestes autour de 1950 ? Si l'on admet la toile incisée comme simulacre d'un espace de conquête, ne peut-on l'admettre aussi et d'abord comme la célébration par le corps du tableau, d'une nouvelle conquête de l'espace, à la mesure de l'homme moderne ?

Ce sont les étapes de cette aventure artistique hors du commun, que se propose de montrer la rétrospective du Musée national d'art moderne. Elle aurait dû avoir lieu au cinquième étage du Centre, là où les autres classiques du vingtième siècle – tels De Kooning, Matta, Pollock ou Klein, un voisin d'ambition de Fontana – ont été présentés, s'il n'y avait eu Le Corbusier pour l'occuper tout entier. Et Fontana de se retrouver, d'ailleurs fort bien installé, au troisième étage du musée, au lieu et place de la collection d'art contemporain, qu'on ne verra donc pas pendant trois mois. Les espaces sont chers à Beaubourg !

Une enfance argentine

Cette belle exposition, qui réunit quelque cent cinquante œuvres, peintures, sculptures, dessins et environnements, aurait du aussi avoir lieu plus tôt, si l'on avait tenu compte d'emblée de la donation de Teresita Fontana, la veuve de l'artiste, au musée en 1977 (sept tableaux et une quarantaine de dessins). Mais il est fort probable qu'on n'a rien perdu pour attendre, car il y a huit ou dix ans aurait-on osé montrer tous les aspects de l'œuvre comme on le fait aujourd'hui ? Aurait-on évoqué aussi largement le Fontana de l'entre-deux-guerres où tout se joue dans d'allègres passages de la statuaire académique à la production de céramiques polychromes, de l'alimentaire à la recherche, et dans une Italie fortement marquée par les effets d'un retour à l'ordre, dans l'accumulation d'influences compliquées par les séjours en Argentine.



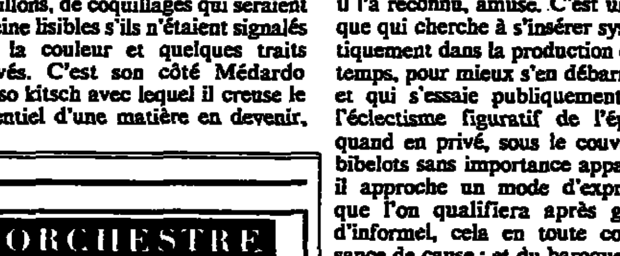
« Scultura Astrata » (1934)

DR

Car Fontana, issu de père italien émigré à Rosario, est né là-bas en 1899, y a vécu sa petite enfance, y est retourné pour y tenter sa chance en tant que sculpteur (formé à l'atelier paternel – une entreprise de monuments commémoratifs et funéraires), en est reparti n'y trouvant pas nourriture à sa mesure, y est revenu encore pendant la seconde guerre mondiale, avant de se fixer définitivment en Italie où il est mort en 1968.

De ces années-là, on n'a souvent retenu que l'apparence de la modernité : l'adhésion de l'artiste au début des années 30 au mouvement abstrait, ses petites sculptures et ses tablettes de plâtre incisées et peintes, où il s'exerce à la construction dans l'espace de formes libres qui échappent comme celles de Arp, à la géométrie. Où il cherche à réduire les volumes à des feuillets, à des sculptures bifaces dont l'une justement déjà est fendue.

Pourtant, en parallèle à cette production accompagnée de nombreux dessins – le papier sera toujours le lieu premier de la recherche – Fontana s'adonne à la céramique et à travers elle au modelage, s'y plaît, triturant et déchiquetant les formes étalées en assiettes de fruits, de papillons, de coquillages qui seraient à peine lisibles s'ils n'étaient signalés par la couleur et quelques traits gravés. C'est son côté Médardo Rosso kitsch avec lequel il creuse le potentiel d'une matière en devenir, reprend en main le matériau premier du sculpteur : la terre qu'il soumet à cuisson, à l'épreuve du feu.



On est surpris, comme on l'a été d'emblée par la grande statuaire proposée en une première salle où règne l'esprit de la commande propre à satisfaire tout à la fois plusieurs maîtres comme Arturo Martini, Ernesto de Fiori ou Adolfo Wildt, dont Fontana suit les cours à l'académie Brera. Donc aucun.

Fontana a le goût des influences, il l'a reconnu, amusé. C'est un ludique qui cherche à s'insérer systématiquement dans la production de son temps, pour mieux s'en débarrasser, et qui s'essaie publiquement dans l'éclectisme figuratif de l'époque, quand en privé, sous le couvert de bibelots sans importance apparente, il approche un mode d'expression que l'on qualifiera après guerre d'informel, cela en toute connaissance de cause : et du baroque et de Boccioni le futuriste.

Manquer cette traversée, ce serait manquer en fait la moitié de l'œuvre et le suc qui alimente les multiples propositions du spatialiste avoué de l'après-guerre, après plusieurs années passées en Argentine à entretenir la flamme en compagnie de jeunes artistes revoltés des contraintes culturelles apportées par le nouveau régime de Peron. Rien n'est montré de cette période, mais le retour est net : un pavé dans la mare, un bloc de magma noir pétrifié, posé au sol, une couronne de boules de plâtre peinte en noir, une figurine grumeleuse, celle de l'« homme atomique »... Elle sera bientôt suivie des premières perforations de papier, puis de toiles, nées d'une écriture automatique, génératrice de mouvement, de spectacles cosmiques, de constellations, d'événements sidéraux. Le champ de la prospection s'est élargi. Les trous sont là pour qu'on saisisse cette ouverture de l'espace au-delà du tableau, de la surface, à l'infini.

Complétant le travail entrepris jusqu'alors obscurément, Fontana s'adapte aux nouvelles mesures du monde en puisant l'énergie de la matière dans des moyens nouveaux. Le néon en est un, les « ambiances spatiales » à la lumière noire en sont d'autres dont plusieurs, « historiques », ont été reconstitués. Le tableau de métal, ou de toile, perforé, encore un autre, où Fontana cultive des brillantes pluies cosmiques comme des diamants au milieu d'un noir de charbon ou les inscrustations dans les plaques d'argent des iconostases byzantines.

Il devient aussi nuagiste pour ses premières entailles, béantes celles-là. Matiériste, il demeure pour continuer son investigation d'un lieu originel, du chaos initial, en de grands tableaux couleur de glaise, au moment où il balance au sol boules fendues et crevées. Avant de passer aux monochromes chargés de l'énergie de son « zip » et à l'affirmation d'un principe de vie sous la forme de toiles ovoïdales en pâtes rose ou verte de patissier, trouées comme du gruyère, où l'ouverture sur le mur cette fois ne dit rien que « *Fine de Dio* » : la fin de Dieu, rappelée avec joie par ce matérialiste impénitent. Qui laissa derrière lui une œuvre d'explorateur assez ouverte pour permettre à d'autres de s'y engager.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Centre Georges-Pompidou, entrée du musée, 3e étage. Jusqu'au 11 janvier. Catalogue 416 pages.

THÉATRE

« L'Hurluberlu » au Théâtre du Palais-Royal

Haine et conspiration

Jean Anouilh, que l'on présente comme l'un de nos nouveaux « classiques », a écrit cet Hurluberlu *à la fin de la Quatrième République pour dire tout haut le mal qu'il pensait d'un système, d'une société, qu'il exécrait manifestement.*

Ecoutons-le : Paris ? « *Des peintres abstraits, des pédérastes, des communistes (...), tout cela très progressiste évidemment, tout ce que Paris a de charmant* » ; le débat ? « *Des idées sans penser, de l'argent sans suer, c'est une morale de ver (...). Vous avez attrapé l'esprit du siècle. C'est une des rares maladies que les antibiotiques ne soignent pas* » ; comment réagir ? « *La France est véreuse, je conspire.* » Tout cela et bien d'autres choses encore que l'on découvrira tout au long de *l'Hurluberlu* – attaques contre le cinéma, le théâtre moderne (conversations abstruses autour d'un bidet), la nature humaine, les économistes, les politiciens (le conseiller général de gauche fait entrer là où il se trouve un « *courant d'air puant* ») est en soi difficilement supportable. Cela devient franchement odieux quand l'on s'aperçoit que ces invectives ne diffèrent en rien du discours gesticulatoire de l'extrême droite française actuelle.

Une échappée vers l'enfance

Car Jean Anouilh qui, on l'a vu, ne fait pas ici dans la dentelle, ne manque pourtant pas toujours de finesse et habille son propos des artifices que lui permet sa parfaite maîtrise des ficelles de l'art dramatique. L'émotion, l'humour, quelques rares instants de tendresse, une échappée vers l'enfance et un peu de poésie sont autant d'instruments du grimage de son texte. Enfin, en bon auteur, il a écrit un rôle principal énorme, même s'il est monstrueux, propre à faire vaciller n'importe quel comédien d'envergure qui sait bien, en le choisissant, qu'on ne verra que lui sur scène.

Après Paul Meurisse lors de la création en 1959, Michel Galabru n'a pas pu résister à incarner l'imbécile malheureux sous la direction de Gérard Vergez dont on ne comprend pas le plaisir qu'il confesse avoir pris à la lecture du texte. Comment ces deux-là se sont-ils laissés convaincre par le directeur du Palais-Royal, M. Jean-Michel Rouzière ? C'est un mystère dont on ne veut rien savoir.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre du Palais-Royal, à 20 h 30, du mardi au vendredi. Samedi à 17 h 30 et 21 heures. Matinée dimanche 15 heures. Tél. : 42-97-59-81.

Culture

THÉATRE

« La petite chatte est morte », d'André Roussin

Arnolphe amoureux jusqu'au meurtre

La nouvelle pièce d'André Roussin sonne un peu comme un adieu à ses amours : le théâtre et Molière.

Les multitudes qui applaudirent, depuis près d'un demi-siècle, les pièces d'André Roussin, de *la Petite Hutte* à *La vie est courte*, en passant par *Nina*, *Bobosse* ou *Lorsque l'enfant paraît*, espèrent de pied ferme que l'un de leurs auteurs préférés leur donnera encore de beaux soirs. Et pourtant, comme s'il voulait tirer un trait sous toutes les œuvres qu'il a écrites, sous tous les succès qu'elles lui ont donnés, André Roussin nous présente aujourd'hui une pièce très étrange, qui sonne un petit peu comme un adieu au théâtre, parce qu'elle a le ton d'un « grand bonjour » au patron, à l'éternel fantôme. Celui de Molière. La pièce s'appelle *La petite chatte est morte*. Roussin imagine tout simplement qu'Arnolphe a assassiné Agnès, en l'étranglant de ses mains.

André Roussin voit dans *l'Ecole des femmes*, entre autres choses ou avant tout, le portrait d'un jaloux. Mais d'un jaloux vraiment atteint, qui souffre affreusement. Il pense que l'instinct de meurtre est venu à Arnolphe à l'instant où Agnès lui a dit une chose particulièrement cruelle. Arnolphe venait de lui tenir un long discours de supplication pour essayer de la « reprendre », et Agnès lui a simplement répondu : *« Tenez, tous vos discours ne me touchent point l'âme. Horace avec deux mots en ferait plus que vous. »*

L'un des symptômes de la psychose de jalousie est le sentiment de dégradation. D'où l'opprobre : *« Elle n'a pu faillir sans me couvrir de honte »*, dit Arnolphe. Autre symptôme : le séducteur est un diable (un « Satan », dit Arnolphe), qui ne cherche que son plaisir, qui va faire le malheur de la victime.

François Périer raconte qu'il assistait un jour, des coulisses, juste sur le côté de la scène, à *l'Ecole des femmes*, jouée par Louis Jouvet. A son côté était assis le chien de Jouvet, qui était toujours là pendant les représentations, ne quittant pas son maître des yeux. Quand Jouvet sortit, à la fin de l'acte V, en Arnolphe qui a tout perdu, il dit à son chien : *« Je ne donne pas cher de ce petit couple-là. »*

Arnolphe, c'est vrai, tout à sa jalousie, voit l'avenir d'Agnès sous un jour on ne peut plus noir. Il le dit dans la pièce, et Jouvet ne faisait que prolonger le texte même de Molière. *« Je sais que pour punir son amour libertin, je n'ai qu'à laisser faire à son mauvais destin »*, dit Arnolphe, qui ajoute qu'il sera vengé d'Agnès *« par elle-même »*. Et Arnolphe a sans doute raison, puisque Molière a pris soin, dès le premier acte, de montrer le séducteur, Horace, sous un aspect peu attachant. *« C'est un joli bijou »*, dit-il d'Agnès, et il emprunte de l'argent à Arnolphe d'une façon très cynique, disant que *« le doux métal avance les conquêtes »*. Il ne parle pas d'Agnès en amoureux sincère, *mais en coureur de filles.*

L'idée d'André Roussin est que Molière, écrivant des comédies, respectait jusqu'à la fin de ses derniers actes le *sine qua non* de la comédie : la fin heureuse, c'est-à-dire, le plus souvent, un mariage. Mais que, pour ce faire, il coupait court au développement normal des événements qu'il met en jeu, et qui aurait conduit à des fins plus tragiques. Pourquoi Arnolphe, orienté par son délire de jalousie, ne tuerait-il pas Agnès, comme cela se produit parfois, ou souvent, dans le monde réel, non seulement afin d'arracher la femme qu'il aime aux bras d'un autre, mais aussi pour la soustraire à un avenir raté, sinistre ?

André Roussin fait passer Arnolphe aux Assises. Par l'entremise des interventions du procureur et de l'avocat de la défense, comme par une déclaration finale d'Arnolphe, il s'emploie à éclairer plusieurs recoins de la pièce de Molière. C'est une seconde *Critique de l'école des femmes*, intelligente, claire, affectueuse.

Jean-Laurent Cochet est le meneur de jeu : il est à la fois Molière, l'avocat général, celui de la défense, il est aussi André Roussin ; il mime tout cela avec une parfaite aisance, à tu et à toi avec son auditoire. Dominique Paturel est très bien en Arnolphe.

Cette pièce est sans prétention. Elle s'avoue un dérivatif, un amusement. Mais de beaucoup de tenue. Au Théâtre du Châtelet, pendant la *Nuit des Molière*, tous les chefs de file du « grand » théâtre étaient là, et cependant cette soirée volait assez bas. Et puis il y eut un texte sobre, beau, vrai, enfin digne de Molière, et bien dit : c'était André Roussin.

MICHEL COURNOT.

★ Salle Gaveau, 19 heures.

MUSIQUES

« Don Giovanni », par Anne Delbée, à Nantes

Tendresse et cruauté

Pour un metteur en scène, donner son interprétation de Don Giovanni *est souvent une tentation irrésistible. Beaucoup s'y sont brûlé les ailes. A son tour, la claudélienne Anne Delbée s'y essaye à l'Opéra de Nantes.*

Le sculpteur Jean-Pierre Regnault a créé incontestablement pour ces représentations une juste atmosphère avec ce décor de structures transparentes suspendues et de parois réfléchissant les lumières des bougies, dans lequel trois éléments condensent l'esprit de l'œuvre : à gauche, un clavecin symbolise Mozart et les récitatifs qui font avancer le drame ; au centre, un vaste escalier à trois ressauts s'enfonce loin dans les palais du Commandeur et de Don Giovanni, ou dans les dédales psychologiques ; à droite, la sculpture d'un gisant, image de la mort qui ouvre et referme l'opéra, dominée par un cheval cabré.

Curieusement ce monument funéraire ne sera l'objet d'aucun respect, ni de la part de Don Giovanni, bien sûr, ni des autres : Elvire se suspend aux jambes du cheval et Ottavio chante *Il mio tesoro* debout sur le tombeau ! Par ailleurs, ce superbe décor de sculpteur ne permet guère d'identifier les lieux divers de l'action, qui ne sont pas toujours une antichambre ou un cimetière, mais peu importe après tout pour une histoire si connue.

On ne s'étonnera pas que les deux dominantes de ce spectacle mis en scène par une femme soient la tendresse... et la cruauté. Anne Delbée a inventé maints gestes délicieux pour l'amour et la sensualité, ne craignant pas d'aller souvent fort loin, mais elle a outrepassé parfois les limites de la « perversité », dans les attitudes provocantes de Zerline vis-à-vis de Masetto, et surtout lorsqu'après la volée de coups de crosse qu'il a reçue, le jeune homme est obligé de ramper jusqu'à sa fiancée qui ne le regarde ni ne l'aide.

Il y a des invraisemblances plus graves et qui vont à l'encontre du livret ; c'est ainsi qu'Elvire, qui vient d'embrasser Don Giovanni à visage ouvert, sait parfaitement ce qu'elle fait en emmenant Leporello, sans chapeau, coucher dans son lit... Ce qui rend absurde tant la scène de reconnaissance du sextuor que les manifestations violentes de son amour pour le libertin.

Les hurlements de Zerline

Bien d'autres jeux de scène sont incompréhensibles, en particulier dans le final : les cris d'effroi d'Elvire et de Leporello à la vue d'un pauvre éclair qui ne ressemble guère à la marche terrifiante de « l'homme de pierre » ; l'escalier qui s'illumine et Don Giovanni qui gravit les marches pour accueillir son hôte, lequel arrive tout tranquillement par la coulisse côté jardin ! ou la main de glace par laquelle le commandeur délègue son pouvoir atroce à un petit garçon à perruque poudrée. Citons encore, pour faire bonne mesure, pendant la fête, les hurlements de Zerline, bien en vue en haut de l'escalier, que Don Giovanni, disparu dans ses appartements, n'a nullement cherché à violer...

On se perd en conjectures sur tant de « notes à côté », tant d'erreurs évidentes et volontaires, qui n'ont pas l'excuse du surréalisme ou de la dérision. Tout cela est fort dommage dans une réalisation par ailleurs soignée, souvent pleine de charme et de subtilité.

D'autant que la distribution ne manque pas de qualité, avec un Don Giovanni jeune, très pressant avec toutes les dames, et assez satanique, à la voix joliment timbrée, enjôleuse ou brutale (Boris Martinovic), un Leporello surprenant, assez distancié, gominé, très Al Capone (Michele Pertusi), le parfait Ottavio de Jérôme Pruett, le délicieux Masetto de Jean-François Gardeil, qui ne méritait pas tant d'avanies, enfin le Commandeur de Jean-Jacques Cubaynes à la voix de marbre comme on n'en entend plus guère.

Côté dames, Mariette Kemmer incarnait une Elvire déchirée et fort ardente, belle voix frémissante et tendue, dans de somptueuses robes d'Erik Mortensen, un peu ridicules, tandis que Colette Alliot-Lugaz décorait de grâce et de velours rieur son personnage de Zerline quelque peu sadique.

Toujours très sûr, Marc Soustrot dirige fort bien la représentation avec l'Orchestre des Pays de la Loire, d'une qualité tout à fait honorable, même si l'interprétation un peu trop calme et prévue peinait parfois à retrouver son souffle. Mais le deuxième acte s'élevait progressivement à une vérité dramatique digne de Mozart.

JACQUES LONCHAMPT.

« La Mission », de Heiner Müller, à Créteil

Le grand cirque des révolutions

Par le Théâtre Varia de Bruxelles, un corps à corps violent et forain avec la Mission, de Heiner Müller. Souvenir d'une révolution trahie.

Un marin apporte une lettre, expédiée par delà les mers et les ans par des révolutionnaires morts pour une mission tombée en désuétude : l'Histoire leur a fait des enfants dans le dos, Bonaparte/Napoléon a jugulé la Convention, leur mandataire. Ainsi débute la pièce de Heiner Müller, *la Mission*. Puis les fantômes de cette misson ratée se présentent. Ils étaient trois : Galloudec, le paysan de Bretagne ; Sasportas, le Noir qui se bat pour les nègres ; Debuisson, le riche héritier d'un propriétaire esclavagiste de la Jamaïque.

La Mission est complexe. Heiner Müller tresse un écheveau de sang, d'utopies, de trahisons. Il parle de la Révolution française, de toutes les révolutions. Écrite en 1979, inspirée d'une nouvelle d'Anna Seghers, *la Lumière sur le gibet*, sa pièce porte en sous-titre *Souvenir d'une révolution*. Elle est, comme le souvenir, faite de bribes et fragments, entrecoupée de dialogues, narrations, monologues.

Pas plus que Heiner Müller n'a écrit une ennuyeuse leçon d'histoire, le spectacle du Théâtre Varia de Bruxelles n'est un exercice de style désincarné ou didactique. C'est un violent corps à corps dont le théâtre, un sourire fatigué au coin des lèvres, est peut-être le seul survivant. *« Je redoute la honte d'être heureux en ce monde »*, écrit Heiner Müller. Ce théâtre-là, lui, ne redoute pas de se farder avec arrogance et sans honte pour donner en spectacle l'histoire, cette putain. Sous le fard ricane la mort.

Accoudés dans une confortable position de voyeurs, les spectateurs surplombent des quatre côtés une arène, une fosse aux lions où s'affrontent les protagonistes de *la Mission*. C'est une sorte de salon aux boiseries et au plancher élégants, ceint de portes donnant sur des loges de comédiens. Puis le plancher se soulève et découvre un *no man's land* fangeux : une scénographie remarquable de Jean-Claude De Bemels, en accord parfait avec la mise en scène de Michel Dezoteux et Marcel Delval. Dans la pièce de Heiner Müller, il est beaucoup question de rôles, de masques. Tout se joue comme une représentation, une parade menée sur un rythme haletant. D'où l'aisance avec laquelle les comédiens endossent leurs changements de peau, flirtent avec les anachronismes et les flash-back.

Ils font un tour de piste, puis partent se reposer dans leur loge. Héros impunis, mais acteurs sans avarice : quand vient leur tour de rentrer dans l'arène, ils se donnent avec violence au feu de l'action. La boue gicle du formidable match qui oppose Galloudec et Sasportas, Danton/Robespierre. Elle n'éclaboussera que les murs ; pas le smoking blanc impeccable de Debuisson, le traître, l'amant d'une Marianne révolutionnaire alcoolique. Fille aux seins nus, mère réactionnaire, bref, tous les beaux rôles d'ordinaire attribués aux femmes.

Les images sont fortes et directes – on sable le champagne sur une table de verre où semble serti avec raffinement un Noir agonisant, une blessure de cinéma à l'épaule. Le long monologue où Heiner Müller donne soudain la parole à un « col blanc » en lutte avec un ascenseur, un temps détraqué, une mission improbable confiée par un chef non moins improbable, est traité comme un mauvais rêve éveillé très kafkaïen. Les comédiens, Bernard Yerlès/Sasportas aux allures de boxeur nerveux, Marcel Delval/Galloudec, fort comme un taureau, Debuisson, le fin et ironique Luc Van Grunderbeeck, et tous les autres, ne nous laissent pas une minute de répit. Avec arrogance, et défi, le théâtre fait un enfant dans le dos de l'histoire et des révolutions trahies. Mais celui-là se nomme poésie. Il est formidable et, bien sûr, encombrant.

ODILE QUIROT.

★ *La Mission* à la Maison des arts de Créteil. Jusqu'au 6 novembre. Tél. : 48-99-94-50.

● **Mort de la violoncelliste *Jacqueline du Pré*.** — *La violoncelliste britannique Jacqueline du Pré est morte le 19 octobre à son domicile londonien, d'une sclérose en plaques. Elle était âgée de quarante-deux ans.*

[*Enfant prodige, Jacqueline du Pré* commence à jouer du violoncelle dès l'âge de quatre ans. Elle étudie avec Paul Tortelier et Rostropovitch. A quinze ans, elle remporte à Londres la médaille d'or de l'école de Guildhall et le Queen's Prize de musique. Un an après, elle joue en *soliste* au Wigmore Hall.

A *vingt-deux ans, Jacqueline du Pré* épouse le chef d'orchestre français *Daniel Barenboïm. Sa carrière est internationale*. Mais au cours d'une tournée aux Etats-Unis elle ressent les atteintes de cette maladie qui attaque les muscles et le système nerveux : la sclérose en plaques, actuellement incurable et qui conduit à la paralysie. Elle se consacre alors à l'enseignement du violoncelle. En 1976, elle est décorée de l'ordre de *l'Empire britannique et reçoit en 1980* l'oscar britannique du « musicien de l'année » pour l'ensemble de sa carrière. Elle ne pouvait plus jouer depuis 1972.]

MODE

Le carrosse et la citrouille

« Hier, j'avais soixante-cinq ans ; aujourd'hui, j'en ai soixante-dix. » Cette semaine, le prêt-à-porter des couturiers a bien du mal à s'imposer auprès des rédactrices de mode. Ah ! qu'il est morne le paysage du vieux chic parisien. Car, après les fastes des collections de haute couture, les « grands » semblent très fatigués. En juillet, ils ouvraient les portes de l'exception, drapaient la soie, le taffetas, « orfèvraient » le velours d'arabesques et de dorures. Trois mois plus tard, on mange les restes, ce qui, paraît-il, *se fait beaucoup chez les gens très* snobs. En attendant, le carrosse est redevenu citrouille.

Que découvre-t-on ? Des bouts de rêve éparpillés ici et là, des écussons des fanions, des volants de coton, des couleurs de bonbons sucés, bref des amuse-gueule congelés. « Le charme se boit frais », annonce le texte de presse de Balmain. On est d'accord. Alors, pourquoi ces années 70 ?

Les couturiers affinent leur stratégie commerciale : à l'image des Italiens comme Armani, ils multiplient les lignes diffusion (Givenchy Life) ou haut de gamme (Ivoire de Balmain, Balenciaga, Cardin Prestige). La force semble désormais appartenir à ceux qui évoluent sans se recopier ni proposer une version abâtardie haute couture. Le styliste de Dior donne une leçon magistrale d'élégance avec ses tailleurs masculin-*féminin, ses robes portefeuille drapées* ; ses trench, rien à redire. Là, c'était du Bohan bohanissime.

Chez Chanel, Karl Lagerfeld ruse avec les « separates », les jolies blouses de lin blanc à dentelle croquet, la maille aux couleurs de tranche napolitaine, les *chemisiers de soie cravatés*, les tee-shirts à sigle, les accessoires en veux-tu, en voilà : mini-sacs coco transparents, clips-cœur, ceinturons à boucles carrées et dorées, broches camélia. *« Pourquoi tant de fleurs ? »*, lui demandait une journaliste *américaine* après le défilé. *« Parce que c'est la saison »*, répondit-il.

LAURENCE BENAIM.

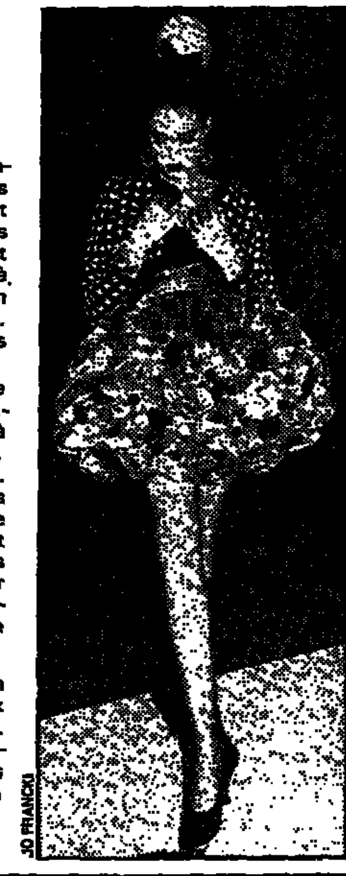
Christian Lacroix

Il y a les bouillonnés innombrables, incroyablement nets de lignes, qui dégagent haut les longues jambes. Les jupes boules rayées, striées noir et blanc. Il y a celles à pois, à fleurs, à roses. Du rose plein de *gaieté, et des soies* lisses. Avec de la chantilly et des *nœuds tournures*.

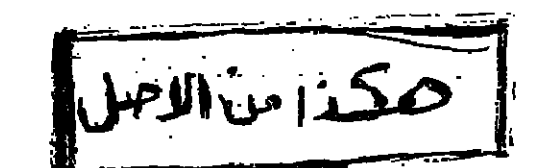
Et puis les robes encore plus courtes parce qu'évasées, avec des formes à paniers Marie-Antoinette, accompagnées de corselets. Quand les bustes ne sont pas très ajustés, la taille se cache derrière des pans qui font comme un châle croisé sur les épaules nues. Des robes pour songeuses, languides, alanguies. Douceur d'aimer plus le piquant d'un sourire ambigu.

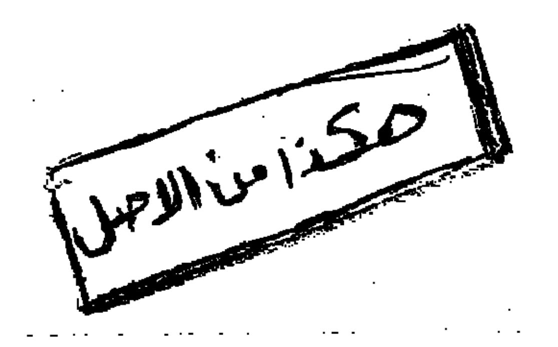
C'est la première collection prêt-à-porter Christian Lacroix placée sous le signe du luxe. Adaptation de la haute couture à un rêve : et si j'étais prête à porter du Christian Lacroix ?

C. G.



JO FRANCKI





Communication

Télévisions privées

Le krach du « mieux-disant culturel »

Que sont devenues les promesses des télévisions privées à la CNCL ? Sociétés d'auteurs, producteurs, syndicats d'artistes-interprètes tirent la sonnette d'alarme. La libéralisation de l'audiovisuel n'a pas relancé la création.

« Moi, je n'ai pas peur de dire que la télévision française est en train de devenir une des meilleures d'Europe », vient d'affirmer M. François Léotard au *Journal du dimanche*. Profession de foi d'autant plus courageuse que l'actualité récente s'acharne à démentir l'optimisme du ministre de la culture et de la communication.

Interrogés par BVA fin septembre, 51 % des téléspectateurs considèrent que la qualité de la télévision a plutôt baissé. Les professionnels du cinéma partent en guerre contre l'inflation de films sur le petit écran, qui masque la pénurie des programmes et vide les salles. Les producteurs de séries et de feuilletons attendent toujours la relance, tant de fois promise, de la création. La Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) dénonce *« le malaise général et la crise profonde »* qui sévit dans l'audiovisuel. L'ensemble des syndicats d'artistes-interprètes tirent la sonnette d'alarme et mobilisent leurs adhérents pour la fin du mois. Les deux professionnels de la télévision qui siègent à la CNCL, Mme Daisy de Galard et M. Pierre Sabbagh, ne se privent pas de souligner la pauvreté du petit écran. Même le nouveau ministre délégué à la communication, M. André Santini, avoue, à Cannes, que *« la France n'a pas encore développé une véritable politique de programmes de télévision »*.

Peut-on avoir raison contre toute une profession ? Un an après la promulgation de la loi sur l'audiovisuel, force est de constater que la *« révolution audiovisuelle française »* de M. Léotard tarde à porter ses fruits. Le pari du ministre de la culture et de la communication était simple : la tutelle publique avait asphyxié la télévision ; l'initiative privée, canalisée par les cahiers des charges, allait dynamiser la production. Hélas ! la logique libérale n'a pas fait bon ménage avec le *« mieux-disant culturel »*.

Une crise de la création

Pour obtenir leurs chaînes, les nouveaux propriétaires de TF 1, de la 5 et de M 6 ont beaucoup promis : diffusion majoritaire d'œuvres originales françaises, effort financier pour la production d'œuvres de fiction, de documents de création ou de dessins animés. Certes, il est trop tôt pour faire un bilan : les opérateurs ont encore plus de deux mois pour faire leurs preuves. Mais il semble déjà que les cahiers des charges auront du mal à être respectés. Juste avant que l'ordinateur de la CNCL chargé de comptabiliser les programmes ne tombe malencontreusement en panne, la 5 avait diffusé, pour les six premiers mois de sa nouvelle existence, 114 séries étrangères sur 135, 40 téléfilms américains sur 58 et 35 dessins animés « made in Hollywood » sur 37. Il est vrai que la chaîne de M. Robert Hersant a un peu rétabli depuis l'équilibre en programmant... les vieux feuilletons du service public.

La situation est à peine plus glorieuse sur TF 1 et sur M 6. On dénombrait en septembre, sur la Une, 12 séries américaines contre 10 feuilletons ou téléfilms européens. Le même mois, la sixième chaîne affichait 14 séries américaines et 2 feuilletons européens. Même dérive sur le cinéma : d'après les calculs de la SACD, la nouvelle 5 n'a programmé que 39 % de films français et M6, 37 %. Seule TF1, avec 73 % de films nationaux, respecte largement ses obligations depuis le mois d'avril.

« La phase de transition est difficile, plaident en chœur les chaînes privées, *laissez-nous le temps de produire pour remplir nos grilles de programmes originaux. »* L'ennui, c'est que les producteurs d'œuvres de fiction ne voient pas venir la manne promise. La 5 a suspendu ses commandes à l'annonce de ses difficultés financières, M6 se manifeste à peine et TF1 travaille en priorité avec la Société française de production, sa filiale, qui accuse pourtant une baisse de 30 % de ses activités. L'essentiel des commandes provient des chaînes publiques, d'Antenne 2 en particulier.

La direction des programmes audiovisuels du Centre national du cinéma note aussi un tassement alarmant des activités de production. Le compte de soutien, qui accorde une aide automatique à tous les producteurs, n'a enregistré depuis le début de l'année que vingt-cinq demandes portant sur une centaine d'heures de fiction, contre 344 heures pour l'année 1886.

On est donc loin des promesses faites au printemps devant la CNCL. A tel point que son président, M. Gabriel de Broglie, a récemment rendu une visite discrète au président de la section du contentieux du Conseil d'Etat. La haute juridiction administrative serait-elle prête, comme la loi l'y autorise, à agir en référé contre les chaînes fautives et à les mettre à l'amende ? Au Conseil d'Etat, on juge l'affaire embarrassante, et on hésite à s'engager dans des procédures habituellement réservées au pouvoir judiciaire.

Surenchères politiques

C'est toute la construction libérale de M. Léotard qui se lézarde. La concurrence entre les chaînes, qui devait stimuler la création, a surtout déclenché l'inflation galopante du salaire des stars, du prix des films ou du coût des manifestations sportives. Une inflation qui laisse aux opérateurs peu de ressources pour financer la production de séries, de feuilletons ou de téléfilms. La CNCL, qui devait servir d'arbitre entre les lois du marché et les objectifs du *« mieux-disant culturel »*, est trop contesté de l'intérieur comme de l'extérieur pour asseoir son autorité. Enfin, les sanctions judiciaires, garde-fou essentiel de tout libéralisme, risquent de rester fort symboliques.

Pour le téléspectateur, la *« révolution »* annoncée par le ministre de la culture et de la communication se trouve réduite à peu de chose : l'avalanche de messages publicitaires interrompant les émissions, l'éviction brutale de Michel Polac et l'étrange va-et-vient des vedettes entre les six chaînes.

L'échec est trop sensible pour ne pas avoir de conséquences politiques. Les dirigeants du Parti socialistes ont déjà fait savoir que la crise de l'audiovisuel serait un des thèmes de leur campagne pour l'élection présidentielle. Les barristes, plus discrets, songent aussi à remanier la législation. Même s'ils sont las des changements répétés de réglementation, une grande partie des professionnels du petit écran souhaitent aujourd'hui qu'on remette de l'ordre dans la maison.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● **Le personnel de RMC suspend sa grève.** — Le personnel de Radio Monte-Carlo (RMC) a suspendu, le lundi 19 octobre, en assemblée générale, son mot d'ordre de grève prévu pour le lendemain. La direction générale s'est engagée à ne pas présenter de plan de licenciements lors du prochain conseil d'administration du 23 novembre. Mais les salariés de l'entreprise ont décidé de maintenir leur préavis, selon un communiqué de l'intersyndicale, tant que *« dureront les discussions et les négociations* (...) *avec la direction sur les plans de relance et de restructuration du groupe RMC-TMC »* (*le Monde* du 16 octobre).

Contre la concurrence québécoise

Les entreprises de doublage en grève illimitée

La télévision sans *Dallas* ou *Dynastie ?* « JR » privé de la voix de Dominique Paturel et Columbo de celle de Serge Sauvion ? Ce n'est pas de la politique-fiction ! Les deux mille professionnels français du doublage et de la post-synchronisation sont en grève illimitée depuis le lundi 19 octobre. Un mouvement lancé par le Syndicat français des artistes-interprètes CGT, aussitôt rejoint par le Sydas-CDFT, le SNLA-FO ainsi que par la chambre syndicale patronale. Par solidarité, cette dernière refuse de livrer les versions déjà doublées aux chaînes de télévision qui n'ont en moyenne qu'une petite dizaine de jours de stocks d'avance.

Un mouvement exceptionnel donc. La profession prospérait jusqu'ici, à l'abri d'une réglementation particulièrement protectionniste tant pour le cinéma que pour la télévision. Un décret du 18 janvier 1961 interdit d'abord à tout film doublé en dehors de la Communauté européenne d'être diffusé sur les écrans français (en lui refusant la délivrance d'un visa d'exploitation). Et un accord parallèle — obtenu après dix-sept jours de grève — existe pour la télévision depuis le 1er janvier 1978, qui interdit aux trois premières chaînes de diffuser plus de quarante-deux heures d'émissions doublées au Québec, grand concurrent des entreprises françaises sur ce marché. Accord reconduit jusqu'à la fin de l'année par TF1 privatisée, mais que ni Canal Plus, la 5, M6 et la future SEPT n'ont encore ratifié.

Ce sont ces deux verrous que la profession craint de voir sauter. Le 2 septembre dernier, en effet, lors du dernier sommet des pays francophones, M. François Léotard acceptait d'ouvrir 20 % du marché français à l'industrie québécoise du doublage. Fureur des professionnels de l'Hexagone qui n'avaient pas été consultés et qui se sont sentis, selon l'un des grands du secteur, M. Michel Gast, *« indirectement livrés à la concurrence américaine »*. Fureur et premier recul du ministre de la culture et de la communication puisque, le 14 octobre dernier, celui-ci propose de limiter l'ouverture du marché français à 10 % pendant la période *« probatoire »* de deux ans. La concession n'y change rien, c'est la grève.

« Méfions-nous des législations trop protectionnistes qui nous empêcheraient de bénéficier d'une réciprocité utile pour conquérir le marché nord-américain », dit-on au ministère de la culture et de la communication. Une profession de foi libérale qui rencontre le septicisme des professionnels. *« Réciprocité ? Cela ne veut rien dire »*, réplique ainsi M. Gast. *Les seuls films français à avoir du succès aux Etats-Unis, sont en... version originale ! »* Et cet adhérent de la chambre syndicale patronale de dénoncer, comme ses pairs, l'incohérence d'une politique gouvernementale qui a subventionné leurs investissements ces dernières années pour ensuite, leur retirer leurs débouchés.

« Pour nous, c'est une question de survie », renchérit le comédien Daniel Gall. *Le cinéma va mal, le théâtre aussi. Quant à la fiction télévisée, elle s'effondre. Le doublage est notre seule garantie contre le chômage. »* Les artistes-interprètes n'ont-ils pas perdu 50 % de leurs journées de travail en cinq ans (60 000 journées en 1981 contre 32 000 en 1986) ?

Une entrevue à la CNCL n'ayant débouché sur rien — le conflit n'entre pas dans les compétences de la commission — la balle est donc dans le camp de M. Léotard.

PIERRE-ANGEL GAY.

DIGRESSIONS, *par Bernard Frank*

Un but à zéro

1 *Les vieux P.P.*

Un soir, je ne me souviens plus très bien si c'était à la Mutualité ou chez Françoise Sagan, Michel Polac me dit d'un air goguenard, en tirant sur sa bouffarde : *« Au fond, je crois que vous ne m'aimez pas, Frank ? » — « Qu'allez-vous donc chercher, mon ami ! »*. Sans parler d'amour là où il n'a vraiment que faire, et me prêtant des sentiments qui étaient peut-être les siens, Michel Polac n'avait pas tout à fait tort. Je ne l'appréciais pas autant que sa réputation, la force de ses convictions l'auraient exigé. Depuis le samedi 10 octobre, où j'ai lu dans le *Fig. Mag.* l'entretien capital qu'il a eu avec le directeur de cette publication dans la belle propriété que possède ce dernier en Normandie, je crois savoir le pourquoi de cette réticence. J'aimerais mieux Polac s'il ne ressemblait pas tant à Pauwels et — qui sait ? — davantage Pauwels s'il n'était pas le frère jumeau de Polac !

Ces cinq pages de chatteries et de mamours que se font nos deux braves P.P. avec photos à l'appui — tasses de café, cendrier, fauteuils profonds, superbes tapisseries, livres d'art, tour du propriétaire, rien ne manquait pour donner de la chaleur à ces retrouvailles — m'ont convaincu d'une chose : de l'extraordinaire générosité de Robert Hersant envers son personnel. Tant de papier gaspillé, d'arbres abattus, pour célébrer cette réconciliation, certes intéressante, mais qui n'a tout de même pas la dimension historique de la rencontre entre Begin et Sadate, Nixon et Mao, Chamberlain et Hitler, montrent à quel point le patron du *Figaro* et de la 5e chaîne est soucieux du confort intellectuel de ses employés.

Le dialogue étant au niveau des prestations auxquelles nos deux chefs Popos nous avaient habitués. Je sais que vous en avez déjà lu des extraits, mais, avec le temps, leur saveur me semble encore plus forte : Po 1 : *« Maintenant on se revoit* (en silence). *Cela prouve que les hommes ne sont pas si simples qu'ils paraissent en public. »* Po 2 : *« Moi aussi. »* Po 1 (...) : *« Nous fûmes des copains autrefois (beaucoup de choses nous ont séparés). C'est la réalité de la vie. Tu te reconnais dans l'image que tu as donnée de toi ? »* Po 2 : *« Tout entier, sûrement pas. »* Po 1 : *« J'ai été consterné par l'image que les journalistes* (...) *donnaient d'eux et de leur profession : agités, excessifs, partiaux, méchants, braillards et légers... Hors du cadre de ton émission, ils valaient mieux que ça... »* Po 2 : *« Je ne les connaissais pas beaucoup avant de les inviter à mon émission. »* Po 1 : *« On ne vient pas dire qu'on est innocent quand on a été accusé devant des millions de téléspectateurs d'avoir volé la tour Eiffel. »* Po 2 (sur un ton de plus en plus lamentable) : *« (...) Pour ce qui est de l'injure, où commence-t-elle, où s'arrête-t-elle ? Je ne sais pas. Je n'ai jamais eu le sentiment d'injurier quiconque. Certains ont pu penser le contraire. »*

Po 1 : *« (...) Pour beaucoup, dont moi, tu étais attractif par répulsion* (...), *tu m'as périodiquement maltraité. »* Po 2, relevant la tête : *« C'était le cri des sans-paroles. Toute ma vie, j'ai été choqué par le double langage du jeu social, le respect des apparences. »* En toute franchise, il m'est difficile de vous dire lequel des deux Po, pour reprendre un dada qui est cher au *Fig. Mag.*, a le quotient intellectuel le plus élevé. Pauwels m'est apparu le plus à l'aise, mais c'est normal. Il est chez lui, dans sa maison, dans son journal, il a un bon poste de direction, et, si jamais il était, à Dieu ne plaise, renvoyé à ses chères études, il toucherait des indemnités que je préfère ne pas chiffrer. Ses livres sont des best-sellers. Ses idées sont au pouvoir. Il est calme, dominateur, il a la revanche sereine.

Il pardonne à Polac ses outrances passées. Il se souvient avec émotion, tendresse, du petit Michel d'autrefois qui s'entretenait avec Pierre Shaeffer de philosophie, de vie intérieure et de Gurdjieff, *« qui fut,* nous dit Pauwels, *un Socrate barbare et dont l'enseignement de possession de soi a influencé toute mon existence »*. C'est extraordinaire, la réalité dépasse la fiction, justement ce soir-là quand Polac parlait de vie intérieure, vous n'allez pas le croire, il pensait précisément à son ami Pauwels et que ça serait tout plein chouette si celui-ci l'écoutait, le regardait.

Dans la nouvelle télévision qui s'ébauche à tâtons, celle de Bouygues et de Berlusconi, où M. Hi-Han, le PDG de la 3e chaîne, me fait l'effet, par contraste, d'un aigle, cette télévision avec son mieux — disant — culturel, son toujours-plus-de-pensée-des-profondeurs, Polac, avec le soutien de son pote Pauwels, voudrait réaliser des émissions sur les questions essentielles, *« celles qui concernent le fond de l'être »*, déplorant que l'on se contente trop souvent *« du subalterne et de l'intendant »*. A la fin de ces cinq pages d'entretiens serrés, il est clair que Pauwels est l'ange céleste dans sa plénitude et son harmonie et Polac, cette malfaçon de Pauwels, l'ange déchu. Ces deux frères ennemis en apparence sont les deux pôles d'un même aimant ! Aux dernières nouvelles, Louis Pauwels dans sa béatitude aurait engagé Michel Polac comme jardinier et garde-chasse de sa propriété normande, en attendant des jours meilleurs, mais il aurait sévèrement défendu à Marie-Claire Pauwels, directrice de la rédaction du *Magazine des valeurs sûres*, de trop s'approcher de Michel quand il taillait les arbres ou les buissons.

2 *Sont-ils sympas ?*

Ne voulant pas être tenu à l'écart de ce concert œcuménique, j'ai lu avec beaucoup de sympathie dans le dernier numéro de *l'Événement du jeudi*, consacré à l'antisémitisme en France, ce que disait Pauwels sur cette question. Pour Pauwels, qui s'en félicite, jamais l'antisémitisme dans notre pays n'a été aussi flagada. Tel est bien mon avis. Et Pauwels d'ajouter qu'il subsiste les traces d'un antisémitisme populaire et, citant son ami juif disparu, Bergier, *« que toute population contient 5 % de cons définitifs »*. J'ajouterais que cet antisémitisme a du mérite d'être si mou, tant il est sollicité, questionné avec une ardeur qu'il ne mérite pourtant pas.

Si l'on me demandait pour un oui ou pour un non si je ne suis pas antisémite, ce que cachent mes dénégations, si l'on me disait qu'il n'y a pas de honte à avouer ce que l'on est, que l'antisémitisme est certes une plaie mais si naturelle, qu'un peu de franchise est le premier pas vers la guérison, à la fin je ne sais pas si, pour contenter les instituts de sondage, je ne répondrais pas, de guerre lasse : *« Oui, oui, je le suis un peu... »*

Il faut bien tout le sérieux du sujet pour oublier la bouffonnerie des questions. Imagine-t-on une personne à table, en train de laper sa soupe, et qui se voit demander à brûle-pourpoint : *« Votre voisin de droite est juif. Est-ce que cela suscite en vous de la sympathie, de l'antipathie ou rien du tout ? »* Tant qu'on y était, on pouvait pousser le ridicule jusqu'à demander à notre homme s'il préférait un juif sympathique à un juif antipathique, un juif beau à un laid, un riche à un pauvre ! Dans l'épreuve no 2 il y a beaucoup d'injustice. Les sondés doivent dire s'ils considèrent comme aussi Français qu'eux : un Alsacien, un Breton, un Antillais, un juif, un Corse, un pied-noir et un protestant. Et dans quel ordre ? Mais que fait-on alors des Tourangeaux, des Lorrains, des Picards et des orthodoxes ? J'aurais souhaité aussi que dans ce sondage exclusif l'on ait demandé aux intéressés en personne, c'est-à-dire aux juifs, s'ils se considéraient comme aussi Français que leurs compatriotes. Ou moins. Ou plus. S'ils avaient de la sympathie les uns pour les autres (je veux dire, les juifs pour les juifs).

S'ils trouvaient (la question est posée) qu'ils étaient particulièrement nombreux dans telle ou telle profession. Et si c'était une bonne ou une mauvaise chose qu'ils le soient. Après tout, comme je l'ai souvent dit, les vraies personnes qui pourraient être antisémites, ce sont, à la rigueur, les juifs, puisque ce sont les seules à avoir subi les inconvénients de l'être. Je parle sérieusement. Aucun de nos partis politiques représentés au Parlement n'ayant inscrit la question juive ou un statut des juifs à son programme, je vois mal pourquoi nous devrions nous inquiéter de l'antisémitisme en France. L'antisémitisme ou ce qui tourne autour relève aujourd'hui de l'imaginaire ou de l'histoire.

C'est une source d'inspiration qui vaut ce que valent ceux qui en sont possédés et qui va du graffiti des pissotières à d'éventuel chefs-d'œuvre. M. Le Pen, qui ne bénéficie d'aucune lumière sur la question, qui n'est — cela va de soi, mais il est bon de le répéter — pas plus ni moins Français que vous et moi, qui fait seulement commerce et bénéfice de l'être, ce qui n'est pas la même chose, n'a jamais proposé, à ma connaissance, de rétablir un commissariat aux questions juives s'il arrivait démocratiquement au pouvoir. A l'écouter, dans les années 40, il aurait même en Bretagne lutté contre l'occupant nazi. Il tend aujourd'hui une main fraternelle aux juifs français : libre à eux de ne pas la lui serrer !

3 *Barbara Skelton.*

Nos éditeurs, qui sont des hommes intrépides, n'hésitent pas, malgré les dangers qu'ils encourent, à se rendre chaque année au mois d'octobre à la Foire du livre de Francfort pour tenter de vendre nos rossignols et acheter, sans lésiner sur la dépense, les livres étrangers qu'ils auraient refusés s'ils avaient été écrits en français. A force de manger dans la ville qui vit naître les premiers Rothschild des choses innommables recouvertes d'une sauce brune, les malheureux ont perdu le peu de goût qu'ils avaient. Je suis heureux de leur signaler que, sans prendre des risques inutiles, ils peuvent acheter les yeux fermés *Tears before bedtime*, de Barbara Skelton (Hamish Hamilton, 130 F).

C'est le premier tome des Mémoires d'une des femmes les plus drôles que je connaisse. Qu'elle parle de Farouk, de son mari Cyril Connolly, de ses séjours en Inde, de l'espion Maclen, d'Italie, d'une visite d'Evelyn Waugh, de sa vie dans un « cottage » anglais, de M. Georges Boris, qui fut l'éminence grise, le directeur de cabinet de Blum, de de Gaulle et de Mendès France, c'est avec tant de naturel, de franchise et de réserve que nous nous délectons. La critique anglaise ne s'y est pas trompée, qui a transformé par ses louanges en best-seller ce livre d'un amateur.

Télévisions locales

Quatre projets pour la Martinique

FORT-DE-FRANCE de notre correspondant

Le vice-président du conseil régional de la Martinique, M. Camille Tarsières (Union de la gauche) a ouvert, le 13 octobre, en présence de la presse, le pli adressé par la CNCL et contenant les quatre dossiers de candidature pour la création d'une télévision privée en Martinique. Le conseil régional doit donner un avis consultatif avant le 7 novembre.

Le premier dossier, mince, peu détaillé et anonyme, semble être là pour faire nombre. Il prévoit, à partir d'un capital de 10 000 francs un investissement de 9,6 millions de francs. Il n'a pour lui que son accord avec TDF pour la diffusion du programme et un nom séduisant aux relents d'épices : Canel TV.

Le deuxième émane d'une société Setem au capital de 5 millions de francs, domiciliée à Paris. Elle est dirigée par M. Claude Genest et Mlle Corinne Posteyan qui, avec MM. Bourdin et Porcher et « des investisseurs institutionnels » détiendraient 50 % du capital. Pour 48 % il serait fait appel à l'épargne populaire, le reste étant *« offert à des associations humanitaires »*. La SETEM se présente comme une initiative fondamentalement martiniquaise.

Le projet « Télé Bô Kay » (« Télé chez nous » traduit du créole) est présenté par la société locale Electro Gib déjà sous-traitante de TDF et des télécommunications. Pour la réalisation de ses programmes, elle s'appuierait sur le service municipal d'action culturelle de Fort-de-France, dirigé par Jean-Paul Césaire, fils d'Aimé Césaire, député-maire de Fort-de-France et président du conseil régional. C'est donc, des quatre candidats, l'enfant chéri de la région, le plus proche de sa politique de promotion culturelle.

Les auteurs du quatrième projet, Télé-Sud (Société caribéenne de télécommunication) assurent réunir dans le capital de celle-ci des chefs d'entreprise et des personnalités socioprofessionnelles *« qui représentent plus de 75 % des chiffres d'affaires réalisés en Martinique »*. On trouve en effet dans ce projet au capital de 5 millions de francs bon nombre de « gros patrons » de l'île — généralement blancs, créoles ou « upper mulatres », proches de la majorité. Deux des actionnaires sont à la tête de la fédération départementale du RPR, M. Yan Monplaisir et son frère, Ralph, directeur général.

DOMINIQUE ETIENNE.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LA LOCANDIERA, Aubervilliers, Théâtre de la Commune (48-34-67-67), 20 h 30.
ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR, Malakoff, Théâtre 71 (46-55-43-45), 20 h 30.
DERNIERS CHAGRINS, Amandiers-Paris (43-66-42-17), 20 h 30.
LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE, Studio des Champs-Elysées (47-23-35-10), 21 h.
PIANO PANIERS, Palais des glaces (46-07-49-93), 19 h.
Y A BON BAMBOULA, Paris-Villette (42-02-02-68), 21 h.
BRUMMEL A CAEN, TBB (46-03-60-44), 20 h 30.
CLYTEMNESTRE, Bastille (43-57-42-14), 21 h.
CRIMES DE CŒUR, Potinière (42-61-44-16), 20 h 30.
SEMAINE DU JEUNE THÉATRE, Brétigy s/Orge, CC (60-84-38-68), 19 au 25.
LA DISPUTE, Ranelagh (42-88-64-44), 19 h.
ELVIRE/JOUVET, Athénée (47-42-67-81), 18 h 30.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15) : au Théâtre de la Porte-Saint-Martin : 20 h ; Dialogues des Carmélites ; à la salle Richelieu ; 20 h 30 : Polyeucte ; Théâtre Montparnasse, Grande Salle : 21 h, *Autres horizons* ; Petit-Montparnasse, 21 h, C'était hier.
CHAILLOT (47-27-81-15), Théâtre Gémier 20 h 30 : le Chat botté (spectacle de marionnettes italiennes pour tout public).
PETIT ODÉON (43-25-70-32) 18 h 30 : Bréviaire d'amour d'un haltérophile ; relâche.
TEP (43-64-80-80) (dim. soir, lun.), 20 h 30 + jeu. 19 h et dim. 15 h : Entre passions et prairie.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : *Récital Barbara* ; 20 h, Kabuki : 4 siècles de tradition populaire au Japon (traduction simultanée).
THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77) 20 h 45, Baal ; Dans la jungle des villes.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 20 h 30, Iphigénie.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17) 20 h 30 : Derniers chagrins.
ANTOINE (42-08-77-71) 20 h 45 : la Taupe.
ARCANE (43-38-19-70) 20 h 30 : Vous avez dit Offenbach.
ARTISTIC ATHEVAINS (43-79-06-18) *20 h 30 : Elle lui dirait dans l'île.*
ARTS-HEBERTOT (43-87-23-23) 21 h : Une chambre sur la Dordogne.
ATELIER (46-06-49-24) 21 h : le Récit de la servante Zerline (Fest. d'automne).
ATHÉNÉE (47-42-67-27) I 21 h : les *Acteurs de bonne foi.* II : 18 h 30 : Fragments de théâtre I et II.
BASTILLE (43-57-42-14) 20 h : l'Hypothèse ; 21 h : Clytemnestre.
BOUFFES DU NORD (48-04-74-77) 20 h 30 : Dom Juan.
BOUFFES-PARISIENS (42-96-60-24) 20 h 45 : l'Excès contraire.
CAFÉ DE LA DANSE (43-57-03-35) 20 h : Bambino Bambino.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51) 20 h 15 : Bien dégagé autour des oreilles ; 22 h : Derec.
CENTRE MANDAPA (45-89-01-60) 20 h 30 : Macbeth/*Le sommeil.*
CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69) Galerie 20 h 30 : Barouf à Chioggia.
COMÉDIE-CAUMARTIN (47-42-43-41) 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11) 21 h : Les dindons de la farce tranquille.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22) 20 h 30 : Casanova.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24) 20 h 30 : Fleur de cactus.
CRYPTE SAINTE-AGNÈS (47-00-19-31) 20 h 30 : le Misanthrope.
DAUNOU (42-61-69-14) 21 h : Monsieur Masure.
DIX HEURES (42-64-35-90) 20 h 15 : Cul sec ; 22 h 15 : Maman.
EDGAR (43-20-85-11) *20 h 15 : les Babas cadres* ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
ÉDOUARD VII-SACHA GUITRY (47-42-57-49) 20 h 30 : le Jeu de l'amour et du hasard.
ESPACE CARDIN (42-66-17-81) 20 h 30 : Normal Heart.
ESSAION (42-78-46-42) *19 h : Illuminations* ; 21 h : Poésie et absolu.
FONTAINE (48-74-74-40) 21 h : Au secours, tout va bien ; les Inconnus.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18) 21 h : l'Eloignement.
GALERIE 55 (43-26-63-51) 21 h : Bretayal (en anglais).
GAVEAU (45-63-20-30) 19 h : La petite chatte est morte.
GRAND EDGAR (43-20-90-09), I. : 20 h 15 : Palier de crabes ; (D.) 22 h : Carmen Cru.
GRÉVIN (42-46-84-47) 21 h : les Trois Jeanne ; Arthur.
GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61) 20 h 30 : *le Lutin aux rubans* ; 22 h 15 : Egarement.
GYMNASE (42-46-79-79) 20 h 30 : Madame Sans-Gêne.
HUCHETTE (43-26-38-99) 19 h 30 : la *Cantatrice chauve* ; *20 h 30 : la Leçon* ; 21 h 30 : Lettre d'une inconnue.
KIRON (43-73-50-25) 19 h : Les mottes des ravins sont douces à sa dépouille.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99) 21 h : Première jeunesse.
LIERRE THÉATRE (45-86-55-83) 20 h 30 : Hommage aux jeunes hommes chics.
LUCERNAIRE (45-44-57-34) I. 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : le Métro fantôme (dern. le 17) ; II. 20 h : le Petit Prince.
MADELEINE (42-65-07-09) 21 h : les *Pieds dans l'eau.*
MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53) 20 h 30 : l'Empereur s'appelle Dromadaire.
MARAIS (42-78-03-53) 20 h 30 : En famille, on s'arrange toujours.
MARIE-STUART (45-80-17-80) 20 h 15 : Lady Strass ; 22 h : Sexfari.
MARIGNY (42-56-04-41) 20 h : Kean. Petite salle (42-25-20-74) 21 h : la Menteuse.
MATHURINS (42-65-90-00) 20 h 30 : l'Idiot.
MÉNAGERIE DE VERRE (42-06-37-44) 21 h 15 : R. Furieux.
MICHEL (42-65-35-02) 21 h 15 : Pyjama pour six.
MICHODIÈRE (47-42-95-22) 20 h 30 : Double mixte.
MODERNE (48-74-16-82) *18 h 30* : Hamlet ; 21 h : J. Mailhot.
MOGADOR (42-85-45-30) 20 h 30 : Cabaret.
MONTPARNASSE (43-22-77-74) Grande salle 20 h 45 : Autres Horizons. Petite salle 21 h : *C'était hier.*
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76) 20 h 30 : *Mais qui est qui ?*
NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99) 20 h 45 : Hello and goodbye.
ŒUVRE (48-74-47-36) 21 h : Léopold le bien-aimé.
PALAIS DES GLACES *(46-07-49-93)* 20 h 30 : Manoe ; 18 h 30 : Kleen.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81) 20 h 30 : l'Hurluberlu.
PALAIS DES SPORTS (48-28-40-10) *20 h 30 : l'Affaire du courrier de Lyon.*
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68) 21 h : Y'a bon bamboula.
POCHE MONTPARNASSE (45-48-92-97) 19 h : Variations sur le canard ; 20 h 45 : Reine mère.
POTINIÈRE (42-61-44-16) 19 h : Crimes de cœur.
RANELAGH (42-88-64-44) 20 h 30 : Buffo ; 19 h : L'Indien cherche le Bronx.
RENAISSANCE (42-08-18-50) 20 h 45 : Un jardin en désordre.
ROSEAU THÉATRE (42-71-30-20) 20 h 30 : T. Williams (dern. le 20).
SAINT-GEORGES (48-78-63-47) 20 h 45 : les Seins de Lola.
SENTIER DES HALLES (42-36-37-27) 20 h 30 : *J'ai tout mon temps, où êtes-vous ?*
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93) 20 h : Jango Edwards.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10) 21 h : le Baiser de la femme-araignée.
STUDIO LE REGARD DU CYGNE (45-49-29-01) 20 h 45 : La faim.
TAI THÉATRE (42-78-10-79) I. : 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II. *20 h 30 h : Huis clos.*
THÉATRE DE PARIS (48-74-16-82) 20 h 30 : Capitaine Fracasse.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (42-36-00-02) 21 h : l'Étonnante Famille Brontë.
THÉATRE DU ROND-POINT BARRAULT-RENAUD (42-56-70-70), I. 21 h : J.-J. Rousseau ; 18 h 30 : Voix de S. Beckett ; II. 20 h 30 : Dom Juan.
THÉATRE 14 (45-45-49-77) 20 h 45 : *L'homme qui savait.*
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40) 19 h : Violons dingues.
TOURTOUR (48-87-82-48) 19 h : Un cœur sous une soutane ; 20 h 30 : le Sous-sol.
VARIÉTÉS (42-33-09-92) 20 h 30 : C'est *encore mieux l'après-midi.*

Mardi 20 octobre

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)
16 h, Édouard et Caroline, de J. Becker ; 19 h, l'Amour, de P. Morissey ; 21 h, Hommage à H. Hawks : *Rio Lobo* (v.o.).

BEAUBOURG (42-78-35-57)
Relâche.

BEAUBOURG (salle Garance) (42-78-37-29)
Cycle de cinéma brésilien
Relâche.

Les exclusivités

AGENT TROUBLE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LES AILES DU DÉSIR (All., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.o. et v.f. : Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; V.F. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
AJANTRIK (Ind., v.o.) : République *Cinéma, 11e (48-05-51-33)* h. sp.
L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 3 Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).
L'APICULTEUR (Fr.-Gr., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.
L'ARME FATALE (A.) (*) : (v.o.) Ermitage, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).
AU-DELA DU SOUVENIR (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; *Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33)* ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, *8e (43-87-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e* (43-57-90-81) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).
AUTOUR DE MINUIT (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LES FILMS NOUVEAUX

LES DEUX CROCODILES. Film français de J. Séria. Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; *Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31)* ; UGC gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, *15e (45-79-33-00) ; Images, 18e* (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).
ET LA FEMME CRÉA L'HOMME... PARFAIT. Film américain de S. Seidelman. V.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny-Palace, 5e (43-54-07-76) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-94-50) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
LA FOLLE HISTOIRE DE L'ESPACE. *Film américain de Mel* Brooks. V.o. : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; *Gaumont Opéra, 2e* (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; *Marignan, 8e* (43-59-92-82) ; Gaumont-Alésia, 13e (43-27-84-50) ; *Gaumont-Parnasse, 14e* (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).
LA MORT D'EMPEDOCLE. Film français de J.-M. Staub et D. Huillet. Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
TANT QU'IL Y AURA DES FEMMES. *Film français de* D. Kaminka ; Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Bretagne 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).
WHAT A FLASH. Film français de J.-M. Barjol. Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
LA VIEILLE QUIMBOISEUSE ET LE MAJORDOME. Film français de J.A. Laou. Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES BALEINES DU MOIS D'AOUT *(Ang., v.o.) : UGC Danton, 6e* (42-25-10-30).
LA BAMBA (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Normandie, 8e (45-63-16-16). - V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; *UGC Gare-de-Lyon*, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
BARFLY (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; *Ermitage, 8e (45-63-16-16)* ; Bastille, 11e (43-42-16-80). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).
BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : *Napoléon, 17e (42-67-63-42).*
BEYOND THERAPY (Brit., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).
BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
BOIRE ET DÉBOIRES (a., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20). — V.f. Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06).
LA BONNE (**) (It., v.o.) : George V, 8e (45-62-42-46). — V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
CHAMP D'HONNEUR (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).
CHANT DES SIRÈNES (Can.) : Forum *Orient-Express*, 1er (42-33-42-36) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
CHARLIE DINGO (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e *(42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e* (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; *UGC Boulevard, 9e* (45-74-95-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).
COMÉDIE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er *(42-97-53-74) ; 14-Juillet Odéon, 6e* (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
CROCODILE DUNDEE (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). — V.f. : Français, 9e (47-70-33-88).
DANGEREUSE SOUS TOUS RAPPORTS (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82).
DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).
LES *ENFANTS DU SILENCE* (A., v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).
ENVOUTÉS (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). V.f. : *Maxéville, 9e* (47-70-72-86).
EVIL DEAD 2 (A.) (*) v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
LA FAMILLE (It., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37). — V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
FLAG (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; *Rex, 2e* (42-36-83-93) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare-de-Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Miramar, *14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e* (43-59-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LE FLIC DE BEVERLY HILLS 2 (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23). — *V.f.* : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e *(45-22-46-01).*
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).
JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.
LE JOURNAL D'UN FOU (Fr.) : *Forum* Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; *George V, 8e* (45-62-41-46).
MACBETH (Fr., v. it.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
MALADIE D'AMOUR (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Hautefeuille, *6e (46-33-79-38)* ; Publicis St-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Colisée, *8e (43-59-29-46)* ; George V, 8e (45-62-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; *14-Juillet-Bastille, 11e* (43-57-90-81) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare-de-Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont-Alésia, 14e *(43-27-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e* (43-20-12-06) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).
MAN ON FIRE (A, v.o.), *George V, 8e* (45-62-41-46). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31).
MANON DES SOURCES (Fr.) : *Elysées* Lincoln, 8e (43-59-36-14).
MÉLO (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LE MIRACULÉ (Fr.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
MISSION (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).
LE MOINE ET LA SORCIÈRE (Fr.) : *Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36).*
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).
LE NOM DE LA ROSE (Fr.) : V. Ang. : Trois Balzac, 8e (45-61-10-60). — V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) : Latina, 4e (42-78-47-86).
PLATOON (*) (A. v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).
PREDATOR (*) (A., *v.o.*) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.), Trois *Luxembourg, 6e (46-33-97-77).*
REQUIEM POUR UN MASSACRE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).
RICHARD ET COSIMA (Fr.-All.) : Cinoches *Saint-Germain, 6e* (46-33-10-82).
LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; *Bretagne, 6e* (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; *UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94)* ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-*Convention, 15e (48-28-42-27)* ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
SOUL MAN (A., v.o.) : Gaumont-Ambassade, 8e (43-59-19-08).
SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).
STAND BY ME (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71), h. sp.
LA STORIA (It., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
TANDEM (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
THE BIG EASY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
TRAVELLING AVANT (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).
TUER N'EST PAS JOUER (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; *Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).* V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; *Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare* de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; *UGC Convention, 15e (45-74-93-40)* ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Ang., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; *UGC Odéon, 6e (42-25-10-30)* ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).
WERTHER (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).
LES YEUX NOIRS (It.-Sov., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-*André-des-Arts, 6e* (43-26-48-18) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, *6e (45-74-94-94)* ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse, 6e* (45-74-94-94) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; *UGC Boulevard, 9e* (45-74-95-40). — V.f. : UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 20 octobre

TF 1

20.30 Ciné-star : la Bataille de Midway. Film américain de Jack Smith (1975). Avec Charlton Heston, Henry Fonda, James Coburn, Glenn Ford, Robert Mitchum. **23.00 Crise à la Bourse, spécial TF 1.** Emission présentée par Christine Ockrent en direct de Cognac-Jay. **0.05 Journal et Bourse. 0.30 Permission de minuit.** Emission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcin. La Chine.

A 2

20.30 Les dossiers de l'écran : le Coup de sirocco □ Film français d'Alexandre Arcady (1978). Avec Roger Hanin, Marthe Villalonga, Michel Auclair, Patrick Bruel. **22.15 Débat : Les pieds-noirs, ça va?** Avec Alexandre Arcady, Roger Hanin, Robert Castel, Père Georges Dhamar, professeur Goignard, Paul Amar, Marie Elbe, Pascale Schembri, Paul Meffret, Louis Acariès, Michel Acariès, Frédéric Musso, Enrico Macias, Braïme Sadouni, Jacques Roseau. **23.45 Informations : 24 h sur l'A 2. 0.15 Série : Brigade criminelle.** Epitaphe pour un flic (rediff.).

FR 3

▶ **20.35 Cinéma : Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ** ■ Film français de Jean Yanne (1982). Avec Jean Yanne, Coluche, Michel Serrault, Mimi Coutelier, Françoise Fabian, Michel Auclair. **22.20 Journal. 22.45 Magazine : Décibels.** Avec Stephan Eicher, Bérurier Noir, Wallenberg, Les Satellites, The Silencers, Tom Petty and The Heartbreakers. **23.30 En direct des régions.**

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : SOS Fantômes ■ Film américain d'Ivan Reitman (1984). Avec Bill Murray, Dan Aykroyd, Sigourney Weaver. **22.10 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : Nuit d'ivresse.** Film français de Bernard Nauer (1986). Avec Thierry Lhermitte, Josiane Balasko, France Roche, Marc Dudicourt, Jean-Michel Dupuis, Jean-Claude Dauphin. **23.45 Cinéma : le Combat dans l'île** ■■ Film français d'Alain Cavalier (1961). Avec Romy Schneider, Jean-Louis Trintignant, Henri Serre, Pierre Asso, Diane Lepvrier. **1.25 Documentaire : L'ABC de la 3D.** La fabrication des images en trois dimensions. **2.20 Série : Les épées de feu** (2ᵉ épisode).

LA 5

20.30 Cinéma : Hibernatus ■ Film français d'Edouard Molinaro (1969). Avec Louis de Funès, Claude Gensac, Olivier de Funès, Bernard Alane. **22.00 Série : Spenser.** Le dix de Tolède. **22.50 Série : Baretta.** La bavure (rediff.). **23.45 Série : Max la Menace** (rediff.). **0.10 Série : Les chevaliers du ciel. 1.40 Feuilleton : Le temps des copains. 2.10 Les cinq dernières minutes.** Sur la piste (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma : Sept hommes pour Tobrouk. Film franco-italien de Mino Loy (1969). Avec Robert Hossein, Georges Hilton, Franck Wolf. **22.05 Série : Maîtres et valets.** Un secret de famille (rediff.). **22.55 Journal. 23.05 Météo. 23.10 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **23.55 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.** Jeanne Mas.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Les grands programmes astronautiques. **21.30 Rencontres franco-allemandes, à Sarrebrück** (1ʳᵉ partie). **22.40 Nuits magnétiques.** Les scènes de ménage. **0.05 Du jour au lendemain.**

FRANCE MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 16 octobre à Londres) : le Freischutz, ouverture, de Weber ; Concerto pour piano et orchestre nº 3, en ré mineur, op. 30, de Rachmaninov ; Pelléas et Mélisande, suite op. 80, de Fauré ; Till Eulenspiegel, poème symphonique, op. 28, de R. Strauss, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski ; sol. Peter Donohoe, piano. **23.07 Club d'archives.** Les pêcheurs de perles ; Le Mozart des années 30 ; Hommage au Quatuor Amadeus.

Mercredi 21 octobre

TF 1

13.35 Feuilleton : Haine et passions. 14.20 Feuilleton : C'est déjà demain. 14.45 Club Dorothée. Goldorak : Le mot mystérieux ; Les Minipouss ; Le Top junior ; GI Joe ; Les sports ; Bioman ; Les Bioniques ; On pense à toi ; Les aventures de Dorothée. **17.30 Variétés : Jacky show.** Emission animée par Jacky. Des chansons, des interviews. **17.58 Flash d'informations. 18.00 Série : Mannix.** Trois pas dans le temps. **19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.55 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.27 Tapis vert. 20.28 Tirage du Loto. 20.30 Variétés : Sacrée soirée.** Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Annie Cordy, Jean Lefebvre, le groupe Image, Frédéric Chateau, Phil Barney, Boy George, Cool and The Gang, Loop the loop. ▶ **21.45 Les oscars de la mode.** En direct de l'Opéra de Paris. Emission présentée par Yves Mourousi. Avec Stéphanie de Monaco, Carole Bouquet, Philippine Leroy-Beaulieu, Cecilia Noah, Arielle Dombasle, Carmel, Mylène Farmer, Jill Jones, Katia Ricciarelli, Annie Lennox. **23.20 Journal. 23.32 La Bourse. 23.35 Permission de minuit.** Emission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcin. Les stylistes japonais.

A 2

13.45 Feuilleton : L'aigle et le vautour. Dernier épisode. **14.35 Récré A 2.** Tchaou et Grodo ; Les Poupies ; Zorro ; Quick et Flupke ; L'empire des cinq ; La comédie de Récré A 2 ; Rio Pueblo ; Heidi ; Les mystérieuses cités d'or ; Les Papous ; Galaxy Rangers. **17.30 Magazine : Mambo satin.** De Billy Bourne. Au sommaire : Les enfants de la guerre (le Liban) ; Timothé ; La passion selon Saint-Lazare ; Les écuries couture ; Mirapolis ; Cine mambo. **17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.** Cendrillon aux grands pieds. **18.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **18.50 Variétés : Un DB de plus.** De Didier Barbelivien. Avec Enrico Macias, Touré Kunda, Dixie Stompers, Nilda Fernandez. **19.10 INC.** Les mini chauffe-eau. **19.15 Actualités régionales. 19.40 Jeu : Le bon mot d'A 2. 20.00 Journal. 20.30 Magazine : La marche du siècle.** De Jean-Marie Cavada et Jean-Pierre Bertrand. La vie interrompue. **22.00 Football.** Coupe d'Europe de l'UEFA : Toulouse-Leverkusen (en différé, de Toulouse). **23.30 Informations : 24 h sur l'A 2. 0.00 Histoires courtes :** L'ombre de Marie, de Martin Pierlot.

FR 3

13.30 Magazine : La vie à pleines dents. Spécial jeunes. Présenté par Pierre Nicolas. **14.00 Magazine : Décibels** (rediff.). **14.30 Feuilleton : Les naufragés de l'île perdue.** 7ᵉ épisode. **15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : Ne mangez pas les marguerites.** 7ᵉ épisode : Martha. **17.30 Dessin animé : Croc-note show.** La guitare électrique. **17.35 Magazine : Ciné-hit.** Présenté par Vincent Perrot et Caroline Tresca. **18.00 Dessin animé : David le gnome.** 4ᵉ épisode : Le bébé troll. **18.30 Feuilleton : La liberté Stéphanie.** De Georges Coulonges. Réal. : Marlène Bertin. Avec Agnès Torrent, Philippe Jutteau, Charlotte Bonnet (8ᵉ épisode). **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.15 à 19.35, actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie.** Le cœur. **20.05 Jeux : La classe.** Présentés par Fabrice. **20.35 Théâtre : Le malade imaginaire.** Comédie en trois actes de Molière ; mise en scène de Jean-Laurent Cochet. Avec Jacques Charron, Georges Descrières, Jean-Noël Sissia, Bérangère Dautun, Jacques Toja, Françoise Seigner, Jacques Eyser. **22.20 Journal. 22.45 Commission nationale de réflexion sur le Code de la nationalité.** En direct du Palais des congrès.

CANAL PLUS

14.00 Série : Batman. 14.25 Série : Le retour de Mike Hammer. Chantage à l'accusation. **15.10 Documentaire : Les allumés du sport.** Trois hommes et des patins. La traversée des Etats-Unis, de l'Alaska, du Brésil en patins à roulettes. **15.55 Téléfilm : Le casse du troisième âge.** De Lou Antonio, avec George C. Scott, Don Ameche, Sylvia Sydney. *Les mésaventures de deux paisibles retraités passionnés de pêche.* **17.20 Série : Max Headroom. 17.50 Football,** en direct d'Oslo. Coupe d'Europe des clubs champions. Bordeaux-Lillestroem. **19.50 Flash d'informations. 19.55 Top 30.** Présenté par Marc Toesca. **20.20 Football : Les coulisses. 20.30 Football,** en direct de Toulouse. Coupe d'Europe UEFA. Toulouse-Bayern de Leverkusen. **22.30 Flash d'informations. 22.35 Cinéma : Je hais les acteurs** ■■ Film français de Gérard Krawczyk (1986). Avec Jean Poiret, Michel Blanc, Bernard Blier, Michel Galabru, Pauline Lafont, Dominique Lavanant. **0.00 Cinéma : les Jeux de Satan** ■ Film américain de Sidney Lumet (1973). Avec James Mason, Robert Preston, Beau Bridges, Ronald Weyand. **1.35 Série : Rawhide. 2.25 Documentaire : Hawaii, côte nature.**

LA 5

13.30 Série : Insiders. L'art des armes. **14.30 Série : Shérif, fais-moi peur.** Rien que la vérité. **15.20 Série : Jaimie.** L'espion fait cavalier seul. **16.10 Série : Buck Rogers.** Les évadés du puits d'enfer. **16.55 Dessin animé : Le magicien d'Oz. 17.20 Dessin animé : Dans les Alpes avec Annette. 17.45 Dessin animé : Jeanne et Serge. 18.10 Série : Hôtel.** Une seconde chance. **19.00 Jeu : La porte magique.** Animé par Michel Robbe. **19.30 5, rue du Théâtre.** De Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Variétés : Collaricocoshow.** Emission de Stéphane Collaro. Avec Carlos, Cicciolina, David Hasselhoff, Martin Lamotte. **21.45 Série : La loi de Los Angeles. 22.35 Série : Arabesque.** Rose blanche pour un tueur. **23.25 Série : Le renard.** Service entre amis. **0.30 Série : Max la menace.** L'appât. **1.00 Série : Les chevaliers du ciel. 1.25 Feuilleton : Le temps des copains. 1.55 Série : La cloche tibétaine.** Les chemins de l'espérance (rediff.).

M 6

13.00 Série : Cher oncle Bill. Jour de neige (rediff.). **13.30 Série : Le frelon vert.** Laissez-leur assez de corde. **14.00 Magazine : Ciné 6 première.** L'actualité des films de la semaine. **14.35 Musique : Clip fréquence FM. 15.30 Magazine : Starter.** Magazine musical. **16.05 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Hawaii police d'Etat.** Le piège. **18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie.** Tricherie. **19.05 Série : Cher oncle Bill.** Une maison à la campagne. **19.30 Série : Daktari.** Judy et le vautour. **20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Série : Dynastie.** Une ancienne histoire d'amour (1ʳᵉ partie). **21.20 Série : Falcon Crest.** Propos délibérés. **22.10 Journal. 22.20 Météo. 22.25 Série : Les espions.** Rêves de gloire. **23.15 Club 6.** Magazine de Pierre Bouteiller. **0.00 Série : Les têtes brûlées.** Porté disparu. **0.50 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.** Jeanne Mas.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Voix de poète : Pierre Jean Jouve ; Débat : Peut-on, doit-on intervenir sur la langue ; Texte : Marcel Proust. **21.30 Communauté des radios publiques de langue française.** Société Radio-Canada. **22.00 Correspondances. 22.40 Nuits magnétiques.** Les scènes de ménage. **0.05 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 10 octobre à Angers) : Chukrum, de Scelsi ; Kassandra, de Mache ; Phonic-Design A + B, de Tosi, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Yves Prin ; 1ᵉʳ violon : Roland Daugareil. **23.07 Jazz club.** En direct du Petit Opportun : le trio du pianiste Jaki Byard.

Audience TV du 19 octobre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	47.2	Santa Barbara 24.6	Actual. région. 7.7	Actual. région. 5.1	Nulle part 0.5	Porte magique 7.2	Oncle Bill 2.1
19 h 45	33.3	Roue fortune 29.7	Bon mot A2 2.6	Actual. région. 6.2	Nulle part 3.1	5, rue Théâtre 8.7	Daktari 2.1
20 h 16	63.1	Journal 27.7	Journal 14.9	La classe 3.7	Nulle part 1.5	Journal 8.2	Daktari 3.1
20 h 55	67.2	Josepha 20.0	Heure vérité 12.3	Cosa nostra 8.5	Big boss 1.5	Un flic 10.8	Le Faucon 5.1
22 h 08	59.0	Josepha 18.5	Heure vérité 11.3	Cosa Nostra 16.3	Flash info 1.0	Un flic 10.8	Brigade nuit 2.1
22 h 44	39.3	Chocs 11.8	30 ans de TV 5.6	Journal 5.1	Les KO 0.0	Matlock 6.7	Brigade nuit 3.6

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Mercredi, pluvieux à l'est, plus variable à l'Ouest. Sur les régions méditerranéennes, le Massif Central, l'ensemble du Sud-Ouest, la Corse, la Bourgogne, la France-Comté et le Nord-Est, le ciel sera gris avec des pluies, qui pourront être orageuses sur les Alpes, la Côte d'Azur et la Corse. En fin de journée, une amélioration commencera à se produire sur l'Ouest de ces régions.

Sur le Sud-Ouest, les résidus pluvieux du matin laisseront la place à de belles éclaircies l'après-midi.

Sur le Poitou-Charentes, les Pays de Loire, le Centre, la Bretagne et la Normandie, le temps sera changeant avec des averses, moins fréquentes au Sud de la Loire.

Sur le Bassin Parisien et le Nord, la matinée sera encore grise et accompagnée de petites pluies éparses. L'après-midi, le temps deviendra plus variable avec quelques courtes averses.

Les températures seront encore douces : Les minimales seront en effet, comprises entre 10 et 13 degrés en général, et même 15 à 18 degrés sur l'extrême Sud du pays ; les maximales comprises entre 14 et 16 degrés sur la moitié nord atteindront 20 à 21 degrés sur le Languedoc-Roussillon.

Les vents seront d'Ouest assez forts sur les côtes Atlantiques, de Sud-Ouest à Ouest forts en Manche. La tramontane s'établira sur le Languedoc-Roussillon. Ailleurs, ils seront modérés, de Sud-Ouest à Sud en général.

Evolution générale jusqu'à la fin de la semaine.

Une zone de temps nuageux et pluvieux traversera la France d'Ouest en Est dans les quarante-huit heures à venir.

Jeudi une amélioration se produira et la journée sera relativement agréable.

Vendredi une aggravation pluvieuse se produira sur la façade ouest du pays, cette aggravation se confirmera samedi par l'arrivée de deux autres zones de mauvais temps. L'une arrivera en Méditerranée et gagnera le sud du pays, l'autre se rabattra sur le Nord et le Nord-Est du pays, ce temps couvert et pluvieux tendra à se généraliser dimanche à l'ensemble du pays.

Le temps jeudi 22 :

De la Bretagne à la Normandie au Bassin Parisien et au Nord du Pays les passages nuageux persisteront au cours de la journée. Ailleurs après dissipation des brumes et brouillards matinaux la journée sera dans l'ensemble ensoleillée. Cependant le ciel restera nuageux sur la côte méditerranéenne avec des passages plus nombreux de la Corse aux Alpes où des ondées pourront encore se produire.

Le temps vendredi 23 :

Aggravation par le Sud-Ouest.

Le matin, après dissipation des brumes et brouillards le temps sera généralement ensoleillé sur la plupart des régions. Toutefois les passages nuageux persisteront dès la Corse aux Alpes et pouvant s'étendre à la côte méditerranéenne.

En cours de journée, une zone de temps nuageux et pluvieux s'étendra du Sud de la Bretagne à la Vendée et à l'Aquitaine, et le ciel se couvrira sur l'Est.

Le temps samedi 24 et dimanche 25 :

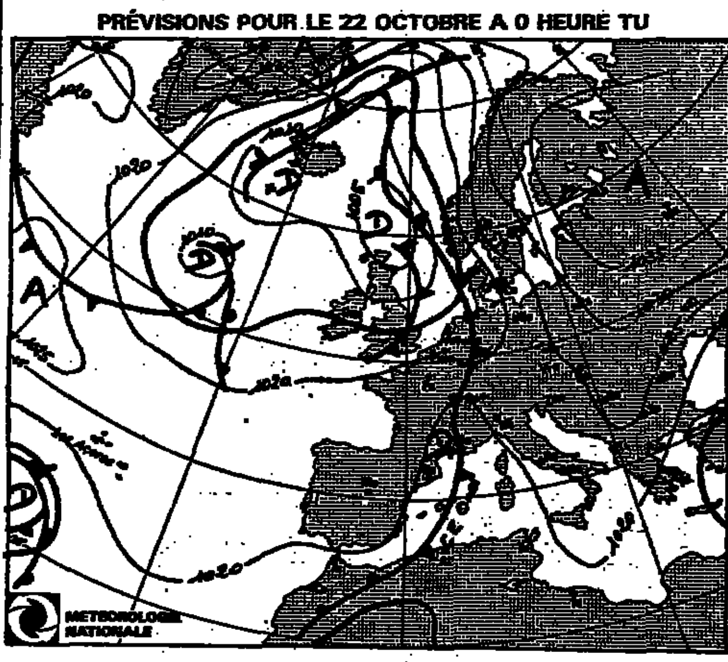
Extension du mauvais temps sur le sud samedi se généralisant sur la France dimanche.

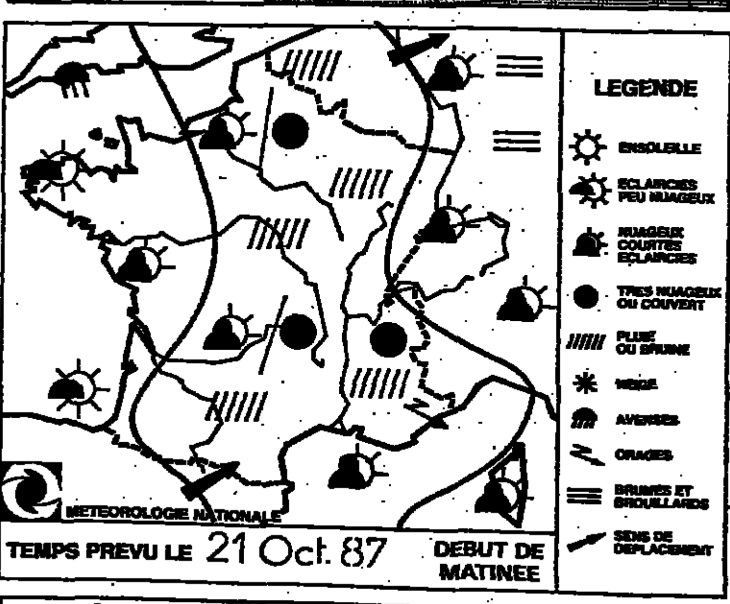
Samedi, de la Bretagne à la Vendée à l'Aquitaine aux Pyrénées et au pourtour méditerranéen. Le temps sera très nuageux à couvert avec des pluies pouvant être orageuses. Des nuages s'étendront également des régions de l'Est au Nord du pays.

Dimanche le mauvais temps se généralisera à toute la France et les pluies seront plus nombreuses sur la moitié sud.

SITUATION LE 20 OCTOBRE 1987 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 22 OCTOBRE A 0 HEURE TU





TEMPS PREVU LE 21 Oct. 87 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 19-10 à 6 heures TU et le 20-10-1987 à 6 heures TU — le 20-10-1987

FRANCE			
AJACCIO	23	10	D
BIARRITZ	24	18	C
BORDEAUX	20	15	C
BOURGES	17	10	C
BREST	16	8	B
CAEN	15	12	P
CHERBOURG	15	12	P
CLERMONT-FERR.	21	12	C
DIJON	18	7	D
GRENOBLE St-M-H	19	7	D
LILLE	16	10	N
LIMOGES	18	12	N
LYON	21	11	N
MARSEILLE-MAR.	23	14	N
NANCY	18	3	B
NANTES	17	14	P
NICE	22	14	N
PARIS-MONTS.	16	12	C
PAU	20	11	C
PERPIGNAN	22	16	C
RENNES	17	13	P
ST-ÉTIENNE	20	11	N
STRASBOURG	14	4	B
TOURS	17	12	A
TOULOUSE	22	17	N
POINTE-A-P.	—	—	—

ÉTRANGER			
ALGER	31	22	N
AMSTERDAM	15	10	N
ATHÈNES	23	15	N
BANGKOK	34	27	C
BARCELONE	21	17	C
BELGRADE	17	7	B
BERLIN	10	7	N
BRUXELLES	18	10	D
LE CAIRE	27	16	D
COPENHAGUE	11	10	C
DAKAR	—	—	—
DELHI	31	17	D
DJERBA	30	18	D
GENÈVE	14	7	C
HONGKONG	28	24	A
ISTANBUL	19	13	N
JÉRUSALEM	22	17	D
LISBONNE	19	12	A
LONDRES	17	11	N
LOS-ANGELES	20	16	D
LUXEMBOURG	15	7	D
MADRID	18	12	P
MARRAKECH	25	18	D
MEXICO	26	10	B
MILAN	20	8	D
MONTRÉAL	15	10	N
MOSCOU	0	-1	P
NAIROBI	29	18	N
NEW-YORK	19	11	D
OSLO	10	9	P
PALMA-DE-MAL.	26	16	N
PÉKIN	12	2	C
RIO-DE-JANEIRO	24	22	C
ROME	24	12	D
SINGAPOUR	34	27	C
STOCKHOLM	12	7	C
SYDNEY	18	15	P
TOKYO	27	16	N
TUNIS	26	16	B
VARSOVIE	12	5	D
VENISE	20	8	D
VIENNE	13	11	C

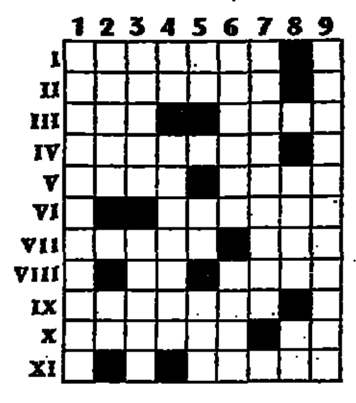
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4596



HORIZONTALEMENT

I. N'est pas sans intérêt pour le meunier. – II. Est souvent exposé à la risée. – III. Où ont lieu des travaux de culture. S'attaque parfois à des duchesses et à des barons. – IV. Parties d'un « cigare ». – V. Renforce des expressions. Sont mangés sans appétit. – VI. En mesure de s'enrichir si l'on en croit un certain proverbe. – VII. Touche fréquemment des mines. Serpent asiatique. – VIII. Etait capable de faire du mal à une mouche. Attire les regards quand elle marche. – IX. Mettre l'eau à la bouche. – X. Auras un nouveau timbre. Nul n'hésite à le laisser tomber. – XI. Sont amenées sur un tableau.

VERTICALEMENT

1. Entraîne une perte de voix pour un ténor. – 2. Est à l'écoute du monde du silence. Cela vaut de l'or ! – 3. Sur le chef d'un chef. Sous lequel il n'est pas rare que l'on trouve une limace. – 4. Pronom. On n'y va jamais les mains vides. – 5. Adverbe. Partie de belote. Réduis les distances. – 6. Un qui est vraiment gonflé ! Est visible sur un « peigne ». – 7. Son travail lui amène des coupures aux mains. – 8. A tiré pour s'en tirer. Dur sur les bords. – 9. Peuvent être amenées à porter des chaussons.

Solution du problème nº 4595

Horizontalement

I. Rewriter. – II. Hélait. – III. Ys. Géants. – IV. Pilon. Eau. – V. Odin. Sema. – VI. Cusset. – VII. Ré. Tenir. – VIII. Ili. Rail. – IX. Faim. Li. – X. Et. Avérés. – XI. Sac. Erdre.

Verticalement

1. Hypocrites. – 2. Résiduel. Ta. – 3. El. Lis. IF. – 4. Wagons. Aa. – 5. Rien. Etrive. – 6. Ita. Steamer. – 7. Née. Ni. RD. – 8. Estampiller. – 9. Sua. Ise.

GUY BROUTY.

Hausse sur le Q.I.

Pourquoi les performances moyennes aux tests de quotient intellectuel ne cessent d'augmenter.

DEPUIS plusieurs décennies, les performances moyennes aux tests d'intelligence ne cessent d'augmenter (*le Monde* du 16 septembre 1987). Cette évolution s'observe dans plus de quinze pays industrialisés, au nombre desquels figure la France. Si ces observations ne paraissent guère contestables, *leur interprétation* fait actuellement l'objet d'un débat entre spécialistes. La controverse risque de s'amplifier du fait des enjeux théoriques et sociaux des recherches comparatives.

Premier enjeu : l'eugénisme et les conceptions héréditaristes de l'intelligence qui le sous-tendent. Selon une théorie qui resurgit *régulièrement, l'origine des inégalités* de performances intellectuelles moyennes entre les classes sociales serait génétique. Or les classes les moins performantes sont aussi les plus fécondes. Il faudrait donc s'attendre à une baisse du potentiel intellectuel d'une nation au fil des ans. Le syllogisme eugénique débouche ainsi sur une prévision largement démentie par les comparaisons de générations : loin de décliner, l'intelligence nationale semblerait plutôt augmenter. Mais attention ! Ces résultats ne confortent pas pour autant les conceptions environnementalistes *(voir encadré)*.

Deuxième enjeu : l'évaluation *macroscopique de l'éducation scolaire*. A une époque où les connaissances et les techniques se renouvellent à un rythme accéléré, développer les capacités de *raisonnement des élèves* est un objectif éducatif reconnu de plus en plus comme prioritaire. Mais *que savons-nous* de l'apport de l'école dans ce domaine ? Très peu, comme le déplore le sociologue suisse Roger Girod. Les comparaisons de générations fournissent ici des points de repère précieux. Comme les informations apportées ont toute chance de se *heurter* à *certains a priori*, et que les causes des changements observés sont très complexes, la discussion risque de se muer en polémique. Une meilleure connaissance de cette question fondamentale mérite pourtant que l'on poursuive ces recherches sereinement.

Troisième enjeu : la question du *vieillissement* des aptitudes intellectuelles. On croit généralement qu'il débute vers vingt-cinq ans. Cette idée reçue repose sur une erreur méthodologique. Quand *on compare* à la même date des sujets d'âges différents, on fait varier deux facteurs à la fois : l'âge et la génération. Mais lorsqu'on *étudie le vieillissement* sur un même groupe de sujets testés à intervalles réguliers, on fait la constatation rassurante que les capacités de raisonnement ne subissent aucune altération avant soixante ans et même au-delà. Les données récentes issues des comparaisons de générations justifient pleinement le point de vue de Schaie : les recherches sur le vieillissement doivent se faire à génération constante.

La civilisation de l'image

Quatrième enjeu : la mesure de *l'intelligence*. Selon le Néo-Zélandais Flynn, l'élévation importante du Q.I. moyen ne s'accompagne aucunement des changements dans la vie courante qu'on devrait observer (une élévation marquée du niveau des connaissances par exemple). Les gains aux tests ne *seraient donc* pas des gains d'intelligence. Echouant à mesurer correctement les différences intergénérations, les tests seraient dès lors disqualifiés pour comparer des groupes non homogènes culturellement. Des centaines de recherches sur les différences d'intelligence *moyenne entre milieux sociaux*, groupes culturels, etc., se verraient invalidées.

Cette analyse mérite un examen sérieux. Diverses critiques peuvent cependant lui être adressées. On peut contester une définition de l'intelligence qui se réfère à des critères sociaux de réussite. Le concept d'homogé*néité culturelle débouche sur des* paradoxes : la société évolue-t-elle si vite que deux générations séparées d'une dizaine d'années ne puissent être comparées ? Flynn, par ailleurs, n'explique pas pourquoi les performances aux tests s'élèvent.

Notre hypothèse est que les gains aux tests reflètent un accroissement réel de certaines compétences cognitives. Les unes, trop spécifiques pour être identifiées à l'intelligence, se seraient développées notamment, mais non exclusivement, sous l'influence de la fameuse civilisation de l'image. Elles seraient responsables en *bonne part de l'élévation des* scores aux tests non verbaux *(voir encadré)*, où s'observent les différences intergénérations les plus fortes. Les autres, beaucoup plus générales, correspondent approximativement au raisonnement. Dans une moindre mesure, ces compétences se seraient accrues elles aussi, sous l'effet des facteurs qui régissent le développement ontogénétique de l'intelligence, et qui se sont modifiés dans un sens favorable *au cours des* dernières décennies. Les résultats obtenus très récemment (septembre 1987), à l'université Nancy-II, plaident en faveur de cette *interprétation*.

ANDRÉ FLIELLER et SYLVAIN BOUYER
maîtres de conférences à l'université Nancy-II.

Intelligence et culture

Héréditarisme et environnementalisme. Ces deux explications opposées des variations *de l'intelligence sont toutes* deux critiquables, car elles ne parviennent pas à penser autrement qu'en terme de partition les influences de l'hérédité et de l'environnement. *« Il faut cesser de considérer inné et acquis comme des vases communicants où tout ce qui vient de l'un est enlevé à l'autre. »*

Ces deux facteurs entrent nécessairement en interaction. *Les tests non verbaux.* Le comportement ne peut échapper à des influences culturelles. Le rêve de certains psychologues (Ecole de Chigaco) d'avoir des tests qui évalueraient des comportements indépendants de la culture *n'est pas réalisable* ; on peut simplement constater que certains tests (tests de Cattell, *de Raven...) sont moins dépen*dants de la culture que d'autres.

Demain

SANGSUES ET THROMBOSES

Une petite protéine, l'hirudine, naturellement sécrétée par les glandes salivaires de la sangsue, est *considérée* comme le plus puissant inhibiteur – connu – de la thrombine ; elle a donc le pouvoir de bloquer la série de réactions *biochimiques conduisant* à la coagulation du sang, sans effets de type allergique chez *l'homme. Ce produit n'étant* sécrété qu'en infimes quantités par les sangsues, il faudrait des milliers d'entre elles pour obtenir les quelques milligrammes nécessaires au traitement de chaque patient.

Seul le génie génétique *pouvait permettre d'envisager* la production industrielle d'hirudine ; c'est aujourd'hui *chose presque faite* : la société Transgène a isolé et cloné le gène – qui fut ensuite exprimé dans *différentes* cellules hôtes, – mis au point et breveté un procédé performant de production de molécules d'hirudine et signé avec SANOFI un accord d'association, de recherche et de développement dans le domaine de *la prévention des thromboses.*

Des applications nombreuses de ces travaux sont envisagées : médicaments, préparation de produits sanguins, diminution des risques de thrombose lors de l'implantation de valves ou pompes *cardiaques, de cathéters*, de prothèses pour pontage, par le traitement de surface des biomatériaux utilisés.

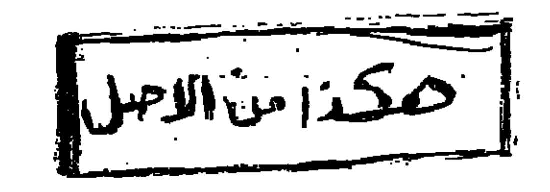
UNE POUDRE ANTIPOLLUTION

Après plusieurs années de succès aux Etats-Unis et au Japon, CDF Chimie va commercialiser en France un produit sous forme d'une poudre blanche qui vaut environ 50 F le kilo : le Norsorex antipollution.

Il s'agit d'une matière organique, le polybicycloheptène (C7H1On), dont la propriété la plus intéressante est un très *fort pouvoir absorbant* (de cinq à dix fois son poids) de tout produit *dérivé* du pétrole.

Plus qu'un absorbant, même, c'est un *« fixateur irréversible »* qui, lorsqu'il a digéré le produit polluant, se transforme en une masse *caoutchouteuse* inerte. Parvenu dans cet état, le Norsorex conservera dans ses replis le produit piégé, même sous forte pression, même avec le ruissellement (il est hydrophobe) et même avec l'usure du temps (il n'est pas *biodégradable*).

Epandu autour d'une machine graisseuse, il fait place nette de la moindre goutte d'huile. Placé en bou*din flottant dans un port ou* une rivière, il éponge une éventuelle marée noire. Semé sur une flaque de pyralène fugueur, il en fait un tapis caoutchouteux que l'on pourra conserver indéfiniment – et sans risque – jusqu'à l'élimi*nation dans un four.*



Échecs

CHAMPIONNAT DU MONDE
SÉVILLE
1987

Quatrième partie

Le défi gagnant de Kasparov

On en était au neuvième coup des Blancs : f3. Alors, dans un même mouvement, Kasparov et Karpov levèrent la tête et se fixèrent dans le blanc des yeux. La salle était muette et attendait. Karpov allait-il relever le défi lancé par Kasparov : oser rejouer 9...é3, coup qui lui avait ouvert les portes de la victoire dans la deuxième partie ? Alors, le regard du challenger s'abaissa ; il saisit le pion é... et prit sur f3. Il avait cédé.

Ainsi commença la quatrième partie, le lundi 19 octobre, la fameuse « centième » en championnat du monde entre les deux joueurs. Kasparov ne l'a pas ratée. S'il lui a fallu trente minutes de réflexion pour répondre à 11...Cé5, une autre innovation de Karpov dans l'anglaise, ce fut pour trouver 12.Cd4, qui offrait un pion. Karpov le refusa. Trois coups plus tard, le champion du monde avait doublé ses tours sur la colonne f, et faisait planer la menace d'un sacrifice de qualité (T×f6). Karpov eut beau échanger les dames, il ne put empêcher l'entrée d'une tour blanche sur la septième rangée, tour qui allait gagner un pion, puis deux.

L'avantage était énorme. Il restait à Kasparov à le concrétiser. Prudent, le champion du monde mettait son quarante et unième coup sous enveloppe (Fé2?), et ajournait la partie. Mais dans la nuit, Karpov et ses secondants jugèrent la position désespérée et, mardi en fin de journée, le challenger s'avouait vaincu sans reprendre le jeu. Cette superbe victoire permet à Kasparov de revenir à deux partout. Cinquième partie, le mercredi 21 octobre.

B. de C.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV

Quatrième partie

Partie anglaise

1. ç4	Cf6	22. Fh3	Cf8
2. Cç3	é5	23. Tf5f3	Dé5
3. Cf3	Cç6	24. d4	Dé4
4. g3	Fb4	25. Dxé4	Txé4
5. Fg2	0-0	26. Txf7	Txé3
6. 0-0	é4	27. d5	Taé8
7. Cg5	Fxç3	28. Txb7	çxd5
8. bxç3	Té8	29. çxd5	Té3é7
9. f3	éxf3	30. Tfb1	h5
10. Cxf3	Dé7	31. a4	g5
11. é3	Cé5	32. Ff5	Rg7
12. Cd4	Cd3	33. a5	Rf6
13. Dé2	Cxç1	34. Fd3	Txb7
14. Taxç1	d6	35. Txb7	Té3
15. Tf4	ç6	36. Fb5	Txç3
16. Tçf1	Dé5	37. Txa7	Cg6
17. Dd3	Fd7	38. Td7	Cé5
18. Cf5	Fxf5	39. Txd6+	Rf5
19. Txf5	Dé6	40. a6	Ta3
20. Dd4	Té7	41. Ajour.	Aband.
21. Dh4	Cd7		

Position à l'ajournement

BLANCS : Rg1, Td6, Fb5, Pa6, d5, g3 et h2.

NOIRS : Rf5, Ta3, Cé5, Pg5 et h5.

CAMPUS



On revote pour le CNOUS

L'ELECTION des représentants étudiants au conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) est fixée au vendredi 23 octobre. Le scrutin du mois de mai dernier a, en effet, été annulé par le tribunal administratif de Paris, après un recours du CELF (Collectif des étudiants libéraux de France). Cette élection avait donné trois sièges à l'UNEF indépendante et démocratique, deux à l'UNI (Union nationale interuniversitaire) et un au CELF, à l'UNEF-solidarité étudiante et à une liste indépendante. Le second siège de l'UNI avait été accordé au bénéfice de l'âge, le CELF, l'UNI et l'UNEF-SE ayant obtenu chacun 24 voix. Or le CELF a fait valoir que, du fait d'un malentendu administratif, l'un de ses élus au CROUS de Versailles n'avait pu participer au vote, faussant ainsi son résultat.

Le CNOUS coordonne notamment la gestion des restaurants et des cités universitaires. Une réforme de ses structures, modifiant en particulier la composition de son conseil d'administration, a été adoptée en mars dernier par le conseil des ministres, mais n'a pu être complètement mise en place, du fait de l'invalidation de l'élection des représentants étudiants. Ceux-ci sont choisis au deuxième degré par les 195 élus des centres régionaux (CROUS) qui ont été renouvelés lors des élections d'avril. Ce scrutin avait vu l'UNEF-ID l'emporter avec 69 sièges devant l'UNEF-SE (30), les listes indépendantes (47), le CELF (25) et l'UNI (24).

G. C.

« L'Indépendant » de Sciences-Po

Une équipe d'étudiants de Sciences-Po (Institut d'études politiques de Paris) viennent de créer le journal de l'école : *l'Indépendant de la rue Saint-Guillaume.* Cet hebdomadaire doit *« faire le point sur tout ce qui se passe à l'Institut.* Au menu : entretiens, actualité, humeurs et « libres opinions »...

(Bureau des élèves, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.)

« Le sein et la psychanalyse »

Les cycles de conférences organisés par le collège des Hautes Etudes psychanalytiques reprendront le 27 novembre avec « Psychanalyse du lien social ». En 1988, trois conférences auront lieu en janvier et février sur « Le sein et la psychanalyse ».

(Collège des Hautes Etudes psychanalytiques, secrétariat des cycles, BP 233, 75264 Paris Cedex 06. Tél. : (1) 45-87-41-04.)

● **La NASA rouvre ses carnets de commande.** – La NASA et le département américain du commerce ont présélectionné la société General Dynamics et son lanceur Atlas Centaur pour mettre en orbite trois satellites météorologiques (GOES-I en mars 1990, GOES-J en décembre 1990, GOES-K en mai 1992). S'y ajoutent deux options pour des tirs dont la date n'est pas encore fixée.

Le prix de la mise en orbite des cinq satellites en orbite géostationnaire est de 315 millions de dollars. General Dynamics, comme les autres fournisseurs de la NASA que sont Martin Marietta (lanceurs Titan) et McDonnel-Douglas (lanceurs Delta) s'est lancée à l'assaut du marché des satellites commerciaux depuis que la navette a été réservée aux missions militaires et scientifiques. Elle n'avait encore reçu qu'une commande ferme, pour le lancement d'un satellite de télécommunications de l'organisation européenne Eutelsat.

SPORTS

● **AUTO : rallye des Pharaons.** – Le pilote kényan Shekhar Mehta a été accidenté, lundi 19 octobre, lors de la deuxième étape du rallye entre Le Caire et Bahariya. L'accident s'est produit à moins de 60 kilomètres de l'arrivée d'une épreuve spéciale alors que la 205 turbo 16 Peugeot du spécialiste des rallyes africains était en tête de l'épreuve. Mehta souffre de fractures aux deux pieds et de blessures au sternum, et devait être transporté à Paris.

Le Carnet du Monde

Naissances

– M. et Mme Roland RUAU
ont la joie de faire part de la naissance de leurs petits-enfants,

Etienne DELCROIX,

le 3 octobre 1987,
et

Nicolas SIMONNET,

le 7 octobre 1987.

Mariages

– **Florence NOIVILLE et Martin HIRSCH**

sont heureux de faire part de leur mariage.

M. et Mme Philippe NOIVILLE,
M. et Mme Bernard HIRSCH.

Paris, le 10 octobre 1987.

Décès

– Loguivy-de-la-Mer (Côtes-du-Nord). Paris.

Mme Louis Pourdieu,
Mme Henri Avril,
Mlle Marie-Françoise Avril,
M. et Mme Michel Romestain,
Jean et Suzanne,
Et toute la famille,
ont la profonde douleur de faire part du décès de leur petit-fils, fils et frère,

Henri AVRIL,

à l'âge de trente et un ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 21 octobre 1987, en l'église de Loguivy-de-la-Mer, à 15 heures.

54, rue des Entrepreneurs,
75015 Paris.
Loguivy-de-la-Mer,
22620 Ploubazlanec.

– Grégoire et Chantal Decoudu
et leurs enfants Bastien, Lucie et Marc,
Hortense Guillemard,
ses enfants Julien, Vincent et Romain,
Et Saïd Amadis,
Véronique Decoudu et Jean-Claude Karsenty,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Jean DECOUDU,
née Marie Dauloux-Dumesnils,

leur mère, grand-mère et belle-mère.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

– Ses fidèles amis,
Son proche entourage,
font part du décès, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de

M. Jean-Marie DULUC.

Il a été inhumé le 19 septembre 1987, à Villandraut (Gironde), son village natal.

[Ancien attaché parlementaire de nombreux cabinets ministériels, M. Jean-Marie Duluc avait exercé les fonctions de directeur du service des rapatriés à Ajaccio, après plusieurs séjours en Guinée.]

– Eugène Enriquez,
son époux,
Gilles et Rosy Enriquez,
Isabelle Enriquez et Jean-Luc Pamart,
Emmanuel Enriquez,
ses enfants,
Pauline et Antoine,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Micheline ENRIQUEZ,

survenu le 18 octobre 1987.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux-Parisien, le jeudi 22 octobre 1987.

On se réunira à 9 h 30, à la porte principale.

Cet avis tient lieu de faire part.

31, avenue Théophile-Gautier,
75016 Paris.

– Le Quatrième Groupe, organisation psychanalytique de langue française,
Et chacun de ses membres
ont la douleur d'apprendre la mort accidentelle de leur amie et collègue

Micheline ENRIQUEZ.

Son rayonnement, ses responsabilités, ses travaux, nous laissent avec notre dette, notre gratitude et notre chagrin.

Les obsèques auront lieu le jeudi 22 octobre 1987, au cimetière de Bagneux.

On se réunira à 9 h 30 à la porte principale.

– Louise Fuchs,
sa belle-fille,
Catherine et Victor Fuchs,
Martine et Michel Fuchs,
Carla Fuchs,
ses petits-enfants,
Olivier, Karine et Vanessa,
ses arrière-petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès de

Fanny FUCHS,
Nonna,

le 18 octobre 1987.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Bagneux, le jeudi 22 octobre, à 10 h 45.

Elle reposera auprès de son fils

Zolmino FUCHS,

décédé le 5 août 1964.

54, avenue Philippe-Auguste,
75011 Paris.

– Mme Jean Hablot,
Mme Odile Hablot,
Aurélie et Julie,
Le capitaine de vaisseau (e.r.) Jacques Hablot,
officier de la Légion d'honneur, et Mme,
Mme Marcelle Ramon,
Françoise et Michèle Hablot,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du retour au Père de

M. Jean, Paul HABLOT,
général de division aérienne (c.r.),
promotion 1937
« commandant Mezergues »
de l'Ecole de l'air,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945
avec palme et citations,
chevalier de l'ordre national
des Palmes académiques,
médaille de l'Aéronautique,
médaille commémorative 1939-1945,

survenu le 17 octobre 1987, dans sa soixante-dixième année.

Le service religieux sera célébré le jeudi 22 octobre, à 9 h 30, en l'église Saint-Louis-des-Invalides, Paris-7e. Une bénédiction sera célébrée le même jour à Clairvaux-les-Lacs (Jura), à 16 heures.

41, avenue des Hameaux,
Les hameaux de la Roche,
91130 Ris-Orangis.

[Né le 19 décembre 1917, à Epinal (Vosges), Jean Hablot a servi durant la seconde guerre mondiale comme pilote de bombardement au sein des forces aériennes françaises basées en Grande-Bretagne. Porté disparu, en octobre 1944, au cours d'une mission au-dessus de l'Allemagne, il avait été fait, en réalité, prisonnier, et c'est en juillet 1945 qu'il rentre en France. Après plusieurs postes d'état-major, il commande le groupe de bombardement Tunisie à Bordeaux-Mérignac en 1949.

Avec le grade de colonel, Jean Hablot commande, en 1960, la base aérienne et l'escadre de transport du Bourget et, en 1962, il est directeur de l'Ecole supérieure de guerre aérienne à Paris. En 1966, le général Hablot est nommé directeur adjoint du personnel militaire à l'état-major de l'armée de l'air.]

– Mme André Hugues,
son épouse,
Marie-Françoise et Lucien Schemoul,
ses enfants,
Elena, Bruno, Marie, Denis et Véronique,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès, le 10 octobre 1987, au terme d'une longue maladie de

M. André HUGUES,
diplômé HEC,
combattant 1940-1945
des Forces françaises de l'intérieur,
député de Paris de 1948 à 1958.

Selon son désir, les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, en l'église Sainte-Marguerite, sa paroisse, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière du Père-Lachaise.

167, boulevard Voltaire,
75011 Paris.

– M. et Mme René Roulet,
ses grands-parents,
M. et Mme René Jacques,
ses parents,
Sophie, Frédéric, François, Khémona, Pascal,
ses frères et sœurs,
Isabelle,
sa fiancée,
Ainsi que tous ses oncles, tantes et cousins
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Emmanuel JACQUES,

rappelé auprès du Seigneur dans sa vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 octobre 1987, à 15 heures, en l'église Saint-Etienne du Blanc (Indre).

Joignez vos prières aux nôtres.

– Le personnel du Club Epicure,
Le personnel de Citycard SARL,
Thierry Millet, trésorier-fondateur du Club Epicure et gérant-fondateur de Citycard SARL,
ont la douleur de faire part du décès survenu accidentellement, le samedi 17 octobre, de

M. Emmanuel JACQUES,
président-fondateur du Club Epicure
et cofondateur de Citycard SARL,

dans sa vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 octobre, à 15 heures, en l'église Saint-Etienne, 36300 Le Blanc (Indre).

– La Mutuelle nationale des étudiants de France,
Son président, Dominique Lévêque,
Son directeur général, Olivier Spithakis,
Son directeur commercial, Thierry Millet,
Et tout le personnel de la MNEF,
ont la douleur de faire part du décès survenu accidentellement le samedi 17 octobre de

M. Emmanuel JACQUES,
directeur du marketing,

dans sa vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 octobre, à 15 heures, en l'église Saint-Etienne, 36300 Le Blanc (Indre).

– Mme Pierre Letteron,
son épouse,
M. et Mme Gérard Letteron,
M. Claude Letteron,
M. Michel Letteron,
M. et Mme Bernard Letteron,
Mlle Roseline Letteron,
ses enfants,
Catherine, Pierre et Nicolas,
ses petits-enfants
font part du décès de

M. Pierre LETTERON,
ancien principal clerc de notaire,

survenu le 20 septembre 1987, à l'âge de soixante-treize ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

94, rue Lauriston,
75116 Paris.

– Le personnel du Club Epicure,
Le personnel de Citycard SARL,
Thierry Millet,
trésorier-fondateur du Club Epicure et gérant-fondateur de Citycard SARL,
ont la douleur de faire part du décès survenu accidentellement, le samedi 17 octobre 1987, de

M. Yann LIGIER,
secrétaire général du Club Epicure
et directeur de Citycard SARL,

dans sa trente et unième année.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

– On nous prie d'annoncer la mort du

colonel Maurice MATIGNON,
officier de la Légion d'honneur,
engagé volontaire 1914,
croix de guerre 1914-1918,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

survenue à Cannes, le 13 octobre 1987, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de
Mme Marie Matignon,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,

28, rue du Champ-de-Mars,
75007 Paris.

– M. et Mme Gaston Petrolacci,
Mme Anne Petrolacci,
Raphaëlla Petrolacci,
Et Agnès Poncet,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre PETROLACCI,

survenu le 17 octobre 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire part.

14, rue Chomel,
75007 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– L'Union des assurances de Paris
Et l'UAP international
font part du décès de

M. Jacques-Albert PETITET,
directeur de l'UAP international,
et directeur-adjoint honoraire de l'UAP
depuis 1986,

survenu le 17 octobre 1987, à Suresnes.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 21 octobre 1987, à 14 heures, en l'église du Cœur-Immaculé-de-Marie, à Suresnes.

– Puimisson.

Marthe-Marie Serville,
en religion sœur Marie-Thérèse,
Germaine Serville,
en religion, sœur Marie-Christine,
M. et Mme François Chavanne,
M. et Mme Rémi Ducellier
et leur fille Camille,
M. et Mme Vincent Chavanne
et leurs fils Alexandre et Nicolas,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mlle Yvonne SERVILLE,

survenu à l'âge de soixante-douze ans, à Puimisson 34480 Magalas. Une messe sera célébrée en l'église de Puimisson, à 15 heures, ce 20 octobre, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille à Roujan (34), à 16 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Massac-Seran,
81500 Lavaur.
29, allées Jules-Guesde,
31000 Toulouse.

– Mme Clément Vasserot,
née Paulette Delaporte-Chouteau,
Mlle Hélène Signoret,
M. et Mme Jean-Marie Magné
et famille,
M. et Mme Guy Mercier
et leur fils,
M. et Mme Jacques Vasserot
et leurs enfants,
Tous les parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de leur regretté

M. Clément VASSEROT,
préfet honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
ancien adjoint au maire de Nice
de la municipalité de M. Jean Médecin,

survenu à Nice le 17 octobre 1987, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 21 octobre, à 8 h 45, au Temple protestant, 21, boulevard Victor-Hugo, où l'on se réunira.

Une cérémonie religieuse aura lieu ce même jour à 16 h 30, au temple de Fontgillarde, commune de Molines-en-Queyras (05), où le corps sera transporté.

Le présent avis tient lieu de faire part.

« L'Eternel est mon berger, je ne manquerai de rien. »
Psaume XXIII, 1.

Remerciements

– Dans l'impossibilité de répondre aux nombreuses lettres et témoignages d'affection qui lui ont été adressés lors du décès de

M. Luc CHABREL,

Mme Luc Chabrel,
son épouse,
remercie toutes celles et tous ceux qui se sont associés à son deuil, sans oublier les représentants du CSTB.

– Mme Rémy Clairin,
Et toute sa famille,
très touchées des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Rémy CLAIRIN,

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine par leur présence, leurs messages et envois de fleurs, de bien vouloir trouver, ici, l'expression de leurs sincères remerciements.

– Le docteur Pierre Gautier et Mme,
Le docteur Marie Clerc,
Et leur famille,
remercient les personnes qui leur ont manifesté leur sympathie pour les obsèques du

professeur J.-A. GAUTIER,

notamment toutes celles qui se sont déplacées à l'église de Dourdan et au cimetière de Pithiviers.

Anniversaires

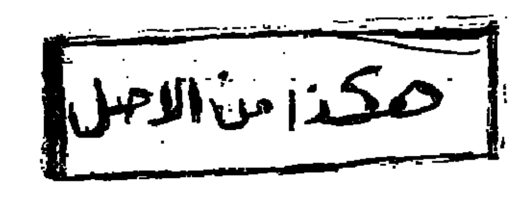
– Pour le premier anniversaire de la disparition du

professeur Raymond CANTEL,

une amicale pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

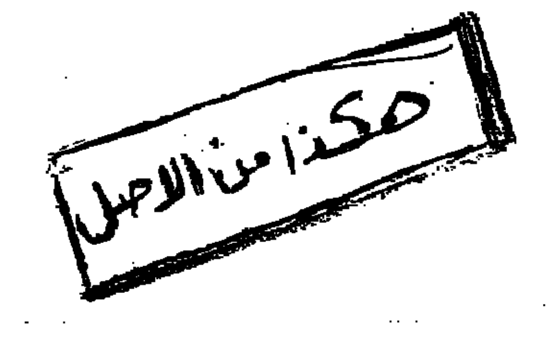
Le Monde
OPÉRATION SPÉCIALE

« Informatisation de l'industrie »



« Informatisation de l'industrie »

« Informatisation de l'industrie »



« Informatisation de l'industrie »

GÉNÉRALISTES-CHIMISTES-MÉCANICIENS-AUTOMATICIENS INFORMATICIENS

PARCE QUE 80 TECHNOLOGIES VALENT MIEUX QU'UNE...

Aujourd'hui, parce que 80 technologies valent mieux qu'une, tous nos chercheurs et ingénieurs se mobilisent et se complètent avec une volonté commune: poursuivre sans cesse l'innovation, seule porteuse d'avenir.

INGÉNIEURS DE RECHERCHE

Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils seront chargés de concevoir des produits complexes, de haut niveau technologique et passeront rapidement des idées aux réalisations.

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Ils se verront confier une responsabilité globale sur des projets en informatique de gestion, en recherche opérationnelle ou en informatique scientifique. Ils utiliseront les logiciels les plus récents sur une gamme étendue de matériel.

INGÉNIEURS DE PRODUCTION

Après une formation de 2 ans environ, ils se verront confier des responsabilités importantes d'encadrement en production en France ou à l'étranger.

INGÉNIEURS DE BUREAU D'ÉTUDES

Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point des machines d'essais ou de fabrication dans des domaines de mécanique, d'automatique ou de conduite de process.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à MICHELIN - Service du Personnel - 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX.

Réf. 5270

MICHELIN
Les moyens de se passionner

MEDIA PA

SECTEURS DE POINTE

GROUPE MULTINATIONAL DE TELEMATIQUE PARIS

met à la disposition de ses clients un réseau reliant entre eux plus d'une centaine de pays ; elle connaît actuellement un développement rapide et soutenu, autorisé par l'important service d'installation en clientèle dont elle dispose, et recherche son

Responsable installations

De formation supérieure, bilingue français-anglais de préférence, le candidat recherché est aujourd'hui "Superviseur" ou Responsable des installations chez un constructeur de matériel informatique, de téléphonie privée, ou encore Responsable du S.A.V. d'une société plus petite.

Rattaché au Directeur du S.A.V. de la société, il managera une équipe d'une vingtaine de personnes dont la mission est de faire face dans les meilleures conditions aux nombreuses demandes de la clientèle.

Maîtrisant parfaitement les aspects techniques du poste : environnement informatique, Télécommunications, gestion de projets, il aura le goût de l'organisation et de l'animation.

Ce poste évolutif peut conduire ultérieurement à d'autres responsabilités au sein du groupe.

Rémunération stimulante.

Merci d'adresser votre lettre de motivation, C.V., photo et prétentions sous référence 705-M à STRUCTURES 31, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

STRVCTVRES

UNE NOUVELLE RACE D'INGÉNIEURS...

LES CHALLENGERS

Nos 850 collaborateurs font de SOPRA une société de Services et d'Ingénierie Informatique gagnante (323 MF fin 86).
- Vous pilotez avec succès, depuis plusieurs années, des projets bancaires.
- Vous maîtrisez parfaitement les environnements IBM, DIGITAL VAX, ou BULL.

Chef de projet

Vous aspirez à de nouveaux challenges:
Rejoignez SOPRA, l'un des leaders du marché, pour relever avec notre OPERATION BANQUE PARIS
Le défi permanent des nouveaux marchés financiers.

«Au cœur de la banque
depuis toujours
nous bâtissons l'informatique.»

Envoyer CV, photo et lettre manuscrite à SOPRA - X. Pecquet 3, rue Lauriston 75116 Paris, sous réf. 773 M.

SOPRA.
Ingénierie informatique

L'ENTHOUSIASME

Jeune ingénieur mécanicien AM, ENI, ENSI, INSA

Dans le cadre de nos projets orientés vers l'amélioration de la productivité et la mise en place d'activités nouvelles dans nos usines, nous recherchons pour notre département INGENIERIE un

Ingénieur projets

Missions :
Etude et réalisation de projets d'équipements automatisés de production comprenant :
- Elaboration du cahier des charges • Etudes techniques • Evaluation des coûts
- Suivi de la réalisation • Mise en service • Gestion financière des projets.

Profil :
- Formation supérieure ingénieur mécanicien • Bonne connaissance de l'Anglais
- Aptitude au travail en équipe • Connaissances en sérigraphie appréciées.

Basé à notre Siège Social à CERGY, vous aurez des déplacements réguliers dans notre usine de VILLEBON (91) et de fréquents contacts avec nos fournisseurs.

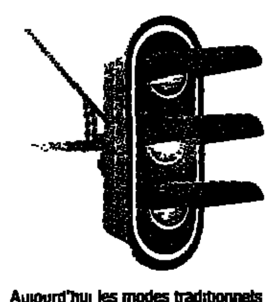
Merci d'adresser curriculum-vitae, photo et prétentions à Monique GERMAND, sous la réf. MMG/86, à 3M FRANCE, Division des Ressources Humaines, boulevard de l'Oise, 95006 CERGY PONTOISE Cedex.

Nous avons l'esprit pour imaginer, concevoir, innover, l'enthousiasme pour agir, réaliser, gagner.

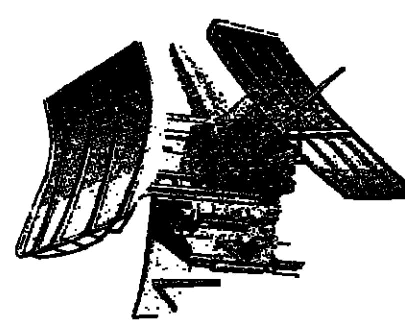
3M

média-system

Sur les techniques de signalisation il y a des idées reçues et des idées récentes



Aujourd'hui les modes traditionnels de signalisation ...



sont relayés par les systèmes électroniques les plus sophistiqués.

INGENIEURS GRANDES ECOLES CONFIRMÉS ET DÉBUTANTS

Vous êtes prévenus : un train peut en cacher un autre.
De même pour la signalisation ferroviaire.
Leader international dans ce secteur, ALSTHOM brise les idées reçues et révèle des perspectives d'avant-garde.
Nous rentrons dans l'ère où la course du TGV se règle sur l'orbite des satellites !
L'enjeu technologique est énorme et débouche sur de nouveaux métiers, de nouvelles applications.
Vous êtes intéressés par les dernières méthodes de conceptions structurées des systèmes, par la qualité et la validation logicielles, par le traitement sécuritaire des données ?...
Quel que soit votre secteur d'origine : **aéronautique, aérospatiale, nucléaire, télécommunications...** ALSTHOM peut dès maintenant vous associer à des projets d'envergure qui valoriseront votre connaissance des systèmes.
Pour tout renseignement, contactez **VECTEUR CONSEIL**, en adressant votre candidature, sous réf. 2040 LM. 83, rue Michel-Ange - 75016 PARIS.

MEDIA PA

ALSTHOM



CGE

IMPORTANTE SSII LEADER DANS L'ELABORATION DE GRANDS SYSTEMES D'INFORMATION

recherche dans le cadre d'importants projets nationaux pour l'administration française

INGENIEURS DE CONCEPTION

Diplômés Grandes Ecoles, 5 à 7 ans d'expérience, qui, au sein d'équipes pluridisciplinaires, participeront à la conception de systèmes d'information à partir de l'expression des besoins des utilisateurs jusqu'à la mise en application des solutions retenues.
Si vous êtes imaginatif, que vous possédez un bon esprit de synthèse, de bonnes qualités rédactionnelles et une bonne pratique de la méthode MERISE, cette opportunité vous concerne.
Les postes sont à pourvoir à PARIS, avec quelques déplacements sur le territoire national.
Merci de bien vouloir faire parvenir votre dossier de candidature avec photo et prétentions sous la référence MSP 2010 à notre conseil
CR2A Sélection, 17 av. Hoche, 75008 PARIS

CR2A *Sélection*
17, Avenue Hoche-75008 PARIS

SECTEURS DE POINTE

Responsable Installations

CHALLENGER

Chef de projet

SOPRA

Ingénieur projets

INGENIEURS DE CONCEPTION

CR2A

SECTEURS DE POINTE

« Informatisation de l'industrie »

Une réponse aux défis de demain

Notre groupe a vocation de concevoir, fabriquer et adapter des COMPOSANTS (Electromécaniques, Electromagnétiques, Electroniques) pour des marchés d'Etat et industriels (nationaux et internationaux). Il occupe actuellement 1 700 personnes sur 12 sites en France, ainsi qu'à l'étranger. Notre DIVISION AUTOMATISMES INDUSTRIELS (Relais, Electro-aimants, automates programmables) recherche son

DIRECTEUR RECHERCHE DEVELOPPEMENT INDUSTRIALISATION

Ingénieur d'une Ecole d'ingénieurs en Electronique de préférence, vous êtes rompu, après 10 années d'expérience industrielle, aux problèmes de coûts, méthodes et qualité. Vous mettrez vos capacités d'innovation et d'animation au service d'une équipe de 25 ingénieurs et techniciens chargés d'étudier et de mettre au point (jusqu'au prototype) des produits de haute technologie électronique où les incidences mécaniques et magnétiques ont aussi leur importance. Votre optique de technicien sera complétée par une approche marketing des produits. Poste à 60 km N.N.E. de Paris. Anglais indispensable.

Merci d'adresser CV et rémunération actuelle sous référence M/3114/G (portée sur la lettre et l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
... boulevard Haussmann - 75008 Paris

Responsable service R.D. "nontissés"

ACCESSOIRES MENAGERS - Notre entreprise, filiale d'un important groupe français, est le leader de son secteur d'activité, avec 1,3 milliard de francs de CA et une implantation internationale. Les développements des produits en cours et l'utilisation de la technologie du "nontissé" nous conduisent à recruter un ingénieur pour lui en confier le service R.D. Ce collaborateur, à partir des besoins identifiés par le marketing, conçoit et met au point techniquement les nouveaux produits, il propose lui-même des opportunités de produits résultants de l'évolution des technologies ou des matières premières ; enfin, il suit et gère les projets qui lui sont confiés. Rattaché au directeur de la recherche et des produits nouveaux, il encadre une équipe composée d'un ingénieur et de techniciens, il est basé dans un de nos établissements au nord de Paris. Ce poste s'adresse à un ingénieur textile ou à un ingénieur chimiste, pouvant se prévaloir d'une expérience R.D. ou fabrication réussie dans le secteur des nontissés. La pratique de l'anglais est nécessaire. Des déplacements sont à prévoir en Europe.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence A 735.87 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

BESANÇON



SUPERIOR
Bagages et maroquinerie

INGENIEUR en RECHERCHE et DEVELOPPEMENT particulièrement créatif

Notre société (CA 80 millions, + 15 % progression annuelle en volume, 140 personnes) spécialiste du bagage en grande diffusion et haut de gamme recherche un

Il est vrai que nous vous demanderons toujours l'impossible : concevoir, sur le plan technique, des formes, des assemblages dessinés par nos stylistes, et qui appartiennent au domaine du design.
Mais nous avons les pieds sur terre et saurons reconnaître vos contraintes comme vous saurez reconnaître celles de la création.
Vous coordonnerez les problèmes de sous-traitance et de production à l'intérieur de l'entreprise.
Vous travaillerez, sous l'autorité du P.D.G., en coopération avec une équipe jeune, extrêmement motivée représentée par les Directions Technique, Commerciale, Marketing.
Vous avez une formation d'ingénieur généraliste -type Arts et Métiers- vous parlez couramment l'anglais, et surtout vous avez envie d'épouser un projet d'entreprise exigeant et passionnant.

Votre candidature : lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 8797 M à

Marcel Raguenet
26, avenue de Montrapon
25000 BESANÇON
Cabinet d'Etudes de Ressources Humaines

CERH

LAISSEZ VOTRE TALENT S'EXPRIMER LIBREMENT !



Société de services en Ingénierie informatique spécialisée sur gros systèmes IBM (43 XX - 30 XX), nous offrons à des "informaticiens experts", l'opportunité de s'épanouir dans un contexte performant et évolutif.

INGENIEURS SYSTEME CONFIRMES

MVS - VM - VSE - Minimum 3 ans d'expérience (Réf.ISM)

CHEFS DE PROJET

GRANDS SYSTEMES IBM
Formation Miage ou Ecole d'Ingénieurs - Minimum 4 ans d'expérience (Réf.CPM)

ANALYSTES

GRANDS SYSTEMES IBM
Formation Miage - Minimum 2 ans d'expérience (Réf.AM)

Vous souhaitez être maître d'oeuvre de grands projets ?

Faites-nous part de vos talents au **47.27.85.65**
ou adressez-nous votre dossier de candidature sous référence choisie à :

Orchid Grands Systèmes
8, rue Copernic - 75116 PARIS

...General Electric Calma : la formule 1 de la CFAO

Entre General Electric Calma et Williams Honda : l'histoire d'une réussite, basée sur la CFAO. Relever d'autres défis, suivre la voie de l'excellence et préparer demain, tel est notre objectif.

Si vous aussi vous aimez relever les défis, vous vous «placerez» sur nos plus grands marchés : Mécanique, Robotique, Electronique, Micro-électronique, Architecture, Ingénierie, Génie Civil...

Un dernier détail : chez General Electric Calma, l'anglais est souvent une langue de travail... Succès se dit success...

Ecrivez alors à Nadine Chevallier, General Electric Calma, 42 Avenue Montaigne, 75008 Paris.

Ingénieurs d'Application

Vous allez assister les Ingénieurs Commerciaux dans le développement des ventes. Vous définissez le cahier des charges, proposez des solutions, réalisez des démonstrations et collaborez aux succès de nos clients. Ingénieur, vous avez 3 ans au moins d'expérience industrielle.

Ingénieurs Commerciaux

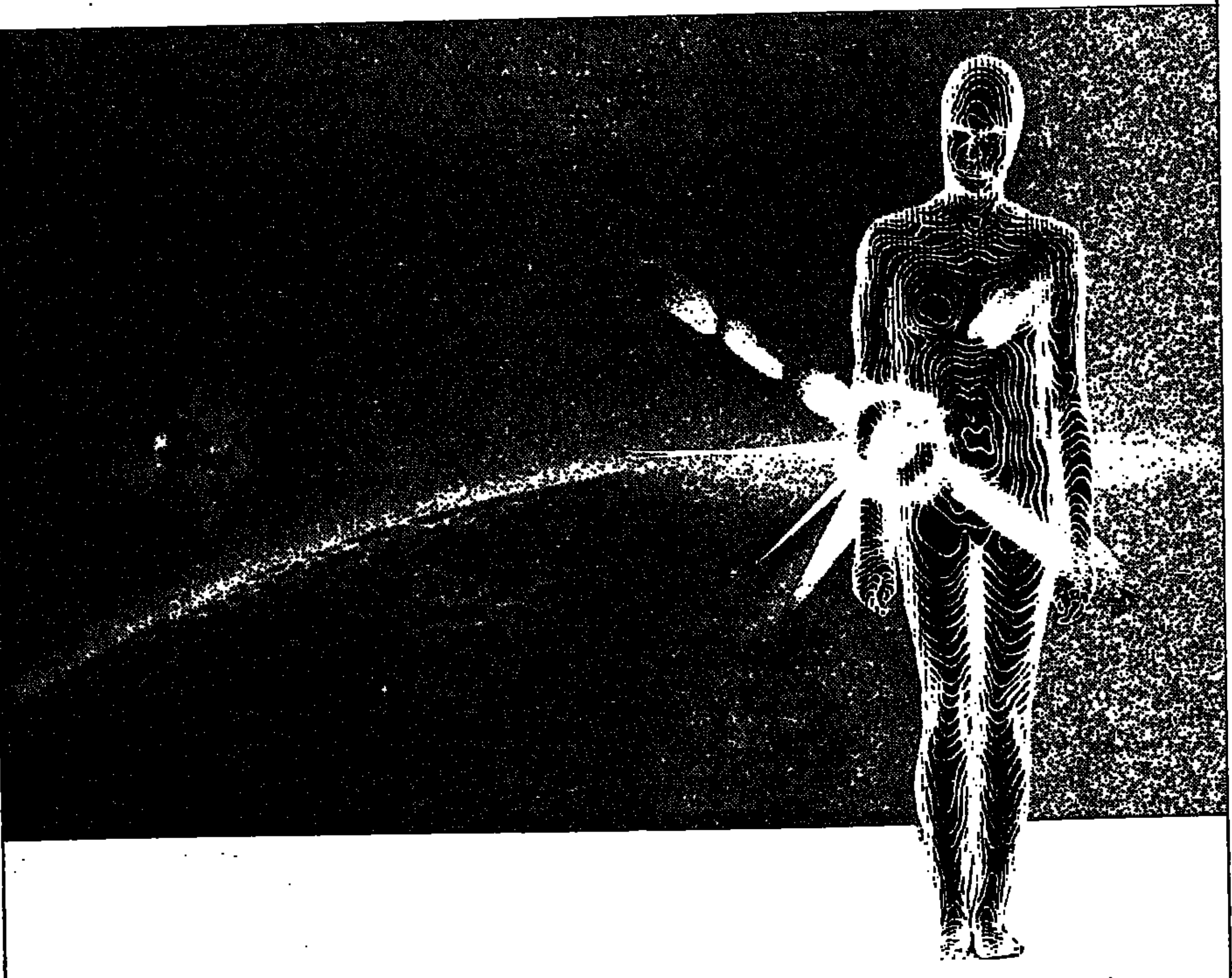
Vous élargissez notre clientèle. Les cahiers des charges analysés, vous proposez des solutions complètes aux clients (choix du matériel, des logiciels).
Ingénieur, professionnel de la vente «high tech» depuis au moins 3 ans, un profil idéal...



calma

LA FORMULE DU SUCCES

Honeywell, la réussite tout simplement.



Honeywell, société internationale, est le premier constructeur mondial de produits et systèmes de régulation et d'automatisation dans les secteurs du Bâtiment, de l'Industrie et de l'Aéronautique.
En France, elle emploie 700 collaborateurs dont plus de 300 Ingénieurs et Techniciens Supérieurs et réalise un CA de 600 MF avec une des meilleures rentabilités dans son secteur.

Sa force : l'introduction de produits et systèmes sophistiqués sur des marchés diversifiés.

De nombreuses opportunités sont offertes à des Diplômés Grandes Ecoles et à des Techniciens Supérieurs dans les fonctions technique et production, commerciale, administrative et financière. Leur première expérience va leur donner les moyens de s'intégrer dans un contexte résolument tourné vers la «haute technologie».

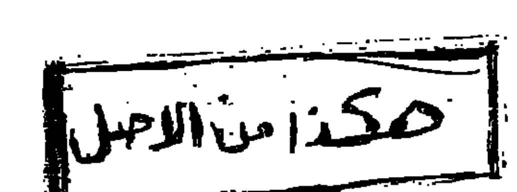
Plusieurs postes sont à pourvoir à son siège de St Quentin en Yvelines, dans ses agences et centres de développement et de production (Amiens et Grenoble).

Partagez, tout simplement, la réussite de Honeywell.

Adressez votre dossier de candidature complet, sous la référence M20 au Directeur des Relations Humaines,
Honeywell s.a., 4 avenue Ampère, BP 37, 78391 Bois d'Arcy Cédex.

Ensemble, nous trouverons la solution.

Honeywell





SECTEURS DE POINTE

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

Objectif: Développer fortement notre centre de Recherche Français. Nous renforçons notre potentiel humain, investissons dans des techniques de pointe (C.A.O.), et améliorons la communication entre la recherche et la production en transférant le Service Recherche et Développement près de notre unité de Gien. Participez à ce défi en intégrant OTIS, N° 1 Mondial et N° 1 Français de l'ascenseur.

OTIS L'ENGAGEMENT TECHNOLOGIQUE





Ingénieurs

- *généraliste.*
- *généraliste spécialisé en C.A.O.*
- *généraliste option hydraulique.*

Vous avez une première expérience industrielle en Bureau d'Etudes ou de Méthodes, du secteur mécanique, électromécanique ou hydraulique industrielle. Vous assurez la conception du produit, le lancement et la mise au point des prototypes européens, le suivi des Pré-Séries. Notre but: atteindre le "ZÉRO DÉFAUT".

Vous travaillez en équipe avec les techniciens et dessinateurs du bureau d'études, des services méthodes usine et chantier en vous appuyant sur la C.A.O. Parler anglais est indispensable, posséder une deuxième langue étrangère est souhaitable, car vous assurez la responsabilité d'un projet en liaison avec les BE des sociétés du groupe (Italie, Espagne, Allemagne, USA, Japon...).

Dessinateurs

- *dessinateur-électricien pour réalisation de schéma d'automatisme, niveau CAP;*
- *dessinateur-projeteur niveau BTS/DUT ayant une connaissance de l'application des microprocesseurs - anglais demandé;*
- *dessinateurs-projeteurs niveau BTS/DUT bureau d'études mécaniques (constructions métalliques);*
- *"designer" niveau BTS ayant une bonne connaissance des matériaux décoratifs;*
- *dessinateurs niveau CAP bureau d'études mécaniques utilisant la tôle pliée ou les fers marchands.*

D'esprit curieux et ouvert, vous êtes prêt à vous former aux nouvelles technologies et souhaitez travailler dans une équipe tournée vers la qualité.





Venez participer à cette ascension! Vous travaillerez dans ce cadre agréable à 150 km de Paris, et vous bénéficierez des possibilités d'évolution de carrière du groupe. Pour en savoir plus, contactez vite "Notre Numéro" du mardi au vendredi de 9 h à 19 h et le samedi de 10 h à 13 h ou adressez votre candidature à la Direction des Relations Humaines à l'attention de Véronique PARAGES - OTIS - 141 rue de Saussure, 75017 PARIS sous réf. IN/712 (postes d'Ingénieurs) ou DE/712 (poste de Dessinateurs).

média-system

ALCATEL ESPACE
Spécialiste Electronique et Télécommunications Spatiales

Dans le cadre du développement de ses activités recherche pour **TOULOUSE**

DES INGENIEURS

Diplômés Grandes Ecoles ou Universités ayant une expérience de plusieurs années pour intervenir dans les domaines suivants :

ELECTRONIQUE (Réf. 22)
- Hyperfréquences.
- Electronique numérique.
- Traitement du signal.
- Radar.
- Antennes.

TELECOMMUNICATIONS (Réf. 23)
- Conception.
- Etude.
- Réalisation.
- Mise en service.
- Suivi de contrats de réalisation.

FIABILITE/QUALITE (Réf. 24)
- Assurance produit.
- Composants.

MECANIQUE (Réf. 25.)
- Thermique.
- Analyse de structure.

Vous pouvez exercer votre métier dans un secteur de pointe, évoluer dans l'une des filiales d'un groupe d'envergure internationale.
Faites-nous parvenir un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en rappelant la référence à la Direction du Personnel, BP 1187, 31037 TOULOUSE CEDEX.



ESPACE



média-system

Chercheurs

que mettrez-vous dans nos assiettes de demain ?



M.E.G.

CHOISISSEZ D'EVOLUER DANS UN CADRE AGREABLE

Filiale d'un groupe américain, nous sommes spécialisés dans la construction de matériels auxiliaires pour rotatives offset, nous recherchons pour compléter nos équipes

2 INGENIEURS A & M ou EQUIVALENT
DEBUTANTS ou CONFIRMES

Un esprit vif et créatif, de bonnes connaissances en automatismes, le goût des calculs et du dessin industriel, toutes qualités qui vous offrent l'opportunité de prendre en charge l'un de ces postes à potentiel qui allient la conception, la réalisation et les essais de produits nouveaux à l'étude de l'amélioration des produits existants.
Nous vous offrons **2 orientations de carrière :**
– notre service Recherche et Développement Mécanique — Réf. RDM / LM
– notre service Recherche et Développement Thermique — Réf. RDT / LM

1 INGENIEUR CONFIRME

Vous êtes un bon généraliste ou mieux encore un spécialiste de la thermique industrielle. Vous prendrez en charge le suivi des affaires depuis l'établissement du projet jusqu'à sa réalisation et sa mise en route. Réf. IC / LM

1 CADRE TECHNIQUE
CHEF DU SERVICE PIECES DE RECHANGE

A 30 ans minimum, vous êtes de formation technique et votre expérience professionnelle d'au moins 5 ans vous a permis de vous familiariser avec les méthodes de gestion d'une unité en milieu industriel.
Sous la responsabilité du Directeur du S.A.V. et avec le soutien d'une équipe de 5 personnes que vous animerez, vous prendrez en charge la responsabilité du service pièces de rechange et entretiendrez donc une étroite collaboration avec notre clientèle et nos filiales à l'étranger. Homme de terrain, vous n'hésitez pas, le cas échéant, à vous investir totalement dans votre tâche. Réf. CPR / LM

1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR DE HAUT NIVEAU

Avec un diplôme ESI, EPSI ou équivalent, vous avez, durant 5 années d'expérience, acquis la pratique de la micro-informatique industrielle et la maîtrise des langages Assembleur, Pascal et "C". Réf. AP / LM

DESSINATEURS - PROJETEURS BTS ou DUT
POUR NOTRE BE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT THERMIQUE

Vous connaissez le travail des métaux en feuille, si possible dans les domaines aérolique et thermique, ainsi que le conditionnement d'air pour fours de séchage. Formation DAO souhaitée. Réf. RDP / LM

Bien-sûr, notre vocation à l'export donne à tous ces postes une dimension internationale vous permettant, à terme, car **vous parlez l'anglais**, de devenir l'interlocuteur privilégié de nos clients étrangers. La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Venez nous rejoindre à EVRY, vous y découvrirez un cadre agréable, nous y avons tout prévu... même un court de tennis.

Adressez lettre manuscrite et CV, en précisant la référence du poste choisi, M.E.G. – Service du Personnel – ZI des Malines – CE 2717 – 91027 EVRY Cédex, nous traiterons avec discrétion votre candidature.

HYPERDOLE

Ingénieurs Conseils Banque

DIEBOLD est un cabinet de conseil international. Son siège est à New-York. En Europe, il est présent dans les principales capitales ... et à PARIS avec Diebold France.

La vocation de Diebold est d'aider les entreprises à maîtriser, au profit de leur gestion, les différentes technologies de l'information.

Les organismes bancaires et financiers représentent une part importante de notre clientèle.

• Nous intervenons auprès de leur direction pour des missions variées :

- CHOIX STRATEGIQUES INFORMATIQUES
- ARCHITECTURE DE SYSTEMES D'INFORMATION
- DIRECTION DE GRANDS PROJETS
- EXPERTISE : QUALITE, SECURITE...

De formation Grandes Ecoles, vous possédez une expérience d'environ 10 ans à des postes de responsabilités dans des banques, institutions financières, cabinet de conseil...

Vous apportez des compétences concrètes en organisation bancaire, systèmes d'information financiers, applications sectorielles (titres, engagements, ...).

Si vous souhaitez valoriser votre potentiel auprès d'une clientèle de haut niveau, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence MSP 2010 à :

Diebold France
56, rue de Londres - 75008 PARIS

Notre Métier, une Vocation : le Conseil

Nixdorf prépare l'avenir et le prouve :
Nous sommes les premiers en France à appliquer une nouvelle méthode destinée à faire évoluer, vers un partenariat actif, la relation constructeur/utilisateur.
Pour assurer sa mise en place, nous recherchons un

Project manager

Maître d'œuvre du projet, c'est sur vous que repose sa réussite en France.
A vous, en bon coordinateur, de savoir introduire ce nouveau concept dans tous les rouages de notre société.

A 30/35 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une bonne connaissance du monde informatique et si possible de l'ingénierie "logiciel".
Vous êtes l'animateur que nous attendons avec le charisme, la créativité, la rigueur, les qualités relationnelles qui en découlent.
L'homme qui demain prendra un poste de management.
Nous vous proposons de partager dès maintenant notre challenge de 1990 : devenir le premier constructeur européen de communication.
Merci d'adresser votre candidature avec CV, photo et prétentions à Jacques Lefebvre, DRH, 2 avenue Georges Pompidou, 69003 Lyon. Réf. PJ.

NIXDORF COMPUTER

média-system

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SEGIME INDUSTRIE

PARTICIPEZ A NOTRE REUSSITE

Société d'informatique spécialisée en

TELECOMMUNICATIONS
PROCESS INDUSTRIEL
LOGICIEL DE BASE
VIDEOTEX

recherche en création de postes

1) des ingénieurs CONFIRMES (2 à 5 ans d'expérience).
Pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS REEL sur microcalculateurs et microprocesseurs.

2) des analystes applications dans le domaine de la GESTION et du VIDEOTEX.

La QUALITE des relations dans notre entreprise, l'INTERET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence M 16, à JEAN TASSON - SEGIME INDUSTRIE - 6 bis/8, rue Firmin Gillot, 75015 PARIS.

Microbiologie alimentaire industrielle

CREALIS

Centre de Recherche et d'Analyses de la Branche Epicerie ; une équipe de 50 spécialistes qui participent activement au développement de 6 sociétés représentant une très grande variété de produits alimentaires : farines infantiles, aliments en pots, plats cuisinés, potages, sauces, confitures, moutardes, condiments, confiserie, pâtisseries...

Ingénieur de recherche

L'évolution des techniques de fabrication sur lesquelles nous travaillons nous incite à étoffer le potentiel humain de notre unité de microbiologie.

Dotée d'un solide bagage scientifique en écologie microbienne (niveau Doctorat), la personne que nous recherchons aura si possible une première expérience professionnelle. Son action s'inscrit dans le cadre de notre politique d'assurance qualité. Elle aura à concevoir, planifier et réaliser les expérimentations indispensables pour renforcer la sécurité des produits fabriqués.

Basé à Brive-la-Gaillarde, en Corrèze, le poste implique des déplacements en France et à l'étranger et demande une bonne maîtrise de l'anglais.

BSN GROUPE — Merci de nous faire parvenir votre candidature sous référence RB 74 M, BSN Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75008 PARIS.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Telesystemes

PROSEARCH 23 et 24 OCTOBRE

Ingénieurs d'Affaires et Commerciaux - Ingénieurs Systèmes et Réseaux - Chefs de Projet, Ingénieurs Analystes et Analystes - Programmeurs

(Environnement IBM DEC BULL)

Si vous souhaitez valoriser votre expérience sur des projets de Haute Technologie, rencontrons - nous !

Rendez-vous sur le Stand D3, Salon Prosearch à l'Hôtel Nikko 61 Quai de grenelle 75015 PARIS (métro Bir-Hakeim)

Telesystemes 115 rue du Bac. 75007 PARIS. 45.44.38.98 — Gagnons ensemble.

ALSTHOM

LE DEPARTEMENT APPAREILLAGE ELECTRIQUE BASSE TENSION A SAINT-QUENTIN

recherche

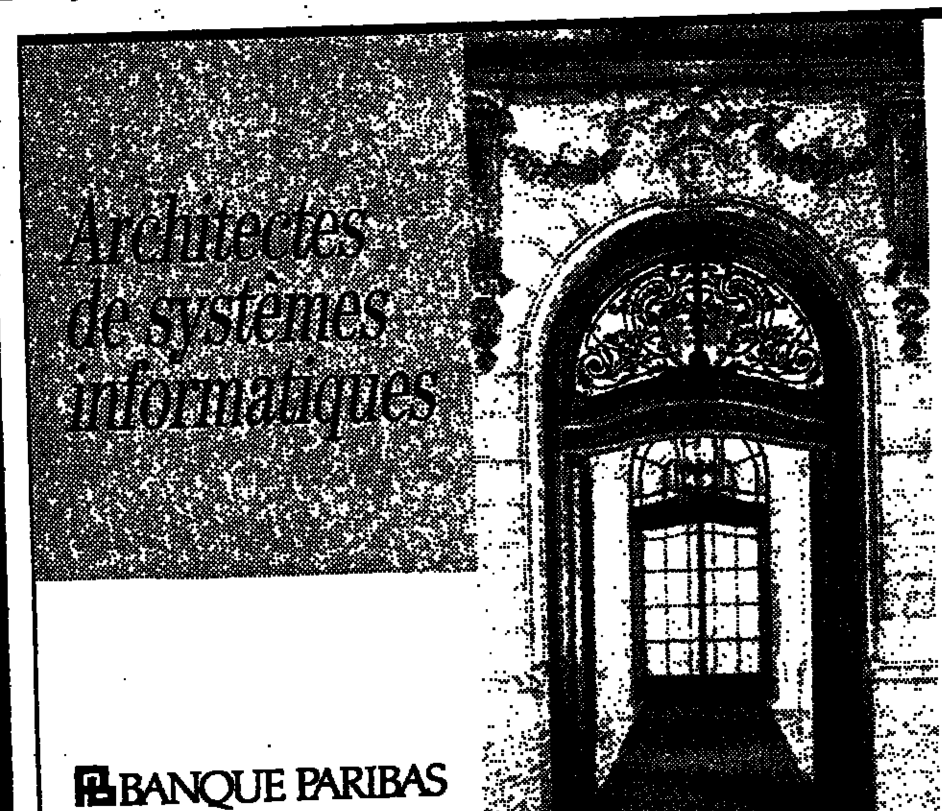
INGENIEUR MARKETING PRODUITS

Rattaché au Chef du Service Marketing, assisté de 2 Techniciens, il a pour mission :

- d'orienter la création des produits nouveaux dont il définit les cahiers des charges et d'en surveiller l'évolution,
- de conseiller techniquement les services commerciaux, le réseau de vente, les clients, s'assurant en permanence de la qualité des services rendus à ces derniers.

De formation **Electrotechnicien ou Electronicien**, cet ingénieur a de préférence une première expérience. Il est mobile et il pratique l'Anglais.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé, sous réf. 6070-M à Mamrégies, 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.



BANQUE PARIBAS

PARIBAS exerce des métiers multiples, de haute technicité et exige de ses informaticiens une constante intégration des évolutions technologiques dans son architecture informatique.

Vous serez intégré à la petite équipe autonome qui définit cette architecture sur le plan national et international et veille à sa cohérence ainsi qu'à son efficacité : conception et réalisation des projets d'infrastructure technique (réseaux, systèmes de messagerie...), choix des moyens, évaluation des nouvelles techniques (C.P.A.O., systèmes expert...) et assistance aux équipes de conception des applications bancaires et financières.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou équivalent, vous avez une expérience technique de 2 à 5 ans dans un ou plusieurs domaines fondamentaux (systèmes, réseaux, répartition d'application...) en environnement IBM et/ou DIGITAL.

Créatif et pragmatique, communicant et réaliste, vous saurez mettre en avant vos qualités de rigueur, d'autonomie et d'esprit d'équipe ainsi que votre sens des responsabilités.

Si vous souhaitez prendre part aux défis ambitieux de PARIBAS, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous la référence ASI/LM, à la Direction des Relations Humaines - Banque PARIBAS - B.P. 141 - 75078 PARIS Cedex 02.

Une importante société de biens d'équipements industriels recherche pour son département ingénierie spécialisé dans le domaine des centrales électriques de puissance.

UN INGENIEUR MECANICIEN

pour lui confier la responsabilité de la section mécanique du service devis et projets.

Il aura pour mission :
- l'analyse des cahiers des charges des clients,
- le choix et la définition technique des équipements,
- la rédaction des appels d'offre de sous-traitance,
- l'élaboration des spécifications techniques,
- l'établissement du prix de revient technique de l'affaire.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, justifiant d'une expérience de l'ingénierie.
L'anglais est indispensable.

UN ACHETEUR

Il sera chargé de l'ensemble des achats nécessaires à la réalisation de centrales électriques diesel, à savoir :
- le lancement et le suivi des appels d'offres d'équipements mécaniques et électriques, de génie civil, de prestations de montage,
- l'analyse commerciale des offres,
- la négociation des commandes et des contrats de prestations.

Ce poste convient à un acheteur confirmé de formation DUT ou BTS dans les domaines de la mécanique et/ou de l'électricité.
L'anglais est indispensable.

UN AGENT TECHNIQUE DE SERVICE TRANSPORT

Il sera chargé :
- de la préparation en liaison avec les transporteurs des expéditions de matériel, du suivi de leurs coûts,
- de la négociation des contrats d'emballage et de stockage,
- des formalités douanières.

Ce poste s'adresse à un technicien titulaire du DUT "transport logistique" ou équivalent ayant déjà une première expérience professionnelle acquise dans le domaine des transports internationaux.
L'anglais est indispensable.

DES CHEFS DE GROUPE DE BUREAU D'ETUDES

Ils se verront confier :
- la conduite et la supervision des études de réalisation des projets d'installation de centrales électriques diesel clés en mains,
- le contrôle des études sous-traitées,
- l'encadrement d'équipes de moyenne importance.

Des connaissances techniques approfondies en installation d'usine, en électromécanique, en thermodynamique, en chaudronnerie, en génie civil et VRD sont indispensables.
La maîtrise du dessin isométrique, la pratique de l'anglais sont nécessaires.

Les postes à pourvoir se situent en proche banlieue parisienne.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant le poste choisi à Contesse Publicité s/réf. 30885, 20 avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

VISEZ L'AVENIR !

PARIS • ORLEANS

IBSI, société de services et d'ingénierie en informatique qui connaît depuis 1978 un développement rapide et constant (800 personnes) recrute de nouveaux collaborateurs à des postes de responsabilité :

• 3 Directeurs Techniques

Adjoint du Directeur d'Agence, il assure la responsabilité du management technique et participe à l'action commerciale pour les agences : Paris Industrie (Réf. : PID), Paris Tertiaire Réf. : PTR), Orléans (Réf. : ORL).

• Consultants Banque et Assurances

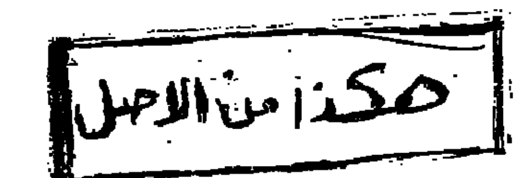
10 à 15 ans d'expérience et compétences méthodes souhaitées.
Pour l'Agence Paris Tertiaire (Réf. : PTR), spécialisée en organisation et conception de systèmes d'informations dans ces deux domaines.

Merci de nous adresser votre lettre de candidature et CV à :

△ Réf. PTR : IBSI/PARIS-TERTIAIRE, 365 rue de Vaugirard. 75015 PARIS.

△ Réf. PID et ORL : à l'attention de Christian Maillard, IBSI/PARIS-INDUSTRIE, 365 rue de Vaugirard. 75015 PARIS.







SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIRECTEUR GENERAL

La Société fait partie d'un petit groupe à vocation nationale en forte croissance bien implanté dans le Nord et l'Est de la France. L'établissement qui emploie 50 personnes est situé à Calais.

Le Directeur Général que nous recherchons assurera, sous l'autorité du Président, la direction commerciale et financière de l'entreprise, ainsi que la direction de la fabrication. Il participera à la stratégie de développement et veillera à poursuivre la politique de formation du personnel pour faire évoluer l'activité, de la chaudronnerie et de la charpente métallique vers le métier de la maintenance industrielle.

Pour ce poste, nous recherchons un ingénieur mécanicien ou généraliste ayant si possible une expérience de la maintenance et disposant d'au moins dix ans d'expérience industrielle dans les domaines de la conception, de la fabrication et du montage. Accoutumé à l'encadrement d'équipes ou d'ateliers, il a également le sens du service à la clientèle et des compétences en gestion.

Pour ce poste, évolutif, la rémunération proposée - fonction de l'expérience - pourra atteindre 350 000 Francs plus une participation au capital.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V, photo et rémunération actuelle sous référence M 34/2386 A à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

AMX APX

INGENIEURS
MECANIQUE
ELECTRONIQUE

Au sein du GIAT (Groupement Industriel des Armements Terrestres) l'AMX-APX (1 700 personnes) étudie et assure la maîtrise d'oeuvre de systèmes d'armes faisant appel aux technologies de pointe.

Plusieurs opportunités dans le domaine des ETUDES du DEVELOPPEMENT et des ESSAIS sont offertes. Particulièrement pour

- **un INGENIEUR CALCUL SCIENTIFIQUE**
- **un INGENIEUR ELECTRONICIEN, mesures, essais**
- **un INGENIEUR ARCHITECTURE MECANIQUE.**

Le sens des contacts, le goût pour l'innovation et le travail d'équipe seront appréciés.

Pierre Lichau

AMX APX GIAT

Envoyer lettre, C.V., photo à : **Etablissement d'Armement AMX-APX**
Service PRS - 13, route de la Minière - SATORY - 78013 VERSAILLES Cedex.

COMPOSANTS ELECTRONIQUES PROFESSIONNELLES

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Véritables sous-systèmes et moteurs technologiques des équipements électroniques professionnels, les composants haut de gamme que nous concevons et fabriquons sont destinés principalement aux marchés aéronautique, spatial, Télécoms militaires ou civils.

Ingénieur de formation, encore jeune, vous commencez à vous lasser d'une fonction trop technique ou de responsabilités commerciales routinières. Nous vous offrons l'opportunité d'exprimer pleinement votre dynamisme au sein d'une PME de près de 400 personnes dont les parts de marché sont encore en-deçà du savoir faire technique.

Au sein d'une petite équipe commerciale basée en région parisienne, nous vous proposons soit de vendre nos produits sur le marché des Télécoms, soit d'assurer la recherche et la vente de composants directement importés sur un marché plus large composé des industriels français de l'électronique.

L'un de ces challenges vous intéresse !

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/2391 A à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Express Europe

Filiale de INFORMATION RESOURCES, Inc. (USA) leader dans le domaine du support de Décision
propose à un

Jeune diplômé grande école

SCIENTIFIQUE OU GESTION
le poste de

ingénieur consultant

Après une première période de formation à nos techniques informatiques de pointe, vous évoluez rapidement vers la responsabilité de plusieurs grandes entreprises. Vous assurez auprès d'elles le conseil, l'assistance et le développement d'applications spécifiques financières, marketing et industrielles. Tirant ainsi profit de votre acquis, vous étendez vos compétences aux domaines de la gestion décisionnelle tout en évoluant dans une équipe jeune et dynamique.

Ce poste requiert :
- le goût des contacts,
- un penchant pour les outils informatiques évolués,
- la connaissance de l'anglais.

Le lieu de travail est Paris avec des déplacements de courte durée.

Merci d'envoyer C.V. et photo sous réf. 989 à :
EXPRESS EUROPE — Le Courcellor 2, rue Curnonsky 75854 PARIS Cedex 17

PUBLIVAL

Microbiologiste confirmé

Centre International de Recherche Daniel Carasso

La branche produits frais de BSN représente 10 milliards de francs de CA. (yogourts, fromages frais, desserts).
Le CIRDC est le centre de recherche de produits frais, 30 chercheurs y mettent en œuvre créativité et moyens technologiques puissants au service de nos produits.

Universitaire (Doctorat - Phd) ou Grande Ecole

Au sein de notre Centre International de Recherche produits frais, nous nous proposons de vous confier la responsabilité de projets.
En liaison fréquente avec les autres centres de recherche du groupe, les usines, les laboratoires, les universités, votre tâche sera multiforme : participation à l'élaboration et la réalisation de programmes, à la définition de nouvelles méthodes, synthèses, communications. Vous assurerez le suivi industriel des recherches menées.

Au-delà de vos diplômes, vous bénéficiez d'une expérience significative en recherche et développement acquise si possible en milieu industriel.

Vous savez mettre en valeur vos qualités d'initiative et de rigueur.

Votre anglais courant, votre aisance dans l'échange vous permettront de vous affirmer rapidement au sein d'un groupe international qui prépare les aliments de demain.



Merci de nous faire parvenir votre candidature sous référence CT 39 M a BSN Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75008 PARIS.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Ministère de la Défense ***Sologne***

Jeune Ingénieur

Le GIAT (Groupement Industriel des Armements Terrestres) recherche pour les Ateliers de chargement de Salbris (700 pers.) un jeune ingénieur. Adjoint au chef de service, il participera à la conception et à la maintenance de l'outil industriel de production.

Ingénieur diplômé (ESE, AM, ECAM, ICAM...) vous êtes débutant, ou mieux possédez une première expérience professionnelle. Vous vous intéressez à la maintenance d'une unité faisant appel à des techniques très variées ainsi qu'à la gestion (importants budgets). Très vite vous aurez un rôle moteur dans le service.

Perspectives d'évolution de carrière.

Notre Conseil Philippe VINCHON vous remercie de lui adresser votre lettre avec CV, photo et prétentions sous référence T 3240

DESSEIN



65, Avenue Kléber, 75113 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

jeune ingénieur informaticien HF

SORTEZ DES SENTIERS BATTUS

devenez journaliste à 01 INFORMATIQUE

premier journal français dans son domaine professionnel et publication de CEP COMMUNICATION (plus de trois milliards de francs de chiffre d'affaires en 1986).

Au sein de l'équipe de rédaction de cette revue hebdomadaire, vous contribuez à accroître l'influence que nous exerçons auprès de nos lecteurs par la qualité et la pertinence des informations que vous leur fournissez. En relation permanente avec les personnalités du monde de l'informatique et, bien sûr, toujours au fait de l'actualité, vous réalisez des études ainsi que des dossiers techniques concernant les applications et les orientations en matière de grands systèmes. Nous comptons également sur vous pour effectuer les enquêtes et reportages, tant en France qu'à l'étranger.

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent et vous possédez, de préférence, une première expérience professionnelle en informatique technique, industrielle ou de gestion.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4055, à notre conseil Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.



250 KF

Chef du service Qualité



GLAENZER SPICER

Centre Ouest - Nous sommes la filiale française réputée d'un grand groupe mécanique international (2000 personnes), à l'avant-garde de la transmission dans les domaines les plus variés (automobile, PL, TGV, VAL). Nous investissons beaucoup dans les techniques et dans les hommes et sommes clairement décidés à soutenir les projets de notre futur chef du service Qualité.

Chargé d'animer un service de 45 personnes, vous devrez également développer l'usage des techniques de pointe en matière de gestion et de promotion de la qualité (cercles de qualité, SPC...).

Vous aurez à prendre des initiatives vis-à-vis des autres services de l'usine, des clients et des fournisseurs, ce qui vous conduira à vous déplacer régulièrement.

Ingénieur mécanicien d'environ 30 ans, vous devrez démontrer une première expérience réussie en production ou au sein d'un service Qualité.

Rémunération : 250 KF, selon expérience.

Merci d'écrire, sous référence R 34, à : Cabinet de Gastines, 34, Bd Haussmann 75009 Paris. Votre dossier sera traité confidentiellement.

Ch. A. de Gastines
Conseil en recrutement

ILE-DE-FRANCE - PAYS DE LOIRE - BRETAGNE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Mesurez vous à l'univers de la high-tech.

INSTRUMENTS SA est la première société française d'instrumentation scientifique.

Notre division RIBER, spécialiste de l'Ultra-Vide, est leader mondial des équipements de recherche pour la micro-électronique. En effet notre haute technologie nous permet d'exporter 80 % de notre chiffre d'affaires. Le Japon et les Etats-Unis comptent parmi nos meilleurs clients.

En 5 ans, nous avons doublé nos effectifs, quadruplé notre chiffre d'affaires. Ce succès, nous le devons en très grande partie à la qualité et à la formation de notre Personnel.

Notre expansion commerciale nous amène à recruter plusieurs candidats pour des postes à haute responsabilité. Nous pouvons leur apporter beaucoup et nous leur demandons beaucoup.

L'enthousiasme, le sens de la communication, le dynamisme, la disponibilité, l'esprit d'initiative, l'anglais courant et une formation scientifique poussée sont des qualités indispensables pour réussir chez ISA RIBER. Le sens des réalités, l'implication, et la tenue des objectifs, seront de réels atouts pour une vraie carrière au sein de nos équipes.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) en précisant la référence à
ISA RIBER, Service du personnel
133/137 boulevard National
92500 Rueil-Malmaison

Aujourd'hui, les postes à pourvoir sont les suivants :

Chef de produit équipements pour semi-conducteurs

Mission : Promouvoir les produits existants, élaborer le cahier des charges de nouveaux produits, et en assurer le lancement.

Profil : Physicien ou Ingénieur ayant une expérience en croissance cristalline de semi-conducteurs, et ayant une expérience industrielle ou souhaitant s'y orienter.

Particularités : Nombreux déplacements dans le monde entier (USA et Japon principalement). **Réf. : RK 10**

Technico-commerciaux à l'exportation

Mission : Animer un réseau d'Agents. Réaliser les objectifs de vente et de profits sur sa zone géographique en suivant et développant la Clientèle.

Profil : Physicien (Ingénieur ou Universitaire), avec formation commerciale (type INSEAD). Expérience souhaitée dans la vente de biens d'équipement de haute technologie.

Particularités : Nombreux déplacements. **Réf. : RK 11**

Un responsable du service achats

Mission : Rattaché au Département Logisitique, il définit la politique d'achat, ses moyens, ses procédures. Il dirige les négociations. Il encadre et anime ses collaborateurs.

Profil : Connaissances en mécanique et en gestion de production informatisée (GPAO) nécessaires. Expérience dans une fonction similaire souhaitée.

Particularités : Il sera familiarisé au négoce international et aux contrats d'achats. Il sera sensibilisé à la recherche de nouveaux partenaires, à la qualité, aux coûts. Anglais courant nécessaire. **Réf. : RK 12**

Ingénieur informaticien

Mission : • Assurer au sein d'une équipe, le développement de logiciels pour appareils scientifiques. Réaliser les objectifs fixés dans les délais et coûts prévus.

Profil : Ingénieur connaissant les langages structures Pascal ou C sous divers systèmes d'exploitation mini/micro. Expérience de 3 à 5 ans. Anglais indispensable. **Réf. : RK13**

Responsable du bureau d'études électroniques

Mission : Assurer la conception et l'industrialisation de sous-ensembles électroniques complexes. Encadrer une équipe de 3 maquettistes. Assurer la liaison avec la Production et les sous-traitants.

Profil : Formation Ingénieur ou BTS Electronique, avec 5 années d'expérience de BE. **Réf. : RK 14**

Jeunes ingénieurs électroniciens

Mission : Assurer l'installation, la mise au point, et la maintenance de nos systèmes composés de sous-ensembles mécaniques, électroniques, informatiques.

Profil : Ingénieur ouvert aux techniques de pointe, avec une première expérience.

Particularités : Nombreux déplacements, très bonne pratique de l'anglais. Connaissance des techniques de l'ultra-vide et de l'analyse de surface appréciée. **Réf. : RK 15**

Ingénieur en études mécaniques

Mission : Responsable des projets concernant des appareils fabriqués en petite série, et faisant appel à des sous-ensembles mécaniques, électroniques et informatiques. Ayant le souci de l'industrialisation, des coûts et de la qualité.

Profil : Ingénieur en mécanique ou micro-mécanique, prenant directement en charge la réalisation de projets. Expérience en automatismes.

Particularités : Connaissant la CAO. **Réf. : RK16**

Ingénieur qualité

Mission : Rattaché au Directeur de la Qualité appelé à prendre de nouvelles responsabilités dans 2 ans, il devra participer à la création du Service Qualité afin de :
- compléter l'analyse en cours,
- mettre en place un plan d'action, prenant en compte toutes les fonctions de l'entreprise,
- former le Personnel, rédiger un manuel Qualité.

Profil : Ingénieur de formation électromécanique bien formé à la qualité. Première expérience industrielle dans un Service Qualité nécessaire. **Réf. : RK 17**

Technicien supérieur physicien

Mission : Assurer l'installation, la mise au point, et la maintenance de nos systèmes composés de sous-ensembles mécaniques, électroniques, informatiques.

Profil : Formation : DUT Mesures physiques/Génie Electrique.

Particularités : Nombreux déplacements, très bonne pratique de l'anglais. Connaissance des techniques de l'ultra-vide et de l'analyse de surface appréciée. **Réf. : RK18**



SOURCES 2

---

*Nous sommes un **GROUPE BANCAIRE** de taille humaine (600 personnes) dont l'activité diversifiée (Dépôts, Crédits immobiliers, Crédits d'équipement, Crédit-Bail) connaît une forte expansion. Dans le cadre d'un **NOUVEAU SCHEMA DIRECTEUR** qui prévoit la reconstruction totale de l'applicatif central sur matériel DEC, notre DIRECTION INFORMATIQUE recherche :*

Un Chef de groupe opérations bancaires
réf. GB/CG/AM

Sa mission :
Responsable du secteur "gestion de comptes", il assure, en relation avec les prestataires concernés et assisté d'une petite équipe qu'il encadre, la mise en place d'un nouvel applicatif bancaire (gestion de comptes clients, portefeuille effets, comptes à terme, étranger...) en s'appuyant sur l'offre "progiciels" d'une société de services tout en supervisant des développements spécifiques complémentaires.

Son profil :
*Agé de 30-35 ans, de formation supérieure (Ingénieur, 3e cycle universitaire), il peut justifier d'une expérience réussie de **5 ans au moins** en tant que chef de projet sur des **applications bancaires diversifiées**, dans un organisme financier de moyenne importance.*
Outre ses excellentes qualités d'organisateur et de concepteur, il possède de par sa personnalité dynamique, volontaire et adaptable, une autorité naturelle et un très bon sens relationnel.
La connaissance de l'environnement VAX, sans être impérative serait un plus.

Un Administrateur de données
réf. GB/AD/AM

Sa mission :
Adjoint au responsable de l'administration des données, il participe à la cohérence du système d'information en effectuant, en liaison avec les utilisateurs et les concepteurs de l'informatique, la normalisation des données et de leur utilisation.
Il assure, pendant une période transitoire, l'interface entre les anciens et les nouveaux fichiers de base résidant sur la nouvelle configuration DEC.

Son profil :
Jeune diplômé d'une école d'ingénieur ou d'université (3e cycle informatique, maîtrise de sciences économiques complétée d'une formation informatique de haut niveau). Il est DÉBUTANT mais il s'est déjà familiarisé avec l'univers professionnel en effectuant quelques stages significatifs.
Possédant de très bonnes qualités d'analyse et de synthèse, qu'il met au service de son esprit de conception, mais aussi de son sens des réalités pratiques, il est curieux, inventif mais également rigoureux et organisé. Sociable et communicatif, il s'intègre facilement dans une équipe.

*Les deux postes sont à pourvoir à PARIS 8e. Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à notre conseil : **AXIAL Département Ressources Humaines 47, rue de la Chaussée-d'Antin – 75009 PARIS.***

AXIAL INFORMATIQUE

Société de Service
en assistance technique et sécurité,
recherche pour développer ses prestations
EN REGION RHONE-ALPES

JEUNES INGENIEURS ELECTROTECHNICIENS DIPLOMES
AYANT QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

Chargés d'assurer des missions de contrôle ou d'assistance technique dans les entreprises de divers secteurs, ils devront posséder des compétences pratiques en électrotechnique, avoir le sens des relations, de l'organisation et faire preuve d'initiative et d'autonomie.

Des connaissances en automatisme, régulation et contrôle commandes seraient appréciées.

Postes à pourvoir à : LYON, DIJON, VALENCE, GRENOBLE, CHAMBERY.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 28056 à **Havas Contact**
11, rue Pdt Carnot 69002 LYON qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Société produisant matériel de haute technologie au sein d'un Groupe performant sur le marché mondial recherche pour sa Direction des Achats :

INGENIEUR ou CADRE COMMERCIAL
pour Négocier et Gérer des Contrats de Coopération Industrielle

A partir d'un marché de maîtrise d'œuvre de matériel aéronautique, vous prenez en charge la consultation des fournisseurs et la **négociation contractuelle et technique** des contrats avec des coopérants industriels.

Vous êtes responsable de la rédaction et de la gestion des contrats, du suivi des évolutions en liaison avec les différentes Directions de la Société (Commerciale, Recherche et Développement, Qualité, Production...).

Diplômé d'une grande école généraliste (ECP, Arts et Métiers, HEC, ESSEC...), vous avez une compétence éprouvée pour négocier, évaluer les propositions, gérer rigoureusement les affaires, acquise par une expérience de plusieurs années en milieu industriel ou d'engineering.

Vos qualités d'organisation et de rigueur et votre affirmation personnelle seront des atouts pour votre Candidature à ce poste et votre évolution ultérieure dans notre Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, rémunération souhaitée, photo sous la référence 9878 à ***PARFRANCE ANNONCES*** *4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra en toute confidentialité.*

Membre du SNPAC

Société du Groupe **ELF AQUITAINE**
(100 personnes. CA 2 Milliards)
offre à un

JEUNE INGENIEUR GRANDES ECOLES

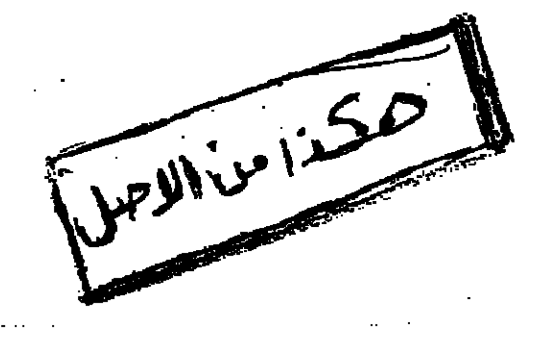
débutant ou pourvu d'une courte expérience industrielle, le poste **d'ADJOINT AU RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES.**

Il aura pour missions d'animer et former les techniciens de l'entreprise, promouvoir et coordonner le développement d'un matériel de pointe, négocier avec les fournisseurs et prestataires de service.

Avantages du poste :
- complément de formation assuré dans l'entreprise
- large autonomie d'action dans une structure légère et souple
- variété des tâches
- ouvertures de carrière.

Adresser CV, sous réf. 1704 à notre conseil CEPIAD, 135 avenue de Wagram 75017 PARIS.

cofap



SECTEURS DE POINTE

CHEFS DE PROJETS INFORMATIQUE

Vous possédez une solide expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques. Vous souhaitez affirmer et développer **vos compétences techniques, humaines et commerciales** dans les domaines de la Télématique, des Télécommunications, de la Défense, de l'Industrie et de l'Espace.

Nous recherchons des ingénieurs de formation grande école ayant une bonne connaissance de l'informatique.

Venez collaborer **à la réussite de nos projets et prendre des responsabilités au sein d'une entreprise en pleine expansion :** 1600 personnes, plus d'un milliard de francs de chiffre d'affaires en 1986, une implantation nationale et internationale.

Le parfait simple.

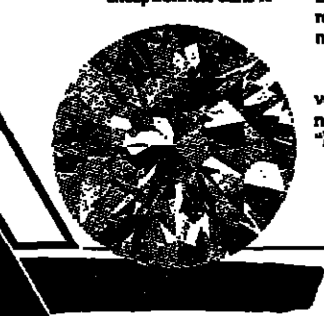
La maîtrise d'un grand projet exige de réunir les meilleurs professionnels, conseils, experts, réalisateurs, chacun d'eux ayant la volonté et les moyens de réussir cette entreprise.

Nous avons développé des technologies et un savoir-faire exceptionnels dans le domaine des télécommunications, des réseaux télématiques et monétiques, des systèmes d'automatisation : annuaire électronique, péages de métro, systèmes de commandement pour les forces armées, Transpac...
Les succès que nous rencontrons dans le monde en témoignent.

Nous voulons vous faire partager notre conception du "Parfait Simple".

SESA - Direction des Ressources Humaines
30, Quai de Dion Bouton 92806 Puteaux Cedex
Réf 54LM







ARTEFACT

Responsable de la Recherche Nutrition

POUR LES LABORATOIRES SOPHARGA (Usine de Creully à 18 km de Caen - 14)

Roussel-Uclaf Nutrition élabore et fabrique des produits de nutrition thérapeutique à partir de matières premières brutes ou transformées provenant essentiellement de l'Agro-Industrie.

Chercheur confirmé, vous animerez l'unité (6 personnes) chargée de la mise au point de matières premières originales comme de la recherche sur ces substances, c'est-à-dire protéines et lipides d'origine laitière ou végétale, destinés à l'élaboration de produits de nutrition médicale.

Ingénieur ou titulaire d'une maîtrise, vous vous êtes spécialisé grâce à un DEA et/ou un doctorat, puis au cours de votre expérience industrielle (minimum 5 ans) dans ce domaine qui exige la maîtrise du génie enzymatique (hydrolyse, recombinaison, transfert...), la pratique des techniques de séparation (centrifugation, résine, chromatographie...) et de méthodes d'analyse ainsi que la connaissance des émulsions.

Votre goût des contacts fera de vous l'interlocuteur privilégié, non seulement des différents départements du Groupe (Recherche et Développement, Direction Médicale), mais aussi des organismes publics (CNRS, INRA...).

Le poste implique en outre la pratique courante de l'anglais et une grande disponibilité.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et C.V.) sous réf. 113/M à Claudine MAUSHART, Direction de l'Encadrement et de la Formation, 35, bd des Invalides, 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

CURRICULUM



Les Caisses d'Epargne Ecureuil viennent d'adopter un projet de réseau qui fixe leur orientation stratégique à l'horizon 1992.

Dans le cadre de sa nouvelle organisation, le CENCEP, **Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance,** chef du **Réseau Ecureuil** recherche pour le secteur architecture informatique de sa Direction Générale, deux ingénieurs pour participer, en collaboration avec les organismes concernés, à la conception et à la mise en place du **SYSTEME COMMUN D'INFORMATION.**

INGENIEUR CONCEPTEUR

Missions : • Elaboration du schéma Directeur Opérationnel et des études préalables, • rédaction des cahiers des charges, • animation des travaux des filières techniques, • coordonation des réalisations et de la maintenance. (Réf. IC/LM)

ADMINISTRATEUR DES DONNEES DE L'ENTREPRISE

Missions : • construire la structure d'implémentation conceptionnelle et logique et rendre possible son exploitation dans les meilleures conditions (définition des données, établissement des normes, contrôles...), • faire évoluer et maintenir la cohérence des données, • apporter une assistance technique aux utilisateurs, • participer à la définition des procédures de sécurité et suivre sa mise en œuvre. (Réf. AD/LM)

La trentaine, de formation supérieure BAC + 5, vous avez une expérience de quelques années en milieu bancaire dans une fonction de chef de projet ou d'analyste. Vous connaissez le matériel BULL ou IBM ou NCR et, si possible, MERISE. Vous êtes, bien entendu, rigoureux et organisé, et vous avez le sens des contacts.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie au CENCEP - 5, rue Masseran - 75007 PARIS

Organisation et Publicité

jeune chef de projet informatique et ingénieur débutant HF

DANS UNE CHARGE D'AGENTS DE CHANGE (ECP, ENST, X...)

qui compte parmi les plus performantes de la profession à Paris et qui fait de l'informatique un facteur majeur de sa réussite.

Rattachés au Responsable Organisation et Informatique, vous contribuez à l'essor très important de notre système de gestion automatisé. Vous vous formez d'abord aux différents métiers de la charge et prenez connaissance du site (VAX 8500, MICROVAX et micro-ordinateurs). Si vous êtes débutant, vous participez à la réalisation d'applications et vous vous préparez à devenir Chef de Projet. Si votre expérience professionnelle le permet, vous exercez d'emblée ces fonctions : établissement des cahiers des charges, coordination, pilotage et contrôle des développements effectués, en particulier, par les sous-traitants. Progressivement, vous vous orientez vers le secteur des applications de back-office ou vers celui de l'informatique de marché pour en assumer la responsabilité. Vous affirmez ainsi vos compétences dans un domaine de pointe : emploi de moyens techniques nouveaux en matière de télécommunications et intégration d'outils d'aide à la décision.

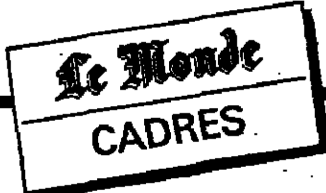
Pour l'un des deux postes à pourvoir, il convient que vous soyez âgé de 25 ans minimum et que, appartenant de préférence à une SSII, vous ayez pendant au moins deux ans, participé à la conception et à la réalisation de projets de gestion. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4075, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.



NAIM



Important organisme financier
PARIS recrute

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF DES OPERATIONS DE TRESORERIE FRANCS ET MATIF H/F

Sous l'autorité du responsable de ce service, vous animerez une équipe de 4 personnes et participerez activement à la mise en place d'un nouveau logiciel de gestion des opérations de marché.

Ce poste s'adresse à un candidat :
- possédant une formation de type BTS comptable ou B.P. Banque,
- justifiant de 2 années d'expérience professionnelle dans ce secteur et ayant le sens des relations humaines.

POSTE GRADE CLASSE IV avec possibilités d'évolution.

Adresser votre dossier, en indiquant vos prétentions s/réf. 3955, qui seront transmis par :



Pierre Lichau

GROUPE BANCAIRE

(1200 salariés - 35 agences)

recherche dans le cadre de son développement pour son réseau
Province - Paris

Des Jeunes Diplômés (H/F)

Etudes supérieures, dynamiques et voulant se réaliser dans des postes de chargés de clientèle.

LES PROFILS RECHERCHES SONT LES SUIVANTS :

- BAC + 4 (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion, Sciences Po, option Eco-Fi) etc...
- De bonnes connaissances d'analyse financière sont indispensables.
- Un intérêt prononcé pour les produits financier et informatique sera largement apprécié.
- Mobilité géographique indispensable.

MISSION : après un stage de formation action de 6 mois au siège et dans le réseau, une affectation en agence sera effectuée pour participer au développement de nos clientèles (Coopératives, Groupements d'Entreprises, Associations et Mutuelles).

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à **N. 6191 PUBLICITES REUNIES - 112, Boulevard Voltaire 75544 PARIS Cedex 11 qui transmettra.**

Testez vos idées, concrétisez vos projets

CHEF DE PROJET DEVELOPPEMENT

Au sein de la Direction Développement, nous créons et mettons au point les produits qui font notre succès.
Vous prendrez en charge une gamme complète de produits conserves ; vous l'optimiserez et développerez de nouvelles recettes ainsi que les technologies nécessaires à leur industrialisation. Par ailleurs, vous mettrez au point de nouveaux emballages.
Cette mission requiert une ouverture d'esprit et des qualités de généraliste qui vous permettront de bien appréhender les interactions entre les différents départements : marketing, achats, production.

De formation AGRO, vous avez au moins 2 ans d'expérience en développement de produits et une bonne connaissance du milieu industriel. Vous savez animer des groupes de travail pluridisciplinaires et parlez l'anglais.
Ce poste est basé à 25 km Paris-Est.
Nous vous offrirons des opportunités d'évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier, sous réf. 276, à Agnès Girault, LESIEUR, Direction du Développement Social Groupe, Recrutement Cadres, 122 avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne.

média-system

LESIEUR
POUR QUE VIVE LA TRADITION

Directeur des Ressources Humaines

Un groupe français leader sur son marché recherche son Directeur des Ressources Humaines.

De formation supérieure, vous avez une expérience significative de la fonction acquise au sein d'unités de production industrielle.
Responsable d'un effectif de 2000 personnes dans des unités décentralisées, vous participerez à l'élaboration de la politique sociale de l'entreprise et entretiendrez des relations constructives avec l'administration et l'ensemble des partenaires sociaux.
Vos solides compétences juridiques en droit social, votre excellent contact, votre réelle capacité d'animateur et votre goût pour le terrain vous permettront d'assurer l'ensemble de la gestion des ressources humaines.

Ce poste est basé dans l'est de la France.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 3887 à Lévi-Tournay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

LÉVI-TOURNAY/ASSCOM



Le Monde
CADRES

SECTEURS DE POINTE

SECTEURS DE POINTE



CREDINTRANS

Filiale télématique d'un grand groupe bancaire, nous intervenons en priorité dans le secteur de la Banque. Nous avons réalisé le 1er réseau interbancaire français et notre expertise Réseaux-Systèmes est largement reconnue. Nous sommes producteurs de logiciels de communication performants, certains sont diffusés par IBM. Dans le cadre de l'explosion de nos activités nous recherchons :



Vous souhaitez allier compétence technique avec créativité et sens du service.
Adressez CV photo et prétentions (en indiquant la référence du poste) à CREDINTRANS, 37-39 avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris.

---

venez découvrir le monde fascinant des titres

Filiale informatique de la Caisse des Dépôts (855 p.), nous renforçons notre service Finances et Titres (70 p., proche banlieue Sud) qui développe dans un environnement performant (3090/MVS-XA, DL1, DB2, CICS...) l'ensemble des applications permettant de gérer nos valeurs mobilières.

jeune chef de projet "bases de données",

210 000/230 000 F/an

après 2 ans de première expérience comme ingénieur concepteur, vous avez soif de nouveauté.
Venez développer nos bases de données fédérales utilisées pour l'ensemble des applications de gestion des titres (valeurs, clients, fichiers de références...). Nous vous confions en outre la responsabilité des accès aux bases de données. Si les valeurs mobilières vous attirent, voilà l'occasion de les découvrir.

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire (réf. 5097 LM) à "Carrières de l'Informatique"





MEMBRE DE SYNTEC

Florian Mantione Institut

Société Etudes et Réalisations de systèmes électroniques et informatiques
dans les secteurs de pointe recherche pour ALES (GARD)

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Age : 30 à 35 ans.
Formation : électronique (ou informatique). Ingénieur (ou niveau). Il a déjà une expérience commerciale. Doté de qualités relationnelles évidentes, il maîtrise la langue anglaise. C'est un homme de challenge.

Envoyez CV sous Réf. LR 987M à FLORIAN MANTIONE INSTITUT Conseil en Recrutement - BP 5556 - 34050 MONTPELLIER CEDEX ou consulter MINITEL 3615, code SOFTEL puis FMI.

MONTPELLIER-CLERMONT-AIX-BORDEAUX-LA ROCHELLE-MARSEILLE-PARIS-TOULOUSE





L'UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVE
recrute pour son
DEPARTEMENT ORGANISATION

3 INGENIEURS ORGANISATEURS

Votre mission sera de concevoir et de mettre en place de nouvelles formes d'organisation du travail intégrant les nouvelles technologies informatiques (réseaux, archivage de la voix et de l'image, intelligence artificielle).

Vous possédez un diplôme d'ingénieur d'une école réputée et quelques années d'expérience.

Si vous êtes motivé par l'organisation, si vous aimez le travail de groupe et si vous souhaitez être jugé sur vos résultats, rejoignez notre équipe.

Une expérience réussie parmi nous vous offrira d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 1562 JL - IO à Mme IMBERT, Groupe VICTOIRE, 52, rue de la Victoire, 75009 PARIS.

MAISON D'EDITION spécialisée et réputée (PARIS 6e) recherche pour son département **LIVRES ET REVUES SCIENTIFIQUES.**

INGENIEURS REDACTEURS

Ils auront à valider la traduction d'articles étrangers, à en rédiger eux-mêmes pour nos publications et à recherchez des auteurs en France.
De formation scientifique supérieure pluridisciplinaire de préférence Ingénieur Diplômé, vous démontrerez : ouverture d'esprit, goût pour l'écriture et sens des contacts pour faciliter votre intégration dans une équipe d'une quinzaine de personnes.
Vous avez naturellement une bonne maîtrise de l'ANGLAIS.
Envoyez votre C.V. avec lettre + prétentions, sous réf. LP/LM2, avec une enveloppe à votre adresse à



michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

MATIERES PLASTIQUES

VOTRE AVENIR D'INGENIEUR AVEC LES MATERIAUX DU FUTUR !

N°1 de la Chimie en Europe, nous élaborons et proposons à l'industrie des matières plastiques des produits toujours plus performants, ainsi qu'une assistance technique en clientèle de premier plan.

Jeunes INGENIEURS PLASTURGISTES ou mécaniciens, après une formation complémentaire à nos produits et méthodes, vous interviendrez comme Conseiller technique auprès des transformateurs pour la mise en oeuvre et le développement de produits ou applications nouvelles (polymères techniques, industries de pointe...). Une première expérience dans cette branche serait appréciée.

Des connaissances en allemand sont nécessaires.

Postes basés à Paris.

Si vous souhaitez évoluer dans un groupe de dimension internationale, merci d'écrire sous référence MP 1087 à A. POUANT

BASF France
140, rue Jules Guesde
92303 LEVALLOIS PERRET CEDEX

BASF

ISN Grenoble

RECRUTE

INGÉNIEUR

grande école ou équivalent pour :
CALCULS ÉLECTROMAGNÉTIQUES (ACCÉLÉRATEURS, DÉTECTION) mesures, direction de projets.
Expérience professionnelle souhaitée.
A pourvoir à partir du 1-11-87, contrat 6 mois renouvelables, possibilité d'embauche.
Candidature avec c.v., diplômes, à adresser avant le 23-10-87 au

SERVICE DU PERSONNEL, INSTITUT DES SCIENCES NUCLÉAIRES, 53, AVENUE DES MARTYRS, 38026 GRENOBLE CEDEX.

AUDITEUR CONFIRMÉ

Notre Société est la première en France dans le domaine de la vente par correspondance.

Au sein de notre Direction Financière, le métier d'Audit se transforme : audit des circuits et procédures comptables bien sûr, mais aussi audit de gestion et d'organisation, audit des filiales. Vous aurez la responsabilité des missions d'audit financier et comptable pour Redoute Catalogue et ses filiales en apportant le professionnalisme indispensable à cette fonction.

Diplômé d'une Grande École de Commerce, vous avez acquis une bonne expérience (3 à 5 ans) de l'Audit en Cabinet ou en entreprise. Le poste est basé en métropole Nord.

■ Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prét.) sous réf. 86046 à J.-M. ANOT - REDOUTE CATALOGUE - DIVISION EMPLOI-ORIENTATION - 59082 ROUBAIX Cedex 2.

Redoute Catalogue

FILTER MEDIA

Equipements de dépoussiérage industriel.

RECHERCHE

INGÉNIEUR

(I.N.S.I., A.M., I.N.S.A.)

30 ans environ, ayant quelques années d'expérience dans le domaine technico-commercial.

Pratiquant couramment L'ANGLAIS pour négociations internationales.

BASE : LYON.

Envoyer c.v. et prétentions à :
FILTER MEDIA,
15, quai Tilsitt, 69002 LYON.

Société biens d'équipement leader sur son marché, 60% C.A. réalisé à l'exportation, recherche

INGÉNIEURS
Débutants acceptés

Formation Arts et Métiers ou équivalent pour intégration dans le service industrialisation.

Lieu de travail GRADIGNAN (33).

Écrire avec C.V., photo et prétentions à :

Société AMRI
Service du Personnel
"Les Mercuriales" - 40, rue Jean-Jaurès
93176 BAGNOLET CEDEX

CREDIT AGRICOLE HAUTE SAVOIE
les pionniers du futur

LE CRÉDIT AGRICOLE HAUTE-SAVOIE/ANNECY
recherche

UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

Sa mission, au sein du service ORGANISATION, sera :
- De réaliser toutes études d'organisation ;
- De participer activement aux études schéma directeur, dans le cadre de la conception des projets informatiques ;
- De développer et promouvoir la bureautique.

Profil
- Formation supérieure (gestion).
- Capacités d'analyse et de synthèse.
- Sens de la communication.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions à :
CRÉDIT AGRICOLE HAUTE-SAVOIE.
Service Ressources Humaines
B.P. 980, 74019 Annecy Cedex.

Professionnels de la formation

Vous pouvez créer votre organisme de formation dans un système DE FRANCHISE

Votre dynamisme commercial lié à notre formation et ASSISTANCE, assureront votre réussite.

Ecrire avec c.v. et motivation à Michel NOEL
Fondateur des FORMATEURS RÉGIONAUX.
21, rue Saint-Jean, 27400 LOUVIERS.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



CADRES



SOCIETE INTERNATIONALE D'INGENIERIE DE MAINTENANCE

Filiale d'ELF AQUITAINE, TECHNIP et BEICIP, recherche pour son siège à RUEIL-MALMAISON des ingénieurs diplômés grandes écoles (Arts et Métiers, ENSI, etc...) pour les postes suivants :

- **DIRECTEUR COMMERCIAL**
- **INGENIEUR D'AFFAIRE**
- **INGENIEUR DE PROJET**

Pour ces trois postes, le candidat :
- a entre 30 et 40 ans,
- a travaillé au minimum 5 ans dans l'industrie (usine ou entreprise de service) de préférence dans l'industrie pétrolière ou pétrochimique,
- a une expérience au sein d'un service entretien et/ou d'une unité de fabrication,
- est impérativement bilingue anglais/français.

Une disponibilité importante pour des voyages en France et à l'étranger est indispensable.

Envoyer CV avec photo et prétentions à 2IM (service Recrutement) 366, avenue Napoléon Bonaparte, 92500 Rueil-Malmaison.

CONTESSE

ÉDITEUR(trice) adjointe pour **DICOGUIDE** de la **FORMATION**

Bac + 4 -F/technique, sens du contact. Fixe + int. 120-150.000 F. C.V. + photo, MEDIA FRANCE, 80, rue de Miromesnil, 75008 PARIS.

Dans le cadre de son développement l'un des premiers groupes de transport : GEFCO recherche

JEUNES CADRES
DÉBUTANTS
Bac + 2 ou Bac + 4
Lieu de travail : « TOUTE LA FRANCE »

Adr. C.V., prét., photo sous nº 27 688, réf. à porter sous enveloppe à La Publicité Française 23, 27, Av. de Neuilly 75116 PARIS, qui transmettra.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE ET COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche
RÉVISEUR CONFIRMÉ
2/3 ans d'expérience minimum.
Avec responsabilité de dossiers.
Envoyer candidature à : Mme HUI BON HOA, Cabinet CONSTANTIN, 66, rue de Caumartin, 75009 PARIS.

SCIENCES et TECHNIQUES

Mensuel d'actualité et de prospective technologique

RECHERCHE

UN COMMERCIAL

notamment pour le développement de ses abonnements

et un secrétaire de rédaction
confirmé.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo à A. Y. PORTNOFF, Sciences et techniques. 2, rue Béranger, 75003 PARIS.

ÉCOLE des PARENTS rech. à mi-temps INFORMATEUR SCOLAIRE
Travail par tél., en équipe. 4.280 F/mois + 13e mois. Env. C.V. + photo à ISP, 5, imp. Bon-Secours, 75543 PARIS 11.

ENTREPRISE DE PRESSE recrute

JOURNALISTE

Bonne formation universitaire, intéressé par les problèmes de communication (presse écrite, audiovisuelle, techniques nouvelles de communication, publicité, relations publiques).

Adresser C.V. + photo sous nº 8104, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

représentation offres

PME REVÊTEMENTS DE SOLS CENTRE DE PARIS recherche

2 REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS

25 ans minimum.
Niveau BAC + 2.
Visites clientèle existante et à créer. Statut cadre. Très belles perspectives.
Ecrire avec C.V. en précisant sur votre enveloppe la réf. 26708, BLEU, 17, rue Lebel. 94307 Vincennes Cédex, qui transmettra.

propositions diverses

POOL TRADUCTEURS anglais/US/allemand/français se chargera toutes traductions. Rewriting, adaptations, etc. Tél. : (1) 47-09-26-14.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

A vendre break GS Club 1979 87 000 km, état impec., suspension neuve. Prix 10 000 F. Tél. (répondeur) 42-58-87-64.

de 8 à 11 C.V.

BMW série 3, 5, 7
1987 ex-TT, peu roulé, garanti AUTO PARIS-15e 45-33-69-95. 63, r. Desnouettes, PARIS-15e.

DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune Femme 35 ans, libre excellente présentation

Anglais, français, espagnol.
Expérience secrétariat haut niveau + gestion et direction.

Cherche position assistante personnalité internationale.

Tél. : 45-24-05-87.

INGÉNIEUR 45 ANS

DISPONIBLE POUR TOUS PAYS ÉTRANGERS
HABITUÉ AUX CONTACTS
AVEC GOUVERNEMENTS, AUTORITÉS

Son expérience :
dans importante société pétrolière internationale, planning, organisation, supervision opérations géophysiques, terrestres et maritimes, en Europe, Afrique, Moyen-Orient.
Maîtrise parfaite de l'anglais.

Son objectif :
changer de cap et s'adapter facilement à un nouvel environnement professionnel.

Ecrire ou téléphoner à Jean PROUTEAU
10, allée des Orangers, 06160 Juan-les-Pins.
Tél. : 93-61-83-93.

J.F. 26 ans, excellente présentation
DEUG + 4 ans ESC, anglais, allemand, italien
cherche situation stable sur Paris ou R.P.

PROMOTION - COMMUNICATION - MARKETING

dans les secteurs :

PUBLICITÉ – HAUTE COUTURE – PARFUMS
grandes disponibilités.
Etudierait toutes propositions.

Ecrire au journal sous le nº 6 986
LE MONDE PUBLICITÉ.
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

Homme 39 ans, spécialisé dans l'import-export (transport, transit, douane) en particulier travaux publics.
Etudierait toutes propositions.
AUTRES DOMAINES acceptés, très urgent.
Tél. le soir à partir de 18 h 30 au 47-22-07-23.

J.H. 35 ans, ESP-anglais maîtrise gestion, 10 a. exp. de commerce int. (négoc.-adm.) et de l'enseignement en BTS. Écrire sous le nº 8 100 M LE MONDE PUBLICITÉ. 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

ALLEMANDE, TRADUCTR., INTERPRÈTE diplômée, ayant une formation comm. et de secrét. trilingue (franç., angl.), ch. poste évolutif PARIS, province ou étranger. Ecrire sous nº 8 103 LE MONDE PUBLICITÉ. 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

J.H. poursuivant des études en licence sciences économiques, cherche emploi réceptionnaire de nuit, dans un hôtel 4 étoiles, parlant anglais couramment. Tél. : 45-09-81-61.

CONSULTANT RECRUTEMENT
J.F. 10 ans expérience cabinet recrutement Cadres et Dirigeants, recherche poste entreprise ou cabinet. Tél. soir : 47-88-09-33 ou écrire Ag. DESSEIN s/réf. GC, 15, rue du Louvre, 75001 PARIS.

F. 26 ans, tril. angl., all., maîtrise commerce international, 1 an expérience, cherche emploi assistante ccials export. Libre de suite. 48-93-63-70/42-53-29-07.

Femme études supér., maîtrisant arabe, hébreu, anglais, cherche emploi de traduction. Bensimhon : 48-76-82-66.

Vous recherchez votre bras droit ? Je suis l'assistante forte d'expérience qui vous déchargera des tâches administratives et commerciales les plus complexes. Téléphonez-moi au : 47-93-33-15.

INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES 25 ANS, célibataire, cherche dans le cadre V.S.N.E. POSTE D'INGÉNIEUR dével. logiciel ou d'hydraulicien pour la fin de l'année 1987. Dossier déjà à l'ACTIM. Tél. : 48-53-52-23 à partir de 18 heures.

J.F. 20 ans, BAC G1 ch. sté pour stage de formation secrétariat bureautique avec possib. place définitive. Ecr. à Christel GOUGET 17, r. o. 24-Arpents, 78770 VILLIERS-LE-MAHIEU.

J.F. 26 ans, bonne présentat., exp. vte de services, bil. angl., ch. poste ccial en agce d'intérim. Tél. 43-39-41-00.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Cadres, Jeunes diplômés, Ingénieurs débutants

IBIA

VOUS PROPOSE UNE FORMATION DE :

MICRO-INFORMATIQUE APPLIQUEE A LA GESTION

Objectifs :
Maîtriser les principaux concepts et outils de la micro-informatique pour l'utiliser dans votre profession.
durée de la formation : 2 mois (dont stage en entreprise)
recrutement immédiat

Contactez Sandra MAYOR - 33, boulevard Gouvion Saint-Cyr 75017 - Tél. : 45 72 02 08

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

SQUARE DU TEMPLE
BEAU 4 PIÈCES cuis., bains. PLEIN SOLEIL, bel immeuble. 1 700 000 F. 42-67-37-37.

4e arrdt

CŒUR MARAIS
Imm. pierre. 17e, 2-3 P. 1.750.000 F. 47-35-63-31.

5e arrdt

PANTHÉON ST. tt cft cl. calme parf. ét., 350 000. 43-25-97-16.

Pptaire vend rue MOUFFETARD près Contrescarpe 2 p. entrée, cuisine, salle d'eau, w.-c., poutres, cheminée, px 700 000 F. 43-55-44-88.

6e arrdt

FLEURUS - 45-44-22-36

Bac, studio récent	850.000
Duroc, 2/3 p.	885.000
N.-D.-Champs, 55 m²	950.000
Raspail, 3 p., park.	1.700.000
St-Placide, 100 m²	2.900.000

RECHERCHE APPTS TTES SURFACES

Rue Savoie, 3 p., refait neuf, clair, calme. 1.130.000 F. Tél. : 46-33-44-00.

7e arrdt

AVENUE DE SÉGUR
2 pièces 65 m², s/jard., calme. 1.600.000 F. 43-26-73-14.

8e arrdt

FRIEDLAND HOCHE
Luxueux appartement 200 m², magnifique réception, 3 chbres.
ÉTAT EXCEPTIONNEL
Services, parking possible. FRANK ARTHUR, 45-62-01-69.

12e arrdt

PL. DE LA NATION
2 P, 38 m², 3e ét., imm. p. de t. URGENT - 45-62-52-22.

13e arrdt

Près JEANNE-D'ARC - RARE Charme provincial, maison originale, s/2 niveaux, patio intérieur, beaux volumes à aménager 312 m². 3.600.000 F. 46-44-98-07. 42-50-04-28.

CITÉ FLORALE. MAISON 90 m² s/3 niveaux, parfait état, pour couple ou célibataire. 1.850.000. LEGL 45-46-26-25.

14e arrdt

ALÉSIA
BEAU 2 PCES, cuis., bains. refait neuf, immeuble pierre. 730.000 F. T. : 45-26-99-04.

15e arrdt

Près MONTPARNASSE. Dupl. car. 110 m² rnf. 4e ét. ss asc., 2 550 000 F. 47-04-88-18.

appartements achats

IMMO MARCADET
Rech. appts toutes surfaces même à rénover. 42-52-01-82/42-23-73-73.

EMBASSY SERVICE
recherche achat APPARTS HAUT DE GAMME et HOTELS PARTICULIERS PARIS RÉSIDENTIEL.
TÉL. : 45-62-16-40.

Recherche 2 à 4 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

AV. THÉOPHILE-GAUTIER 3 P., environ 125 m² à usage PROFES. ou MIXTE, 12 500 F + charges, 45-26-21-62.

Région parisienne

LA CELLE-SAINT-CLOUD, libre 3 p. 86 m² + gar., 4 100 F + ch. 1 297,79, 47-42-46-96.

PANTIN, libre 4 p. 87 m² + prkg 4 385 F + ch. 1 121,90 F. Tél. : 47-42-46-96.

locations non meublées demandes

Région parisienne

INTERNATIONAL SERVICE
Rech. pour SA CLIENTÈLE DE QUALITÉ 4, 5, 6 PIÈCES et MAISONS banlieue Ouest. BON STANDING. I.S.I. Tél. : 45-26-18-95.

locations meublées demandes

Paris

MONDIAL MERCURE
Recherche STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés. S'adr. : SERVICE ACCUEIL. Tél. : 42-56-28-16

maisons individuelles

91 DRAVEIL-CHAMPROSAY
Conditions exceptionnelles de financement.
Dans le parc d'un château, site résidentiel, plein sud maison 5 pièces, jamais habitée, séjour double, grande cuisine, 3 chambres, 2 bains. Frais de notaire réduits. Prêt conventionné 8,70 %. 880 000 F. Sur place les mardi et mercredi après-midi, rue de l'Ermitage. LES NOUVX CONSTRUCTEURS. Tél. : 64-90-33-89 ou 69-42-00-43.

maisons de campagne

CHARTRES
(proche CENTRE VILLE) belle MAISON EN PIERRE : tout confort, 5 pièces, cave, garage, jardin, prix 650 000 F. Tél. (16) 43-24-79-16 h. bur. ou (16) 43-46-12-92 h. repas.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

DOMICILIATIONS
Forum des Halles - Bureaux
Constitution de sociétés
Télex - Secrétariat.
ACCESS 40-26-15-12.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

Domiciliation depuis 80 F/ms Paris-1er, 8e, 9e, 12e ou 15e Constitution SARL 1 500 F HT INTER DOM 43-40-31-45.

DOMICIL. CCIALE 8e
TÉLEX/SECRÉT., TÉL., BURX
AGECO 42-94-95-28.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

immobilier information

Recherchons acheteurs tous biens immobiliers de part. à part. sur Languedoc-Roussillon. CPAP 67-30-09-91.

L'AGENDA

Particuliers (offres)

Part. vd aquarium eau de mer, prof. 45 cm, long. 1,40 m, haut. 70 cm, tout équipé, avec corail + poissons, 5 000 F. Tél. : 48-65-84-76 après 19 h.

A VENDRE
- Machine à tricoter Singer, neuve, avec meuble.
- Attelage caravane R9 avec faisceau électrique.
- 2 pneus neige pour R9/R11, très bon état.

Tél. : 69-45-68-29.

Artisans

MARC FOSSARD
Entreprise générale
PLOMBERIE — CHAUFFAGE — COUVERTURE — CARRELAGE
4, allée des Pyrénées 92160 ANTONY.
Tél. : 40-96-04-99.

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix « Que des affaires exceptionnelles » écrit le guide « Paris pas cher » en alliances, brillants, solitaires, etc. bagues, rubis, saphirs, émeraudes toute la bijouterie or

PERRONO OPÉRA

angle bd des Italiens 4, Chaussée-d'Antin.
Achat tous bijoux ou échanges autre magasin, autre gd choix Etoile 37, av. Victor-Hugo.

Formations

Ecole de dessin d'art PROPOSE FORMATION d'enseignant sur méthode « CRÉATIONS ET FUTUR ». Tél. : 45-22-42-39.

Vacances Tourisme Loisirs

Séjours enfants dans le JURA, alt. 900 m, 3 h de Paris TGV, Touss. 87, Noël 87, Pâques 88. Yves et Liliane 38 a., accueillent vos enfants dans ancienne ferme XVIIe, confortablement rénovée située au milieu des pâturages et sapins. Nombre d'enfants limité à 14 pour offrir un accueil familial personnalisé. Activités selon saison et condit. météo, tennis, ski de fond, jeux collectifs, poney, découverte du milieu rural, des fleurs, fabrication maison du pain. Tél. : 81-38-12-51.

BIARRITZ, passez l'hiver au chaud. Part. cède parts multipropriété, appt 5/6 pers., tt cft, centre, près plages, du 15-12 au 15-3. Ecrire Publiprint province, nº 1, nº 020, BP 387, 73003 Chambéry Cedex.

CASSIS
Studio 4 pers. à louer sem., quinz., mois. 42-01-14-78.

ASSOCIATIONS

Appel

CYCLE DE 10 COURS EN NUMÉROLOGIE G. GUILPIN
Initiation, symbolisme de nombres, la personnalité...
1er cours : jeudi 22 oct. 87 19 h/20 h 30

CYCLE DE 10 CONFÉRENCES
de Guy THIEUX
LES ÉNERGIES TERRESTRES ET COSMIQUES
- La captation et l'utilisation des forces existant en-dehors de nous et en nous.
- Exemple des circuits oscillants Lakhovsky

1re conf. : mardi 27 octobre 1987 20 h 30.
Sirius, 8, rue Miguet Paris 16e
Tél. : 45-25-68-69
Mo Michel-Ange-Auteuil

Institut d'Études et de Formation Spécialisée dans l'enfance et la jeunesse recherche cadres pré-retraités ou retraités région parisienne ayant exercé dans les domaines : relations publiques, animation, action sociale, éducation, loisirs, tourisme, sport, santé.

Contact : Philippe THILLAY
10, rue Tolain — 75020 Paris
Tél. : 43-67-40-00

Choisir son thérapeute, sa thérapie, une démarche souvent difficile. PSYRESO, une association de professionnels, vous conseille et vous oriente.
Appelez : 46-47-42-05.

L'E.S.I.M. prend le large
Le 16 octobre, M. Jacques Chirac, premier ministre, a posé la première pierre du nouveau siège de l'École Supérieure d'Ingénieurs de Marseille (E.S.I.M.), l'institut méditerranéen de technologie de Château-Gombert.
Pôle de formation d'ingénieurs polyvalents ouvert sur la Méditerranée, l'E.S.I.M. offrira aux entrepreneurs un plus grand nombre d'ingénieurs reconnus pour leur parfaite adaptation à la dynamique technologique actuelle. L'association des anciens élèves de l'E.S.I.M. (A.E.E.S.I.M.) remercie ses membres d'avoir participé à la cérémonie, marquant ainsi le profond attachement que nous avons pour notre école et les espérances que nous fondons sur cette extension.
L'E.S.I.M. nouvelle est lancée, ses ingénieurs diplômés la soutiendront.
A.E.E.S.I.M., 28, rue des Électriciens — 13012 Marseille
Tél. : 91-49-75-15

Conférences

3 novembre, 20 h. A. Kieser, psychanalyste, parlera de l'imposture idéologique des droits de l'homme.
38, rue de Turenne 75003. Entrée libre. Code 6408.

Sessions et stages

Sophrologie : nouvelle pédagogie-psychologie adaptée au besoin du corps. Philosophie de la voie juste. 300 h sur 2 ans + mémoire = diplôme. V. Rousseau 42-59-20-81

ITALIEN
Cours, stages tous niveaux. L'Association TRILOGOS a repris ses activités pour l'année 87-88 Pour rens. et inscript. contactez-nous au 48-07-83-36 (16 h-20 h). Paris 11e Mo Voltaire.

VICTOIRE SUR LE TABAC
Sans stress et sans grossir, vous pouvez vous libérer progressivement du tabac. Notre exp. éprouvée et reconnue depuis 5 ans vous garantit les résultats concrets et durables que vous êtes en droit d'attendre. Informez-vous « VICTOIRE SUR LE TABAC » Tél. : (1) 45-61-15-13.

עברית

INITIATION A L'HÉBREU
en 3 mois chez soi Suivi pédagogique par professeurs universitaires
Institut Meguila 42-82-25-91
B.P. 380 75869 Paris cedex 08.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES,
SE FORMER A LA GESTION.
LA GESTION EN 5 JOURS...
Un pari réalisable
du 12 au 18 novembre 1987 ou du 9 au 15 décembre
L'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE
Comment concilier projet social et activité économique. Quels statuts ? Quel produit ? Quels sont les nouveaux textes ?
30 novembre au 4 décembre.

BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS
95, bd Voltaire, 75011 Paris
Tél. : 43-55-09-46.

ASSOCIAT. RUSLAN PROPOSE INITIATION AU RUSSE PR ADULTES ENFANTS TS NIV. PARIS BANLIEUE RENS. SR ACTIVITÉS : 43-08-17-75

ÉCRIRE
Se dire, inventer, jouer, approfondir, parler, rencontrer les autres et leurs textes dans l'écoute et la confiance partagées.

LE CICLOP VOUS PROPOSE des ateliers d'écriture hebdomadaires, des journées et des weeks-ends ouverts à tous.
Renseignements et inscriptions : CICLOP, 12, rue Chasseloup-Laubat 75015 Paris.
Tél. : 45-66-63-91 ou 42-77-54-06.

- Prix de la ligne 40 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
- Chèque libellé à l'ordre du *Monde Publicité*, et adressé au plus tard le jeudi pour parution du mardi, daté mercredi au *Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les mardis sous le titre « Agenda », dans les pages annonces classées.

Economie

SOMMAIRE

■ Après la baisse record de Wall Street, du lundi 19 octobre, les marchés financiers de Tokyo et de Londres ont connu, le 20 octobre, une nouvelle chute des *cours*. Par contre, en milieu d'après-midi, la Bourse de Paris se reprenait, le MATIF s'étant notamment redressé. ■ Les taux d'intérêts à moyen et à long terme ont amorcé, lundi, une baisse, les investisseurs s'étant tourné, à New-York, vers le marché obligataire. ■ Dans un marché qui reste extrêmement nerveux, le dollar s'est raffermi dans l'attente des *résultats* des entretiens Stoltenberg-Baker, à Francfort. ■ Avec le raffermissement du billet vert, on constate un certain repli de *l'or*. ■ *En France*, le débat sur les privatisations se poursuit, M. Balladur estimant qu'elles ne doivent pas être menées *« à toutes forces »*. Sous le titre *Eloge des privatisations*, M. Renaud de La Genière *pleide en leur faveur.*

L'effondrement des marchés financiers

Wall Street : du doute à l'électrochoc

Une formidable « correction technique » à l'américaine, dans un climat de défiance vis-à-vis du gouvernement, le tout sur un socle économique encore solide mais qui pourrait se dégrader à l'avenir : tel est, *pour les observateurs, le* caractère de la baisse record de 22 % qu'a connue Wall Street le lundi 19 octobre *1987*, aussitôt qualifié de « lundi noir ». Correction technique, l'indice Dow Jones, parti de 1 200 au début de *1985*, était passé de 1 500 à 1 800 dans les premiers mois de 1986 pour plafonner à ce niveau, dans un climat d'incertitude. Puis, à partir du début janvier 1987, une fois mise en vigueur la réforme fiscale, dont l'attente avait déprimé les marchés, ce fut l'envolée, plus de 40 % de hausse, l'indice Dow Jones passant de 1 900 à 2 722, record historique, battu le 25 août. Cette envolée était alimentée par une série de « bonnes nouvelles » : maintien de la croissance économique à un niveau *satisfaisant*, *diminution du* chômage et, surtout, augmentation moyenne de 30 % pour les résultats des sociétés, grâce à une baisse du dollar qui gonflait les dividendes reçus des filiales étrangères et dopait les exportations.

Dès le début de septembre, *néanmoins*, le doute commençait à gagner le marché. La remontée des taux d'intérêt à long terme, engagée dès la fin mars 1987, résonnait comme un signal d'alarme, traduisant la crainte d'une reprise de l'inflation réelle ou supposée. Cette remontée, la plus rapide jamais observée, s'était, naturellement, accompagnée d'une baisse sensible des cours sur le marché des obligations. Or, par un phénomène très rare dans l'histoire de Wall Street, *le marché des actions n'avait pas* suivi le marché obligataire, et, en s'envolant, « divergeait » de manière *éclatante*, se trouvant ainsi en porte à faux technique. De plus, les opérateurs affectaient de tenir pour non significatif le maintien de déficits énormes sur le budget et sur le commerce extérieur, et sur l'augmentation cumulative de l'endettement correspondant, véritable épée de Damoclès *suspendue* sur l'économie américaine, comme ne cessait de la clamer, depuis trois ans, M. Paul Volcker, *président* de la Réserve fédérale des Etats-Unis.

Le détonateur fut constitué par l'annonce, mercredi 14 octobre, d'un déficit commercial américain plus important que prévu. Immédiatement, la crainte d'un repli supplémentaire du dollar, susceptible d'accélérer le rythme de l'inflation et de faire monter encore davantage les taux d'intérêt, envahit les marchés à New-York comme ailleurs. Le coup de grâce fut donné, avant et pendant le week-end, par les petites phrases *incendiaires* du secrétaire au Trésor, M. James Baker, menaçant l'Allemagne, coupable de relever ses taux d'intérêt, de représailles immédiates, à savoir une baisse supplémentaire du dollar. Insigne maladresse : *plus qu'un crime, une faute*.

Immédiatement, la crainte et la *méfiance se manifestaient ouvertement*, sans oublier l'escalade du conflit irano-américain dans le golfe Persique. Comme le remarque notre correspondant à New-York, à Wall Street on ne connaît que deux sentiments, l'euphorie ou la panique, d'où la violence des variations des cours. Outre les « exagérations » américaines, il faut noter que l'interconnexion mondiale des marchés, le jeu des *programmes* d'ordinateurs qui, automatiquement, envoient les ordres, ont pour conséquence *d'accentuer démesurément les* mouvements : il faudra s'y habituer.

Il n'en reste pas moins que, à New-York, les opérateurs sont littéralement victimes d'un électrochoc, que les plaies seront longues à panser et qu'un avertissement solennel vient d'être adressé au gouvernement américain : il n'est pas possible aux Etats-Unis de vivre au-dessus de leurs moyens, sinon l'inflation et la récession sont inévitables. C'est ce qui fait si peur aux marchés.

FRANÇOIS RENARD.

Sur les autres places

Le lundi noir sur les places européennes s'est traduit par un repli de l'ensemble des principales Bourses de près de 10 %.

● **A Londres**, le Stock Exchange a connu une baisse sans précédent, l'indice FT a chuté de 10,1 % à 1 629,3 par rapport à jeudi, la City ayant été perturbée, vendredi, par une tempête.

● **A Paris**, l'indicateur instantané a perdu 9,7 % et l'indice de la Compagnie des agents de change est tombé à 352,4, revenant à son niveau du 19 mars 1986.

● **A Francfort**, *la Bourse* a enregistré la plus forte baisse de son histoire, perdant près de 13 %, l'indice de la Commerzbank est revenu à 1 744,10.

● **A Zurich**, la place a accusé une perte de 15 %, la plus forte enregistrée depuis 1962 lors de la crise des *missiles de Cuba. L'indice* de la Société des banques suisses a perdu 76,4 points à 629,7.

● **A Bruxelles**, le marché des actions a enregistré une chute spectaculaire, l'indice des valeurs à terme régressant de 13,6 % à 3 648,53.

● **A Amsterdam**, *l'indice général* a connu une chute jamais égalée depuis sa création en 1970. La baisse a été de 22,7 %, ramenant l'indice à 268.

● **A Milan**, la Bourse a accusé un recul de 6,26 %, l'indice BCI a reculé à 658,86.

● **A Madrid**, dès l'ouverture de la séance, la cote ne s'est dépréciée que d'environ 2 %, l'indicateur clôturant à 302,51.

Dans cette ambiance, seule l'Afri*que du Sud se distinguait lundi 19.* La Bourse de Johannesburg a connu ce jour-là une très forte hausse. *L'indice des actions de sociétés* propriétaires de mines d'or a fait un bon de 5,3 % à 2 429.

Dans le sillage de Wall Street, les Bourses canadiennes ont connu de fortes baisses lundi. L'indice composite de celle de Toronto a perdu plus de 9 % pour terminer à 3 269,58. A Montréal, l'indice composite a régressé de 9,4 % à 1 594,15 à la clôture.

A *Mexico, la place a enregistré* lundi une chute record de 16,5 % qui a provoqué des pertes évaluées à 7 milliards de dollars.

Sur les places d'Asie et d'Australie, la chute du lundi s'est amplifiée mardi. A l'exception de Hongkong où les autorités boursières ont *décidé de fermer les portes jusqu'au* 26 octobre, après le repli de 11 % de la Bourse, le 19 octobre. A Tokyo, le *Kabuto-Chô a perdu 14,9 %, l'indice* Nikkeï revenant à 21 910,08 yens.

En *Australie*, la place de *Sydney* a connu mardi un raz de marée en cédant 24,9 % à l'issue d'une journée *de ventes panique. L'indice ordinaire* a clôturé à 1 549,8. La Bourse de Wellington a enregistré quant à elle sa plus forte baisse quotidienne en perdant 14 % dans une atmosphère également de panique.

Enfin, à Singapour, les valeurs étaient en forte baisse mardi où les offres de vente ont afflué. *L'indice* Straits Times a perdu près de 11 % en matinée avant de se stabiliser à 1 080,19.

NEW-YORK : chaos « technique »

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

« *There we have a zoo* » (c'est un vrai zoo). L'agent de change, en bras de chemise, cravate de travers et mèches de cheveux collées par la sueur, sort dans le hall monumental du Stock Exchange visiblement aussi surpris qu'irrité par la tournure franchement catastrophique que prennent les événements dès le *premier quart* d'heure de la séance. La chute de 108 points enregistrée vendredi avait fait dire à beaucoup qu'une journée historique venait d'être vécue. Comment qualifier donc ce lundi 19 octobre, noir parmi les plus noirs ?

Bâti à coups d'espoir de profits spéculatifs rapides, l'indice Dow Jones errait comme la flèche dans le viseur d'une balance déréglée : malgré des pauses ou de légères reprises, bien éphémères, la tendance était indubitablement à la baisse, et les heures de la journée l'ont transformée en dégringolade la plus franche. A 15 heures, la perte était de 320 points ; à 15 h 15, de 351 points ; à 15 h 25, de 370...

Avant de s'écraser contre le butoir de 16 heures, la folle machine du rêve américain avait perdu, en six heures, tout ce qu'elle avait gagné en six mois. Il faudra attendre encore quelques instants pour que l'électronique, débordée par l'afflux des ordres, digère les derniers mouvements, parmi les plus meurtriers : le Dow Jones avait perdu 508 points, *pour finir à 1 738* : une chute de 22,4 %.

En moins de deux mois, depuis le 25 août dernier, jour de gloire inscrit désormais dans l'histoire, l'indice le plus respecté a perdu 980 points, c'est-à-dire 37 %. Comparé à cela, le « *massacre d'octobre* », celui de 1929, ressemble à une « *correction technique* »...

Dans une proportion de 50 à 1, les baisses ont touché pratiquement toute la cote, mais surtout, les « Blues Chip Stocks », les meilleures affaires : IBM a perdu 33 dollars (26 %). Digital Equipment 42,25 dollars (25 %), Eastman Kodak 27,25 dollars (30 %) et Citicorp. 16,20 dollars (28 %). Les actions hi-tech de sociétés comme Genentech ont également été très *touchées, bien davantage en tout cas* que les valeurs plus « *banales* ».

Je suis heureux

Imperturbable, John Phelan, le président du Stock Exchange, convoque une conférence de presse, une demi-heure après la clôture. « *Je suis heureux*, commence-t-il par dire devant une salle archicomble et survoltée, *que la machine ait bien fonctionné. Malgré un retard compréhensible. Nous avons réussi à faire face à la demande* (604 millions de transactions, le triple de la moyenne journalière). *Nous n'avons pas suspendu les cotations et nous rouvrirons normalement demain matin. La Bourse a fonctionné mieux que quiconque l'aurait pensé.* » Refusant obstinément toute analyse des événements, M. Phelan s'en tient à son rôle technique. Il rappelle néanmoins que « *l'état de l'économie américaine est bon, puisque le PNB des douze derniers mois accuse une augmentation de 2,5 % et que le niveau du chômage – 6 % – est plus bas que jamais* ». M. Phelan finit par admettre que la crainte de l'inflation, alimentée par la récente augmentation des taux d'intérêt, constitue « *une partie de l'explication de la pire journée de l'histoire* ». Il insiste sur la bonne santé des principales entreprises-phares, et conseille à tout le monde d'acheter des actions « *dès demain* », car les prix sont devenus intéressants.

Pour le président de la Bourse, la chute n'est rien d'autre qu'une *correction, brutale et historique*, certes, mais rien d'autre : « *Cinq ans de progression ininterrompue, sans correction, cela ne pouvait pas durer éternellement* », affirme-t-il, rappelant, à juste titre, que le marché de New-York se trouve, désormais, au niveau qui était le sien il y a un an. Et M. Phelan de se montrer rassurant : « *Bien qu'une baisse similaire rende le marché relativement imprévisible, je ne pense pas que l'on puisse descendre beaucoup plus bas, c'est donc le creux de la vague* », décrète-t-il devant un parterre sceptique. Les baisses constatées sur les places étrangères ? « *Elles constituent la preuve que les marchés boursiers sont intimement interconnectés.* »

Si les autorités fédérales observent un mutisme qui cache mal leur extrême irritation devant ce que certains responsables de la Bourse qualifient, en privé, d' « *enfantillage des milieux cambistes* », les spécialistes, une fois sortis du coma de 16 heures, sont intarissables. « *Acheter et vendre du papier ne peut que mal finir et nous sommes en train de mal finir* », affirme Steven Leeb, président de Money Growth Institute. « *Ce n'est pas encore la fin, c'est le début d'une grande correction du marché* », ajoute Louis Ehenkrantz du groupe Ehenkrantz Funds, qui rappelle qu'il avait, pour sa part, prévu une baisse de 25 % à court terme. « *Si la peur est désormais grande à travers le pays, elle est injustifiée, car je ne connais aucune entreprise importante qui ferait actuellement face à des problèmes structurels insurmontables* », estime Monte Gordon de Dreyfus Corporation, une firme de courtage. Selon William Lefevre, président d'Advest Inc., « *une baisse supplémentaire est inévitable* », car « *la peur est aussi grande qu'injustifiée. Une fois la panique installée, elle se nourrit d'elle-même* », conclut-il, faisant remarquer que « *Wall Street ne connaît que deux sentiments : l'euphorie et la panique* ».

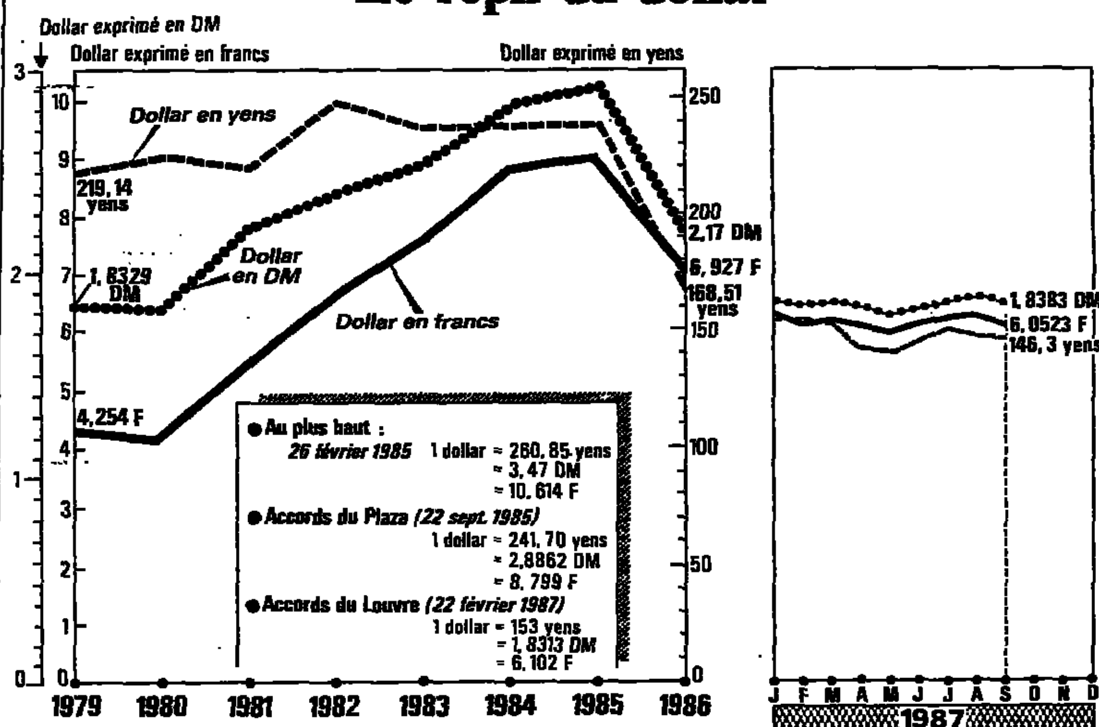
Vase clos

Malgré un démenti – timide – du président de la Bourse de New-York, il semble certain que plusieurs firmes de courtage éprouveront d'importantes difficultés à la suite de ce qui vient de se passer. Déjà, Salomon Brothers, l'un des fleurons de Wall Street, avait annoncé une réduction de ses effectifs de 12 % et un recentrage de ses moyens aussi bien à New-York qu'à l'étranger, notamment à Londres. Kidder Peabody, un autre fleuron, a immédiatement emboîté le pas. Précurseurs illuminés ou analystes chevronnés, les dirigeants de ces deux firmes ont eu la sagesse de reconnaître, avant le krach, que le luxe des agents de change et des investisseurs est allé trop loin, Vivant en vase clos, le petit milieu d'arbitragistes et de courtiers, outrageusement prétentieux, réussit à faire croire, pendant cinq ans, que le marché ressemblerait éternellement à ce taureau devenu le symbole de la Bourse de New-York. Si certains sont aujourd'hui en prison pour avoir perdu la tête, d'autres, licenciés ou réengagés à des salaires enfin raisonnables, retrouvent le sens des réalités. Comme le dit Félix Rohatyn, de Lazard Frères, « *s'il s'agit d'une correction, elle concerne surtout ceux qui avaient besoin d'une tape sur les doigts* », et maintenant reçoivent un grand coup sur la tête.

CHARLES LESCAUT.



Le repli du dollar



De 1979 à l'automne 1987, le dollar a décrit une vaste parabole. Partant de ses plus bas cours de la période 1978-1979 (sous la présidence de Carter), il a bénéficié, dès le printemps 1980, de « l'effet Reagan », anticipant les résultats de l'élection présidentielle de novembre 1980 et les effets de la nouvelle politique monétaire de M. Volcker, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, qui fit remonter volontairement les taux d'intérêt.

L'ascension du dollar a été continue par la suite jusqu'au « pic » de février 1985, date à laquelle les milieux financiers internationaux ont jugé que trop c'était trop.

Le repli du billet vert avait déjà commencé lorque, en septembre 1985, les grands pays industrialisés décidèrent, par l'accord du Plaza à New-York, d'accélérer ce repli. Ce fut un succès ! Il faut dire que le dollar, miné par des déficits budgétaires et commerciaux croissants, était « mûr » pour un tel repli.

La baisse fut si rapide que, en février 1987, les pays industrialisés prirent peur et décidèrent, par l'accord du Louvre (22 février) de la stopper et de stabiliser les cours aux niveaux atteints. L'accord reposait sur un pari, celui d'une diminution significative des déficits américains. Dans la mesure où cette diminution ne s'est pas encore fait sentir, les banques centrales ont dû soutenir assez massivement les cours du billet vert.

On notera, enfin, que le cours du dollar à Tokyo, parti de très haut en 1979 et maintenu à des cours articiellement élevés par la Banque du Japon, a fléchi vigoureusement à partir de l'accord du Plaza. Le cours du dollar à Paris n'est pas revenu, comme celui du dollar exprimé en deutschemarks, à son niveau initial : entre-temps, le franc a été dévalué de 50 % par rapport au deutschemark.

Paris : « Trop tard pour paniquer ? »

« Vous avez des tuyaux ? » L'homme nous a agrippé le bras, fiévreusement, *sur le trottoir de la place de la* Bourse. L'angoissante rumeur du krach ne lui a pas laissé le temps *de se raser ce matin. Il a un œil* sur le fixing, l'autre sur les manchettes catastrophe de la presse *économique au kiosque de la* place. On s'attendrait plutôt à le rencontrer aux alentours des guichets de *Longchamp ou de Chantilly*. C'est le visage de la détresse épargnante.

« Vous avez des tuyaux ? » Et sans nous laisser le temps de répondre : *« Hier, j'ai acheté des mines d'or très chères. Je voulais revendre aujourd'hui. Je ne sais plus quoi faire. »* Son univers familier était balisé par un trio de divinités bienveillantes : Michelin, Peugeot et les mines d'or. *Michelin et Peugeot* ayant plongé, ne reste que l'or. *« On m'a dit que lorsque les actions baissaient il fallait acheter de l'or ».* « *On* » ? Un agent de change ? *« Ah non, les agents de change ne donnent pas de tuyaux. Ils les réservent pour les gros. Moi, je suis trop petit, je ne les intéresse pas. »* Magnétophone à la main, un reporter de radio s'approche : *« Non, non, pas de photos ! »* Même au fond du naufrage, le bas de laine reste tabou.

Devant les colonnes, pourtant, pas d'émeute de pères de fa mille, ni de « manif » des petits porteurs. Ni *plus nombreuse, ni* plus nerveuse qu'un jour ordinaire, une petite foule d'étudiants et de curieux *attend sagement* l'heure de la visite. Un photographe de *France-Soir* avise un petit *groupe de personnes et leur* fourre en main un exemplaire du journal. *« Tenez, faites semblant de lire ça. Mais avec l'air grave, hein ? »* Et les autres de pouffer.

Panique, quelle panique ? Sans savoir encore que le lundi noir de la veille serait suivi d'un mardi sombre, *la « vox boursicoti »* était partagée entre acheteurs et... sceptiques. *« C'est quand les cours sont au plus bas qu'il faut acheter »*, assure un monsieur. *« De toute façon, il est déjà trop tard pour paniquer »*, renchérit un agent de change.

Finalement, le personnage le plus harcelé du microcosme est... l'attaché de presse de la compagnie des agents de change, écartelé entre les demandes de reportage des six chaînes de télévision, sans compter NBC News. Signe qui ne trompe pas, TDF souhaite installer un émetteur sur le toit du Palais Brongniart. *« C'est lourd ? »*, demande l'attaché de presse. Il ne manquerait plus que la verrière s'écroule.

D. S.

Economie

L'effondrement des

LONDRES : un calme trompeur

LONDRES
de notre correspondant

L'avantage du « big bang », cette réorganisation radicale de la Bourse de Londres effectuée il y a presque exactement un an, est que tout se passe en silence. On n'a donc pas entendu, le lundi 19 octobre, les commis crier frénétiquement des ordres de vente dans une atmosphère de panique. L'inconvénient est... que tout se passe également beaucoup plus vite et quasiment vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les terminaux d'ordinateurs ont donc anticipé puis répercuté à une vitesse extraordinaire et dans un calme trompeur la chute de Wall Street.

Les opérateurs ne sont plus sur place, ils sont dans les banques et dans les grandes maisons d'agents de change. Ils tapent sur leurs consoles. La chute de la Bourse de Londres a été, lundi, un événement abstrait, sans bruit ni couleur.

Elle a également été massive. En une journée, la totalité des valeurs cotées a baissé de 40,6 milliards de livres (506 milliards de francs). La chute, selon l'indice du *Financial Times*, est de 10,6 %. C'est la plus forte baisse enregistrée à Londres depuis la seconde guerre mondiale. La précédente, due au retour des travaillistes au pouvoir, en 1974, n'avait été que de 7,4 %.

Dans la City, le spectacle était dans les cafés chics et les bars à vin qui se sont multipliés ces dernières années et ne ressemblent guère aux pubs d'antan. Les « yuppies » de la Bourse, ces jeunes professionnels parfois arrogants, qui ont énormément profité matériellement de la hausse continue de ces dernières années, se mettaient soudainement à aborder des sujets métaphysiques.

Il est exclu, pour eux, de sauter par la fenêtre comme cela se faisait à New-York en 1929. Les banques et les grandes maisons de courtage, où toute l'action est désormais concentrée, sont climatisées, et il est impossible d'y ouvrir une quelconque fenêtre... Certains se posaient cependant des questions non seulement sur leur avenir professionnel mais sur le sens même de leur métier.

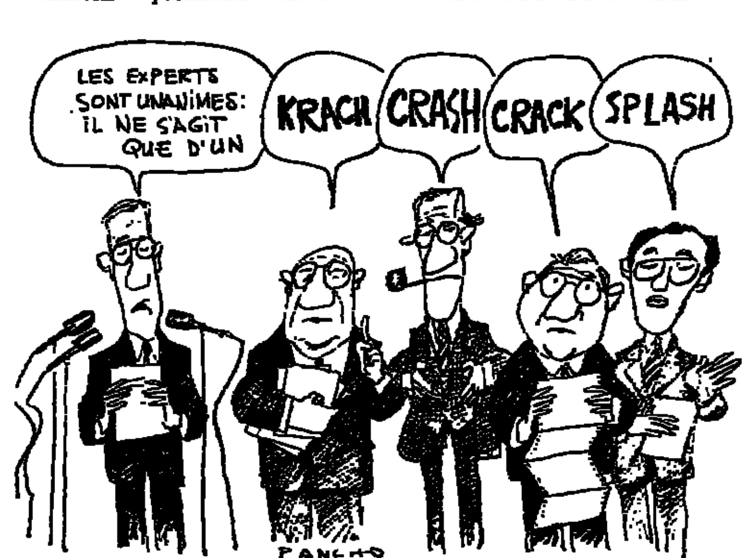
BP en chute libre

Le cabinet conservateur qui s'apprête à vendre la participation de l'Etat dans BP a eu la désagréable surprise de voir l'action de cette société tomber lundi au-dessous du prix pourtant annoncé... le jeudi 15 octobre. Cela est sans précédent dans l'histoire d'une privatisation. BP symbolise bien l'ampleur de la chute. Le gouvernement avait fixé à 330 pence (33 francs) le prix de vente au public des 31,5 % d'actions encore détenues par l'Etat dans cette entreprise, la première en Grande-Bretagne et la sixième du monde. Acheter des parts de BP était en apparence une aubaine pour le public puisque l'action cotait encore 347 pence le 14 octobre. Le « matelas » paraissait donc alléchant entre le prix offert et le cours du marché. L'action BP valait lundi 316 pence à la Bourse de Londres...

Le cabinet conservateur après avoir apparemment hésité, a décidé de vendre quand même ses 31,5 % de participation. Comment arrêter de toute façon une énorme opération soigneusement préparée depuis des mois et pour laquelle 6 millions de souscripteurs britanniques potentiels se sont déjà manifestés ?

La plupart des sociétés privatisées par Mme Thatcher ces dernières années sont tombées très fortement. British Telecom perd 25 pence à 235. British Gas perd autant pour atteindre 142 pence. Une des chutes les plus spectaculaires qui n'est pas cependant uniquement liée au climat général mais à un scandale récurrent est celle de Guinness qui perd 42 pence à 319. Le gouvernement britannique s'efforce de rassurer l'opinion en laissant entendre qu'une reprise technique est inéluctable dans les prochains jours. Cet optimisme n'est pas partagé par la City.

DOMINIQUE DHOMBRES.



Le jeudi 24 octobre 1929...

Sinistre coïncidence : dans quatre jours, le 24 octobre, on saluera l'anniversaire du fameux « jeudi noir », qui, en 1929, secoua la Bourse de New-York, déclenchant, de proche en proche dans le monde entier, une récession jamais égalée depuis. Bien que les premiers symptômes du krach soient apparus dès le 19 octobre, c'est le 24 à 11 h 30, que *« le marché s'abandonna à une frayeur aveugle et sans merci »*, raconte J. Kenneth Galbraith dans son ouvrage consacré à *« la Crise économique de 1929 »* (1).

Cette frayeur aveugle va durer jusqu'à la mi-novembre, faisant chuter l'indice des actions de 469 à 220, ce qui correspondait pour les épargnants et les spéculateurs à une perte de l'ordre de 30 milliards de dollars. Mais il faudra plusieurs mois pour qu'on réalise la gravité de la situation, et que se manifestent les premiers signes évidents de la « grande dépression ». *« La prospérité vous attend au prochain coin de rue »*, déclare même le président Hoover quelques semaines après le jeudi noir.

Il est vrai que la situation économique des Etats-Unis présente, en cette année 1929 toutes les apparences de la prospérité. C'est l'époque, écrit André Philip dans son *« Histoire des faits économiques et sociaux »* (2), *« où un grand nombre d'auteurs français allant aux Etats-Unis revenaient avec des livres sur le miracle américain, où ils exprimaient leur admiration devant le pays qui le premier avait lancé la production et la consommation de masse »*.

L'automobile, la « TSF », l'acier, l'électricité, le gaz et le pétrole sont en plein décollage. A la Bourse, le cours des actions de la General Motors est passé de 1927 à 1929 de 18 à 92 dollars ; celui de la General Electric de 80 à 403 dollars. Que se passe-t-il donc pour transformer cette expansion en crise ? L'économie américaine est-elle si fragile qu'elle ne résiste pas à quelques semaines de tourmente financière ?

Elle l'est. Car en dépit des apparences la conjoncture est profondément malsaine. A côté des secteurs d'avenir, plusieurs grandes industries traditionnelles chancellent : les chemins de fer, concurrencés par l'automobile sont écrasés de frais généraux ; les mines de charbon et le textile souffrent d'une surcapacité chronique. Plus grave, l'agriculture connaît un marasme profond, du fait notamment de la baisse continue des prix, et de l'épuisement des sols.

« Orgie spéculative »

De 1920 à 1929, le pouvoir d'achat des paysans et des ouvriers ne cesse de baisser, tandis que les profits des entreprises augmentent, faute d'un marché de consommation suffisant, les profits s'investissent tout naturellement dans la spéculation à la Bourse de New-York.

Dès le début de 1928, une véritable *« orgie spéculative »* se développe. Elle est encouragée par la pratique des *« ventes sur marges »* : les acheteurs au lieu de verser la totalité de leurs achats ne payent au comptant que 10 % de la valeur acquise, et déposent des titres en garantie pour les 90 % restant, lesquels sont empruntés par les agents de change, « brokers », à des taux bien supérieurs à ceux du marché auprès des banques. Les prêts des brokers passeront de 1,5 milliard de dollars au début des années 20 à 2,5 milliards en 1926 et à 7 milliards à la fin de 1928, témoins de l'ampleur prise par la spéculation.

Cette « bulle » spéculative, devenue une mode, va crever dès les premiers signes de récession, preceptibles — bien qu'encore légers — dès l'été 1929. Après quelques accès de faiblesse, vite corrigés, le marché plonge à partir du 24 octobre, sans d'ailleurs qu'on en connaisse bien l'explication. Il semble que l'origine de la catastrophe soit la décision malencontreuse de la Banque d'Angleterre, qui, en relevant son taux d'escompte provoque un retrait de fonds européens.

Une baisse se produisit : les brokers, vérifiant la position de leurs clients, s'effrayèrent et réclamèrent de l'argent frais comme garantie supplémentaire ; ils n'obtinrent en retour que des ordres de vente des titres confiés en dépôt, qui, lancés en même temps, transformèrent la baisse en effondrement.

Malgré l'importance du krach, la situation économique allait rester stationnaire pendant l'hiver, et c'est seulement au printemps suivant que, la reprise attendue ne venant pas, qu'on réalisa la gravité de la récession, qui allait pendant plus de deux ans provoquer une baisse continue des prix de la production, des faillites et des chômeurs en pagaille.

L'Europe, avec un léger décalage, suivra. On connaît la suite : protectionnisme renforcé et politique volontariste des Etats pour sauver la situation, du meilleur — le New-Deal de Roosevelt — au pire : la montée du nazisme en Allemagne...

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Ed. Payot.
(2) Aubier, Ed. Montaigne.

TOKYO : pas encore catastrophique

TOKYO
de notre correspondant

La Bourse de Tokyo a fermé, le mardi 20 octobre, enregistrant une chute des cours de 14,9 %. L'indice Nikkei a perdu 3 836 points et s'élevait à la clôture du marché à 21 910. Dès l'ouverture, mardi matin, un mouvement massif de vente se faisait sentir et l'on craignait une panique ; à midi, l'indice était déjà tombé de 1 873 points (contre 620 points au cours de la journée de lundi).

Selon M. Yoshio Yoshida, directeur adjoint de la Bourse, c'était la première fois en vingt-sept ans qu'il assistai. à une telle baisse. Il s'agit de la première chute aussi importante du marché de Tokyo depuis la panique provoquée en 1953 par la mort de Staline. M. Yoshida estime cependant que le marché de Tokyo n'a fait que réagir à la baisse des cours à Wall Street et qu'il devrait se stabiliser, sinon repartir à la hausse.

Bien que la baisse de l'indice soit sensible, une grande différence est notable entre Tokyo et New-York : sur la première place, le volume des actions traitées est resté faible. En d'autres termes, le mouvement a été fort mais il n'a pas eu l'ampleur de celui de Wall Street. Si les ordres de ventes ont été nombreux, ils n'y avait pas d'acheteurs.

Afin de limiter la chute des cours, le ministère des finances a demandé aux principaux agents de change d'acheter une partie des titres sur le marché. En outre, les investisseurs institutionnels (banques, compagnies d'assurances) semblent ne pas avoir bougé.

Les observateurs se demandent si cette chute des cours à Tokyo est le prélude à un mouvement de panique, ou s'il s'agit finalement d'une correction après une période particulièrement faste de hausse des cours. *« Les investisseurs sont certes inquiets*, souligne un spécialiste, *mais ils ont tellement gagné depuis des mois qu'avant qu'ils perdent il faudra plusieurs journées comme celle-ci. »* En juillet, au demeurant, l'indice Nikkei se situait aux alentours de 22 700. Le 15 octobre, il avait franchi un record historique à la hausse et une correction était prévisible. A 21 910, mardi, la perte n'est pas catastrophique. Un agent de change estime en outre que l'économie se portant relativement bien, compte tenu d'une reprise de la demande intérieure, il est peu probable que le mouvement atteigne des proportions alarmantes. Il reste que le marché japonais ayant eu tendance à flamber ces dernières années, il est potentiellement très vulnérable à une chute des cours.

PHILIPPE PONS.

Les réactions à l'étranger et en France

M. Reagan : « L'économie va bien »

A l'étranger, on notera que le président Reagan a exprimé sa préoccupation devant la baisse des cours de Wall Street. Il a surtout affiché une sérénité à toute épreuve. Il a émis l'hypothèse que cette baisse historique a pu être provoquée par quelques spéculateurs.

« Je pense que tout le monde est un peu étonné (...). Je ne sais pas quelle signification cela peut avoir, parce que tous les indices économiques sont à la hausse. L'économie va bien », a-t-il dit en réponse à des questions de la presse.

« Peut-être certaines personnes ont-elles eu la chance de faire un profit, a-t-il ajouté. *Je ne sais pas. Mais ce que je sais, c'est la chose suivante : plus de gens sont au travail aujourd'hui que jamais auparavant dans l'histoire. Notre productivité est en hausse, notre production de biens manufacturés aussi. Il n'y a pas d'inflation galopante comme par le passé. Je dis en conséquence que personne ne devrait céder à la panique, parce que tous les indicateurs sont solides. »*

Cet optimisme est loin d'être partagé par M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, qui voit trois causes principales à la débandade boursière actuelle : 1) la sphère financière s'est gonflée démesurément par rapport à celle des biens réels ; 2) la dérégulation des marchés a été excessive. Les instruments financiers à moyen terme sont utilisés d'une manière qui aggrave la tension ; 3) les données économiques mondiales, qui sont à la base du déséquilibre des marchés financiers et monétaires, à savoir en particulier le déficit du commerce extérieur et le déficit budgétaire américain, n'ont pas été corrigées.

M. Delors a critiqué les *« propos aventureux »* de M. James Baker, qui avait laissé entendre que les autorités américaines pourraient laisser filer le dollar. Le président de la Commission admet que *« si les menaces de M. Baker ne sont pas vaines, le système monétaire européen (SME) va être mis à l'épreuve du feu »*. Mais il se montre optimiste quant à sa capacité de résistance. *« Il n'y a aucune raison que les nouveaux moyens de coopération mis en place récemment ne puissent fonctionner. »*

● En France. — Dans l'opposition, M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre socialiste de l'économie, a demandé, sur France-Inter, un *« arrêt immédiat des privatisations »* et s'est prononcé *« pour une réunion d'urgence du groupe des sept pays les plus riches sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI), préparée à l'échelle de l'Europe »*.

Il a souhaité aussi que le gouvernement fasse voter un projet de loi qui vise à assurer l'information des petits actionnaires et leur permette d'être *« démocratiquement »* représentés dans les conseils d'administration.

A Nancy, M. Jean-Pierre Chevènement a estimé : *« C'est le capitalisme qui est malade ; la chute de la Bourse le rappelle à ceux qui seraient tentés de l'oublier, en particulier certains socialistes, qui ne doivent pas penser que l'alignement sur le libéralisme est la seule solution de tous les problèmes. »*

Autre partisan du ralentissements du programme des privatisations, M. Antoine Pinay, l'ancien président du Conseil, a déclaré à Europe 1, le mardi 20 octobre : *« Je crois qu'il faut marquer une pause dans les privatisations. On ne prend pas d'initiative de ce genre dans les tornades, et il faut les laisser passer. »*

M. Pinay a conseillé de *« profiter »* de la baisse de la Bourse *« pour acheter des valeurs qui ont baissé, car c'est une tornade qui affole les gens manquant de maturité »*.

Au sein de la majorité, Edouard Balladur a reçu le renfort de l'ancien premier ministre Raymond Barre qui a, lui aussi, lancé un appel au *« sang-froid »*. *« Il s'agit de ne pas être pris de panique, il s'agit de saisir quelle est la valeur économique des actions et d'attendre que les choses se remettent en ordre »*, a-t-il souligné. Dans la tourmente, M. Barre a tenu à marquer sa solidarité avec le gouvernement. Ce dernier, a-t-il dit, a engagé depuis 1986, *« une politique de redressement qui va dans la bonne direction, il ne faut donc pas manifester de pessimisme systématique »*.

M. Balladur : pas de privatisations « à toutes forces »

M. Edouard Balladur a déclaré le lundi 19 octobre à Europe 1 que le gouvernement ne poursuivrait pas son programme de privatisations *« à toutes forces si la situation du marché ne le permet pas »*.

« Ce serait absurde. Ce qu'il faut, c'est s'adapter très adroitement à l'évolution de notre marché boursier. C'est ce que nous ferons », a affirmé le ministre, ajoutant cependant que la privatisation de Matra devrait intervenir, comme prévu, à partir de lundi 26 octobre.

M. Michel d'Ornano (UDF), président de la Commission des finances de l'Assemblée, a estimé, mardi, sur Europe 1, que pour procéder à de nouvelles privatisations il convenait d'attendre que les entreprises déjà privatisées *« aient retrouvé le cours de leurs valeurs »*.

Le ministre français de l'économie et des finances, d'autre part, a appelé les principaux pays industrialisés à respecter l'accord du Louvre de février 1987. *« Il faut, a-t-il dit, remettre ses propres affaires en ordre »* (au niveau des déséquilibres les budgétaires et commerciaux) et *« que la politique des taux d'intérêt à court terme et à long terme soit une politique raisonnable et responsable »*

La stabilisation du dollar mardi

Consolidation des accords du Louvre ?

Américains et Allemands ont tenté de calmer le jeu après avoir déclenché la tempête. La rencontre surprise, le lundi 19 octobre à Francfort, entre le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, le ministre ouest-allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg, et le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, a permis de mettre une sourdine à la querelle publique entre Bonn et Washington, à l'origine de la panique boursière et monétaire des derniers jours.

Lors d'une conférence de presse impromptu, en fin de matinée du 20 octobre, M. Stoltenberg a confirmé l'importance qu'attachent Bonn et Washington, comme leurs partenaires, *« consultés par téléphone »*, aux accords du Louvre visant à une stabilisation du dollar. Encouragé par le fait que le dollar s'est quelque peu rétabli à Francfort à 1,80 deutschemark, M. Stoltenberg a par ailleurs déclaré que, si la baisse régulière de l'indice Dow-Jones à Wall Street (— 12,5 % depuis le 25 août) était justifiée par une surcotation des valeurs, l'effondrement de ces derniers jours ne correspondait nullement à l'état réel de l'économie et aux perspectives attendues. M. Baker est rentré ensuite d'urgence à Washington.

Alors que des rumeurs circulent sur une baisse des taux allemands alimentées par la légère diminution des taux d'intervention (de 3,85 % à 3,80 %) décidée le matin par la Bundesbank, les cambistes s'interrogeaient. Les accords du Louvre seront-ils à nouveau aménagés ? Il faudra bien tenir compte d'une conjoncture déstabilisée par la tension sur les taux d'intérêt et la malencontreuse remarque de M. Baker sur la décision de Washington de laisser filer le dollar si les Allemands n'appliquaient pas leurs engagements et continuaient de relever le loyer de l'argent.

C'est dans cet esprit d'une meilleure concertation que M. Jacques Delors a annoncé qu'il allait demander aux douze ministres des finances de la CEE de se réunir pour *« définir une attitude commune »* face à la crise financière.

Si les Européens et les Japonais sont proches de Bonn lorsqu'il s'agit de demander à Washington d'apporter une preuve plus nette de sa volonté de lutter contre les deux déficits — budget et balance des paiements courants — qui menacent les grands équilibres mondiaux, ils se retrouvent sur les rangs américains pour regretter la prudence allemande en matière budgétaire. Alléger les impôts, certes, mais pourquoi chercher à tout prix à trouver des financements équivalents alors que l'inflation, proche de zéro outre-Rhin, permettrait d'affronter, pour un temps provisoire, une plus large détérioration des comptes publics ?

La question reste ouverte et continue de préoccuper les cambistes, déjà inquiets de voir les Etats-Unis paralysés par l'année électorale.

Ce ne sont pas les contacts téléphoniques qu'ont eus ce 20 octobre M. Balladur et son homologue ouest-allemand ou ceux qui devraient se multiplier ces jours-ci entre les Cinq, voire les Sept, qui suffiront à apaiser les marchés des changes.

Dans la presse étrangère

La politique des Etats-Unis sur la sellette

« L'écroulement des cours de Bourse (...) va changer le paysage », écrit le *Times* de Londres. La première conséquence est que, *« à moins d'un redressement, la vente par le gouvernement de ses actions de British Petroleum pourrait être un flop »*. *« Si les gouvernements paniquent, il y a un bien plus grand danger : un krach boursier peut conduire à une crise économique »*, poursuit le quotidien. Or le système politique américain *« semble incapable »* de réagir autrement que par une loi protectionniste qui rendra *« la crise virtuellement plus sure encore »*.

Le *Financial Times*, beaucoup moins alarmiste, titre de son côté son éditorial : « Retour sur terre ». Des millions d'actionnaires nouveaux vont découvrir que *« les cours de bourse peuvent aussi baisser »*. La place de Londres, réformée il y a un an, est *« raisonnablement bien construite »*. La chute a surtout des cause externes vennes de Wall Street, analyse le quotidien financier. Le système financier mondial, avec *« la peur qui se transmet d'une place à l'autre »*, est tel qu'*« il n'y a pas de moyens pour des atterrissages en douceur »*. *« On devra vivre avec des lundis noirs. »* Toutefois sur le fond, il se peut qu'un nombre suffisant d'investissemts *« ont conclu qu'une récession américaine majeure est devenue inévitable »*.

Le *Wall Street Journal* américain considère que *« certains parallèles avec la journée noire de 1929 sont à faire »*. La grande dépression était *« essentiellement une grave erreur protectionniste »* ; or, s'il y a des ménaces protectionnistes aujourd'hui, la crise actuelle est plutôt due *« à l'instabilité des taux de change et à un possible effondrement du dollar »*.

« Le monde a cruellement besoin d'une négociation américano-japonaise pour stabiliser les changes en utilisant les politiques monétaires et non en intervenant sur les marchés, poursuit le *Wall Street Journal*. *Il faut penser à défendre le dollar, peut-être en utilisant les stocks d'or américains si cela est nécessaire. L'on a besoin d'une coopération internationale (...) ; comme M. Balladur, le ministre des finances français, le suggère, il faut renforcer les accords du Louvre : aller plus loin et essayer de forger, à partir de la crise, un régime plus permanent des taux de change. »*





Economie

marchés financiers

POINT DE VUE

Eloge des privatisations

par Renaud de La Genière
président de la Compagnie financière de Suez

DANS notre pays, le vieux débat sur la primauté des entreprises *publiques ou* privées avait abouti entre 1936 et 1945 à un certain équilibre fait d'idéologie et de *pragmatisme qui* permettait au gré des circonstances et des tendances gouvernementales *la mise en œuvre de politiques plus* ou moins libérales ou planificatrices. En fait, de grandes sociétés avaient *été nationalisées dans la banque,* l'assurance et l'industrie lourde : mais la plupart des entreprises (en nombre, *évidemment, mais également* en parts de marché) demeuraient privées.

Ce débat a été rouvert à l'occasion de l'élection présidentielle de 1981, et il s'est ensuivi une vague de nationalisations sans précédent dans l'histoire économique des grands pays occidentaux. Cette politique a été malheureuse à plus d'un titre. Elle a, comme tout changement de contrôle (et dans ce cas-ci, quel changement !), perturbé le fonctionnement et la stratégie des entreprises concernées. Presque tous les dirigeants ont été remplacés d'un seul coup, par conséquent sans discernement. Elle a sevré les entreprises de fonds propres, non seulement dans le cas des banques, qui, pendant cinq ans, n'en ont pas reçu de leur actionnaire unique (l'Etat), mais encore dans celui des entreprises industrielles, bien qu'elles aient bénéficié de dotations en capital : les fonds propres ne peuvent venir que de l'épargne, alors que l'Etat en détruisait au même moment par l'accroissement délibéré de son déficit budgétaire.

Sérénité

Mais, surtout, les nationalisations de 1982 ont eu pour but de permettre au gouvernement d'intervenir directement dans la gestion et *la stratégie des entreprises, afin de* renforcer les moyens de son programme général. Elles ont donc accru, dans les choix des entreprises, la part des critères non économiques (sociaux, politiques, culturels, idéologiques) au détriment de celui qui est la clé de la prospérité et de la croissance, le critère du profit. Si, à partir de 1984, la pratique a atténué la doctrine, les privatisations de 1986 ont été rendues inévitables par les nationalisations de 1982, car il devenait urgent de rendre nos entreprises à la logique du marché.

Il est à souhaiter que, dans notre *pays comme ailleurs, ces ingérences* soient désormais épargnées aux professionnels.

La sérénité dans ce domaine essentiel est d'autant plus nécessaire que depuis le premier choc pétrolier les marchés se sont internationalisés. Dans tous les grands *pays, le protectionnisme* et le contrôle des changes ont régressé, à la mesure de la crainte sans cesse renouvelée de leur retour en force. Mais ce mouvement est irréversible, si les gouvernements sont lucides, car les progrès de la technologie conduisent les entreprises à envisager d'emblée la confrontation de leur production avec la demande mondiale, et c'est à cette échelle que leur taille, leurs résultats et leur compétitivité doivent être appréciés. Les marchés nationaux, surtout en Europe, sont devenus trop étroits ; même les frontières extérieures de la Communauté économique européenne forment dans bien des cas un horizon trop proche. Par exemple en matière financière, le marché est d'ores et déjà celui du monde occidental, et, à cet égard, l'échéance de 1992 n'est pas devant nous : les banques sont déjà dans le marché mondial.

Ainsi, pour les entreprises, c'est dans le cadre international qu'il faut être parmi les plus grands et les meilleurs, et gagner encore des parts de marché. Pour cela, *la croissance* interne ne suffit pas, il faut pouvoir lever des fonds propres sur le *marché financier, former des* groupes d'entreprises, ce qui est malaisé pour une entreprise nationalisée *dont le capital est bloqué* (au profit de l'Etat). La nationalisation protège les entreprises (contre *les « rôdeurs »), mais freine leur* croissance ; la privatisation est tout à la fois un défi (celui de la concurrence des *meilleurs mondiaux*), et une chance (la possibilité retrouvée de grandir selon ses mérites).

Les privatisations devant être faites, pouvaient-elles être faites autrement ? L'essentiel de la réponse tient en quatre propositions : il fallait agir aussi vite que possible, établir clairement la séparation des entreprises et de l'Etat, développer l'actionnariat populaire, réinsérer les entreprises privatisées dans leur partenariat naturel.

Il fallait agir aussi vite que possible *en raison du temps perdu depuis* 1981. A cet égard la capacité du marché financier à absorber les actions vendues par l'Etat a été mise en doute : crainte injustifiée. D'abord, l'Etat doit de toute manière financer son déficit budgétaire, dont l'ampleur n'a rien à voir avec les privatisations ; à concurrence de ce déficit, qu'il vende des obligations ou des actions (celles des *sociétés privatisées*) relève de modalités techniques, non de la taille du marché. Ensuite le marché, *manquant d'actions depuis cinq* ans, est disposé à absorber ce que lui offrent les entreprises privées ou privatisées. *L'expérience* confirme cette analyse : il y a eu en 1987 ripage des obligations vers les actions, mais *les entreprises* privées n'ont pas été évincées du marché primaire. Enfin, il y a lieu de consolider autant que faire se peut les abondantes liquidités disponibles : les actions des sociétés *privatisées* demeurant l'un des produits financiers longs les plus désirés, il est tout indiqué de répondre à l'attente du marché.

Il fallait assurer clairement la séparation des entreprises et de l'Etat, et, pour ce faire, éviter la prolifération de sociétés d'économie mixte, c'est-à-dire dans lesquelles l'Etat conserverait une participation. Qu'en ferait-il en effet ? Ou bien il en profiterait pour infléchir les choix des entreprises selon une optique non marchande, affaiblissant en conséquence leur rentabilité ; ou bien, il n'en ferait rien, ce qui vaudrait mieux, immobilisant alors de l'argent public en vain. A cet égard, l'une des vertus des privatisations est d'exonérer l'Etat de toute responsabilité dans la composition de l'actionnariat des entreprises et dans la nomination de leurs dirigeants et des membres de leur conseil d'administration. Un heureux compromis entre économies d'Etat et de marché ne saurait émerger d'êtres ambigus.

OPA fécondes et OPA létales

La constitution d'un actionnariat populaire a été réussie sous sa double forme : celle de la petite épargne et celle des salariés de l'entreprise. Dans les deux cas, le succès témoigne de l'intérêt nouveau de catégories plus étendues de Français pour les entreprises. Et, dans le cas des salariés tout au moins, on peut les compter au nombre des actionnaires stables.

Enfin, s'il est aisé de nationaliser d'un seul coup, il est beaucoup plus délicat de réinsérer les entreprises *dans leur partenariat naturel. L'une* des caractéristiques de ce dernier est qu'il peut aller au-delà des relations *d'affaires et de clientèle* ; l'habitude de travailler ensemble, la confiance réciproque entre les équipes ont conduit *dans tous les* pays les entreprises à nouer des relations en capital. C'est la condition d'une information complète sur la vie des entreprises, leurs choix particuliers et leur stratégie, et d'une participation effective aux décisions essentielles ; *c'est aussi* la volonté affirmée d'une défense commune en cas d'attaques sur le contrôle de l'entreprise qui pourraient nuire à son développement, voire à sa survie.

Ce dernier point mérite d'être *approfondi. Dans la sphère financière,* l'économie de marché dynamise les entreprises et leurs regroupements *éventuels par les diverses* possibilités qu'elle offre à la mobilité du capital, alors que l'économie *d'Etat sclérose les structures. Mais* il faut se prémunir contre celles des tentatives qui ne visent qu'à *démanteler l'entreprise pour réaliser* des plus-values à court terme. Et il faut se donner les moyens de traiter différemment les offres publiques d'achat (OPA) fécondes et les OPA *létales*. Au moment où l'Etat abandonne le contrôle exclusif des entreprises nationalisées, il doit donner aux dirigeants le temps nécessaire pour réorganiser et consolider leur partenariat, retrouver la tradition et anticiper l'avenir. Le groupe d'actionnaires stables apparaît ainsi comme un facteur de protection des petits actionnaires, des actionnaires salariés et des salariés eux-mêmes dans la phase suivant les privatisations ; s'il protège aussi les bons dirigeants, tant mieux : on se demande pourquoi il protégerait les mauvais. Par la suite, il évoluera en fonction de la stratégie de l'entreprise et de son environnement.

Pour ces raisons, le choix initial des membres de ce groupe ne pouvait *résulter de procédures automatiques*, comme il a été récemment suggéré : par exemple une mise aux enchères *n'aboutirait pas à sélectionner* les partenaires les plus naturels, mais les financiers français ou étrangers *les plus riches, voire les* plus hostiles (ce qui ne constitue pas des critères recommandables). *Force* était donc, pour *sélectionner* les candidats, de s'en remettre à la réflexion des plus qualifiés : le *ministre des finances, dont la vision* est la plus générale, et les présidents des *entreprises* concernées qui en sont *les meilleurs experts* et les responsables.

Pour moi, dans le cas que je connais, celui de Suez, voici ce que j'ai voulu proposer, et que le minis*tre d'Etat a bien voulu décider : il y* avait à rechercher parmi les entreprises avec lesquelles Suez travaille *celles qui sont assez proches pour* qu'elles envisagent favorablement leur concours ; il y avait à retrouver *ceux de nos partenaires d'avant la* nationalisation avec lesquels nous sommes restés liés ; il y avait à rechercher *la collaboration classique* des financiers « institutionnels » (les assurances, les banques) dont la compétence permet de vérifier la nôtre ; il y avait à élargir ce cercle à des sociétés industrielles, car Suez a besoin de leur expertise pour investir dans l'industrie et les services ; il y avait à s'assurer la participation de sociétés étrangères pour intensifier notre action internationale ; il y avait à combiner dans notre capital la place de quelques grands investisseurs (parce qu'une *participation significative dans Suez* coûte cher) et celle de plus nombreux petits parce que nos relations *d'affaires ne se bornent pas aux* plus grands ; il y avait enfin à s'assurer que nos actionnaires stables ne présentent pas entre eux des incompatibilités relevant de leurs relations réciproques.

Si l'on tient compte de tous ces facteurs, le groupe d'actionnaires *stables de Suez privatisé s'impose* avec assez d'évidence, sous réserve d'une liberté de choix que je revendique dans *l'intérêt de la compagnie* financière elle-même.

La fin des illusions

(Suite de la première page.)

Ce n'est pas seulement l'oubli de la nature moutonnière des marchés qui *caractérise la myopie contemporaine.* Celle-ci s'explique aussi par la volonté délibérée de ne pas appeler les choses par leur nom. Effet sournois de l'omniprésence du discours politique ?

A la débandade de Wall Street, on peut, sans risque d'erreur, assigner au moins deux causes immédiates. La première est l'effet retardé de la montée des taux d'intérêt. La seconde, la soudaine prise de conscience non seulement de la fragilité de l'accord du Louvre (22 février 1987), mais aussi de la tentation américaine de laisser à nouveau glisser le dollar.

Pour essayer de faire plier les Allemands, qui venaient de relever (modestement) leurs taux, M. James Baker a laissé entendre que le dollar pourrait baisser, et donc que le deutschemark pourrait encore monter. Si les hommes politiques ne veulent pas voir qu'une valorisation des monnaies japonaise et européennes condamnent le Japon et le Vieux Continent à une croissance ralentie d'abord, puis peut-être à une dépression, confusément les marchés le comprennent. L'incohérence politique engendre le sauve-qui-peut.

Le krach de Wall Street et des autres Bourses révèle au grand jour les dangers d'une situation dont les gouvernements, n'ont cessé d'encourager l'aggravation.

Si les taux d'intérêt ont recommencé à monter depuis l'été dernier, la raison essentielle ne peut en être que l'aug*mentation de l'endettement et la détérioration* correspondante de la qualité des meilleures signatures. C'est à la lumière de ce phénomène *général qu'il* convient d'analyser les grandes évolutions en cours et dont on peut se demander, après le choc subi, si *elles* sont aussi « irréversibles » qu'on le dit : l'internationalisation des marchés et leur modernisation, qui a consisté, notamment, à lever tous les obstacles à ce qu'on appelle le mouvement de *« mobiliérisation »* ou en anglais *« securitisation »*. En un mot, il s'agit de l'accès direct des grandes entreprises au marché qui repousse un peu plus loin les limites de l'endettement.

Un frein aurait pu venir du fait que les banques, gravement touchées par l'orgie des prêts qu'elles avaient consentis pendant les années fastes, n'étaient plus disposées à multiplier à la même cadence les crédits. Le crédit *bancaire s'est bien restreint*, mais il a trouvé un puissant relais. La généralisation de la pratique des taux flottants *a fait que les institutions financières ont* transféré les risques sur l'emprunteur.

Un exemple qui n'est pas étranger à la montée des taux à long terme en France est de nature à montrer que, sous prétexte de rénovation du marché de Paris, on a copié servilement les pratiques américaines les plus contestables. Ce qui fit longtemps la force et l'attrait du capitalisme américain était l'existence d'un marché obligataire et hypothécaire à très long terme (vingt-cinq ans) sur lequel les particuliers et les entreprises pouvaient se procurer des *fonds* à un taux modique. Dès le début des années 70, les besoins du Trésor ont accaparé ce marché désor*mais pratiquement fermé aux emprunteurs* privés.

Les fonctionnaires de la Rue de Rivoli ont cru bon d'introduire en France, sous le gouvernement socialiste, la faculté pour le Trésor d'emprunter à très long terme. Le gouvernement suivant s'est emparé avec délices de cette possibilité « moderne ». Ce n'est pas demain que les jeunes ménages français pourront disposer d'une source de fonds liquides remboursables en une génération et bon marché. L'Etat a pris leur place. Il a dû récemment ralentir ses émissions, pour essayer de limiter la hausse des taux. Voilà ce qui s'appelle la « libéralisation » de l'économie financière : sa soumission quasi totale aux besoins du Trésor, en France et dans la plupart des grands pays.

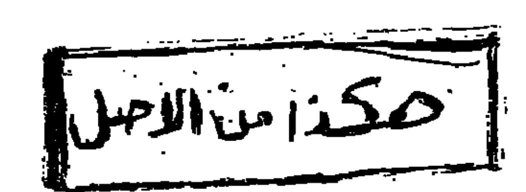
Il aura suffi qu'une nouvelle menace pèse sur le dollar pour mettre le feu aux poudres. La contradiction de la politique suivie en matière de devises est masquée par le refus de voir la réalité en face, faute précisément de toute réflexion sur une expérience historique pourtant récente. L'effondrement du système des taux de change fixes qui date de 1971-1973 a confirmé que le régime des changes flottants est celui des monnaies ayant rompu tout lien, si ténu soit-il, avec un étalon de valeur commun (l'or).

Toute tentative de rétablissement des taux de change stables entre devises inconvertibles n'a aucune chance de durer, à moins d'appeler « taux de change stables » la pseudo-fixité existant par exemple entre les monnaies du système monétaire européen, sujettes à de fréquents réajustements.

Les différents instituts d'émission n'ayant plus de point de référence commun (l'étalon) pour conduire leur politique, ils sont obligés de s'en remettre à une impossible « coordination ». Depuis le début de l'année, une chute beaucoup plus profonde du dollar n'a été empêchée que par ce que les banques centrales d'Europe occidentale et d'Asie ont acheté entre 80 et 100 milliards de dollars. C'est cette formidable injection de liquidités qui a favorisé la reprise des matières premières, alimenté la croissance des masses monétaires et nourri la spéculation boursière. La stabilité factice fait renaître la menace d'inflation. L'absence d'intervention créerait des écarts de change insupportables se traduisant par le marasme économique dans les pays à monnaies surévaluées (Europe, Japon) et la surchauffe aux Etats-Unis.

La grande question qui se pose aujourd'hui est de savoir à quelle *condition* le désastre *d'une grande* dépression – comme celle qui suivit 1929 – peut être évitée. En 1929, la crise *monétaire* n'avait *pas encore eu* lieu. Elle est en cours depuis quinze ans. L'aspiration vers un retour à la stabilité et l'allusion à l'or faite récemment par le secrétaire américain au Trésor sont des facteurs encourageants mais fragiles. De même, alors, la crise bancaire allait suivre le krach de 1929, le réajustement a déjà eu lieu même s'il n'est pas terminé. L'effondrement du plus grand marché financier du monde et le cortège de faillites qu'il entraînera nécessairement devraient obliger les gouvernements à revoir le problème de l'endettement des pays pauvres. Est-il imaginable qu'on s'en tienne à la fiction que leurs dettes sont parmi les seules à ne pas être dévaluées ?

PAUL FABRA.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Économie

SOCIAL

Sécurité sociale : les « sages » remettent leur rapport

Le ralentissement des dépenses de retraites et de santé est inévitable

Les « sages » nommés par le gouvernement devaient remettre le mardi 20 octobre au premier ministre leur rapport sur les moyens d'assurer l'équilibre de la Sécurité sociale à long terme. Le ministre des affaires sociales recevra les partenaires sociaux dès la semaine prochaine, avant de faire connaître les orientations retenues par le gouvernement, qui donneront lieu à deux journées de débats les 12 et 13 novembre. L'enjeu n'est pas seulement la recherche de ressources nouvelles pour la Sécurité sociale dès 1988, mais aussi de ralentir à long terme l'évolution des dépenses, notamment en matière de retraites.

C'est à l'horizon 2000 que les « sages » nommés par le gouvernement ont choisi de se placer pour formuler leur diagnostic sur le système français de Sécurité sociale et les moyens d'assurer son équilibre et sa vitalité. Ce recul permet de mieux apprécier les contraintes qui pèsent sur lui.

A long terme, elles sont d'abord démographiques : le poids des personnes âgées va s'accroître de façon inéluctable, et, avec lui, les dépenses de retraites et de santé (une personne de plus de soixante-cinq ans consomme, estime-t-on, deux fois plus de soins médicaux que la moyenne). Or les plus de soixante ans seront douze millions, soit 20,4 % de la population, en l'an 2000, et plus de quatorze millions, soit 26 %, vers 2020, contre dix millions (soit 18 %) en 1985. Un tel vieillissement est prévisible dans tous les pays développés. Il sera plus rapide encore en Allemagne fédérale ou au Japon.

Comment faire face ? On peut, sans doute, se tranquilliser en pensant que la montée du déficit a été largement due, jusqu'ici, au chômage, et que, dans les prochaines années, l'activité économique comptera autant que la démographie. Mais les projections faites en 1985 par le Commissariat au plan ne laissent guère d'espoir d'une réduction rapide du chômage. Pour ramener en l'an 2000 celui-ci à son niveau de 1975, il faudrait créer chaque année deux fois plus d'emplois qu'on ne l'a fait au cours de la période faste 1959-1974 (1). On peut donc difficilement attendre la fin du siècle pour agir.

On ne peut pas non plus compter uniquement sur une augmentation des ressources. Certes, jusqu'à présent, les Français ont préféré payer davantage pour conserver leur couverture sociale : depuis 1974, rien que pour la retraite les seules cotisations salariales ont plus que doublé. Peut-on cependant continuer longtemps, même à un rythme un peu plus lent ? Toujours pour les seules retraites, il faudrait, à système inchangé, augmenter encore de 20 % les cotisations d'ici à l'an 2000. On peut sans doute rendre le financement un peu plus équitable et moins sensible à l'évolution de l'emploi que les cotisations actuelles en recourant à une contribution sur tous les revenus : la suggestion figurera sans doute dans le rapport des « sages ». Mais cela ne diminuera pas le poids global sur les actifs.

Il faut donc aussi freiner la croissance des dépenses. Pour les retraites, les moyens sont assez bien connus depuis les études menées sous l'égide du Plan et les différentes commissions qui les ont suivies. On peut jouer d'abord sur la durée de versement de la retraite en retardant l'âge de départ ou en allongeant la durée des cotisations nécessaires. Les Etats-Unis, par exemple, ont décidé de reculer l'âge de la retraite de deux mois par an à partir de 2003 et jusqu'à 2027, de façon à l'amener de soixante-cinq à soixante-sept ans. Les Japonais, eux, ont décidé de porter progressivement de vingt-cinq à quarante ans la durée des cotisations nécessaires pour la retraite à taux plein en commençant par la génération née en 1928... (2)

Retarder les départs

Et en France ? L'on admet assez largement, y compris à gauche, que le départ à la retraite à soixante ans ne sera pas toujours aussi justifié : les salariés qui partent maintenant ont généralement commencé à travailler à quatorze ans ou quinze ans ; aujourd'hui, la majorité des jeunes ne débutent dans la vie active qu'après vingt ans. Et les tâches sont devenues moins éprouvantes. Mais il est difficile de revenir, même si c'est à terme, sur un acquis social si récent et si longtemps réclamé par les syndicats...

Aussi, souhaite-t-on plutôt mettre en œuvre des incitations positives. D'abord, en augmentant la pension des salariés acceptant de retarder leur départ. Jusqu'à 4 % par an environ, l'opération resterait avantageuse pour le régime de retraite (3). Autre possibilité : permettre une cessation progressive d'activité. L'aspiration est assez largement répandue, on l'a vu encore lors des réunions départementales des états généraux. Il suffirait de permettre de ne liquider que partiellement la retraite : d'ores et déjà, contraindre un salarié à prendre sa retraite à soixante ans est pratiquement assimilé à un licenciement.

Ces deux idées vont sans doute se retrouver dans le rapport des « sages ». L'obstacle majeur est, comme pour le recul de l'âge de la retarite, la situation de l'emploi : la préretraite, qui reste la solution la moins douloureuse aux suppressions d'emplois, continue d'amener en retraite à soixante ans des dizaines de milliers de salariés chaque année. En 1986, 43 % seulement des hommes partant à la retraite étaient encore en activité.

Reste à jouer aussi sur le montant de départ. Le calcul de la pension sur les dix meilleures années, combiné avec les conditions actuelles de validation des cotisations, accroît sensiblement le montant moyen des pensions (de 20 % environ pour les femmes) : cela explique les réticences des syndicats à modifier le système. Mais le caractère inéquitable de celui-ci, qui favorise à l'excès les carrières courtes ou fortement ascendantes, justifierait une telle modification. Il n'est sans doute pas impossible de l'effectuer tout en maintenant le niveau moyen des retraites. D'autres pays, comme la Grande-Bretagne – où la réforme s'appliquera progressivement à partir de l'an 2001, – l'Autriche, l'Espagne ou la Suède ont entrepris de rapprocher le montant de la retraite des cotisations versées.

Offre et demande

La situation de l'assurance-maladie est plus complexe. D'autres facteurs entrent en jeu dans l'évolution des dépenses : l'aspiration des Français à être mieux – plus – soignés, le comportement même des fournisseurs de soins – les médecins libéraux et les établissements hospitaliers, essentiellement. De fait, depuis dix ans, on a agi sur l'offre, comme sur la demande, de façon très empirique, si l'on excepte la création du budget global hospitalier. Il s'agissait de limiter les recettes des médecins et la prise de médicaments, ou de réduire certains remboursements, sans trop de douleur. L'assurance-maladie ne s'est que faiblement désengagée, au moins jusqu'au plan Séguin de 1987, qui a cherché à modérer la consommation, en augmentant son prix. Sur l'offre, les possibilités de freinage résident aujourd'hui surtout dans une action persévérante et tous azimuts de réduction des coûts.

Pour l'hospitalisation, qui représente la moitié des dépenses, celle-ci peut s'exercer d'abord par la diminution du nombre de lits de soins aigus : l'excédent global, déjà évalué à 30 %, risque de s'accroître avec les possibilités nouvelles que réalisaient de plus en plus d'opérations sans hospitalisation. Ensuite, par l'automatisation de certaines opérations de gestion ou d'analyses ou par le recours à la sous-traitance pour certaines tâches non médicales, comme cela se fait dans d'autres pays : par exemple en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas. Cela exige sans doute une aide à la conversion du personnel, comme dans l'industrie, et le passage du secteur privé sous la même toise.

Pour la médecine de ville, l'augmentation du nombre de médecins amène à des choix plus drastiques : chaque acte s'accompagnant de prescriptions, elles-mêmes croissantes. Même si les praticiens n'en sont pas responsables, il paraît difficile de rémunérer cent vingt mille médecins – chiffre auquel on parviendra dans six ou sept ans – de la même façon que l'on en rémunérait soixante mille il y a douze ans. Même si l'on réduit fortement les promotions annuelles, on n'échappera sans doute pas soit à une forme de limitation de l'activité des médecins, soit à une limitation du nombre de praticiens conventionnés par les caisses d'assurance-maladie.

Un contrôle plus strict des caisses d'assurance-maladie sur l'activité médicale, notamment en matière de prescriptions, semble aussi inévitable. Mais pour que ces mesures soient acceptables par les médecins, il faudra sans doute connaître et faire connaître le coût des traitements et en mieux évaluer l'efficacité (4).

Cette action sur l'offre peut-elle éviter sinon un nouveau désengagement de l'assurance-maladie, du moins un certain plafonnement de son intervention ? Les projections faites par l'INSEE sur l'évolution des dépenses de santé, qui passeraient de 13,6 % à 20 % de la consommation totale en l'an 2000, amènent à se poser la question : jusqu'à quel point l'assurance-maladie pourra-t-elle suivre la demande de soins et la médicalisation ? Mais comment éviter que le partage remette en cause l'égalisation progressive de la consommation médicale entre les différentes catégories sociales constatée jusqu'ici ?

GUY HERZLICH.

(1) *Faire gagner la France*, Hachette, 1985, collection « Pluriel » (*le Monde* du 23 septembre 1985).

(2) Jean-Pierre Dumont, *les Systèmes étrangers de sécurité sociale*, Economica, 1987, à paraître.

(3) Pour un travailleur au salaire médian de 6 600 F par mois, la pension, la première année, augmenterait de 130 F par mois ; et de 650 F la cinquième année.

(4) Sur l'évolution des dépenses et l'évaluation des techniques, voir *Santé, mon cher souci*, par Béatrice Majnoni d'Intignano, Economica 1987.



Économie

SOCIAL

La grève des dockers occasionne de très importantes pertes au port de Marseille

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Après deux semaines de conflit, les négociations ont repris le 15 octobre entre les dockers CGT et les entreprises de manutention (acconiers) du port de Marseille en vue d'aboutir à la signature d'une nouvelle convention collective. Les deux parties sont convenues de rechercher une base d'accord minimum pour favoriser une reprise rapide du travail. Depuis l'arrivée à échéance, le 1er octobre dernier, de l'ancienne convention collective de 1947, dénoncée par le patronat le 1er juillet 1986, les dockers ont refusé de se soumettre aux nouvelles règles d'embauche fixées unilatéralement par les acconiers dans les bassins du port sauf ceux de Fos. Informés du conflit, les armateurs ont préféré, par prudence, détourner leurs navires vers d'autres ports méditerranéens. Ainsi, selon la direction du port, une cinquantaine d'escales ont déjà été annulées, représentant une perte de cent cinquante mille tonnes de marchandises. Les trafics sur la Corse et l'Algérie se sont cependant poursuivis avec le concours de dockers employés dans deux sociétés de manutention appliquant les anciens accords.

Les négociations qui ont repris jeudi 15 octobre portent essentiellement sur une réduction du nombre des dockers de l'ordre de six cent cinquante à huit cents, sur un total de deux mille huit cents dans les deux bassins du port, à l'est et à l'ouest, et une meilleure flexibilité de la main-d'œuvre.

Acconiers et dockers sont d'autant plus contraints de trouver un terrain d'entente que le trafic général de Marseille a diminué de 7 % au cours du premier semestre de 1987, alors que celui du port du Havre – où de nouveaux accords sont entrés en vigueur – a enregistré dans le même temps une augmentation de 15 %.

GUY PORTE.

ÉTRANGER

La réunion des ministres des Douze à Luxembourg

La France modifie son attitude sur la réforme de la politique agricole

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le Conseil européen, qui se tiendra en décembre à Copenhague, devrait décider une augmentation sensible des ressources mises à la disposition de la CEE. Cette augmentation est nécessaire pour faire face à la progression des dépenses qui résulte de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ainsi que de la volonté des Douze d'établir d'ici à 1993 un grand marché sans frontières. Mais la décision ne sera pas prise – le débat des ministres des affaires étrangères des Douze, qui a eu lieu lundi 19 octobre à Luxembourg, l'a confirmé – sans la mise en place préalable d'une stricte discipline budgétaire agricole.

C'est la principale condition posée par les Britanniques. Les Français, c'est là l'événement le plus notable, souscrivent à cette condition et pour l'essentiel aux propositions présentées à cette fin par la Commission de Bruxelles, alors que les Allemands y sont opposés. « *Nous sommes favorables à une maîtrise des dépenses agricoles et elle passera par la mise en place de stabilisateurs* », a déclaré, le lundi 19 octobre, M. Bernard Bosson, le ministre des affaires européennes. Il s'agit là d'objectifs de production fixés pour chacun des produits avec baisse automatique en cas de dépassement.

Tout en réclamant des modalités d'application spécifiques, la France donne ainsi son aval pour que la réforme de la PAC soit poursuivie dans le sens de la rigueur. Elle tourne ainsi le dos à l'attitude défensive qui fut longtemps la sienne. Pourquoi cette sorte de révolution culturelle ? Paris est certainement désireuse de faire sauter le plus vite possible le verrou budgétaire qui *interdit* la relance de la Communauté. Sur le plan agricole, il veut surtout éviter les quotas de production.

Souvent plus compétitive que ses voisines, la France croit qu'elle *pourra mieux supporter* qu'elles la baisse des prix qu'implique le mécanisme de stabilisateurs. Elle rêve parfois de prendre leur place. Elle sait aussi que c'est la seule voie pour aborder avec des chances de succès la négociation agricole internationale, notamment avec les Etats-Unis. Il reste à voir comment réagiront les paysans à cette potion qu'ils devineront plus amère que magique.

PHILIPPE LEMAITRE.

AFFAIRES

Le Club Méditerranée gèrera Mirapolis

Le premier grand parc d'attraction français, Mirapolis, qui avait *ouvert ses portes en mai*, à Cergy-Pontoise, dans la banlieue parisienne, sera dirigé par le Club Méditerranée. La première saison d'exploitation du parc, qui a fermé ses portes à la mi-octobre a, en effet, été décevante. Malgré un investissement *de 500 millions de francs*, l'équipement, conçu sur le modèle américain, n'a pas atteint les objectifs qui avaient été fixés par l'ancienne direction. Deux et demi millions de visiteurs étaient attendus, or moins de sept cent cinquante *mille personnes se sont rendues* à Mirapolis.

Pour la prochaine saison, de nouvelles attractions, notamment pour les adolescents, seront mises en place. Une augmentation de capital de 92,5 millions de francs sera nécessaire. *Les principaux actionnaires* de Mirapolis sont le financier saoudien Gaith Pharaon, le Club Méditerranée, la Caisse des dépôts. Le Club Méditerranée confirme ainsi sa diversification dans les loisirs.

REPÈRES

Caisses d'épargne

Redressement au troisième trimestre

Les caisses d'épargne Ecureuil ont enregistré une progression de 7,5 milliards de francs de leurs *encours (différence entre dépôts et retraits)* sur livret A durant le troisième trimestre, alors que ce solde avait été négatif durant les deux premiers trimestres, a annoncé, *lundi* 19 octobre, le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance

Au 30 septembre, l'encours total (426,7 milliards de francs) était toutefois en léger retrait (– 0,4 %) par rapport à la situation au 31 décembre 1986.

Le CENCEP attribue le regain d'intérêt pour le livret A à l'augmentation du plafond de dépôt (de 72 000 F à 80 000 F) et à une évolution du taux d'épargne des ménages.

Production industrielle

Baisse en France durant l'été

L'indice mensuel de la production industrielle (hors bâtiment et travaux publics) a baissé de 1 % en juillet-août, s'inscrivant après correction des variations saisonnières à 104 sur la base 100 en 1980 contre 105 en *juin. C'est l'automobile et les biens* d'équipement ménager qui ont le plus reculé en juillet-août, et d'une façon générale – quoique dans une moindre mesure, – les biens de consommation.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE CARBONE-LORRAINE

LE CARBONE-LORRAINE EN S'ASSOCIANT AVEC CEFILAC VEUT ÉTENDRE ET RENFORCER SON ACTION DANS LE DOMAINE DE L'ÉTANCHÉITÉ POUR L'INDUSTRIE.

Les conseils d'administration des sociétés Le Carbone-Lorraine et Céfilac ont décidé lors de leur séance du 16 octobre 1987 le principe d'un rapprochement entre les deux sociétés, qui exercent des activités complémentaires dans le domaine de l'étanchéité industrielle.

L'opération, qui serait soumise en décembre 1987 à la décision d'une assemblée générale consisterait en une fusion-absorption de la société Céfilac par Le Carbone-Lorraine.

Afin d'assurer le développement du nouvel ensemble, le Conseil d'administration de Le Carbone-Lorraine a arrêté le principe d'une augmentation de capital dont le montant et les modalités seront définis ultérieurement.

A l'issue de ces opérations, la participation de Pechiney dans le capital de Le Carbone-Lorraine demeurera inférieure à 50 %.

Céfilac, dont le chiffre d'affaires dépasse 150 millions de francs, et dont le résultat net après impôts représente 5 % du chiffre d'affaires, jouit d'une réputation mondiale dans le domaine de la haute étanchéité. Ses systèmes équipent les centrales nucléaires, les réacteurs expérimentaux destinés à la fusion thermonucléaire et sont utilisés dans les industries spatiale, informatique, chimique, etc... Inscrite au hors cote de la Bourse de Paris, la société Céfilac est contrôlée à hauteur de 99,5 % par Pechiney.

Chiffre d'affaires

*L'ensemble des sociétés du groupe Le Carbone-*Lorraine a consolidé ses positions commerciales au cours du 1er semestre 1987. La légère réduction du chiffre d'affaires est due, essentiellement, à l'évolution des parités monétaires et pour l'activité du génie chimique au ralentissement des investissements de l'industrie chimique.

Millions de francs	1er semestre 1987	1er semestre 1986	%
Groupe Le Carbone-Lorraine	693	709	– 2,3
Société mère française	298	309	– 3,6

Dans l'ensemble du groupe, les activités de génie électrique (applications électriques et Ferraz) confortent leurs positions sur les marchés étrangers, notamment en Europe et en Amérique du Sud.

Les ventes de la plupart des spécialités et matériaux avancés progressent notablement, malgré une forte concurrence internationale.

Résultats

Toute les sociétés du groupe Le Carbone-Lorraine ont poursuivi en 1987 leur effort d'investissement. Elles ont obtenu des progrès de productivité notables qui leur permettent de maintenir leurs performances.

Groupe Le Carbone-Lorraine

Le résultat courant consolidé du groupe Le Carbone-Lorraine, avant impôts, charges et produits exceptionnels et corrections monétaires, s'élève à 75 millions de francs, soit + 12 % par rapport au 30 juin 1986.

Les corrections monétaires légales liées à l'inflation galopante du début de l'année au Brésil ont pesé sur le résultat net consolidé qui s'établit au niveau de celui de l'année précédente, soit 31 millions de francs.

Après le rachat de parts de minoritaires dans les sociétés Ferraz (France) et Le Carbone-Lorraine SAIC (Argentine), *le résultat net en part du groupe atteint* 28 millions de francs (25 millions de francs en 1986).

Société Mère

Le résultat courant de la société mère française Le Carbone-Lorraine, avant impôts et charges et produits exceptionnels, s'élève au 30 juin 1987 à 25 millions de francs (22 millions de francs en 1986) en raison d'une *forte progression des dividendes reçus et de la diminution* des charges financières nettes. Son résultat net est de 17,3 millions de francs (14 millions de francs en 1986).

Les perspectives

Elles sont favorables pour le second semestre dans les sociétés étrangères dont les marchés sont actifs. La société mère française évolue, par contre, dans une *conjoncture nationale morose particulièrement en ce qui* concerne les biens d'équipement.

Le Carbone-Lorraine a acquis en RFA, au cours du 1er semestre 1987, une activité de techniques séparatives par membranes pour les industries chimiques, médicales, agro-chimiques et les biotechnologies.

Cette activité sera exercée à la fois par la société GFT *(Gesellschaft Fur Trenntechnik GmbH) et par la société* mère française dans laquelle sera construite une unité moderne de production. Le Carbone-Lorraine participe dès maintenant au projet français de déshydratation de bio-éthanol pour la fabrication d'alcool utilisable dans le carburant automobile.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT – Obligations 10,30 % – 1978

Les intérêts courus du 6 novembre 1986 au 5 novembre 1987 seront payables à partir du 6 novembre 1987 à raison de 185,40 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 9 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 20,60 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de *35 F*, soit un net de *150,40 F*.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 243 856 à 247 550 et 249 551 à 273 361 sortis au tirage au sort du 1er octobre 1987 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 10 au 6 novembre 1988 attaché.

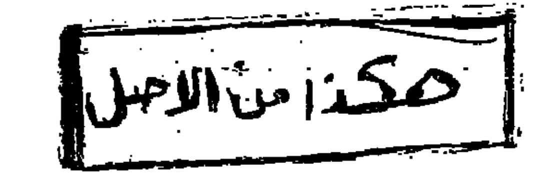
Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie Générale, recettes des Finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, 75007 Paris, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels.

Il est rappelé :

– d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;

– d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;

– enfin que les titres compris dans les séries du numéros 132 945 à 142 236, *215 715 à 225 963, 295 459 à 308 763*, 225 964 à 228 *150* et 232 *151* à 243 855, sont respectivement remboursables depuis le 6 novembre 1983, le 6 novembe 1984, le 6 novembre 1985 et le 6 novembre 1986.



Marchés financiers

Accor et le Chèque-Déjeuner candidats à la reprise du Chèque-Vacances

La privatisation du Chèque-Vacances est engagée. Un projet de loi le concernant est en cours d'élaboration et doit recevoir l'aval des divers ministères concernés (industrie et tourisme, finances etc.).

C'est en 1982 qu'une ordonnance créait le chèque-vacances, aide à la personne destinée à permettre aux moins fortunés des salariés de prendre des congés. Son attribution est soumise à plusieurs conditions : le bénéficiaire doit être salarié et acquitter un impôt de moins de 1 000 F. Il doit épargner tout au long de l'année. A cette épargne s'ajoute la participation de son employeur et, dans certains cas, du comité d'entreprise. Afin de gérer ce dispositif, un établissement public à caractère industriel et commercial était mis en place, mais le chèque-vacances n'a jamais réellement «décollé». En 1986, on dénombrait quatre cent vingt mille utilisateurs, mais sept millions de personnes auraient pu en bénéficier. L'établissement réalise un chiffre d'affaires à peine supérieur à 100 millions de francs alors que 400 millions seraient nécessaires pour assurer l'équilibre de la gestion.

Les pouvoirs publics, qui peaufinent depuis plusieurs mois un projet de loi destiné à remplacer l'ordonnance de 1982, se heurtent à des difficultés. Les conditions d'attribution du chèque-vacances sont trop restrictives (montant maximum des impôts trop bas, exclusion des fonctionnaires jusqu'à une date récente). Le caractère social de la prestation interdit une privatisation trop onéreuse pour les vacanciers et réduit l'intérêt que les sociétés privées peuvent y trouver. La solution consisterait à confier le Chèque-Vacances à plusieurs entreprises de service du secteur privé ; la multiplicité des émetteurs devant permettre à ces sociétés de mieux répartir les charges de gestion du Chèque-Vacances tout en lui conservant son caractère social.

Deux acquéreurs se sont déjà mis sur les rangs : le groupe Accor, leader français du titre restaurant, et le Chèque-Déjeuner. Ces sociétés pourraient s'associer avec un banquier ou une mutuelle. Accor et le Chèque-Déjeuner pourraient ainsi réduire leurs frais de distribution en utilisant leur propre réseau, d'autant que cette prestation pourrait être partiellement défiscalisée, et les conditions nécessaires pour bénéficier du chèque-vacances, assouplies.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Le groupe Bernard Julhiet rejoint EUROCOM

Le groupe EUROCOM, premier groupe français d'agences de publicité (avec notamment HDM, Bélier, ECOM...», lui-même filiale spécialisée de l'agence Havas, prend le contrôle du groupe Bernard Julhiet, avec vocation d'acquérir peu à peu une large majorité dans cette affaire de conseils en tous genres, restée jusqu'ici une société de personnes (famille, dirigeants et cadres de l'entreprise). Les actuels actionnaires conserveront, à terme, une « *part significative* » du capital.

Créé en 1949, le groupe Bernard Julhiet s'est fait une spécialité du conseil en commercialisation et en recrutement, ainsi qu'en marketing direct et marketing téléphonique. Un ensemble de techniques apparemment disparates dont sont fort friandes les entreprises soucieuses de se développer ou d'améliorer l'efficacité de leurs services. Employant deux cents personnes, pour un chiffre d'affaires annuel de 100 millions de francs, le groupe Bernard Julhiet avait la nécessité de répondre mieux aux exigences de plus en plus larges de ses trois cent cinquante clients annuels et de trouver chez un partenaire puissant la possibilité de conquérir de nouveaux marchés en France comme à l'étranger.

J. D.

NEW-YORK, 19 oct. ↓

Le séisme

C'est un véritable séisme qui a secoué Wall Street le lundi 19 octobre. Jamais, de toute l'histoire du marché, la baisse n'avait provoqué de tels effets dévastateurs. Que l'on en juge : sur l'avalanche des ordres de vente, le célèbre Dow Jones a, d'un seul coup, perdu 508,32 points, pour retomber lourdement à 1 738,41, son plus bas niveau depuis un peu plus d'un an. Même au plus fort de la tempête en 1929, les 28 (– 12,9 %) et 29 octobre (– 11,7 %) de cette année-là, l'indice des industrielles n'avait décroché aussi brutalement (– 22,6 %). Record de baisse donc, mais record d'activité aussi avec 604,82 millions de titres échangés (contre 338 millions vendredi), qui en ont fait perdre leur calme aux ordinateurs devenus complètement fous. Le bilan de la journée a été littéralement horrible. Sur 2 078 valeurs traitées, 1 981 se sont affaissées, 40 seulement ont osé monter, tandis que 57 restaient l'arme aux pieds.

M. David Ruder, le président de la Securities and Exchange Commission (SEC), la COB américaine, a déclaré avoir un instant envisagé d'arrêter les transactions. En fait, la SEC n'a pas le pouvoir légal de procéder à la fermeture du marché. M. Ruder s'est déclaré très inquiet de la situation, mais « *Il est trop tôt encore pour juger des effets sur l'économie* », a encore ajouté le président de la SEC.

VALEURS	Cours du 16 oct.	Cours du 19 oct.
Alcoa	56	42 1/2
Allegis (ex-UAL)	93 7/8	75
A.T.T.	30 1/8	24
Boeing	43 5/8	38 1/2
Chase Manhattan Bank	38 3/4	28
Du Pont de Nemours	98 1/2	80
Eastman Kodak	89 1/2	63 1/2
Exxon	43 1/2	35
Ford	84	68
General Electric	50 3/4	41 7/8
General Motors	68	50
Goodyear	58 1/2	42
I.B.M.	134 1/2	103 1/4
I.T.T.	58 7/8	46 1/2
Mobil Oil	42 3/4	32
Pfizer	50 1/4	48 1/4
Schlumberger	36	30 1/4
Texaco	36 1/2	30 7/8
Union Carbide	27 3/8	22 1/2
U.S.X.	34	21
Westinghouse	60 1/2	40
Xerox Corp.	70 1/8	56

PARIS, 20 octobre =

Suspense

Le relentissement de la baisse observée lors des premières transactions du matin a d'abord été de courte durée. Devant l'afflux d'ordres de ventes, l'ouverture officielle de la séance a été reportée d'un quart d'heure. Immédiatement, l'indicateur plongeait de 8,60 % avant de se ressaisir en fin de séance pour remonter cette fois de 1,87 %.

A deux jours de l'échéance du mois boursier d'octobre la liquidation ne s'en annonçait pas moins difficile.

Les sommes à régler jeudi vont être telles que certains gérants ou particuliers risquent quasiment de se trouver ruinés. Dans cette ambience de film catastrophe, nombre de valeurs étaient réservées à la baisse dont les plus importantes comme Midi ou Peugeot. De nombreuses ventes étaient enregistrées en provenance d'investisseurs anglo-saxons. La plupart des titres tombaient à leurs niveaux les plus bas de l'année, avec des replis variant entre 10 et 15 %.

Sur le marché des options négociables sur actions, les autorités boursières décidaient même de suspendre les cotations durant toute la journée de mercredi 21 octobre afin de résorber l'arriéré.

En revanche, pour la première fois, l'effet de « boucherie » n'est pas venu du MATIF. Au contraire, ce marché a fait cavalier seul à la hausse. Le contrat de décembre s'appréciait de près de 6 % et repassait même la barre des 91. Nombre d'investisseurs tablent sur une éventuelle baisse des taux en Allemagne et prennent en compte le rachat d'obligations aux Etats-Unis.

L'or dans ce climat était toujours très recherché, comme le napoléon avec 18 000 pièces traitées. Le volume des transactions a atteint le chiffre inhabituel de 61 millions de francs.

A l'issue de la séance, les professionnels avaient les yeux rivés sur Wall Street.

LONDRES, 20 oct. ↓

Très forte baisse

Le Stock Exchange a enregistré, le mardi matin 20 octobre dès l'ouverture, une énorme baisse dans le sillage des Bourses d'Extrême-Orient et de Wall Street. L'indice FT des trente valeurs industrielles, qui avait perdu, lundi, plus de 10 %, a encore reculé de 174,3 points, à 1 454,9 en début de matinée. Le marché était actif, mais ne paniquait pas. Après la chute de plus de 500 points à New-York lundi soir, la plupart des analystes s'attendaient à des pertes encore supérieures à celles de la veille. La perte pour la seule journée de lundi se serait élevée à près de 50 milliards de livres (500 milliards de francs). Elle était de 32 milliards de livres dès mardi matin. Dans ce climat, le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, a conseillé mardi aux investisseurs de « *rester calme* », parce que « *l'économie est fondamentalement saine, même s'il y a des fluctuations* ». Selon le chancelier, cette crise a démarré à New-York parce qu' « *il y a manque de confiance aux Etats-Unis* ». Il a cependant affirmé qu'il ne « *voyait aucun signe fondamental de récession* » dans ce pays.

TOKYO, 20 oct. ↓

Moins 14,9 %

Devant les effets dévastateurs de la tempête de Wall Street, un véritable vent de panique s'est levé, mardi, dans le quartier des guerriers (Kabuto-Cho) où la Bourse de Tokyo est installée.

A l'issue de la séance matinale, l'indice Nikkeï, qui mesure la température à la corbeille nippone, avait perdu 3 836,48 points sous l'effet des ventes massives. Durant la seconde partie de la journée, toutefois, la résistance s'organisait tant bien que mal. A la clôture, le Nikkeï ne s'en inscrivait pas moins à 14,9 %, en dessous de son niveau précédent, soit à 23 872,80 (– 1 873,80 points).

Selon un responsable de la firme Daïwa, les investisseurs japonais traditionnels gardent, eux, leur sang-froid. « *Les ventes sont le fait de l'étranger* », a-t-il assuré. Le ministre des finances, M. Miyazawa, a affirmé qu' « *il n'y avait pas de quoi s'inquiéter* ».

VALEURS	Cours du 19 oct.	Cours du 20 oct.
Akaï	505	405
Bridgestone	1 320	1 120
Canon	1 170	970
Fuji Bank	3 250	2 750
Honda Motors	1 580	1 280
Matsushita Electric	2 470	2 070
Mitsubishi Heavy	709	608
Sony Corp.	4 950	4 450
Toyota Motors	2 100	1 700

FAITS ET RÉSULTATS

● **Le Creuset : les salariés poussent à une solution française.** – Les salariés du groupe Le Creuset-Godin, numéro un français de la poterie culinaire, ont réitéré leur soutien au plan de reprise de leur société présenté par des investisseurs français.

Les trois comités d'entreprise des usines de Fresnoy-le-Grand (518 salariés), Guise (450 salariés), dans l'Aisne, et Cousances-les-Forges (130 salariés), dans la Meuse, précisent leur position, alors que la direction générale du groupe privilégie le plan présenté par un repreneur anglais, M. Van Zuydam. Selon les salariés, M. Van Zuydam, ancien responsable du groupe anglo-américain Prestige, n'a donné aucune précision chiffrée sur son plan.

Ils confirment donc leur préférence pour le plan présenté par la Financière Scribe, mené par M. Paul Schmitt, ancien directeur général du groupe Le Creuset, et où figure le principal importateur anglais et client du Creuset, la société TKM. Ce plan prévoit notamment une augmentation du capital, une diversification immédiate, l'introduction au second marché dès que les conditions le permettront, la participation des salariés et le maintien de l'activité des trois sites.

● **Crédit suisse : le bilan s'améliore.** – Le bilan du Crédit suisse, numéro trois de la banque dans la Confédération helvétique, a progressé de 2,2 % au troisième trimestre 1987 par rapport au deuxième. L'augmentation est de 2,3 milliards de francs suisses, de sorte que le bilan de l'établissement atteint 109,2 milliards de francs suisses pendant cette période. Cette hausse est due à un fort afflux de dépôts à très court terme de la part d'autorités nationales et supranationales, indique la banque.

Les prêts à la clientèle ont augmenté de 3,7 % depuis fin juin, les avances et prêts à terme fixe de 4,8 % et les placements hypothécaires de 3,1 %. Les fonds de la clientèle ont progressé de 0,9 %, les dépôts d'épargne de 3,6 % et les comptes privés et comptes salaires de 3,4 %.

● **Monsanto : 30 % de profits en moins.** – Le groupe chimique américain Monsanto Co. annonce, pour le troisième trimestre, un bénéfice net de 100 millions de dollars (contre 144 millions pour la période correspondante de 1986). Le résultat net par action est ainsi de 1,30 dollar (contre 1,85 dollar). Le chiffre d'affaires est, lui, en hausse à 1,9 milliard de dollars, contre 1,7 milliard au troisième trimestre 1986.

Pour les neuf premiers mois de 1987, le bénéfice net de Monsanto a été de 392 millions, contre 410 millions au cours des trois premiers trimestres de 1986. Au cours de cette période, son chiffre d'affaires s'est élevé à 5,8 milliards, contre 5,3 milliards.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1195	....	Manutan	331 20	331 20
Alain Manoukian	361	....	Marlin Immobilier	313	301
Arnault & Associés	601	490	Metallurg. Minière	133	128
Asystel	395	....	Métrologie Internat.	345	331 o
B.A.C.	430	404	Métroservice	198	173
B. Demachy & Assoc.	681	653 o	M.M.B.M.	615	578
B.I.C.M.	800	768 o	Molex	307	276 30 o
B.I.P.	500	....	Navale-Delmas	720	680
Bolloré Technologies	881	....	Olivetti-Logabax	385	369 o
Boisset	680	640	Om. Gest.Fin.	414	415
Câbles de Lyon	1067	1013	Petit Bateau	215	206 40 o
Calberson	799	744 o	Petrofigaz	410	386
Cardif	1630	1530	Pier Import	318	295 80 o
C.D.M.E.	894	858 o	Razel	1189	1151 o
C. Equip. Elect.	301	289 o	St-Gobain Emballage	1400	1303 o
C.E.G.I.D.	1015	....	St-Honoré Matignon	196	189 o
C.E.G.E.P.	189	185	S.C.G.P.M.	225	218 o
C.E.P.-Communication	1100	1035	Serna-Matra	592	568 o
C.G.I. Informatique	655	603	S.E.P.	1460	1363
Ciments d'Origny	585	521	S.E.P.R.	1480	1226 o
C.N.I.M.	360	....	Sligos	1170	1100
Concept	215	....	S.M.T.Goupil	305	278 30 o
Conforama	707	685	Sodexho	892	831
Dafsa	236	226	Sofibus	371	371
Dauphin O.T.A.	3200	3220	Sopra	750	705 o
Davantay	1900	....	TF 1	182	180
Deville	910	873 o	Union Financ. de Fr.	698	656
Drouot-Ob. convert.	....	....	Valeurs de France	348	330
Editions Belfond	201 60	187 70 o			
Elect. S. Dassault	500	480 o			
Elysées Investiss.	24	22 50			
Expand	770	717 o			
Filipacchi	480	460 o			
Guintoli	920	795 o			
Guy Degrenne	905	....			
I.C.C.	244 90	235			
IDIA	186	172			
I.G.F.	163 60	157 o			
IN2	204	171 o			
Int. Metal Service	175 10	168 o			
La Commande Electro.	418	....			
Le gd livre du mois	315	300			
Loca Investissement	264	264 30			
Locamic	218	218			

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES le 19-10-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier	Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier
Lafarge Cop.	1700	45	82	–	–	75	90	–	–
Paribas	440	9	19	27	–	33,5	40	42	–
Peugeot	1550	66	95	125	–	60	120	122	–
Thomson-CSF	1200	41	–	–	–	82	–	–	–
Elf-Aquitaine	320	18	–	–	–	22	35	–	–
Midi	1200	75	125	–	–	–	100	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 19 oct. 1987

Nombre de contrats : 83 060

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	86,85	86,45	85,75	85,60
Précédent	90,25	89,55	89,05	89,55

INDICES

CHANGES

Dollar : 6 F ↑

La rumeur ayant circulé que M. Stoltenberg, ministre des finances allemand, s'apprêterait à confirmer le maintien des parités définies dans l'accord du Louvre, le dollar s'est redressé sur toutes les places, pour coter 5,9925 F (contre 5,9395 F) et 1,7940 DM (contre 1,7740 DM).

FRANCFORT	19 oct.	20 oct.
Dollar (en DM)	1,7740	1,7940

TOKYO	19 oct.	20 oct.
Dollar (en yens)	141,35	142,75

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (20 oct.) ...... 7 3/4-7 7/8 %

New-York (19 oct.) .. 7 3/8-7 1/2 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	16 oct.	19 oct.
Valeurs françaises	93,2	84
Valeurs étrangères	129,4	118,6

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	369,60	352,40

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	16 oct.	19 oct.
Industrielles	2 246,73	1 738,41

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	15 oct.	19 oct.
Industrielles	1 812,9	1 629,2
Mines d'or	436,3	444,2
Fonds d'Etat	84,90	83,73

TOKYO

	19 oct.	20 oct.
Nikkeï Dow Jones	25746,56	21910,08
Indice général	2101,17	1793,90

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,0130	6,0160	– 20		– 15	+ 20	– 20	+ 80
$ can.	4,6059	4,6100	– 65	– 35	– 92	– 48	– 278	– 167
Yen (100)	4,2196	4,2277	+ 134	+ 161	+ 261	+ 301	+ 794	+ 894
DM	3,3499	3,3534	+ 107	+ 126	+ 226	+ 254	+ 663	+ 736
Florin	2,9789	2,9819	+ 61	+ 74	+ 138	+ 153	+ 458	+ 516
F.B. (100)	16,0347	16,0641	+ 107	+ 215	+ 303	+ 484	+ 1087	+ 1578
F.S.	4,0383	4,0430	+ 153	+ 177	+ 323	+ 359	+ 916	+ 1009
L (1 000)	4,6257	4,6295	– 166	– 107	– 303	– 233	– 854	– 727
£	10,0382	10,0407	– 190	– 144	– 326	– 237	– 677	– 469

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 1/2	7 3/4	7 15/16	8 1/16	8 1/8	8 1/4	8 11/16	8 13/16
DM	3 1/2	3 3/4	3 7/8	4	3 15/16	4 1/16	4 13/16	4 15/16
Florin	5 1/8	5 3/8	5	5 1/16	5 3/8	5 1/2	5 13/16	5 15/16
F.B. (100)	5 1/2	6	6 5/8	7	6 3/4	7 1/8	7 5/16	7 11/16
F.S.	1	1 1/2	3 1/4	3 3/8	3 5/16	3 7/16	4 3/8	4 1/2
L (1 000)	9	9 3/4	11	11 1/2	11 5/8	12 1/8	12 5/8	13
£	9 1/2	9 3/4	9 13/16	9 15/16	10	10 1/8	10 7/16	10 9/16
F. franç.	7 1/2	8	8	8 1/4	8 1/2	9	9 3/8	9 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 20 OCTOBRE

Cours relevés à 14 h 58

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1892	A.5% 1973	1921	1899	1876	− 2 39
4210	C.N.E. 3%	4170	4000	4000	− 4 08
1195	B.N.P. T.P.	1183	1118	1118	− 3 86
1129	C.C.F. T.P.	1124	1113	1113	− 0 97
1271	Créd. Lyon. T.P.	1230	....	....	....
3210	C.G.E. T.P.	3250	....	....	....
1939	Renault T.P.	1800	1780	1780	− 1 10
2043	Rhone-Poul. T.P.	1830	1750	1750	− 4 36
1340	St-Gobain T.P.	1155	1140	1140	− 1 29
1258	Thomson T.P.	1195	1195	1195	....
460	Accor	395	385	400	+ 1 27
550	Agence Havas	495	485	488	− 1 41
880	Air Liquide	803	....	....	....
2400	Alcatel	1820	....	....	....
2070	Als. Superm.	1800	....	....	....
475	A.L.S.P.I.	290	270	315	+ 8 62
385	Alsthom ★	300	295	284	− 5 33
2580	Arjom. Prioux	1530	1630	1750	+ 14 38
625	Aussedat-Rey	511	....	....	....
1340	Aux. Entrepr. ★	980	970	1001	+ 2 14
925	Avions Dassault	860	860	940	+ 9 30
650	BAFIP	380	370	371	− 2 37
390	Bail-Equipem. ★	280	270	298	+ 6 43
825	Bail Investiss.	675	688	740	+ 9 63
465	B.N.P. C.I.	355	....	....	....
710	Cie Bancaire	502	443	492	− 1 99
515	Bazar H.-V.	355	355	365	+ 2 82
540	Béghin-Say ★	389	382	419	+ 7 71
855	Berger (Ms)	780	770	770	− 1 28
795	Bic ★	587	580	570	− 2 90
1360	B.I.S.	1096	932	912	− 16 94
2810	Bongrain S.A.	2450	2365	2365	− 3 47
1170	Bouygues	950	890	970	+ 2 11
97	B.P. France	73	73	73	....
5290	B.S.N.	4370	4150	4300	− 1 60
2460	Cap Gem. S. ★	2000	1900	1945	− 2 75
1400	Carnaud	1020	....	....	....
3380	Carrefour ★	2766	2705	2875	+ 3 94
177	Casino	138	132	140	+ 1 45
136	Casino A.D.P.	106	103	102 90	− 2 92
1380	C.C.M.C.	1190	....	....	....
870	Cetelem	755	740	830	+ 9 93
790	Cerus	699	650	685	− 2
2040	C.F.A.O.	1570	1425	1500	− 4 46
335	C.G.E.	285	275	280	− 1 75
1360	C.G.I.P. ★	950	910	1009	+ 6 21
1180	Chargeurs S.A.	765	....	....	....
73	Chiers-Châtill.	55	....	....	....
1210	Ciments franç. ★	900	880	976	+ 8 44
635	Club Méditerr.	528	....	....	....
160	Codetel ★	145	144 90	150 50	+ 3 79
320	Cofimeg	280	275	275	− 1 79
2240	Colas	1380	....	....	....
275	Compt. Entrepr.	213	217	217	+ 1 88
780	Compt. Mod.	610	589	595	− 2 46
1230	Créd. Foncier	941	898	930	− 1 17
515	Crédit F. Imm.	435	....	....	....
126	C.C.F.	115	107 90	109 50	− 4 78

Compensation	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	% + −
760	Créd. Lyon. (CI)	676	680	680	− 2 37
1170	Crédit Nat. ★	850	807	930	+ 9 41
230	Creusot ★	145 50	141	157	+ 7 90
3000	Damart S.A.	2450	2450	2550	+ 4 08
465	Darty ★	400	391	400	....
385	Darty (DP)	285 30	300	279	− 2 21
2180	De Dietrich	1608	1665	1665	+ 3 54
300	Dév. R.d.C. (Li)	257	....	....	....
600	D.M.C.	431	420	474	+ 9 98
465	Drouot Assur.	405	....	....	....
2450	Docks France ★	2030	1979	2161	+ 6 45
1130	Dumez ★	790	712	780	− 1 27
1310	Eaux (Gén.)	1021	980	1120	+ 9 70
1410	Ecco ★	1251	1230	1290	+ 3 12
1020	Electro-Finan.	799	719	745	− 6 76
385	Elf-Aquitaine	284	278	295	+ 3 87
300	— (certific.)	277	....	....	....
970	Epeda-B-Faure	710	....	....	....
3870	Essilor	3110	3200	3210	+ 3 22
2700	Essilor Inc. (DP)	2080	....	....	....
440	Esso S.A.F. ★	366	370	379	+ 3 55
2360	Eurafrance	1750	1800	1770	+ 1 14
1430	Eurocom ★	1102	1100	1170	+ 6 17
4190	Euromarché	3330	3210	3390	+ 1 80
730	Europe n° 1 ★	516	480	534	+ 3 49
1230	Exor ★	975	1000	1040	+ 6 67
760	Facom	585	585	630	+ 7 69
1260	Fichet-bauche	1070	....	....	....
210	Finextel ★	192	192	199	+ 3 65
155	Fives-Lille	113	....	....	....
1260	Fromageries Bel	1151	1110	1120	− 2 69
1390	Gal. Lafayette ★	1090	1121	1150	+ 5 50
435	Gascogne	359	325	325	− 9 47
2190	Gaz et Eaux	1756	1730	1800	+ 2 56
565	Géophysique ★	462	480	490	+ 6 06
2690	Gerland	1890	....	....	....
760	GTM-Entrepose	545	511	600	+ 10 09
725	Guyenne-Gas. ★	520	504	590	+ 13 46
2820	Hachette ★	2435	2265	2340	− 3 90
785	Hénin (La)	580	570	570	− 1 72
1510	Hutchinson	1170	1100	1128	− 3 59
188	Imétal	153 90	138 60	151	− 1 88
375	Imm. Plaine-M.	346	335	360	+ 4 05
....	Ingénico	1105	1100	1110	+ 0 45
5170	Inst. Mérieux	3800	3550	4100	+ 7 89
520	Interbail ★	475	490	510	+ 7 37
1470	Intertechnique	1050	....	....	....
820	J. Lefebvre	530	530	544	+ 2 64
1640	Lab. Bellon	1292	1290	1210	− 6 35
1730	Lafarge-Coppée	1350	1295	1360	+ 0 74
1510	Lebon ★	1206	1130	1300	+ 7 79
3270	Legrand ★	2700	2651	2845	+ 5 37
2780	Legrand (DP) ★	2300	2250	2450	+ 6 52
810	Leroy-Somer ★	680	705	720	+ 5 88

Compensation	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1830	Lesieur	1700	1695	1695	− 0 29
705	Locabail Immob.	625	602	650	+ 4
895	Locafrance ★	560	526	545	− 2 68
875	Locindus	836	832	850	+ 1 67
1170	L. Vuitton S.A ★	980	952	1020	+ 4 08
500	Luchaire	435	436 10	450	+ 3 45
1430	Lyonn. Eaux ★	1210	1160	1300	+ 7 44
77	Mais. Phénix	65 50	64 50	70	+ 6 87
800	Majorette (Ly)	680	....	....	....
445	Mar. Wendel ★	377 80	....	....	....
1790	Martell	1550	1580	1652	+ 6 58
2200	Matra	2080	....	....	....
2500	Merlin-Gerin ★	2300	2250	2350	+ 2 17
330	Michelin	247 50	....	....	....
1360	Midi (Cie)	1020	935	1010	− 0 97
300	Midland Bk SA ★	234	220	250	+ 6 84
1320	Min. Salsig. (Ns)	1335	1350	1360	+ 1 12
56	M.M. Penarroya	51 55	40 50	48 80	− 5 33
2870	Moët-Hennessy	1900	1785	1900	....
83	Moulinex	60	58	61	+ 1 67
1130	Navig. Mixtes	844	796	843	− 0 12
159	Nord-Est	105	....	....	....
470	Nordon (Ny)	405	....	....	....
675	Nouvelles Gal.	445	460	461	+ 3 60
1140	Occident. (Gén.)	880	....	....	....
1580	Omn.F.Paris	1330	....	....	....
215	Olida-Caby	215	205 10	209	− 2 79
420	Opf-Paribas	300	301	335	+ 11 67
3910	Oréal (L')	3100	3075	3260	+ 5 16
430	Paribas	367	367	395	+ 7 63
650	Paris-Résec. ★	460	438	502	+ 9 13
1360	Pechelbronn ★	1061	988	1190	+ 12 16
1250	Penhoët	996	1000	1000	+ 0 40
970	Pernod-Ricard	811	....	....	....
1630	Peugeot S.A.	1261	1220	1300	+ 3 09
17	Poclain	13 45	....	....	....
2400	Poliet	1901	....	....	....
700	P.M. Labinal	651	630	650	− 0 15
3650	Presses Cité	3070	3020	3090	+ 0 65
1170	Prétabail Sic.	1081	1101	1172	+ 8 42
790	Primagaz	610	....	....	....
735	Printemps ★	578	559	569	− 1 22
2150	Promodès	1835	1835	1860	+ 1 36
480	Prouvost S.A ★	520	520	529	+ 1 73
1770	Radiotechn.	1395	....	....	....
98	Raff. Dist. Total	82	....	....	....
3450	Redoute (La) ★	2940	3030	3147	+ 7 04
450	Rober financière	372	328	328	− 11 82
1600	Roussel-Uclaf	1200	1150	1155	− 3 75
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
5350	R. Impériale (Ly)	4650	....	....	....
215	Sade	190	....	....	....
1750	Sagem ★	1450	1440	1565	+ 7 93
515	Saint-Gobain	423	410 10	470	+ 11 11

Compensation	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1340	St-Louis B.	1050	1050	1100	+ 4 76
1840	Salomon	1550	....	....	....
1650	Salvepar	1440	....	....	....
760	Sanofi	663	....	....	....
755	S.A.T. ★	395	380	420	+ 6 33
1530	Saupiquet (Ns)	1110	1160	1160	+ 4 50
450	Schneider ★	290	270	250	− 13 79
123	S.C.O.A.	98 70	....	....	....
840	S.C.R.E.G.	851	....	....	....
1030	Seb ★	825	800	820	− 0 61
430	Sefimeg ★	405	404	365	− 10 10
1360	S.F.I.M.	1080	1060	1150	+ 6 48
66	S.G.E.	44	41	48 10	+ 9 32
565	Signaux ★	400	400	450	+ 12 50
990	Silic	850	....	....	....
570	Simco-U.P.H. ★	555	556	476	− 14 23
380	Simnor (Li)	310	....	....	....
1270	Skis Rossignol	1083	1075	1120	+ 3 42
665	Siminco	672	651	639	− 4 91
420	Société Générale	395	389	389	− 1 52
220	Sodecco	175	....	....	....
235	Sodero (Ns)	235	235	235	....
2790	Sodexho	2375	2160	2260	− 4 84
140	Sogenal (Ny)	126	....	....	....
430	Sogerap	360	340	369	+ 2 50
3050	Sommer-Allib. ★	2405	2446	2580	+ 7 28
870	Source Perrier	680	640	662	− 2 65
1100	Sovac ★	740	730	810	+ 9 46
550	Spie-Batignol.	468	430	450	− 3 85
620	Strafor ★	490	456	525	+ 7 14
350	Synthelabo ★	285	280	300	+ 5 26
650	Talcs Luzenac	591	618	618	+ 4 57
3570	Tél. Elect.	3140	3100	3400	+ 8 28
1320	Thomson-C.S.F.	990	940	1075	+ 8 59
425	Total (CFP) ★	336	320	350	+ 4 17
98	— (certific.)	70	70 90	75	+ 7 14
1950	T.R.T. ★	1350	1310	1280	− 5 19
550	U.F.B.	350	350	360	+ 2 86
1220	U.I.C. ★	859	800	930	+ 8 27
585	U.I.F. ★	560	541	510	− 8 93
845	U.I.S.	816	....	....	....
290	U.C.B. ★	191	189	215	+ 12 57
885	Unibail	687	690	690	+ 0 44
680	Valéo	510	530	531	+ 4 12
68	Vallourec	68 80	....	....	....
450	Via Banque	299	278	310	+ 3 68
950	Elf-Gabon	801	790	790	− 1 37
159	Amax Inc.	137	117 50	129	− 5 84
215	Amer. Express	167	....	....	....
193	Amer. Teleph.	169 10	....	....	....
162	Anglo Amer. C.	170	140 50	140 50	− 17 35
755	Amgold	800	663	670	− 16 25
1110	BASF (Akt)	950	940	940	− 1 05

Compensation	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1190	Bayer	1020	990	1010	− 0 98
132	Buffelsfont.	145 10	116	116	− 20 06
225	Chase Manh.	204	....	....	....
95	De Beers	102	....	....	....
2280	Deutsche Bank	1820	1668	1770	− 2 75
1180	Dresdner Bank	950	947	980	+ 3 16
168	Driefontein Cal	179 90	....	....	....
680	Du Pont-Nem.	520	....	....	....
600	Eastman Kodak	500	600	500	....
83	East Rand	93	78	76	− 18 28
310	Electrolux	250	....	....	....
225	Ericsson	215	....	....	....
560	Exxon Corp.	263	275 50	275 50	+ 4 75
615	Ford Motors	446	....	....	....
103	Freegold	114 50	97 80	96	− 16 16
137	Gencor	143 50	132 10	132 10	− 7 94
360	Gén. Electr.	272	....	....	....
580	Gén. Belgique	507	....	....	....
510	Gen. Motors	378	320	320	− 15 34
140	Goldfields	146 20	131	128	− 12 45
57	GdMetropolitain	51 10	44	47	− 8 02
99	Harmony	108	90	85	− 21 30
57	Hitachi	51	....	....	....
1060	Hoechst Akt.	910	893	893	− 1 87
158	Imp. Chemical	138	138	136	− 1 45
915	IBM	720	748	775	+ 7 64
365	ITT	348	319 50	320	− 8 05
180	Ito-Yokado	149	136	136 50	− 8 39
108	Matsushita	93	85	85	− 8 60
1210	Merck	1020	963	1005	− 1 47
465	Minnesota M.	420	410	410	− 2 38
285	Mobil Corp.	248	....	....	....
280	Morgan J.P.	251	220	225	− 10 36
44800	Nestlé	36900	41500	41450	+ 12 33
235	Norsk Hydro	209	178 50	178 50	− 14 59
250	Ofsil	270	233	233	− 13 70
2070	Petrofina	1580	1480	1690	+ 6 96
670	Philip Morris	570	580	588	+ 3 16
150	Philips	116 50	....	....	....
126	Placer Dome	123 80	97 50	98	− 20 84
520	Quilmès	401	405	410	+ 2 24
790	Randfontein	842	720	720	− 14 49
756	Royal Dutch	660	....	....	....
134	Rio Tinto Zinc	109	109	108 80	− 0 18
115	St Helena Co	119 60	104 50	103	− 13 88
275	Schlumberger	206	230	234	+ 13 59
131	Shell transp.	122 20	108 20	108 20	− 11 46
2160	Siemens A.G.	1900	1863	1880	− 1 05
210	Sony	179 50	192	195	+ 8 64
210	T.D.K.	187	170 20	174	− 6 95
31	Toshiba Corp.	28 50	25 85	27 40	− 3 86
405	Unilever	280	....	....	....
325	Unit. Techn.	254 50	248	252	− 0 98
825	Vaal Reefs	892	684	700	− 21 52
385	Volvo	380	315	315	− 17 11
380	West Deep	395	336	337	− 14 90
480	Xerox Corp.	382	383	375	− 1 83
2 51	Zambia Corp.	2 49	2 10	2 10	− 15 66

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	9249	..
Emp. 8,80 % 77	122	3 631
9,80 % 78/93	98	2 704
10,80 % 79/94	97 40	1 387
13,25 % 80/90	106 50	6 068
13,80 % 81/86	....	10 548
16,20 % 82/90	....	12 472
16 % juin 82	112	5 858
14,60 % fév. 83	....	9 680
13,40 % déc. 83	108 50	11 161
12,20 % oct. 84	104 10	0 433
11 % fév. 85	102	7 293
10,26 % mars 86	94 10	6 261
ORT 12,75 % 83	1755	..
OAT 10 % 2000	91 10	4 016
OAT 9,90 % 1997	99 55	8 462
OAT 9,80 % 1996	93 60	7 068
Ch. France 3 %	144	..
CNB Bques janv. 82	101 76	2 676
CNB Paribas	102 25	2 675
CNB Suez	102 25	2 675
CNI janv. 82	101 77	2 676
PTT 11,20% 85	100 80	9 113
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 85	100 50	3 969
CNT 9% 86	85	4 380
CRH 10,90% déc. 85	96 10	7 529
Métalogie I. 6% 6/7	69 60	6 900

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	865	813
Agache (Sté Fin.)	2400	2304 o
A.G.F. (St Cent.)	741	741
Applic. Hydraul.	799	729 o
Arbel	350	....
Asturg	311	....
Avenir Publicité	540	....
Bain C. Monaco	270	259
Banque Hypoth. Eur.	410	382 o
Béghin-Say (C.I.)	287	270
B.G.L.	525	483 50
Blanzy-Ouest	641	....
B.N.P. Intercontin.	250	235
Bénédictine	4950	....
Bon-Marché	980	920
B.T.P.	136	136
CdiF	820	595 o
Cambodge	703	701
C.A.M.E.	394	346 o
Campenon Bern.	329	....
Carbone-Lorraine	575	552 o
C.E.G.Frig.	554	521
Causse. Blanzy	2300	2187 o
Centrest (Ny)	185	....
Cerabati	130	122 20
Chambourcy (M.)	850	792
Champex (Ny)	136	....
C.I.C. (Financ. de)	255	....
C.I. Maritime	570	547 o
Cimen-Sietra	375	370
Cizam (B)	489	485
Clause	480	432 40
Cofradel (Ly)	1848	....
Cogifi	357	....
Comiphos	456	428 60
Cie Industrielle	3800	3384
Comp. Lyon-Alem.	583	550
Concorde (La)	889	....
C.M.P.	35 20	31 10 o
Créd. Gén. Ind.	600	600
Cr. Universel (Cie)	580	545
Crédital	135	....
Darblay S.A.	425	442 d
Delalande S.A.	1107	1107
Delmas-Vielj. (Fin.)	1486	1401
Didot-Bottin	870	794 o
Eaux Bass. Vichy	1300	1248 o
Eaux Vittel	2510	....
Economats Centre	558	545
Electro-Banque	310	300
Eli-Antargaz	585	532
E.L.M. Leblanc	920	....
Ennili-Bretagne	260	250
Entrepôts Paris	560	537 o
Epargne (B)	2940	2825 o
Europ. Accumul.	58	54 50
Eternit	2550	2350
Finalens	195	187 20 o
FIPP	406	338 40 o
Fnac	752	....
Foncière (Cie)	480	470 o
Fonc. Lyonnaise	5670	5440 o
Foncina	495	495
Forinter	1020	1040
Fougerolle	350	319 50 o
France I.A.R.D.	300	282
France (La)	5800	5548
From. Paul Renard	439	430
GAN	1021	980 o
Gaumont	415	391
Gévelot	800	729 o
Gr. Fin. Constr.	437	....
Gds Moul. Paris	330	307 30 o
Groupe Victoire	3280	3148 o
G. Transp. Ind.	595	582
H.E.F.	120	....
Immindo S.A.	438	433
Immoinvest	269	....
Immobail	380	365
Immobanque	695	695
Immob. Marseille	8000	7670
Immofice	482	482
Invest. (Sté Cent.)	3216	3023
Jaeger	218	203 o
Lafitte-Bail	440	413 o
Lambert Frères	221	207 70
Lille-Bonnières	1015	908 o
Loca-Expansion	280	280
Locafinancière	337	337
Locatel	702	....
Louvre (Sté)	1411	1326
Lucia	966	893
Machines Bull	42	39 50
Magasins Uniprix	224	....
Magnant S.A.	120	....
Maritimes Part.	300	279 o
Métal Déployé	412	395 50 o
Mors	120	115 20 o
Navig. (Nat. de)	63 50	....
OPB Paribas	231	221 50 o
Optorg	181	173 o
Oréal (L') C.I.	2100	2016 o
Origny-Desvroise	1090	1024
Palais Nouveauté	757	....
Paribas-CIP	396	385 50
Paris France	288	274 50 o
Paris-Orléans	300	279 40 o
Parrochon	305	286 70
Patern. Riq. Div.	1389	....
Pathé-Cinéma	727	880 o
Pechiney (cert. inv.)	320	307 20 o
Piles Wonder	987	947
Piper-Heidsieck	721	706
P.L.M.	145	135 o
Porcher	600	578 o
Promodès	1230	1130
Providence S.A.	1800	1536 o
Publicis	2920	2800
Raff. Souf. R.	120	....
Rhône-Poul. (c. inv.)	403	370
Ricqlès-Zan	260	225 20 o
Rochefortaise S.A.	570	570
Rochette-Cenpa	55	46 50 o
Rosario (Fin.)	1000	960 o
Roudière	246	223 o
Rougier et Fils	79	75 80 o
Sacer	477	435 o
SAFAA	302 90	....
Safic-Alcan	840	806 o
SAFT	1430	1346
Saga	232	....
St-Gobain C.I.	465 10	....
Salins du Midi	480	....
Santa-Fé	142 90	143 50
Saram	120	....
Saulnes	61 10	58 50 o
Savoisienne (M)	236	236
SCAC	612	588 o
Senelle Maubeuge	437	420 o
S.E.P. (M)	172	182
Serv. Equip. Véh.	88	85
Sicli	270	259
Sicotel	305 10	305 10
Siovim	208	198 50 o
Siph (Plant. Hévéas)	352	360
Sté Générale-CIP	349	....
Sofal financière	1765	1740
Sofical	850	775 o
Sofio	430	410
Soficomi	740	759
S.O.F.I.P. (M)	160	154 o
Sofragi	987	1005
Soudure Autog.	441	423 o
Sovabail	690	679
S.P.I.	571	548
Suez (Fin. de)-CIP	1520	....
Stemi	1040	1040
Taittinger	1580	1500
Testut-Aequitas	605	580
Tour Eiffel	502	502
Ufiner S.M.D.	700	640 o
U.A.P.	394	362
U.T.A.	1300	1222
Veuve Clicquot	3750	3490 o
Vicat	1400	1375
Viniprix	1865	1747 o
Virax	150	139 70 o
Waterman S.A.	621	621
Brass. du Maroc	120	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	950	....
Akzo	420	....
Alcan Alum	218	....
Algemeine Bank	115	127
American Brands	306	276 o
Am. Petrofina	410	....
Arbed	268	....
Asturienne Mines	185	....
Bco Pop Español	430	....
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	3600	....
B. Régl. Internat.	59000	....
Br. Lambert	609	560 o
Canadian-Pacific	116 10	104 50
CIR	23	21 50
Commerzbank	605	730
Dart. and Kraft	330	317
De Beers (port.)	90	....
Dow Chemical	531	446
Gén. Belgique	507	....
Gevaert	1320	....
Glaxo	124	....
Goodyear	371	....
Grace and Co	405	380 o
Gulf Canada Corp.	132 50	....
Honeywell Inc.	419	378
I.C. Industries	185	185
Johannesburg	1380	....
Kubota	24	22 60
Latonia	266	....
Midland Bank Plc	54 90	....
Mineral-Ressourc.	95	91 50
Nedlorf	2600	....
Noranda	153	....
Olivetti	29 60	....
Pakhoed Holding	215	200
Pfizer Inc.	380	300
Procter Gamble	540	486
Ricoh Cy Ltd	51	....
Rolinco	287 50	237
Robeco	298	251
Rodamco	423	413
Saipem	18 30	18 20
Shell fr. (port.)	135	....
S.K.F. Aktiebolag	339	320
Steel Cy of Can.	117	....
Tenneco	360	....
Thorn EMI	70	63 o
Toray indust. inc	36 20	32 60
Vieille Montagne	901	....
Wagons-Lits	821	730
West Rand	31	30 50

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Calciphos	270	....
C.E.M.	....	....
Cochery	164 50	....
Cogenhor	132 50	....
C. Occid. Forestière	180	....
Copasex	390	358
Dubois Inv. (Casto.)	922	....
Gachot	150	138
Hydro-Energie	335	....
Hoogovens	280	....
Metroservice	82	42 20 o
Nicolas	1000	920 o
Patemelle-R.D.	3400	....
Révillon	365	....
Rorento N.V.	148	147
S.P.R.	508	485 50 o
Ulinex	390	....
Union Brasseries	127 10	117 o

SICAV (sélection) 19/10

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	745 09	726 92
Action	202 42	197
Actions France	448 18	431 98
Action Invest.	368 07	351 38
Actions sélectives	573 27	552 55
Aedificandi	603 27	587 25
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1161 72	1133 39
A.G.F. 5000	555 26	541 72
A.G.F. ECU	1024 24	1014 10
A.G.F. Interfonds	432 51	421 96
A.G.F. Invest	101 45	98 98
A.G.F. OBLIG.	1044 12	1038 93
A.G.F. Sécurité	10293 36	10293 36 ♦
Agfimo	615 83	600 81
Altefi	205 41	197 99
A.L.T.O.	180 84	174 30
Amei-Gan	5337 58	5095 54
America-Valor	725 16	692 28
Amplitude	524 20	508 93
Arbitrages court terme	5515 45	5504 43 ♦
Argonautes	412 28	399 30
Associ Première	23412 16	23412 16
Associc	1165 08	1155 08
Autocic	1420 35	1378 98
Axa Europe	112 88	107 76
Axa Investissements	117 45	112 12
Bourse-Investiss.	424 33	405 09
Brad Associations	2702 06	2693 96
Brad International	95 69	93 81
Capital Plus	1667 66	1667 66
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Convertimmo	376 69	362 20
Cortal court terme	1268 16	1268 16
Cortal Intérêt trim.	1035 87	1018 06
Corusa	914 45	872 99
Credinter	503 35	489 69
Croissance France	271 80	260 10
Croissance Immobilière	622 42	594 20
Croissance Mercure	2558 28	2481 83
Croissance Prestige	358 16	341 92
Drouot-France	638 98	610
Drouot-Investiss.	1069 83	1039 46
Drouot-Sécurité	247 63	236 40
Drouot-Sélection	129 61	123 73
Ecucic	1168 07	1140 96
Ecureuil Privatisations	309 96	300 93
Elicoop Sicav	11300 48	11300 48 ♦
Eli-Valeurs	9037 30	8816 88 ♦
Energie	270 08	257 83
Eparcic	2809 01	2806 20
Eparcourt Sicav	4043 87	4033 79
Epargne Associations	24106 26	24070 15
Epargne-Capital	7600 14	7524 88
Epargne-Crois.	1505 20	1464 91
Epargne-Industr.	722 02	689 28
Epargne-Inter	677 13	659 01
Epargne J	53504 08	53504 08
Epargne-Long-Terme	1655 62	1611 31
Epargne-Oblig.	177 48	172 73
Epargne-Quatre	996 26	996 26
Epargne-Unie	1224 61	1188 88
Epargne-Valeur	383 83	373 56
Epsoblig	1264 01	1261 49
Epsilon	998 23	976 47
Eurocic	9846 52	9503 96
Euro-Croissance	576 84	580 04
Eurodyn	1101 96	1086 72
Euro-Gan	4903 33	4880 98
Exafime Orient Sicav	561 70	546 34
Fixard Placement	60115 40	59935 59
Fixard Valorisation	13263 49	12993 62
Foncicav (div. par 10)	10873 10	10873 10
Fonciel	255 80	244 20
France-Gan	5743 88	5483 42
France-Garantie	272 87	272 33 ♦
France-Investiss.	468 02	446 80
France-Net	116 67	116 61
France-Obligations	431 35	427 09
Francic	377 73	356 73
Francic Pierre	94 73	91 97

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Régions	1065 70	1034 66
Fructi-Associations	1345 90	1345 90
Fructicapi	304 18	289 68
Fructicourt	108276 99	108276 99
Fructidor	244 45	240 84
Fructifrance	738 80	720 76
Fructimmo	241 14	235 26
Fructivalor	517 29	504 67
Fructiver	82665 58	82480 43
Fructi ECU	560 64	552 35
Fructi-Première	10786 12	10626 72
Futuroblig	926 20	925 27
Gestilion	58254 80	58114 51
Gestion Amérique	339 51	323 16
Gest. France Europe	97 57	93 15
Gestion Orient	187 16	178 67
Gestion Sécuricourt	10681 29	10676 53
Gestion Sicavimmo	724 16	691 32
Gestion Uni-Japon	1539 37	1488 61
Gestion Associations	151 08	147 71
Gestion Mobilière	702 76	670 89
Gest. Rendement	455 30	434 65
Gest. Sél. France	683 84	662 64
Haussmann Associat.	1137 75	1137 75
Haussmann court terme	1206 45	1206 45
Haussmann Epargne	1349 43	1349 43
Haussmann Europe	2242 74	2181 68
Haussmann France	918 41	885 21
Haussmann Oblicoloc.	1247 05	1247 05
Haussmann Obligation	1434 23	1382 39
Horizon	1074 84	1043 53
I.M.S.I.	584 54	558 03
Indo-Suez Valeurs	724 20	691 36
Interoblig.	11638 78	11191 13
Intersélect France	437 45	417 61
Intervaleurs Indust.	620 41	592 28
Invest. net	14395 84	14327 19
Invest.Obligataire	17762 86	17727 41
Japacic	178 09	172 90 ♦
Jeune épargne	236 63	232 15
Laffitte-Amérique	265 63	253 58
Laffitte-crt-terme	58874 38	58874 38
Laffitte-Expansion	849 40	809 93
Laffitte-France	302 09	288 39
Laffitte-Immobilière	238 33	227 52
Laffitte-Japon	348 29	332 50
Laffitte-Oblig.	143 11	136 62
Laffitte-Placements	64273 49	64273 49
Laffitte-Rend.	214 53	204 80
Laffitte-Tokyo	1370 72	1308 58
Lion-Associations	11245 05	11245 05
Lion court terme	115574 96	115574 96
Lion-Institutionnels	23326 41	23269 24
Lionplus	691 36	674 61
Livret portefeuille	845 62	826 82
Méditerranée	186 28	177 83
Minimax	25810 47	25810 47
Mondiale Investissem.	445 83	425 61
Monacic	5532 13	5532 13
Monecian	51541 48	51541 48
Moné J.	55236 30	55236 30
Monelaffitte	289311 76	289311 76
Monevalor	62988 45	62988 45
Multi-Obligations	418 83	399 84
Mutuelle Unie Sél.	158 32	149 23
Natio.-Assoc.	5920 58	5908 76
Natio.-Epargne	13222 67	13091 76
Natio.-Court terme	201016	201016
Natio.-Immobilier	922 59	897 90
Natio.-Inter.	1128 47	1096 32
Natio.-Obligations	524 54	510 60
Natio.-Patrimoine	1390 93	1363 70
Natio.-Placements	64413 75	64413 75
Natio.-Revenu	970 18	960 55
Natio.-Sécurité	10859 73	10859 73
Natio.-Valeurs	838 57	821 48
Nippon-Gan	5227 21	4990 18
Nord-Sud Dévelop.	1195 04	1193 86 ♦
Normax IF	13497 43	13232 77
Oblic Régions	1007 76	992 87

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Oblicoop Sicav	1360 07	1333 40 ♦
Obligations Convert.	434 52	414 82
Oblilion	1088 35	1057 78
Optimavalor	593 72	586 80
Paramérique	539 22	514 77
Paneurope	831 20	793 51
Paribas Croissance	616 40	591 27
Paribas Epargne	15514 12	15483 15
Paribas France	96 52	93 71
Paribas Opportunités	112 33	109 06
Paribas Patrimoine	530 52	508 89
Paribas Revenu	89 54	88 65
Parnasse-Valor	1090	1068 91
Patrimoine-Retraite	1632 90	1600 88
Phénix Placements	241 44	240 24
Pierre Investiss.	712 27	679 97
Placement A	993 71	993 71
Placement crt-terme	71459 44	71459 44
Placement J	55649 48	55649 48
Placement Premier	53148 23	53148 23
Placements Rendement	10777 47	10777 47
Placements Sécurité	105882 34	105882 34
Plaintar	972 94	949 21
Première Obligations	10560 73	10539 65
Priv'Association	21759 19	21759 19
Province Investiss.	513 51	490 22
Quartz	108 07	103 46
Rentacic	160 41	158 04
Revenus Trimestriels	6363 70	6310 59
Revenu Vert	1051 72	1050 67
Rivoli Plus	1062 55	1014 37
St-Honoré Assoc.	13887 78	13818 69
St-Honoré Bio-aliment.	767 28	732 49
St-Honoré Pacifique	558 66	531 42
St-Honoré P.M.E.	441 88	421 84
St-Honoré Real	11442 48	11396 90 ♦
St-Honoré Rendement	11120 96	11085 63
St-Honoré Services	485 83	467 14
St-Honoré Technol.	725 14	692 26
St-Honoré Valor	12082 22	11988 33 ♦
Sécuricic	11043 57	11032 54
Sécur. Mobilière	387 70	370 12
Sécuri Titres	10589 68	10589 68
Sélection Croissance	510 68	485 81
Sicadev (Crédit BP)	732 26	721 44
Sicav-Associations	1414 05	1411 93
S.F.I. fr. et étr.	628 39	610 09
Sicav 5000	329 87	321 04
S.I. Est	1281 43	1223 32
Silvafrance	519 81	505 90
Sivam	424 65	413 28
Sivarenta	201 77	199 77
Sivinter	437 31	425 61
S.N.I.	1264 43	1227 60
Sogepargne	345 58	333 09
Sogeprenaille	84124 87	82257 16
Sogerac	50229 77	48766 77
Sogevalor	77989 88	77140 49
Sogever	1081 96	1032 90
Sogintar	1313 05	1253 51
Soleil Investiss.	478 50	456 80
Stratégie Actions	1030 53	990 89
Stratégie Rendem.	1033 73	1001 19
Technocic	1109 74	1077 42
Techno-Gan	6198 86	5915 96
Tellon	5040 36	4890 46
U.A.P. Investiss.	391 97	377 80
Uni-Associations	112 40	112 40
Unifrance	438 76	418 86
Unifoncier	1199 69	1145 19 ♦
Uni-Garantie	1202 54	1178 94
Unigestion	885 66	845 50
Uni-Régions	2940 57	2807 23
Univerte	1920 91	1857 75
Univer	181 43	181 43
Univers-Actions	981 22	948 96
Univers-Obligations	1603 87	1464 42
Valorem	519 47	505 80
Valoblig	69119 30	68533 88
Valorg	1533 70	1532 17
Valrest	80534 22	80483 97

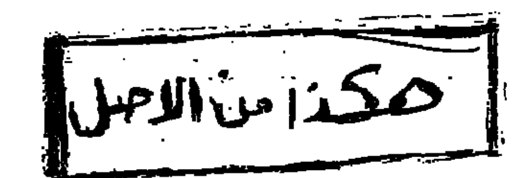
Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/10	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 939	6 014	5 730	6 230
ECU	6 939	6 936	....	....
Allemagne (100 DM)	334 700	334 130	324 500	342 500
Belgique (100 F)	16 053	16 052	15 350	16 250
Pays-Bas (100 fl.)	297 560	297 030	288	306
Danemark (100 krd)	87 040	86 910	83	90
Norvège (100 k)	91	91 100	86	93
Grande-Bretagne (£ 1)	9 999	10 001	9 700	10 400
Grèce (100 drachmes)	4 343	4 347	3 900	4 800
Italie (1 000 lires)	4 625	4 627	4 350	4 850
Suisse (100 fr.)	403 700	402 060	390	410
Suède (100 krs)	94 550	94 780	91	97
Autriche (100 sch)	47 540	47 430	46	48 700
Espagne (100 pes.)	5 115	5 124	4 850	5 360
Portugal (100 esc.)	4 220	4 224	3 700	4 600
Canada ($ can 1)	4 582	4 575	4 430	4 830
Japon (100 yens)	4 199	4 190	4 070	4 270

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/10
Or fin (kilo en barre)	92500	91000
Or fin (en lingot)	92500	93800
Pièce française (20 fr)	543	585
Pièce française (10 fr)	359	.....
Pièce suisse (20 fr)	567	599
Pièce latine (20 fr)	530	540
Souverain	670	677
Pièce de 20 dollars	3020	3400
Pièce de 10 dollars	1490	1600
Pièce de 5 dollars	890	.....
Pièce de 50 pesos	3490	3890
Pièce de 10 florins	558	564
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ♦ : prix précédent – ★ : marché continu





Le Monde

A l'Assemblée nationale

M. Jean-Pierre Michel (PS) interpelle M. Chalandon

M. Albin Chalandon a été amené à s'expliquer, le mardi 20 octobre, à l'Assemblée nationale, sur sa situation dans l'affaire Chaumet.

A la fin de son intervention sur le budget de la justice alors discuté, M. Jean-Pierre Michel, député PS de la Haute-Saône, a en effet déclaré : « *Je ne peux descendre de cette tribune sans évoquer votre situation personnelle. Comme garde des sceaux, vous n'êtes pas un ministre comme les autres. Vous êtes le gardien de la loi. Vous ne pouvez échapper aux obligations qu'impose votre charge (...). Vous ne pouvez pas prétendre que, dans telle ou telle affaire, vous ne donnerez pas d'instruction au parquet.* » M. Michel a ajouté : « *Il est une règle élémentaire de morale politique que celui qui est impliqué, fût-ce comme victime, dans une affaire judiciaire ne peut être celui à qui le parquet doit rendre des comptes. Il y va du bon fonctionnement de notre démocratie, de nos institutions.* »

Le garde des sceaux lui a immédiatement répondu en lui reprochant de reprendre « *une campagne politique menée contre moi, qui vise à me déstabiliser (...). Après avoir tenté de mettre en cause mon honneur (...), on m'attaque sur le fait que je suis juge et partie* ». M. Chalandon a rappelé qu'il n'était que la victime dans une affaire commerciale qui avait des prolongements au pénal. Il a ajouté : « *J'ai fait faire des recherches, il y a des précédents à la chancellerie. J'ai la même attitude que mes prédécesseurs.* »

M. Chalandon a précisé qu'il avait donné comme consigne au procureur général d'intervenir librement, sans attendre de directive de sa part. « *Je ne serais probablement pas intervenu de toute façon dans une telle affaire (...). Ma conscience est tout à fait tranquille, voilà pourquoi je reste là où je suis* », a conclu le ministre de la justice.

(Lire page 9 nos informations).

Les socialistes parisiens partent en campagne contre le Front national et le RPR

Les socialistes parisiens vont lancer, dans la capitale, une campagne contre M. Jean-Marie Le Pen et contre le fait qu'au conseil de Paris, deux proches du FN exercent des responsabilités. Depuis les déclarations de M. Le Pen sur les chambres à gaz et les incidents à l'Assemblée nationale, le PS dénonce, avec une vigueur renouvelée, les alliances locales entre la droite classique et le FN.

Les socialistes restent, malgré tout, dans une position ambiguë vis-à-vis du FN. M. André Laignel, trésorier du PS, a affirmé, le lundi 19 octobre, qu'il est souhaitable que M. Le Pen ne parvienne pas à réunir les 500 signatures qui lui permettraient de se présenter en 1988. Telle est aussi la position de M. Louis Mermaz au forum RMC-FR 3.

En revanche, bien que M. Laignel ait affirmé qu'il exprimait la position officielle du PS, M. Lionel Jospin — tout comme M. Jack Lang — a refusé d'exprimer un tel souhait. M. Jospin avait affirmé que cela ne le *« regarde en rien »* (à *« L'heure de vérité »* d'A 2) et M. Lang avait dit qu'il n'avait ni à *« souhaiter »* ni à *« récuser »* l'obtention de ces signatures (au « Grand Jury RTL-*le Monde* »).

Cette prudence s'explique par l'intérêt tactique qu'ont les socialistes à voir M. Le Pen causer le maximum de difficultés à la droite, et, aussi, par l'idée qu'il vaut mieux que ce courant s'exprime dans les urnes que dans la rue. Mais elle peut placer le PS en porte à faux vis-à-vis de ceux, notamment les jeunes, qui, face à M. Le Pen, privilégient la condamnation morale plutôt que le calcul politique.

Des caractères bleus sur un fond blanc. Deux photos. Une légende, en capitales grasses : « *Appel à témoins. Connaissez-vous ces hommes ?* » Ces hommes, ce sont M. Edouard Frédéric-Dupont, adjoint de M. Jacques Chirac à la mairie de Paris et M. Serge Jeannerет, conseiller de Paris et président de commission au conseil de Paris. L'affiche continue : « *Membres du Front national, élus sur les listes RPR-UDF. Chirac en a fait ses adjoints à la mairie de Paris. Ce n'est pas un* « détail » ! *On ne peut combattre les amis de Le Pen et faire alliance avec eux !* »

Cette affiche-choc, prudemment signée, non du PS parisien, mais du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) de la capitale, constitue l'élément le plus spectaculaire de la campagne contre le FN que veut lancer la fédération de Paris du PS, et qu'a présentée, le lundi 19 octobre, M. Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de cette fédération. Cette affiche sera tirée à quelques milliers d'exemplaires (80 cm × 60 cm) et apposée sur les murs de Paris.

Pour M. Le Guen, il s'agit, tout en dénonçant le « *populisme* », de M. Jean-Marie Le Pen, de procéder à une « *démystification* » et de souligner « *le fait qu'on ne peut pas avoir deux discours* ». « *Pourquoi*, a demandé M. Le Guen, *M. Chirac, qui n'en a aucunement besoin à Paris, a-t-il pris ou gardé deux membres du FN dans son équipe ?* » (1)

Cette opération de « *bonne clarification politique* » se double de la parution d'une brochure intitulée *Comment lutter contre le Front national*. Enfin, le PS parisien veut aussi « *essayer d'envoyer les gens dans les HLM* », à partir de la fin novembre, afin que les élus soient présents sur le terrain des cités les plus défavorisées.

« L'opposition à sa majesté »

M. Le Guen a évoqué le livre d'Anne Tristan sur le FN marseillais (*le Monde* du 13 octobre), pour juger, contrairement à l'auteur, qu'il ne s'agit pas, dans ces milieux, de « *recréer des associations de quartier* », tout simplement parce que « *la société a changé* », mais de trouver « *de nouvelles formes de sociabilité* ». Dans la mesure où M. Le Pen représente une « *rupture avec le discours technocratique dominant à droite et à gauche depuis vingt ans* », les socialistes, juge M. Le Guen, doivent « *aussi répondre sur ce terrain de l'affectivité* ».

Le PS parisien va lancer des campagnes sur d'autres thèmes, notamment sur le logement. Le premier secrétaire fédéral veut, en effet, « *réinsérer les socialistes* » dans la vie politique parisienne, en inventant des formes d'action qui leur permettent d'être de nouveau « *en phase* » avec une capitale qui connaît « *une situation particulière et qui risque de le rester longtemps* », avec un PS représentant « *un potentiel de 40 %* », mais qui ne peut espérer être majoritaire à lui tout seul. L'idée est de parvenir à « *peser sur les choix politiques* » et non de « *se laisser marginaliser un peu dans l'opposition à sa majesté* ».

J.-L. A.

(1) M. Frédéric-Dupont a été élu, en mars 1986, sur la liste législative du FN à Paris.

URSS

Mort du journaliste ukrainien maltraité par le KGB

D'après le journal médical soviétique *Meditsinskaia Gazeta* cité par *The Guardian* du lundi 19 octobre, le journaliste, qui avait été emprisonné et torturé par des membres du KGB pour avoir révélé un scandale en Ukraine, est mort en juillet dernier des suites des mauvais traitements qui lui avaient été infligés.

La presse soviétique avait révélé en janvier 1987 que M. Victor Berkhine, âgé de cinquante-sept ans, journaliste du *Mineur soviétique* avait été arrêté et détenu en juillet 1986, pour « *avoir été vu en simple maillot de corps* » dans un hôtel de la ville de Vorochilovgrad. En fait parce qu'il avait révélé les conditions de vie déplorables des mineurs de cette région d'Ukraine.

La révélation de ces pratiques avait entraîné la démission du responsable du KGB local, M. Dichenko, celle de M. Moukha, chef du KGB de la république, ainsi que de M. Gontcharenko, premier secrétaire du parti pour la région de Vorochilovgrad. Selon le journal, M. Berkhine ne se serait pas remis des coups, puis des injections qui lui avaient été administrées pour le réanimer.

● **Le Front national et le deuxième tour de l'élection présidentielle.** — M. Pascal Arrighi, député FN des Bouches-du-Rhône, a demandé, le mardi 20 octobre, aux chefs de file de la majorité *« d'être gentils et de faire des mamours »* au Front national *« s'ils veulent ses voix au second tour »* en 1988. *« On ne saurait*, a-t-il ajouté, notamment à propos de M. Chirac, *injurier ni diffamer impunément le Front national et son président et attendre au second tour d'une élection locale, présidentielle ou municipale les voix du FN. »*

● **INDONÉSIE : cent cinquante-deux morts dans une collision ferroviaire.** — Une collision entre deux trains de voyageurs qui s'est produite dans la banlieue de Djakarta a fait cent cinquante-deux morts et deux cent soixante-dix blessés, a annoncé la police mardi 20 octobre. — *(AP.)*

Décès du cinéaste sénégalais Ababacar Samb-Makharam

Le cinéaste sénégalais Ababacar Samb-Makharam est mort à Dakar, le 7 octobre dernier, des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-trois ans.

[Après avoir débuté à Paris au théâtre, comme acteur et comme metteur en scène — il y créa la troupe des Griots, — il suivit les cours de cinéma du Centro sperimentale de Roberto Rossellini à Rome. De retour en Afrique, il réalisa deux longs métrages : *Koudou* (prix Georges-Sadoul, 1970) et *Jom*. Pionnier du cinéma africain, il fut le premier secrétaire de la Fédération panafricaine des cinéastes de 1970 à 1975. Il était le défenseur d'un cinéma original, refusant l'imitation occidentale comme les voies de l'« *authencité africaine* ».]

Sur le vif

Le Pen ? Absent !

Vous avez vu ce qu'il lui a fait, Frédéric-Dupont à Le Pen ? Il l'a fait cocu ! Quand j'ai vu ça samedi dans *le Monde*, j'ai éclaté de rire. Ça se passait au Palais-Bourbon. Vote du budget. Jean-Marie était contre. A distance. Il se balade. Il a entamé un nouveau tour de France. Absentéiste, lui ? Non, mais ça va pas la tête ! Il n'y était pas, peut-être, l'autre nuit, au Parlement avec son commando démago pour bien montrer, justement, que les autres n'y étaient pas ?

Bon, là, ils y étaient, les autres. Du coup, lui, il est allé se faire voir ailleurs. Et Frédéric-Dupont s'est retrouvé seul, libre de galoper le long des travées désertées par ses amis du FN. Il a tourné toutes leurs clés. C'était plutôt gentil de sa part. L'ennui, c'est que c'était pas dans le bon sens. C'était dans le sens de mon Jacquot.

Pourquoi ? Parce qu'il est d'accord avec Juppé sur les recettes de l'Etat. Il en a même profité pour lui rendre un hommage appuyé. C'est un vieux briscard. Le doyen de l'Assemblée. Il a son franc-parler et il s'est amusé à illustrer la farce de l'arroseur arrosé. Vexé, Le Pen furibard ! Il a piqué une de ces colères pendant le week-end, paraît que c'était gratiné.

Moi, je suis ravie. Ça lui fait les pieds. Non, c'est vrai, ils finissent par me hérisser le poil, tous, tant qu'ils sont, à force de nous prendre pour des crétins. Témoin ce dialogue cynique et complice rapporté par *le Point* : mercredi dernier, un de nos ministres croise Le Pen dans les couloirs du Palais-Bourbon et lui lance en faisant allusion à la folle nuit de la semaine passée : « J'ai l'impression que tu t'es planté. » Ils se tutoient, oui. Et l'autre de rétorquer : « Je le croyais aussi, mais, finalement, ça marche ! »

Traduisez : ils marchent, ils galopent, les cochons de votants. On la mène où on veut, cette bande de somnambules. Attention, quand même ! Faites gaffe. N'y allez pas trop fort. Ça risquerait de nous réveiller. En sursaut.

CLAUDE SARRAUTE.

A la cour d'assises de Nouméa

Des « responsables » discrets

NOUMÉA
de notre correspondant

Les avocats de la défense faisaient grise mine, le lundi 19 octobre, aux assises de Nouméa, à l'ouverture du procès des auteurs de la fusillade de Hienghène (*le Monde* du 20 octobre). Les bancs où ils auraient aimé voir siéger certains « *responsables* » étaient singulièrement... dégarnis. Me Chatenay était même ulcéré : « *Il serait trop beau de l'avoir vu semer le désordre comme il l'a semé sur le territoire et se défiler maintenant* », tonnait-il en constatant l'absence, pour des raisons médicales, de M. Jacques Roynette, haut commissaire de la République au moment où éclatèrent, en novembre 1984, les troubles sur l'archipel.

Mais les avocats ne désarmèrent pas : considérant que le motif médical était une « *histoire inventée* » — selon l'expression de Me Lergenmuller, — ils proposèrent à la cour que soit délivré un mandat d'amener contre le fonctionnaire défaillant. Les magistrats rejetèrent la requête, se contentant de demander au tribunal de grande instance de Quimper de vérifier l'état de santé de M. Roynette, actuellement hospitalisé à Pont-l'Abbé, en Bretagne.

Les avocats des inculpés sont d'autant plus irrités que d'autres « *responsables* » se sont « *défilés* ». Ainsi, M. Jean-Pierre Hughes, ancien directeur de cabinet du Haut commissaire — retenu par la préfecture de la Manche, où il est actuellement en poste, — et M. Philippe Marland, ancien secrétaire général du territoire et aujourd'hui chef de cabinet adjoint du ministre du budget, M. Alain Juppé. Mes Chatenay et Lergenmuller souhaitaient « passer au gril » ces hauts fonctionnaires, « *coupables* » à leurs yeux, par leur « *laxisme* », d'avoir laissé dégénérer une situation insurrectionnelle, et donc directement responsables, selon eux, des réactions d'« *auto-défense* » de leurs clients. Ils durent ainsi, pour commencer, dénoncer vertement les protections assurées par la... cohabitation !

Le cri du cœur

En dépit de ce premier éclat, le procès a débuté dans des conditions plutôt sereines. Le président Goudot se montre intraitable vis-à-vis du moindre intervenant au verbe un peu haut. Ainsi, M. Raoul Lapetite, lors de l'audition des sept inculpés, mardi, s'est fait rappeler à l'ordre lorsqu'il s'est exclamé : « *C'est Jean-Marie Tjibaou le responsable !* » Il ne put prolonger plus longtemps son réquisitoire. Mais ce cri du cœur donnait le ton.

Comment expliquer, aux yeux de ce groupe de métis enracinés dans le terroir de Hienghène, « *l'état de guerre* » régnant fin 1984 autrement que par le jeu personnel de ce chef « *marxiste* » ? Tout, pourtant, les rapprochait des Canaques : des origines ethniques communes, l'usage courant du *fwai* (la langue vernaculaire), des conditions sociales modestes, et même, à une époque, une complicité politique, puisque M. Raoul Lapetite fut un responsable local de l'Union calédonienne (UC) — aujourd'hui dirigée par M. Tjibaou — et puisque son fils, Jean-Claude, flirta brièvement avec le Parti de libération kanak (PALIKA), la branche dure du mouvement indépendantiste. Alors pourquoi ? Sur quel obstacle a donc pu achopper un si long compagnonnage ? La réponse tomba dans un lourd silence : « *On a du sang canaque, mais on se sent français* ».

FRÉDÉRIC BOBIN.

Le numéro du « Monde » daté 20 octobre 1987 a été tiré à 594 634 exemplaires



